EN POLOGNE

La grève nationale décidée par Solidarité a échoué

men particuliers

で、 4度か またま ₂な

秦 李 75

المركب والمجاولات

The second secon

The state of the s

A STATE OF THE STA

Billian and an array

The state of the state of

STATE OF THE PARTY OF THE PARTY

The state of the s

AGGREGATION OF STREET AND ASSESSMENT

The state of the second state of the second

Company of the second

Same Stranger Brickers of the same see

The second second second

Service of the service of the service of

The latest the same of the sam

The state of the s

April April 1 House a comment of the

本点框 ""

C+-T - A 3-14

ger a me

3) 500

The Party of

22. 22

ign will

南 劳味 12

....

المناف المعلم المعالم

design when a con-

METHOD C

STORY OF THE LABOUR STORY SERVICE AND A

H HOUSE

program with the second

The second second

AND THE RESIDENCE OF THE PARTY OF THE PARTY

mag affect and a second

Fig. 1 . The same of the same

The sale ... States of the sale ...

The Same and the same of the s

THE SPORT IN WALLEY

person or valdades so

and the second

in the first war and the

Agricia in the second

See the See

LIRE PAGE 5



Directeur : André Laurens

bourg, 27 f.; Norvège, 8,00 kr.; Pays-Bax, 1,75 fl.; Portugel, 55 esc.; Sénégal, 290 F CFA; Suède, 7,75 kr.; Suisse, 1,40 f.; Yougoslavie, 65 d.

5. RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09 Télex MONDPAR 650572 F C.C.P. 4207 - 23 PARIS Tél.: 246-72-23

mort de Leonid Brejnev

Continuité et sécurité ·

Le règne de M. Brejnev aura été marqué de quelques grands moments diplomatiques - de la réconciliation avec l'Allemagne de Willy Brandt à l'ouverture avec l'Amérique de Richard Nixon. d'un dialogue qui, pour le numéro un du Kremlin, devait conduire à l'établissement d'un style de coopération « irréversible » entre les deux grandes puissances. Sa disparition survient alors qu'une réorientation majeure se dessinait dans la politique extérieure soviétique. Tandis que les relations avec les Etats-Unis, affectées aussi bien par le blocage des négociations sur les armements stratégiques que par les événements d'Afghanistan et de Pologne, sont pratiquement à leur niveau le plus bas depuis dix ans, un rapprochement s'amorce avec une Chine longtemps considérée non seulement comme le pire adversaire idéologique du communisme soviétique, mais encore comme une menace pour la sécurité de l'Union soviétique.

. Tout cela vient de loin, et si le climat entre le Kremlin et la Maison Blanche s'est encore altéré depuis l'élection de M. Reagan, il avait commencé à se détériorer du temps de M. Carter. De même, si la normalisation des relations avec Pékin paraît aujourd'hui en bonne voie, M. Breinev n'en était pas à sa première tentative dans cette direction.

Son rôle personnel dans ce jeu triangulaire - dont il faut bien admettre qu'il relègue au second plan les rapports avec des puissances « moyemes », comme les nations européennes, et avec le tiers-monde - 2 sans doute été déterminant. C'est à M. Brejnev qu'il a appartenu de donner, au moment voulu, l'impulsion décisive, de trancher sur les concessions que l'Union soviétique pouvait ou non accepter, de persévérer le cas échéant dans des voies où le succès tardait à se matérialiser.

La nature du système soviétique, toutefois, est telle qu'aucune des initiatives extérieures dont M. Brejnev a été l'artisan le plus apparent n'a pu être prise sans qu'un rapport de forces favorable au nouveau projet ne s'établisse préalablement au Kremlin – quitte, au reste, à ce que les adversaires éventuels se voient écartés sans ménagement de la direction collective.

C'est pour cette raison que, à court terme au moins, l'ouverture de la succession de M. Breinev ne devrait se traduire ni par une rupture de continuité dans les orientations diplomatiques et stratégiques du régime ni par des gestes « aventuristes » susceptibles de compromettre les équilibres internes autant qu'externes. Aussi bien, le règlement de problèmes intérieurs de cette importance a-t-il déjà dans le passé incité les dirigeants de l'U.R.S.S. à la prudence plutôt qu'aux épreuves de

Il demeure néanmoins que les réorientations en cours, tant visà-vis de Washington que de Pékin, ne sont encore qu'ébauchées et que l'image n'apparaît pas avec netteté des options fondamentales dont elles résultent. C'est en ce sens que les successeurs de M. Brejnev vont devoir définir, en évitant de prolonger de dangereuses incertitudes, les équilibres par lesquels ils entendent assurer la sécurité de PU.R.S.S., sans compromettre celle de ses partenaires.

• Les autorités ont annoncé avec vingt-quatre heures de retard le décès subit du secrétaire général du parti communiste

Aucune indication n'a encore été donnée sur la succession du premier personnage du régime soviétique

Avec vingt-quatre heures de retard, la radio de Moscou a amoncé, jeudi matin 11 novembre, le décès de Leonid

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

A 11 heures locales (9 heures à Paris) le communiqué suivant a été la à la radio : « Le Comité central du parti communiste de l'U.R.S.S., le présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S., et le conseil des ministres de l'U.R.S.S. ont la profonde douleur de faire part au parti et à tout le peuple soviétique de la mort subite de Leonid Illitch, secrétaire général du P.C.U.S., président du présidinm du Soviet suprême de l'U.R.S.S., survenue le 10 novembre 1982 à 8 h 30 du matin. Le nom de Leonid Brejnev, continuateur fidèle de la grande cause de Léniue, combattant ardent pour la paix et le communisme, vivra éternellement dans le

cœur des Soviétiques et de toute l'humanité progressiste ». Ancine autre indication n'a encore été dounée sur la date et le déroulement des obsèques ni sur la succession du numéro un du régime. Il faut le remplacer, en effet, en sa

double qualité de secrétaire général du parti communiste et de président du présidium du Soviet suprême. C'est le comité central qui a qualité pour nommer un nouveau chef du parti. C'est lui également qui fait des propositions au Soviet suprême pour le choix d'un nouveau président. Avant la mort de ML Brejnev, une réunion du comité central était prévue pour le 15 novembre.

Dès mercredi soir, on avait relevé un changement inexpliqué dans le programme de la radio et de la télévision soviétique. On pouvait des lors penser qu'une importante personnalité du régime venait de disparaître. Beaucoup d'observateurs supposaient qu'il s'agissait de M. Kirilenko, qui n'est pas apparu en public depuis de longues semaines.

Contrairement à ce qui s'était passé au moment de la mort de Staline, en mars 1953, on n'enregistre encore dans la population aucune réaction. Les autorités n'out d'ail-Jeurs pas jugé nécessaire de lancer un appel au calme

comme elles l'avaient fait lors de la disparition du successeur de Lénine. Il y a trente ans, les dirigeants avaient gardé secrète pendant plusieurs jours la nouvelle de la grave maladie du secrétaire général, puis ils avaient publié, le 4 mars, un communiqué faisant état de cette maladie. Le communique annoncant le décès était diffusé dans la nuit du 5 au 6 mars.

A l'étranger, la mort de M. Brejney a été annoncée rapidement dans la plupart des pays, y compris la Chine, mais elle n'a encore donné lieu à aucun commentaire de la part des chefs d'État.

Sur les marchés des changes, l'annonce du décès de M. Brejnev a provoqué une forte hausse du dollar, notamment en Allomagne fédérale, où le cours de la monnaie américaine s'est élevé brutalement de 2,5680 deutschmarks à 2,60 deutschmarks environ, au plus haut depuis plus de cinq ans.

Vers un nouveau système collectif? Moscou et le P.C. français

Un choix délicat pour le bureau politique toute activité. Selon certaines infor-

C'est à 9 heures précises - heure de Paris - que la mort « soudaine » de Leonid Breinev a été annoncée par l'agence Tass. L'agence officielle soviétique a précisé que le chef de l'Etat et du parti était mort la veille à 8 h 30. La radio et la télévision soviétiques ont annoncé la nouvelle en diffusant le communique suivant : « Le comité central du parti communiste de l'U.R.S.S., Je. présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S. et le conseil des ministres de l'U.R.S.S. ont la prosonde douleur de faire part au parti et à tout le peuple soviétique de la mort subite de Leonid Illitch Breinev, secrétaire général du P.C.U.S., président du présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S., survenue le 10 novembre 1982, à 8 h 30 du matin. Le nom de Leonid Brejnev, continuateur fidèle de la grande cause de Lénine, combattant ardent pour la paix et le communisme, vivra éternellement dans le cœur des Soviétiques et de toute l'humanité progressiste. Ce communiqué ne donne aucune précision sur la date des obsèques. Une commission spéciale chargée de les organiser devrait être bientôt nommée. Toute la iournée de mercredi avait été marquée à Moscou par un certain nombre d'indices concordants. Présentateurs des journaux télévisés vêtus de noir, annulation de la retransmission d'un important match de hockey sur glace et d'un concert de variétés. etc. Jeudi, tôt le matin, il était évident qu'un très important dirigeant était mort et que celui-ci ne pouvait être que Leonid Breinev : les deux chaînes de radio ne diffusaient que

la signature de M. Brejnev. D'après les premiers témoignages. l'annonce de la mort de M. Breinev a surpris les Soviétiques, mais n'a pas entraîné de manifestations spontanées quelconques. Nous sommes loin, sans aucun doute, de l'émotion qu'avait provoquée la mort de Staline, en mars 1953, et qui avait culminé le jour des obsèques par des mouvements de soule considérables au cours desquels des dizaines de personnes moururent étonffées.

de la musique symphonique et le té-

légramme envoyé au président ango-

lais pour la fête nationale - repris

par la Pravda - ne comporterait pas

La dernière apparition en public de M. Brejnev remonte à dimanche dernier, lorsqu'il a assisté, du haut du mausolée de Lénine, à la parade militaire et civile célébrant le soixante-cinquième anniversaire de la révolution d'Octobre. Comme à l'accoutumée, depuis de nombreuses années, le numéro un soviétique avait paru fatigué, gravissant avec difficulté les marches du mausolée, puis saluant les détachements militaires d'un geste saccadé du bras. Un peu plus tard, il avait cependant reçu le corps diplomatique au Kremlin et proponcé un discours au cours duquei il s'en était violemment pris aux Etats-Unis.

Depuis 1973, l'état de santé de M. Brejnev avait fait l'objet de nombreuses spéculations, car le chef de l'Etat avait été contraint à plusieurs reprises, et pour des périodes de plusieurs semaines parfois, de cesser

mations, il aurait même été hospitalisé plusieurs fois et aurait été victime d'un incident cardiaque.

Jendi, en sin de matinée, on ne disposait encore d'aucune information officielle sur la succession de M. Brejnev. Il est probable pourtant que cette question a été réglée, an moins provisoirement, au ocura des dernières vingt-quarre hemes, pendant lesquelles les membres du bureau politique ont décidé de tenir secrète la mort du secrétaire général. La solution qui sera - ou qui a déià été - retenue pourrait être présentée à une réunion exceptionnelle du comité central. Une telle réunion était d'ailleurs prévue depuis plusieurs semaines pour lundi prochain, mais elle devait être consacrée à un examen de la situation économique. toujours aussi peu satisfaisante.

Les observateurs s'attendent que la solution mise au point par le bureau politique et les secrétaires du parti soit dans un premier stade collective et ne départage pas encore les grands favoris que sont M. Youri Andropov, l'ancien chef du K.G.B., anjourd'hui secrétaire à l'idéologie, et M. Constantin Tchernicako qui a committee and the control of the con charge de l'organisation du parti. D'autres hommes importants pourraient être associés à la direction du parti comme l'«éternel» ministre des affaires étrangères, André Gromyko et le maréchal Dimitri Oustinov, ministre de la défense. Remar-

> JACQUES AMALRIC. (Lire la suite page 4.)

quons, à propos de ce dernier, qu'il

ne s'agit pas à proprement parler

d'un militaire de carrière.

De la « normalisation » en Tchécoslovaquie à la crise polonaise

M. Georges Marchais, interrogé le novembre au cours de l'émission K Le grand jury R.T.L-le Monde > sur le sort de M. Anatole Chtcharanski, se bornait à donner lecture d'une nots qu'il avait reçue de Moscou, en péraissent avaliser la thèse

La secrétaire général du P.C.F. semblait oublier que, après avoir annonce, en février 1980, la création d'un Comité de défense des libertés et des droits de l'homme en France et dans le monde, il avait, au nom de ce comité, demandé, en avril de la même année, la libération de M. Chtcharanski. Celui-ci était, avec l'écrivain tchèque Vaclav Havel, l'un

vies autorités agviétiques selon la-

Quelle la mathématicien « dissident »

serait, en réalité, un espion.

des deux prisonniers politiques de l'Est que M. Marchais considérait comme injustement détenus. Le P.C.F. avait participé, en 1978, à une manifestation contre le procès au terme duquel M. Chtcharanski avait été condamné à treize ans de déten-Ce revirement du secrétaire géné-

rai du P.C.F., rapproché du refus de condamner explicitement la dissolution du syndicat Solidarité en Pologne, montre le souci des dirigeants communistes français de ne créer aucune difficulté, dans la période actuelle, aux Soviétiques. Il n'en avait pas toujours été ainsi.

Le garant de la stabilité

Quelques jours après la chute de Khrouchtchev, alors que M. Leonid Ilvitch Brejnev vensit de prendre la direction du parti, les Moscovites analysaient la situation par un jeu de mots : « Comment vivrons-nous désormais ? », demandaient-ils. « Kak po brejnemou... », répondaient-ils (comme avant). Le nouveau numéro un du régime était depuis longtemps en vedette. Il avait occupé pendant quatre ans les fonctions de chef de l'État. On l'avait vu dans d'innombrables réunions. Il avait fait quatorze voyages à l'étranger. La presse avait maintes fois reproduit les photos de ce hiérarque à la silhouette plutôt lourde, qui aimait les plaisirs de la vie et cultivait les bonnes manières. Mais que représentait donc ce dirigeant dont on disait jusqu'au 15 octobre 1964 qu'il était le plus fidèle des khrouchtchéviens? Personne, surtout parmi les Soviétiques, ne voulait prendre position à son sujet. On

Sa biographie était pourtant exemplaire. Il naquit en 1906 dans la région de Dniepropetrovsk, en Ukraine. Son père était ouvrier métallurgiste. Comme beaucoup d'autres, le jeune Leonid Ilyitch adhéra au Komsomol alors qu'il avait dix-sept ans et qu'il suivait les cours d'une école technique d'agriculture à Koursk. Il recut son premier poste en Oural et devint viceprésident d'un soviet rural. Il s'initia ensuite aux questions industrielles et obtint en 1935 un diplôme d'ingénieur de la métallurgie. Il était évidemment passé du Komsomoi au parti communiste et, en 1938, il délaissa la technique pour se consacrer de plus en plus à l'appareil du

consentait toutefois à lui reconnaître

une qualité : M. Brejnev était un bel

homme.

parti... L'Ukraîne était alors décimée par les purges. Staline avait liquidé tous les dirigeants du parti de cette république qui, à ses yeux, étaient coupables de nationalisme, et il avait envoyé Khrouchtchev à Kiev. Le nouveau maître recherchait les jeunes cadres, I) remarqua parmi par BERNARD FÉRON

besucoup d'autres M. Brejnev, un des secrétaires de la région de Dniepropetrovsk. Ainsi commence une collaboration qui devait se poursuivre pendant vingt-cinq ans. On pourrait même, en suivant les méandres de la carrière de M. Brejnev, tracer la courbe de l'influence de Nikita Khrouchtchev.

Général à la fin de la guerre

Période ascendante : la guerre. Comme M. & K. M. Breiney sert sur le front ukrainien en qualité de commissaire politique, ce qui lui vaut d'obtenir à l'âge de trante-huit ans le grade de général. Après la capitulation allemande, il revient dans l'appareil civil du parti en Ukraine, avec Khrouchtchev. Il est délà éleve dans la hiérarchie : il dirige la région de Zaporoje, puis celle de Dniepropetrovsk, et, en 1949, il est élu membre du comité central de la République. Mais son protecteur subit un recul. D'abord Staline envoie à Kiev un superintendant du parti, Lazere Kaganovitch, puis, en 1950, la *Pravda* fait nettement comprendre que M. « K » a tort de vouloir transformer les villages en « agrovilles ». C'est alors que M. Brejnev quitte l'Ukraine.

Apparemment, il beneficie d'une importante promotion puisqu'il devient premier secrétaire de la République de Moldavie. Mais chacun sait que le cadeau est empoisonné. La situation est difficile dans cette région après la guerre et les dirigeants du parti sont, les uns après les autres, voués à l'abomination parce qu'ils sont incapables de faire état de bonnes récoltes. Mais M. Brejnev passe l'épreuve avec succès. Du moins ne lui reprochet-on pas de ne pas avoir opéré de miracles. Il est vrai que pendant ce temps M. « K » a consolidé sa position à Moscou : Staline l'a chargé de préparer la réforme des statuts du

parti, et. au XIXº concrès (octobre 1952), il le met en vedette avec Malenkov. Tandis que le dictateur envisage de liquider ses plus anciens compagnons, Nikita Khrouchtchev réussit à faire monter à la direction suprême quelques-uns de ses amis. En octobre 1952, M. Breinev est nommé membre suppléant du présidium et secrétaire du comité central.

Six mois plus tard, tout est a recommencer. Les anciens se ressaisissent lorsque meurt Staline. Leur premier soin est d'envoyer à des tâches plus obscures ces nouveaux venus qui se croyaient tout près du sommet. Pour M. Brejnev, adieu présidium, secrétariat. On le case pendant quelques mois à la direction politique de la marine, puis, en 1954, Khrouchtchev l'envoie au Kazakhstan, où s'engage l'experience de défrichage des terres vierges. Mais it ne peut lui offrir la situation la plus brillante.

(Lire la suite page 2.)

PATRICK JARREAU. (Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

Mortels

Ils sont mortels et rêvent de durer: ils ne connaissent • ni le jour ni l'heure » et, quand le jour vient, on est toujours surpris; ils prétendent règler leur succession et s'accrochent jusqu'au bout au pouvoir qu'ils détiennent encore.

Après la mort, leurs depouilles croulent sous la soudaine louange des ennemis. Leurs proches se bousculent en pleurant pour partager, au plus tôt, l'héritage ou l'his-

C'est la consolation des vivants : sace à la mort, et quel que soit le « système », les grands sont exactement comme les petits.

BRUNO FRAPPAT.

DANS CE NUMÉRO

Page 10

• LES NOMINATIONS A LA TÊTE DES SERVICES SECRETS FRANÇAIS

- D.G.S.E. : deuxième changement en dixsept mois, par JACQUES ISNARD.

- D.S.T. : retour à la tradition, par LAURENT GREILSAMER.

Page 9

LA NOUVELLE POLITIQUE D'EXTRADITION

- Les frontières de l'inacceptable, par BERTRAND LE GENDRE.

Page 15

• LA MORT DU CINÉASTE ELIO PETRI.

在第二十二章 (1995年 - 1995年 an antanapparaile france .

Employed the man and the second

(Suite de la première page.)

M. Ponomarenko, qui est plutôt de l'écurie Malenkov., est premier secrétaire de la République. Fort heureusement pour M. Breinev. M. Ponomarenko s'en va au bout de quelques mois, et surtout les conditions atmosphériques ne sont pas mauvaises. Il est alors en bonne posture pour faire sa rentrée lorsque se réunit le XX° congrès. Nikita Khrouchtchev n'a pas encore assez d'autorité pour éliminer ses rivaux du présidium. H en a suffisamment pour faire venir ses hommes au secrétariat et distribuer des titres de membres suppléants du présidum Après un entracte de trois ans, M. Breiney revient donc à Moscou, et Il consolide sa position en 1957 lorsque la défaite du groupe anti-

parti axide le renouvellement du

présidium.

Pourtant, en 1960, les temps sont difficiles. Le premier secrétaire ne contrôle pas comme Il le voudrait le présidium. Il est iamels II ne été depuis 1957. Il doit louvoyer. céder du terrain, prendre Kozlov pour adjoint à la direction du parti et libérer de leurs fonctions de comité central ses amis les plus proches. Le 7 mai M. Breinev bénéficle d'une proflatteuse puisqu'il remplace à la tête de l'Etat le vieux marechal Vorochilov. Mals ne perdil pas le pouvoir réel le 16 juillet. lorsqu'il cesse d'être secrétaire du pouvait alors penser sa carrière.

héros d'un drame qui n'eut aucune

M. Breiney fut la cause d'un incident diplomatique. En 1962, il était invité à Beigrade. Lors d'une réception il crut bon d'attaquer en termes violents la politique Occidentaux en Allemagne. ambassadeurs de l'Ouest quittèrent la salle. laissant les Yougoslaves tort embarrasses-

Au début de 1963, les actions de M. « K ». qui svaient été su plus bas à Moscou pendant l'hiver, remontaient. Froi Kozlov. malade, étalt mis hors circuit. Aussi personne ne fut étonné de voir M. Breinev nommé en même temps que M. Podgomy au secrétariat. Ses nouvelles fonctions l'absorbaient à un point tel qu'en iuillet 1964 il dut céder à M. Mikovan la présidence du Soviet suprême. Il devenalt ainsi le numéro deux du

La signification de ce changement de personnel paraissait alors claire, M. « K » préparait sa succession et il voulait prendre pour adjoint un' homme en qui il avait toute confiance. Qui était mieux qualifié que M. Breiney pour tenir l'emploi ? Il n'avait ismais hésité à condamner les membres du groupe antiparti. alors que d'autres dirigeants du présidium adoptalent une position plutôt réservée. Il était prêt à porter dans les provinces la bonne parole contre ies dogmatiques chinois. Et c'est lui qui, en août 1964, représenta M. Khrouchtchev aux obsèques de Togliatti. Sa mission était difficile : les Soviétiques cherchalent encore à persuader les communistes Italiens de ne pas publier le « testament » atteint le sommet de de leur secrétaire général.

Et vallà au'en octobre 1964 ce Mais II avait les apparences de fidèle se retrouva dans l'autre camp. Etait-il depuis des mois délà dans la conjuration ? Se rallia-t-li au dernier mament? Le campiot en tout cas, no pouvait pas être monté en dehors de lui. Puisqu'il était appelé

d'urgence des mesures radicales pour reconstituer le parti ?

Pendant son passage à la direction suprême, li voulut, tout en s'appuvant d'abord sur l'appareit du parti, faire plaisir à tout le monde. Il honora Joukov, rendit un hommage remarqué à Staline, fit condamner par les idéologues le « communisme du ventre » et s'efforca de rassurer ceux qui réclamaient une plus grande liberté dans la recherche. Il essava valnement de calmer les Chinois en ne répondant pas à leurs insultes.

Les quelques discours qu'il prononce tradulsent les incertitudes du personnage plutôt qu'ils n'annoncent ses couleurs.

Dès qu'il fut élu premier secrétaire, on out le sentiment que ce choix était le fruit d'un compromis. M. Breinev rassurait les « clients : du patron destitué - il avait été des leurs - et en même temos il apaisait ceux qui en avaient assez du tohu-bohu Son premier soin fut de rétablir l'unité d'organisation du parti et de redonner aux fonctionnaires de l'appareil la considération qu'ils étaient en train de perdre. Nové dans la direction suorême, survellié par ses pairs. Il était condamné à gouverner dans une grisallie dont Il s'accommodait fort bien. à bouque le moins possible. Dans le climat de 1964 sa victoire était celle du conservatisme. A ses côtés, M. Kos syguine, le nouveau chef du gouvernement, faisait figure de progres-

A ce moment, une vaste réforme de la gestion était en préparation. économistes s'étaient rendu compte que le système bureaucratisé à l'extrême allait être frappé de paralysia. Avec les encouragements de Khrouchtchev, des experts avaient esquissé et même expérimenté une méthode qui rédulsait la part des planificateurs et établissait des liens directs entre producteurs et utilisateurs. Il s'adissait aussi et surtout d'accroître la responsabilité et l'intérêt de tous ceux qui participalent suade qu'il convenait de prendre reconnaissaient certes que des changements étaient nécessaires puisque le contrôle de la machine échanpalt aux autorités. Ils ne iudealent pas utile de modifier les structures : ne suffisalt-il pas, pour remédier au mal, de doter les services de planification de quelques ordinateurs géants qui permettralent de sulvre d'heure en heure toute l'économie

M. Breinev fut de ceux qui freinèrent la réforme, moins parce qu'il attendait des miracles des ordinateurs que parce qu'il redoutait un changement de l'équilibre du pouvoir. A la direction suprême — et c'est ce qui faisait sa prééminence - il représentait les - apparatchiki qui, depuis une ouarantaine d'années. étaient les maîtres du pays. Le sys-

La « doctrine de souveraineté limitée »

Il donna d'autres gages aux conservateurs. En mai 1965, à l'occasion du vingtième anniversaire de la vicbire, il rendit un hommage bref mais remarqué à Staline. Dans une société oul fait la différence entre passé et le présent, ses propos n'auraient guère retenu l'attention. li est vrai que l'ancien dictateur a un rôle éminent pendant la querre, et il n'était pas indécent de lui en rendre temologage. Mais le discours prenait valeur d'avertissement : le parti, par la voix de son chef, signifialt que la déstalinisation c'était fini, qu'il fallait maintenant restaurer les valeurs morales et militaires mises à mal pendant la période de dénonciation du « cults ». L'armée avait demandé et obtenu cette sorte de réhabilitation de Staqui l'avait fait souffrir mais lui avait donné prestige et gioire.

Le vingt-troisième congrès (1965) apporta de nouveaux indices de « normalisation ». Pour la première fois M. Breiney tenait is vedetta dans cette assemblée. Il fut servi. Un des orateurs propose que le premier secrétaire prit le titre de secrétaire général. Lui-même suggéra que mitraillé au-dessus de la Méditer- convoquer le comité central ? Etait- au processus de production, afin que le présidium du comité central redébut du mois d'octobre, lorsque lité. M. Kossyguine se fit l'avocat sait en principe, d'un retour à Léque de mai. Paris dut présenter des Mmes Khrouchtchev et Brejnev par- du nouveau système. D'autres s'in- nine. En fait, le parti remettait à talent ensemble prendre les eaux en quiétalent des bouleversements l'honneur les appellations qui avaient Tchécoslovaquie ? Etait-il déjà per- qu'une telle réforme provoquerait ils eu cours pendant la période stali-

pas modifier la répartition des forces dans la société avant d'avoir des effets au bureau polltique? Logiquement, il devralt accroître le poids des techniciens et des gestionnaires, donc réduire la place des fonctionnaires de l'appareil. La réforme fut adoptée en 1965 par le comité central et le Soviet suprême, mais assortie de conditions telles qu'elle perdit beaucoup de sa signification. Les gestionnaires eurent une bonne marce d'initiative, mais le parti et ses fonctionnaires se virent reconnaître le droit et assigner le devoir d'exercer un contrôle à tous les stades de la production. Dans cette querelle. M. Breiney fut visiblement à la tête de ceux qui réussirent à restreindre la portée de la réforme.

Autre signe de conservatisme : en 1968. M. Breiney lanca une campaque pour la restauration de la disci-

pline et l'orthodoxie dans le parti. A ce moment, les Tchécoslovacues commencaient feur expérience libérale qui inquiétait la plupart communistes établis au pouvoir. Le 29 mars, le secrétaire général adressa un coup de semonce « aux éléments nationalistes et révisionnistes sur lesquels misent les impérialistes pour affaiblir l'unité idéologique et politique des travailleurs des pays socialistes -. Dans cette bataille. disait-il, personne ne peut rester neutre, et les intellectuels moins que culconque. Les écrivains conformistes étalent prévenus : la parti n'était pas d'humeur à supporter leurs écarts. Quelques mois plus tard, en jullet,

à l'occasion d'une visite de M. Kadar à Moscou, il revenait à la charge : « Nous ne nouvons rester indifiérents aux destinées de construction du socialisme dans les autres pays. - Cette déclaration prit tout son sens le 20 août de la même année lorsque les troupes du pacte de Varsovie ailèrent « rétablir l'ordre - à Preque. M. Breinev n'avait-If décidé à liquider son maître au leur travail soit de mellieure qua- devint le bureau politique. Il s'agis- il pas défini et mis en pratique une en juin 1970, une session extraordi-- doctrine de souveraineté fimitée naire pour faire le point de l'écodes Etats socialistés » ?

a suscité l'Indignation des autorités ment, et y prononce un important

tème dit des liens directs n'ellalt-li existé que dans l'imagination de mos adversaires. Certes, la secrétaire général n'a pas établi une théorie en bonne et due forme. Mais ses propos n'annoncalent-lis, ne tendaient-ils pas à justifier l'Intervention militaire? Et ne porte-t-il pas la responsabilité suprême de l'action des troupes du pacte de Varsovie ? Après coup il fut dit qu'il avait été oris de court, qu'il préconisait une politique modérée. Il est vrai qu'il ne fut pas le premier à dénoncer l'expérience tchécoslovague : M. Chelest, alors premier secrétaire de la République d'Ukraine, le fit blen avant lui. Mais Il se rallia aux arguments des ultras. Faul-il ajouter toi à la version ré-

pandue à Moscou selon laquelle la décision d'intervenir à Prague aurait été imposée par les ulfras du bureau politique, qui auraient profité d'une absence de M. Breinev pour forger de faux documents? Catte explication a été diffusée cinq ans après les événements : elle avait l'avantage de bianchir le secrétaire général et de releter la faute sur un personnage délà mis hors course. M. Chelest. Les historiens y regarderont à deux tois avant de la prasdre pour argent comptant. Elle traduit cependant une réalité : la Breiney des années 70 se distinguali très nettement de celui qui, dans les années 60, cherchait à assurer son autorité.

Premier parmi ses égaux, le secrétaire général laissait, au début à M. Kossyguine le soin de contrôles la diplomatie et la gestion de l'industrie. Il recevait rarement un homme d'Etat étranger. Il ne guittait son pays que pour aller dans un autre pays socialiste. Lui-même traitait quasi souverainement de la vie du parti. ce qui est tout de même essentiel en U.R.S.S., et de la politique agricole. Et puis, à partir de 1970. Il se met à parler de tout. Sans qu'on puisse fixer avec précision la data de la mutation, il est

Le conseil des ministres tient-il. mie ? M. Brejnev y participe, blen Cette présentation des événéments qu'il n'appartienne pas au gouvernesoviétiques : la prétendue doctrine discours. On balese entendre ou'il

Dix-huit ans

15 OCTOBRE, - M. Leould Breiney devient premier secrétaire du parti communiste à la place de M. Khrouchtchev, auguel succède M. Alexis Kossygulue en qualité de chef de gouvernement.

NOVEMBRE. — M. Patolitchev,

ministre du commerce extérieur,

signe à Paris le premier accord de commerce à long terme avec la France (1965-1969). - Le comité central abolit la réforme des structures décidée par

M. Khrouchtchev en 1962, Il élit MM. Chélepine et Chelest au présidium (bureau politique).

MARS. — Réunion à Moscou pour préparer un « sommet » communiste dont la tenue nécessitera encore de nombreuses consultations entre P.C.

- Le comité central augmente

les investissements dans l'agricul-AVRIL — L'appui soviétique au plan de paix de M. Pham Van Dong marque le début des efforts faits

par Moscou pour tenter de supplanter à Hanoi l'influence de Pekin. SEPTEMBRE - Poursuivant son action en Asie, M. Kossyguine joue les médiateurs entre l'Inde et le Pakistan : il réuntra à Tachkent

en janvier les chets de gouvernement de ces pays pour régler leur différend. OCTOBRE. — Adoption de la réforme économique « pour une amélioration de la gestion industrielle ». DECEMBRE. — M. Nicolas Podgorny devient chef de l'Etat en remplacant M. Mikoyan comme président

du présidium du Soviet suprême. FEVRIER. — Le procès des écrivains contestataires Sinlavski et Daniel marque le début d'une longue lutte des intellectuels pour la liberté d'expression et le respect des droits de l'homme. Cette lutte mènera aux internements arbitraires dans des asiles psychiatriques, à l'expuision d'Alexandre Soljenitsyne et aux banissements déguisés d'autres non-conformistes. La répression n'empêchera pas l'apparition de l'édition clandestine Samizdat ni une meilleure information de

l'étranger. MARS. — M. Breiner recoit le titre de a secrétaire général a au cours du vinet-troisième congrés du P.C.; MM. Mikoyan et Chvernik quittent le présidium du parti. MAI. - Le quinzième contrès du

Komsumol tente de seconer l'apathie politique des jeunes. JUIN. - Voyage triomphal du général de Gaulle à Moscou. M. Kossyguine viendra à Paris en novembre. DECEMBRE. - Le soixantième anniversaire de M. Breinev est célébre avec oclas.

1967

MARS. — Mort du maréchal Malinovski, ministre de la défense, qui sera rempiacă par le maréchal Gretchko. AVRIL. — Consérence des dirigeants

communistes européens à Karlovy-Vary (cependant, l'Albanie, la Yougoslavie et la Roumanie, notamment, u'y participent pas). JUIN. - Peu après la guerre de six jours, réunion du comité central. Ensuita. M. Egoritchev per-

dra son poste de premier secrétaire du parti pour Moscou. Puis M. Chélepine, nommé président des syndicata cesse d'être secrétaire du comité central. - M. Kossyguine se rend aux

Etats-Unis et M. Podgorny dans les pays arabes. JUILLET. — M. Pompidou, premier ministre, en visite à Moscou. NOVEMBRE. — Au cinquantensire de la révolution d'Octobre. les P.C. chinois, albanais et néerlandais ne

sont pas représentés.

AOUT. — L'année est dominée dans le monde socialiste par la crise d'antisémitisme en Pologne et le e printemps de Prague a, qui se soldera par l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes des pays du pacte de Varsovie (sauf celles de la Roumanie) le 28 août. L'intervention entraîne un refroidissement avec ce pays et la Yougoslavie, de même qu'une réprobation générale en Occident.

MARS. - Graves incidents avec les Chinois fur l'Oussouri. MAL - Première sête du travail sans défile militaire. JUIN. — Conférence communiste internationale, en l'absence de Chine: devant les représentants de solzante-quinze P.C., M. Brejnev dénouce la politique de Pékin,

maigré la mise en garde de M. Ceausescu. SEPTEMBRE. — M. Kossyguine s'entretient à Pékin avec M. Chou En-lai. - M. Gromyko, ministre des

affaires étrangères, amorce, à Beigrade, une amélioration des relutions avec la Yougoslavie. OCTOBRE. — Le Sénat américain adopte des mesures libéralisant le commerce avec PU.E.S.S. : les deux pays concluent un accord sur la dénuciéarisation des fonds marins. IOVEMBRE. — Début des négociations préliminaires soviéto-américaines à Helsinki en vue de la

giques (SALT).

limitation des armements straté-

JANVIER. — Début des négociations soviéto-américaines pour un accord

tifs et scientifiques. FEVRIER. — Reprise des négociations soviéto-américaines sur l'utilisation

pacifique des explosions nucléaires. AVRIL. - M. Henry Ford, le magnat américain de l'automobile, est invité en U.R.S.S., où M. Kossyguine lui propose de construire une usine automobile.

- Pour le centensire de la naissance de Lénine. M. Breinev mentionne les difficultés économiques et tient des propos d'une intransigeante orthodoxie.

JUIN. — A Budapest, les pays mambres du pacte de Varsovie suggérent dans un mémorandum une réduction équilibrée des forces stationnées en Europe. Les conversations ne commencerout qu'en octobre 1973 à Vienne. AOUT. - Le chanceller Brandt signe

à Moscou un traité de coopération avec I'U.R.S.S., qtd stra sulvi d'accords avec la Pologne et la R.D.A.

— M. Kossyguine suggère au président Nixon la tenue d'une conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.). SEPTEMBRE. — Polémiques entre Moscou et Washington à propos d'une intervention possible américaine dans la guerre civile jordanienne qui poserait le problème l'équilibre des forces en Méditerde l'équilibre des forces en Méditerranée. M. Kissinger affirme à ce

propos qu'il existe un accord tacite entre les deux pays. - Début de crise à propos de la construction éventuelle d'une base navale stratégique à Cienfugos. OCTOBRE. — Première visite à Moscon de M. Pompidou en tant que président de la République : une

concertation politique est instau-- Devant l'Assemblée générale de l'ONU, le président Nizon déclare que l'avenir de la planète dénend des relations entre les deux Super-Grands.

NOVEMBRE. - Washington confirme qu'un accord « tacite » a été conclu avec Moscou sur l'utilisation militaire de la o base navale » à Cien-

DECEMBRE. — Tension & Berlin.

JANVIER. -- L'activité à New-York d'extrémistes juits assombrit les relations soviéto-américaines, pendant que la troisième phase des

négociations SALT piétine. Le 21.

accord soviéto-américain à Moscou sur la coopération dans l'espace. FEVRIER. — Le président Nixon est pris à partie par l'agence Tass pour avoir critiqué l'Intransigeunce du régime soviétique. Des journalistes américalne ont des ennuis à Moscort. Mais trois accords sur la pêche dans le nord du Pacifique seront signés entre les deux pays.

sur les échanges culturels, éduca- MARS. - Le vingt-quatrième congrès du P.C. soviétique se tient avec un an de retard, sans doute en raison des divergences entre réformistes et centralisateurs sur les problèmes économiques. MM. Grichine, Kounzey, Koulakov et Chtcherbitski entrent au bureau

MAL - A Thilissi, M. Breiney propose aux Stats-Unis, à la Chine, à la France et à la Grande-Bretagne que les cinq puissances nucléaires envisagent un accord sur un désarmement a tomique (l'accord sur l'arrêt des expériences uncléaires sur terre, en mer et dans les airs avait été signé le 5 août 1963 par l'U.R.S.S., les Etats-Unis et la Grande-Bretagne).

JUIN. — Le président Nixon fait annuler une clause protectionniste sur le transport, facilitant ainsi la vants éventuelle de blé à l'URSS.

Juillet. — Après l'annonce du voyage de M. Nixon à Pékin. Washington fait savoir à Moscou qu'il n'entend en rien ralentir les négociations SALT. AOUT. - Les Etats-Unis, la France. la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S. concluent un accord sur le statut

- Signature d'un traité de coopération soviéto-indian. SEPTEMBRE. — Le chanceller Brandt se rend en Crimée.

- M. Breinev se rend à Belgrade

quatre ans après la visite du maréchal Tito à Moscou. - Pour éviter les dangers d'une guerre nucléaire, Washington et Moscou remplacent le « télétype rouge a gai relie les deux caultales depuis 1962 par un système de transmission par satellite permettant des consultations rapides. OCTOBRE. - M. Breinev vient en France signer un « énoncé » des principes de la coopération franco-

soviétique. 1972

.JANVIER. - Campagne de redressement idéologique en U.R.S.S. MARS. - La « réalité » de la C.E.E. est reconnue par M. Breinev : en 1973. la COMECON décide de prendre contact avec l'organisation de Bruzelles.

MAL - Du 23 su 30, visite de M. Nixon à Moscou; ses nombreux entretiens avec M. Brejnev aboutissent à la signature d'accords sur le coopération spatiale, scientifique et technique et pour la prévention des incidents en haute mer. Signature du traité sur la limitation des systèmes de missiles antihalistiques, convention provisoire pour cinq ans : les négociations SALT devrout reprendré pour parvenir à. un accord plus complet any les armes offensives. A la fin de cette visite, signature d'une « déclara-

tion de principes » définissant en doute points e les bases des rapports mutuels a. JUIN. — Le maréchal Tito se rend

JUILLET. — Le président Sadate met fin à la mission des conseillers militaires soviétiques en Egypte. - Première réunion de la commission soviéto-américaine pour le commerce créée le 26 mai. AOUT. - L'U.R.S.S. achète d'importantes quantités de céréales aux

en URSS.

Stats-Unis. SEPTEMBRE. — M. Klasinger s'entretient à Moscou avec M. Breiney: le communiqué signale des « progrès importants sur plusiours questions de principe ». Il y a en notamment une entente sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces en Europe (M.B.F.R.): les négociations préliminaires se

tiendrout début 1973. OCTOBRE. — Le 18 : accord à Washington sur le réglement de la dette soviétique au titre du prêt - bail pendant la seconde guerre mondiale : son entrée en vigueux dépendra de l'octroi à l'U.R.S.S. de la clause de la nation la pius

NOVEMBRE. — Opération de remise en ordre au sein du parti communiste soviétique.

JANVIKE. — Le président Pompidou s'entretient avec M. Breinev en Bielorussie. MARS. — Le Congrès américain menace de refuser à l'U.R.S.S. le bénétice de la clause de la nation la plus favorisée en raison du traitement réservé aux juifs soviétiques désireux d'émigrer en Israel. - L'U.R.S.S. met en veilleuse la législation imposant de lourdes

taxes aux émigrants juifs. AVRIL - Le maréchal Gretchko, MM. Andropov et Gromyko entrant an bureau politique que quittent en revanche MM. Voronot. Pun des derniers « dormatiques », et Chelest, l'ancien premier secrétaire du P.C. ukrainien qui sera rendu responsable (en privé) de l'invasion de la Tchécoslovaquie.

MAJ. — M. Breinev se rend à Bonn. - M. Kissinger se read a Moscou : il charche à masurer les conséquences de l'affaire du Water-. ERES SUR les relations soviétoaméricaines.

avec M. Nixon h Washington; la délégation soviétique est arrêtée par des manifestations juives ; M. Zamiatine, directeur de l'agence Tass déclare : « C'est une erreur d'affirmer qu'en commercant avec PURSS, on lui fait one favour. - Puis M. Brainev vient conférer

JUIN. - M. Breiner gentretient pour la convocation d'une conférence sur le désarmement.

à Rambouillet avec le président Pompidou. JUILLET. -- Nouvelle crise entre Moseou et Le Caire.

SEPTEMBRE - Ouverture de la deuxième phase de la C.S.C.E., à

Genève. OCTOBRE - A Washington, on recevant M. Gromyko, M. Nixon assura qu'il est décidé à obtenir du Congrès des avantages commercianx en faveur de l'U.R.S.S. Les Soviétiques sont prêts à patienter pour tenir compte des difficultés de M. Nixon, mais retardent le remhoursement de leur dette an titre du pret-bail.

- Visite décevante à Moscon pour M. Tanaka, premier ministre

1974

23 FEVRIER - Arrivée en R.F.A. d'Alexandre Solienitsyne, expulsé de Moscou et déchu de la nationalité soviétique. Il est recu par Henrich Böll. Sa famille le rejoindra à Zurich le 29 mars. 23 MARS. - Arrivée de M. Kissinger à Moscou pour une visite de quatre jours : pas d'entente sur les « principes » d'une nouvelle limitation des armements stratégiques. JUIN. - Reprise (après cinquante-

tutal 23 NOVEMBRE. - MM. Breiner et Ford à Vladivostok signent un accord « de principe » sur la limitation des armements stratégiques.

six ans d'interruption) des reis-

tions diplomatiques avec le Por-

15 JANVIER. - Dénonciation par Moscou de l'accord commercial soviéto - américain de 1972 pour protester contre les ingérences du Congrès en matière d'émigration des ressortissants soviétiques. 16 AVRIL. - Réunion du comité central du parti communiste; « démission » du burezu politique de M. Chélépine, ancien chef du K.G.B. et président du conseil central des syndicats. Le vingtcinquième congrès est fixé au 24 février 1978. M. Chélénine sera relevé le 22 mai de ses fonctions à la tête des syndicats. 39-31 JUILLET. -- Signature à Helsinki par trente-cing chefs d'Etat

ou leurs représentants de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, à laquelle participent tous les pays européens (sauf l'Albanie), les Stats-Unis et le Canada-14-17 OCTOBRE. - Voyage de M. Giscard d'Estaing, qui fleurit le mausolée de Lénine à Moscou : les deux parties se prononcent

26 OCTOBRE. — Signature and Etats-Unis d'un double contrat de cing and avec PURSE : les Stats-Unis livreront des céréales à PURSS et leur achèteront da Pétrole.

744

化二位 海東 医原子

· 二 二 15-11 一种 安徽年

g vogen bill Geffen

.. 132 - 132-**144-146**

to the complete the same

11.11 11. 14等級 🚧

The state of the s

्र सङ्ग्रहेन्द्र**ाह्यस्थातः**

an en intelligit pill

gradient State of State (1997)

工 大利亞斯 化甲磺

... 2 2:

AND PROPERTY OF PERSONS AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF Britis wing proper in milita Sales Street in the **拉拉 美洲的东西 地址 强调** water historic in M. S. printingen au Printige Ch **建** 建铁铁矿煤 海拔 经转换 泰克 THE THE STATE OF STATE OF THE PERSON NAME OF THE PERSON A. R. Brake Bath. Philips PARTIES IN THE PARTY OF THE At its fortening that the party AT THE RESERVE BUNE DANS DESIGNATION Therefore has Peter A RACK! WIRE WIR SPINE I PROPERTY AND ADDRESS OF THE PARTY AND ADDRESS renginal sin department personal bearing the thirty was Parkers - March 1985 - March 1985

THE PERSON NAMED IN Minist Mil Minterior to 1 Manager & Standard Con when Chiefes I was you SHOPE SHOWER THINK BY THE A MARINE . BURN NOW Y **经营产的营业的** Small France Brown ! though it a make it will befiele SE TO PRESENTE SE COME gela "Beibe fie "fifferede" TER. " " TO THE ONLY BUILD.

in sanitif die determine के स्थापिक सि स्टेर्स Fallen Ben 200 1889 40 / \$1.00 Ja ha 18.00 de. Beginne if districts in the fee appet if he williagen with gradi gis gedentite ud. 44

The second second second second garage of paragraphy and influences with সকলে কি জেলা ছুল বুলিনা সংক্ৰম ই ক্ৰেছ ाद्या जैकाल १९५५ - १६०० व्यक्तित १८७५५ लाहा हा The state of the s

La Ball Color Burg Colored Str. File ் . க ்ஃச் ்த இந்தின் அட்ட தெறிந்தின் இ **海至民364**至 A ser Balling &

regne

A POWER BY

. व. प्रस्तान्त्र नेस्टार

and the trap to the Sales of the

er verben frant & fie

· 特 新沙斯海拉斯

in the Parist Tiel fich bil

Birtha . Sintheif.

" fie tit få bien.

- - - - 3352 2克 萬茂 第一

· 'r- materbal

* * * * * 27 71. Pastmey

t i intiftigar (abre.

the market areas paragraph

Brief Grifferengen &

· Charute Ede

1 4 151 Steel In

कि रिक्त केंद्रकाशकृति

ein tiege & eitfiles

ii tale errennen des

Tierre wie en Maines

the de to plan

in the same and beigness

gi in annen veltige for

the most feathail

· I designed ·

Territerte fran tafaifite

A . TE TEL STATE SAME

feite be aufeiber if erer bambleg

Serie ber ihr is bertie in Brite.

the state of the s

greife fil bei bie bie ihre ichten berifte

gefeiten gen ben ben ficht ficht.

genite : fra i. frant eit beim femmennt.

fie fer in fermenten bent

tigen in beiten unterliegiehe fin.

ign fine be abergen in mer fermen

the the state of the beautiful to the state of the state

Bie. 10 t. 12 fenenteralen France bei ber

the the training the training the

terfer eiler im dert beiter beite fie ergen f 2000.

Profite : die lan Bhl & Aconomi Mines

finished the milities brank in

METTARHET

1 Conttabert #60

C: Alliempfile plide

... Eriffen

TERES TIER

44 11 mg m 54 mgg m 1 值 一 等 图 4

the American Com-

the fire to be a second

1.37.5

. ...

1.37.7

.

to the state of the life that the life that

.

₹::- ...

1 11 12

the facility of the first fire many said a Brandhere · 医神经髓髓性有种性的 (4) 47 M lizer we I. H T T enitinnen kiele Luciai christian Ap Linguettenberieb fint mit treamy an element. the part that breaking iffe gerfiebligen der En

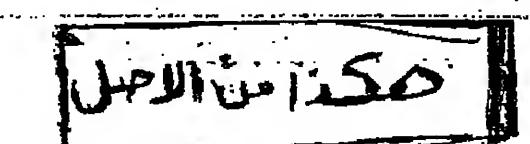
ie Mante - Le gain fane ferieinflichen Deb mattechafiche bereifffeger 13 W184. - M. Sint na femifin figilies े एक प्राप्त तो लोक करेंग्यों, हु **कार्यात में इंटिया प्रश्न लेंग्र**े हिंद्य the fire the Parlie worden. Sie Mich in Linke der n fin in derenten a. . & Seinen mar in an elebenten bei ber fichte PRARMAN & PRES. 1812. भुक् द्वापासुकृष भक्तिमञ्जूषा हो। tanen ditte enteritte A'M AND S' "HEAT HERDENING ! An estegativa fa 192 in Bie - - - - Fall Sai 1 fich mitantiffegnan 27 为约4年刊的成本 - 第5

· 新華 (1914年) 日本 東京 MINISTER ME TERFER DATORE CHARLES M. Telbardungen flereit Bunten of Freife 217-16141 · 1879 th and beffite ... erfeit

(T) 121(1) 121(1) 121(1) 121(1) 131(Barent lange. s auchitati — for th t. t. 10 m ift. - glad . erfe. in wintyage feinfres 使friens: 14 . 5 . 美国 figur ale bei püşböş Ag İ armitery of Stealfal Aleksunten tinginghan got freiten Atres : Sien dateben ann 時,後後進行。 - 神経疾病病 Breigefer, diptate mit f & Treate to in their 篇 副标准线 桑葚种样 15:12 MA ... MA . 4: the electrical department of hightentick des as as

APPENDING 43. MEMBER alterial and be babified mister minnen. W. Ma todentate in bebefigeit the edge are edge by E. T. M. M. MERNERS AR TOSIBLE Ten 40年、基础推销的 >> 事本 Mil SHERIFFE MR. LANGERS

fried the interest of the Libertale Michael Contained friestaffiles & Brete beigefie saifte to solvett de M. F. A. desirement of the meliter



E-55 ----

THE RESERVE

BREJNEV

parti

ies insuffisances, peut-être même qu'il se range parmi les réformateurs. seulement du parti, mais du pays. L'interprète des volontés du P.C. commence à vouloir faire sa politique. Qu'on peut schémetiquement résumer ainsi : pour que l'U.R.S.S. ence du monde, nous devons trouer dans l'Occident développé les concours don't nous avons besoin. La politique internationale, auralt-il dit, est le problème numéro 1 de la politique intérieure.

Probième numéro un en ce sens que les membres du bureau politique ne partagent pas tous les conceptions de leur secrétaire général. Une opposition, animée sans doute par M. Chelest, refusalt une détente qui aurait fait le part belle à l'ennemi de classe. Pour M. Breiney, comme naquère pour M. Khrouchtchev, la coexistence des Etats ne signifie pas la fin de la jutte idéclogique. Elle appelle même à l'intérieur du camp socialiste un renforcement de cette lutte. Mais elle exige des concessions pour amadouer l'adversaire-partenaire. On recevra M. Nixon, blen que ses avions bombardent le territoire de l'aillé nord-vietnamien. On expuisera des contestataires, surtout des julfs, alors qu'en d'autres temps on les aurait tous enfermés, pour apaiser le Congrès des Etats-Unis.

M. Breinev a même pris de plus en plus de risques. Alors qu'au moment de sa chute. M. Krouchtchev s'était vu amèrement reprocher d'avoir cherché à s'entendre avec Bonn, son successeur fit négocier un traité avec l'Allemagne fédérale. et il assista, en août 1970, à la signature de ce document. Un an plus tard il recut très chaleureusement le chanceller Brandt dans sa résidence d'Oréanda. en Crimée, et la pressa soviétique fit une large publicité à l'événement. Dès ce moment, le secrétaire général est devenu une vedette internationale. Il recevra (par deux fois) M. Nixon, puls M. Ford. Il va en France, en Allemagne, aux Etats-Unis, en Yougoslavie. Le chef du gouvernement, le président du Soviet aupréme, qui participaient naguère à

toutes les réjouissances, se tiennent à I dariois même la presse moscovite donne l'impression à ses lecteura que toute la politique mondiale gravite autour de M. Breinev. C'est lui d'allieurs qui donne le la, qui mène, assisté de M. Gromyko, la jeu

soviétique au Proche-Orient, rappelle sa volonté de vivre en paix avec le peuple chinols, tout en rejetant les prétentions des dirigeants de Pékin. li n'avait pas, comme son prédécesseur, le don - ou le toupet de la formule qui étonne. A l'entendre ou à lire ses discours, on s'assoupissalt parfols tant II avait souci d'empêcher les remous. Mais s'il

n'avait pas de style. Il s'est découvert dans la dernière période de son règne un tempérament. Puisqu'i voulait tenir un rôle de vedette. Il lui fallait montrer enfin quel homme était. Il a confié ou fait confier aux cumalistes qu'il était entiché de sport, qu'il éprouvait le plus grand plaieir à conduire des voitures rapides. Quand il vint aux Etats-Unis. Il faililt même jouer eu cow-boy.

Ces demières années, affaibli par la maladie. Il avait considérablement raienti ses activités et espacé ses vovages à l'étranger. Blen qu'incapable de remplir en totalité les obligations gul incombaient au chef du parti - chef de l'Etat, li n'avait rien abandonné de ses prérogatives el avalt même ajouté de nouveaux titres à ceux qu'il collectionnait. On le fit maréchal de l'Union soviétique prix Lénine de littérature. Pourtant on avalt l'impression, surtout depuis la mort de Souslov en janvier 1982, que ta réalité du pouvoir commençait lui échapper. En tout cas, des scandales étaient révélés qui frappaient son entourage et jusqu'à des membres de sa famille.

Etrange courbe de carrière que l sienne. Il suscita l'Inquiétude quand Il prit la place d'un personnage souvent déconcertant mais humain. fit naître la désespérance quand remit en marche. Chez lui et chez ses voisins, la mécanique glacée du parti. Mais peu à peu le bon vivant qu'il était semble dépouiller l' « apparatchik .. Il apparut même à certains comme un de ceux que le pouvoir a finalement bonifiés. C'est

BERNARD FÉRON.

LES RELATIONS AVEC LA CHINE

rugé favorable de la part des Chinois

de cros efforts pour rétabilir des relations normales avec la Chine. Au

« Le camarade Staline conjugue

de manière brillante un gigan-

tesque travail d'Etat avec le déve-

loppement créateur du marxisme-

léninisme Staline est l'archi-

tecte génial du communisme...

C'est un grand bonheur pour

notre patrie qu'à la tête de la

lutte populaire pour l'épanouisse-

ment du pays et le triomphe du

communisme se trouve le plus

grand homme de notre époque, le

sage chef et maître Iossif Vissario-

(Discours au dix-neuvième congrè

« Nous devons nos succès à ce

fait que le comité central est

dirigé par le remarquable homme

d'Etat et du parti Nikita Sergee-

vitch Khrouchtchev. Son énergie

infatigable, son esprit révolution-

naire passionné, nous inspirent à

tous une activité combative. Le

camarade Khrouchtchev a une

immense foi dans le peuple, dans

la force de notre parti: il possède

plication de la ligne du parti;

il est intransigeant envers les

ennemis du communisme: il mêne

avec hardiesse et résolution la

politique intérieure et extérieure

du parti et de l'Etat soviétique.

une fermeté sans failles dans l'ap-

du P.C. soviétique, octobre 1952.)

novitch Staline.

KHROUCHTCHEY

STALINE

Entre les deux pays, cependant,

Il est certain, en revanche, que la l'atmosphère se détériore rapidenouvelle direction soviétique a fait ment. Non seulement la presse chinoisa ne modère nullement ses attaques mais l'offensive américaine mois de février 1985. M. Kossyguine contre le Vietnam du Nord devient s'arrête à deux reprises à Pékin et une pomme de discorde supplémen-

> Ces qualités sont foncièrement propres au caractère du camarade Khrouchtchev, iéniniste fidèle qui développe en créateur et avec esprit de suite la grande doctrine du marxisme-léninisme »

(Intervention au vingt-deuxième congrès du P.C. soviétique, coro-

DE GAULLE

Ce qu'il a dit de...

«De Gaulle est notre ennemi. Le parti communiste français, étroit dans ses conceptions talisme impérialiste ? De Gaulle est notre ennemi et nous le savons. Le parti communiste francais, étroit dans ses conceptions. et qui ne voit que ses propres intérêts, a cherché à nous monter contre de Gaulle. Et cependant qu'avons-nous obtenu ? Un affaiblissement de la position des Américains en Europe. Et ce n'est pas fini. De Gaulle est un rusé renard. Lui-même veut s'assurer l'hégémonie en Europe et cela, bien entendu contre nous Mais là nous devons agir avec souplesse. De toute facon, les conceptions européennes de de Gaulle n'ont aucune chance d'aboutir parce qu'il y a en Europe des pays occidentaux trop puissants qui ne l'admettraient famais. »

(Conversation & Berlin-Est. 1987. apec MM. Gomulka et Ulbricht.)

Des invectives au rapprochement

En transit à Pékin au mois de ianmembre du bureau politique du P.C. soviétique n'a aucun entretien politique. Les relations soviéto-chinoises se détériorent encore au mois d'août après des manifestations monstres devant l'embassade d'U.R.S.S. à Pékin aui provoquent une note de protestation de Moscou. M. Breinev. à cette époque, prend personnellement la parole pour accuser le Chine seront d'autant moins soutenus que sur ce thème entre l'automne 1966 eup sibnes (786) sqmesinnq el 19 Chine nouvelle lance l'expression, qui fera fortune et demeurera longtemps en usage : < les nouveaux tsars du Kremiin ». Outrés par les manifestations de la Révolution cul-

de Mao Zedong .. Pékin prend-il cet appel au sérieux ou, plus vraisemblablement, l'Invasion de la Tchécoslovaquie lui paraîtelle un redoutable précédent ? En tout cas. M. Zhou Enlai, au mois d'octobre 1968, accuse expressément l'U.R.S.S. de menacer militairement

turelle. Moscou en vient à recom-

mander ouvertement, au mois de

iuin 1968. - la lute contre le groupe

la Chine et l'Albanie. Personne, pourtant, ne pense, au moment des affrontements armés du printemps 1969 sur l'Oussouri, cu'il s'agit des préliminaires d'une opération militaire d'une grande enverqure. Mais c'est à Moscou, cette iois, cu'on s'inquiète. M. Brejnev, qui vient de se rendre compte que l'Intervention des forces soviétiques en Tchécoslovaquie n'étalt pas une

que les choses allient trop loin avec fois. la Pravda réplique et. après réalité. Avec quelque efficacité d'allleurs pulsque, après la rencontre son tour - les calomnies vulgaires - Zhou Enlai-Zossyguine du mois de Le rôle de M. Breiney, qui à par-

vier 1988. M. Alexandre Chélépine, tir de cette écoque dépasse clairement les autres membres de la troika soviétique, est sans doute déterminant dans cette recherche d'un nouveau modus vivandi avec les volains chinois. Mais ses efforts son grand dessein est ailleurs : en Europe, où il va sceller la reconcillation avec l'Allemagne fédérale. Plus à l'Ouest encore, cù il cherche à fonder sur des bases solldes la coopération avec Washington, Périod'encourager l'Impérialisme améri- diquement toutefois, M. Breinev répécain. Il revient à plusieurs reprises tait que l'U.R.S.S. souhaitait normaliser ses relations avec la Chine. Souhallait...

M. Breinev. au fond, s'accommodait d'autant mieux de cette situation que te différend soviéto-chinols ne dénait pas cérieusement ses principales entreprises diplomatiques, par exemple, lorsqu'il s'appliqua à resserrer les liens avec le Vietnam, sur les marches de la Chine, et parvint à enrôler Hanoī dans le camp de ru.R.S.S.

C'est pourtant l'année sulvante que s'engagent les premières négociations en vue d'une normalisation des relations entre Moscou et Pékin. Elles tomberont en panne en lanvier 1980 - en partie du falt de l'Invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques - mais M. Breinev ne se laisse pas décourager. Une forme de réconciliation avec la République populaire fait partie. particujièrement depuis la mort de Mao en 1976, de son grand dessein. Quelque temps encore, la balle restera dans le camo des Chinols, mais des conversations s'auvrent à nouvezu à Pékin pendant l'été 1982.

ALAIN JACOB.

Dix-huit c

THE PLAN IN THE STATE OF THE ST

William Angelo

man where it was

March Transfer San Transfer Contract to

The same and the same

Marie manage and

MARINE & MARINE . .

The second of the second of

Militaria Paris Carlon

with the state of the same

Marie Carteria.

The last visiting the Court of

一条数 スペヤル・・・ かい

المراجعة عند المراجعة المراجعة

The second second

The second of the second of the second

The same of the same

Marine State .

· 海中 中四十二

Marie Tie White service first

with the state of
the section of the section

The statement is because .

and group page with the total

The state of the state of the state of

Fig. 1- Care Margaret Co. 1975

- -----

THE PARTY OF THE P

Continuents periods a grant

significant servicion

Berlin

The same of

(Carton Marie)

-

-

-

de règne

1976

19 JANVIER. - Arrivée à Vienne du mathématicien Leonid Pliouchteh, interné pendant plus de deux ans dans un hopital psychiatrique pour son opposition au régime et libéré grace, pour une large part, à la solidarité internationale des mathématiciens. M. Plionchtch

arrive à Paris avec sa famille le 11. 24 FEVRIER-25 MARS. - Vingt-cinquième congrès du P.C., M. Marchats n'y assiste pas. 15 MARS. — Dénonciation par

l'Egypte du traité d'amitié et de cooperation conclu avec l'U.E.S.S. en 1971. 30 AVRIL — Nomination d'un civil, f M. Oustinov, membre du Politburo, comme ministre de la défense à la place du maréchal Greichko.

décédé. Il est promu colonel-général onis, le 39 juillet, maréchal. 8 MAI. - Nomination de M. Breiney au grade de maréchal. 28 MAL - Signature conjointe du traité américano-soviétique inter-

disant les essais nucléaires pacifi-

ques d'une puissance supérieure à 150 kilotonnes. 16 JUILLET. — Signature d'un accord franco-soviétique pour la s prévention du déclenchement

occidental non autorisé » d'armes nucléaires.

1977

9 FEVRIER. — Rétablissement des relations diplomatiques - rompues depuis 1939 - entre l'Espagne et l'U.R.S.S. 1 MARS. - Réception à la Maison

Blanche du dissident soviétique Vladimir Boukovski.

29-20 MARS. - Behee de la première vizita à Moscon de M. Cyrus Vance. M. Breinev rejette les deux propositions américaines pour la conclusion d'un nouvel accord sur la limitation des armements stratégiques.

19-21 MAL - Rencontre Vance-

Gromyko sur les armements stra-

tégiques à Genève. Des progrès ont été accomplis pour la poursuite et la « conclusion rapide » des négociations SALT. 24 MAL — Planum du comité central du P.C. soviétique : exclusion de M. Podgorny du bureau poli-

tique. Approbation du projet de Constitution presente par M. Breinev pour remplacer la « Constitution de Staline » appliquée depuis 1936. 4 JUIN. — Publication d'un projet de Constitution. La création d'un poste de premier vice - président

du présidium permettra à M. Brej-

nev de cumuler les fonctions de

chef de l'Etat et de chef du parti. 23-24 SEPTEMBRE. .. Troisième rencoutre soviéto-américaine : un progrès sur les SALT; accord pour poursuivre des efforts pour la

réunion de la Conférence de Genève sur le Proche-Orient. 29-30 SEPTEMBRE. - Voyage de M. Barre en U.R.S.S.

7 OCTOBER — Adoption Soviet suprême de la nouvelle Constitution qui entre immédiatement en vigueur. M. Kouznetsov est alu premier vice-président du présidium du Soviet suprême.

à Bonn.

1978 10 MARS. — Le général contestataire Grigorenko est déchn de sa

nationalité soviétique. 15 MARS. - M. Rostropovitch et sa femme Gailna Vichnevskala sont déchus de leur nationalité. 4-6 MAL - Voyage de M. Breinev

15-18 MAL - Condamnation du physicien Youri Orlov, fondateur du groupe moscovite de survelllance des accords d'Helsinki, à sept ans d'internament plus cinq ans de relégation. Ce verdict provoque le hoycottage des relations avec PURSS, de plusieurs centaines de scientifiques.

27 NOVEMBRE. — Réunion du comité central du P.C. : M. Mazourov ouitte le bureau politique. Y entrant trois fidèles de M. Brejnev : M. Tchernenco (titulaire), MM. Tikogov et Chervarnadze (suppléants).

1979

31 JANVIER. — Exécution de trois dissidents arméniens accusés de terrorisme.

5 FEVRIER - La Chine propose à PURSS des négociations sur les relations bilatérales après avoir dénoncé, le 3 avril. le traité d'amitié concia en 1958. La première phase des discussions a lien en octobre et novembre sans apporter de résultats concrets. 27 AVRIL. - Cinq dissidents, dont Alexandre Guinzbourg, sont échangés contre deux espions sovié-

tiques détenus aux Stats-Unis. 28 AVRIL. — Signature d'un programme décennal de coopération à l'issue de la visite officielle de M. Giscard d'Estaing à Moscou. 15-18 JUIN. - MM. Breiney et Carter signent Paccord SALT-2 sur la limitation des armements stratégiques. Le Congrès américain est

divisé sur la retification du traité. 16 SEPTEMBRE - Le premier ministre afghan, M. Haffzullah Amin. renverse le président Taraki, qui a été tué au cours du coup d'Etat. L'URS.S. maintient son soutien au régime. 1 OCTOBRE - Le président Carter

annonce un renforcement du potentiel de défense américain dans les Caralbes, après un mois de tension provoquée par la présence d'une brigade soviétique à Cuba. 6 OCTOBRE. - M. Breinev annonce le retrait de R.D.A. de vingt mille hommes et de mille chars, puis, le S. a met en demeure a les membres de l'OTAN de renoucer à l'installation de missiles e de théâtre » en

27 NOVEMBRE. — M. Nicolas Tikhonov, premier adjoint de M. Alexis Kossyguine, malade depuis la mioctobre, est élu, à solvante-quatorze ans, membre du bureau politigue. 12 DECEMBRE. - L'implantation de

missiles e de théâtre » américains en Europe est acceptée par les pays membres de l'Alliance, inquiets du renforcement du potentiel militaire du pacte de Varsovia.

27 DECKMBRÉ. — M. Babrak Karmal prend le pouvoir à Kaboul avec l'aide des millitaires soviétiques, Le président Hafizullah Amin est exécute.

1980

JANVIER. - Le président Carter annonce des sanctions contre PU.R.S.S. pour protester coutre Pintervention, fin décembre 1979. des troupes soviétiques en Afghanistan et décide notamment un embargo sur les livraisons de

cereales.

4 JANVIER. — L'Assemblée générale des Nations unies demande, par cent voix contre dix-huit, le e retrait immédiat et inconditionnel des troupes étrangères d'Afghanis-

19 JANVIKR. — La Chine, jugeant sa sécurité « menacée » par l'invasion, suspend a sine die p les négociations engagées avec PU.R.S.S. en octobre 1979 pour renouveler le traité signé en février 1958 entre les deux pays, qui expire le 11 avril.

26 JANVIER. — Le président Carter demande que les Jeux olympiques de Moscou soient transférés ou annulés si l'U.R.S.S. ne retire pas ses troupes d'Afghanistan dans le délai d'un mois.

22 JANVIER. — L'académicien Andrei Sakharov est envoyé en exil 1 Gorki et M. Vladimir Kirilline renonce à ses tonctions de viceprésident du conseil des ministres. FEVRIER. - MM. Giscard d'Estaing et Schmidt avertissent PURSS, que la poursuite de la détents est liée à un retrait soviétique d'Afghanistan.

national olympique refuse & l'unanimité d'envisager le boycottage ou le transfert des Jeux à Moscou. 22 FEVRIER. - M. Brejnev estime que, si les Etats-Unis et les voisins de l'Afghanistan « garantissent » la non-ingérence dans ce pays, « il n'anra plus besoin de l'aide sovié-

tique p. Le président Carter dé-

12 FEVRIER. - Le Comité inter-

clare, le 26, qu'il est favorable à cette proposition. 18 MARS. - Les Etats-Unis apportent de nouvelles restrictions aux exportations de haute technologie vers l'U.R.S.S., tandis qu'est ren-

due publique la liste des équipements militaires qui pourrout être vendus à la Chine. 14 MAI. - Le gouvernement afghan propose l'ouverture de pourpariers

avec l'Iran et le Pakistan, et sug-

zère que l'U.R.S.S. et les Etats-Unis garantissent un règlement qui conduirait à l'évacuation des forces soviétiques. 15-16 MAL - La célébration. à Vienne, du vingt-cinquième anniversaire du traité d'Etat autri-

chien donne lieu à des rencentres entre les principanx ministres des affaires étrangères occidentaux, et M. Gromyko. 19 MAI. — A l'issue d'une rencoutre

impromptue avec M. Breinev a Varsovia, M. Giscard d'Estaing propose la réunion en 1981 d'un a sommet des principaux pays responsables p et estime qu'il existe chez les Soviétiques une a volonté politique de solution a au problème afghan.

24 MAL — Clôture des inscriptions aux Jenz de Moscou : quatrevingts pays ont répondu favorablement, mais cinquante-six comités nationaux ont décliné l'invitation soviétique, dont ceux des Etats-Unis, de l'Allemagne fédéraie, du Japon, du Canada et de la Chine.

16 JUILLET. - Leonid Breiney. accuellant M. Babrak Karmal & Moscou, affirme que a le processus révolutionnaire en Afghanistan est irréversible a et accuse les Etats-Unis de e s'engager dans une nouvelle guerre froide ».

19 JUILLET. — Cérémonie d'onverture des dix-neuvièmes Jeux olympiques : les délégations des seize nave occidentaux refusent de déflier et obtiennent que leur drapean national ne soit jamals hissé L'U.R.S.S. remporte 195 médailles sur les 608 décernées.

14 AOUT. - Les dix-sept mille ouvriers des chantiers navals Lénine de Gdansk se mettent en grêve après le licenciement d'une responsable non officielle. 28 AOUT. - La presse soviétique dénonce l'e activité subversive

d'éléments antisocialistes » en Po-23 OCTOBRE. — La démission de M. Alexis Kossygnine, chef du gouvernement, et son remplacement par M. Nicolas Tikhonov sont anuoncés par M. Breinev devant le

39 OCTORRE. — a Vigite amicale de travall s de MM. Kania et Pinkowski 2 Moscon. Ils s'entretjennent avec MML Brejnev et Tikho-DOA" DECEMBRE. — Les dirigeants des

Soviet suprème.

pays du pacte de Varsovie, téunis à Moscou, renouvellent ieur conflance à M. Rania pour remettre de l'ordre, mais rappellent que « la Pologne a été et restera un Etat spoialiste a.

1981

opération simple ni sans inconvénient

28 JANVIER - Le président Ronald Reagan entre en fonctions. MARS. - M. Leonid Breinev ini ayant proposé, le 23 février, un s o m m e t américano - soviétique M. Ronald Reagan répond que I'U.R.S.S. doit d'abord faire preuve du « désir de modérer son impéria-

lisme ». MARS. — Les dirigeants soviétiques et polonais se rencontrant à Moscou à l'issue du vinstsixième congrès du P.C. soviétique : l'U.R.S.S. demande que le cours des événements » soit ren-

versé » en Pologne. MARS. — Le président Reagan se déclare prêt à fournir des armes aux résistants afghans. 24 AVRIL. — Le président Reagan

annonce la levée de l'embargo américain sur les livralsons de céréales à l'U.R.S.S., décrété en janvier 1988 en représoilles contre l'intervention soviétique en Afgha-

nistan. 3-5 JUILLET. — Le communiqué final, public à l'issue de la visite à Varsovie d'Andrei Gromyko. ministre soviétique des affaires étrangères, réaffirme que « la Poioene était, est et sera un maillou durable de la communauté socialiste ».

14 AOUT. - MM. Kania et Jaruzeiski rencontrent M. Brejnev en Crimée. Le communiqué publié le 15 dénouce les « différentes actions destructrices des forces hostiles au socialisme s. En fait, les dirigeants polonais acceptent la version soviétique des événements en Pologne et donc de normaliser la

5-10 DECEMBRE. — Le premier congrès de Solidarité tient à Gdansk la première phase de ses travanz. Les syndicalistes demandent un référendem sur l'autogestion, adressent un message aux ouvriers des pays de l'Est exprimant leur soutien caux militants pour les syndicats libres » et exigent des célections libres ». L'agence Tass décrit ce congrès comme une corgie anticocialiste

et antisoviétique». 14 SEPTEMBRE. — Un message de: Moscou exige que Varsovie « prenue immédiatement des mesures énergiques et radicales a contre les e manifestations d'antisoviétisme a 20 OCTOBRE, - M. Yasser Arafat. en visite à Moscou, obtient que IU.R.S.S. accorde le statut diplomatique à la représentation de

30 OCTOBRE, - L'U.R.S.S. présente 7 NOVEMBRE. - A l'occasion du ses greerets » à Stockholm anrés l'échousge, le 27, d'un sous-marin soviétique dant les eaux territoriales et dans une zone militaire suédoise.

29 NOVEMBRS. — Le contrat prévoyant la livraison de 10.5 milliards de mètres cubes par an de gaz sibérien est signé deux jours avant la visite de M. Breinev à

23 NOVEMBRE. - M. Brejnev, en visite à Bonn, se dit prêt à un « geste de bonne volonté » comportant une réduction unilatérale des armements nucléaires soviétiques à movenne portée en Europe si l'Occident accepte le moratoire proposé antérieurement par Moscou.

9 DECEMBRE. — M. Andrei Sakharoy et sa femme Elena cessent la grève de la faim qu'ils avaient commencée le 22 novembre. Mine Lisa Alexeleva, leur bellefille, a été autorisée à émigrer aux Etats-Unis.

13 DECEMBRE. — « Etat de guerre » proclamé en Pologne.

18 DECEMBRE. - A l'occasion du 25° anniversaire de M. Brainey. réunion des pays sirères a à Moscou. Le général Jaruzelski remercie M. Breinev de sa « compréhension ».

29 JANVIKE. - M. Breiney prononce l'éloge de Michel Songloy. ic MARS. - Visite & Moscon du général Jaruzelski, M. Breiney l'assure de son appui total.

16 MARS. - M. Breinev annones que l'U.R.S.S. n'installera plus en Europe de nouveaux missiles 85-20. 24 MARS. - A Tachkent, M. Breinev ranouvelle ses offres de négociation avec la Chine, « sans préalable au-

18 AVRIL - M. Breiney proposa de rencontrer M. Reagan cen octobre n dans un pays tiers. 18 MAI. — M. Breinev rejette Ier propositions américaines sur les armements stratégiques.

24 MAL - M. Youri Andropoy set nommé secrétaire du comité central au poste laissé vacant par la mort de Michel Sousiev. 8 JUILLET. - M. Brejnev met en garda les Etats-Unis contre l'envoi

de forces au Liban. 2 AOUT. - M. Breinev demande à M. Reagan d'e user de son influence » pour empêcher les Israéliens d'eanéantir la population

de Beyrouth ». 27 OCTOBRE. — M. Brainev dénonce devant les chefs des forces armées de l'U.R.S.S., l'a aggravation de la situation internationale a et souligne, dans ce contexte, a l'importance considérable a des relations

sing-soviétiques. 65" anniversaire de la révolution soviétique, M. Brejner menace d'une a riposte fondroyante a tout « agresseur potentiel ». Il bréside sur la place Ronge le traditionnel défilé militaire, C'est sa dernière apperition en public.

LA MORT DE LEONID BREJNEV

favoris pour la succession

Constantin Tchernienko

Idéologue et organisateur

tante, ses munières timides, M. Constantin Tchernienko n'a rien d'un tribun ni d'un meneur d'hommes. Mais cet apparatchik apparemment réservé s'est montré un organisateur efficace doublé ces dernières années d'un idéologue avise.

M. Tchernienko a fait toute sa carrière au sein du parti communiste. Il y est entré à l'age de vingt ans en 1931, après deux années passées aux Jeunesses communistes (Komsomol), et en a gravi lentement tous les échelons. On ne sait rien de son enfance ni de son adolescence, sinon qu'il serait né en 1911 en Sibérie d'une famille de paysans pauvres et aurait travaille dans des fermes au service de paysans aisés. Il est entré dans la vie active sans le moindre diplôme : ce n'est qu'en 1945 qu'il achève un cycle de deux ans à l'école supérieure du parti avant de recevoir en 1953, à une époque où il exerce déjà d'importantes responsabilités un diplôme de sin d'études de l'institut pédagogique de Kichinev, en Moldavie.

C'est donc en autodidacte qu'il occupe dans les années 30 plusieurs postes successifs dans les organisations de base du P.C., probablement eg Sibérie. De 1941 à 1943, à l'heure où d'autres sont au front, il est secrétaire du parti pour le territoire de Krasnoïarsk, toujours en Sibérie, puis, de 1945 à 1948, pour la région de Penza, en Russie centrale.

Survient alors le tournant de sa carrière: nommé chef du département d'agitation et de propagande du comité central de Moldavie, il y

Le secrétaire général du parti

communiste est, en U.R.S.S. et dans

la plupart des pays socialistes, le din-

geant le plus important, même s'il

n'exerce pas toujours des fonctions

de premier plan dans l'appareil

d'État. Ce poste ne fut créé en Union

soviétique que quatre ans après la ré-

volution. Lénine était le chef du gou-

vernement, et bien entendu il était

considéré comme le chef réel du

parti. Mais la direction appartenait au

bureau politique. Un secrétariat,

confié d'abord à Hélène Stassova.

était chargé des questions adminis-

tratives. Ce secrétariat du comité

central était composé de cadres qui.

tel Molotov, n'avaient pas encore

beaucoup de poids. Dépourvu d'au-

décide de renforcer ce service pour

mieux coordonner l'activité des orga-

nisations du parti. A sa tête fut placé

un secrétaire général qui appartenait

en même temps au bureau politique

(et au gouvernement). Staline fut

nomme secrétaire général lors du on-

zième congrès, en mars 1922. Ses

LA COMPOSITION

DES ORGANES DIRIGEANTS

Après la mort de M. Breiney.

les organes dirigeauts du parti

communiste sovictique sont

ainsi composés (nous indignous

entre parenthèses l'année de

BUREAU POLITIOUE. -

Titulaires: MM. Andropov

(1914), Gorbatchev (1931), Gri-

chine (1914), Gromyko (1909),

Kirilenko (1906), Kounaev

(1911), Pelche (1899), Roma-

nov (1923), Tikhonov (1905),

Oustinov (1908), Tchernenko

(1911), Chtcherbitski (1918), -

Suppléants: MM. Aliev (1923).

Demitchev (1918), Kissselev

(1917), Kouznetsov (1901), Po-

nomarev (1905), Rachidov

(1917), Solomentsey (1913),

MM. Audropov, Kirilenko.

Tcherpenko, Gorbatchev, Pono-

marev, Kapitonov (1915), Dol-

guikb (1924), Zimianine (1914),

Tous les membres du bureau

politique ne sout pas d'égale im-

portance. Certains siègent à

l'instance supreme du parti en

qualité de premier secrétaire

d'une république ou d'une ré-

gion. Ils participent moins que

leurs collègues à la mise en œu-

Chevarnadzé (1928).

Roussakov (1909).

guine en 1980.

SECRETARIAT.

maissance des dirigeants):

A la fin de la vie de Lénine il fut

torité, il travaillait sans efficacité.

secrétaire de cette république de 1950 à 1952. Son ascension commence: en 1956, il vient à Moscouloù il est chargé de mission auprès du comité central, toujours pour les questions d'agitation et de propagande. En 1960, il entre officiellement au cabinet de M. Breinev lorsque celui-ci est nommé président du présidium du Soviet suprême, c'est-à-dire ches de l'Etat. En 1965, alors que M. Breinev est devenu l'année précédente secrétaire général, il est placé à la tête de la direction des affaires générales du comité central, ce qui lui assure à la fois la connaissance des principaux dossiers et celle des cadres les plus impor-Lants. En 1966, il est élu membre suppléant du comité central, dont il

politique, comme suppléant en 1977 et comme titulaire en 1978, parcourant en trois ans, grâce à la protection de M. Brejnev, le cycle que d'autres ont mis beaucoup plus longtemps à accomplir.

riat en 1976, puis au bureau

deviendra membre titulaire en 1971.

La « mafia moldave »

M. Tchernienko fait ainsi partie de la « mafia moldave » du secrétaire général, c'est-à-dire du groupe de ceux que M. Brejnev a distingués au cours de son activité en Moldavie, l'autre groupe important du numéro un soviétique étant constitué par ses anciens collaborateurs de Dniepropetrovsk, en Ukraine. Il est

Comment est désigné le chef du parti collègues, souvent plus brillants que lui, n'étaient pas mécontents de le laisser à la « cuisine » du parti, alors qu'ils s'occuperaient de la grande politique. Ils n'avaient pas pressenti que le secrétariat, organe d'exécution subordonné au bureau politique.

deviendrait rapidement le centre réel

Staline occupa le poste de mars 1922 à octobre 1952. Le dixneuvième congrès, qui se tint quelque six mois avant da mort, supprima le titre de secrétaire général sans qu'aucune explication fut donnée. Aussitôt après la mort de Staline, la direction de l'appareil du parti fut confiée à M. Malenkov. Mais quelques jours plus tard (14 mars 1953) celui-ci fut invité à se consacrer entièrement à la direction du gouvernement, tandis que Nikita Khrouchtchev devenait rapidement le chef du secrétariat, en septembre de la même année, le comité central donna à M. «K» le titre de premier secrétaire qu'il conserva jusqu'en octobre 1964.

M. Brejnev lui succéda au poste de premier secrétaire du comité central. Puis le vingt-troisième congrès (1966) décida que le responsable de l'appareil du parti aurait le titre de secrétaire général du comité central. En même temps, le présidium reprit l'appellation de bureau politique (Politburo) qu'il avait à l'époque de Lé-

nine et de Staline, jusqu'en octobre Les membres titulaires et suopléants du comité central sont élus à bulletin secret par le congrès, qui est convoqué une fois tous les cinq ans. Le comité central se réunit en général deux fois l'an. Il décide des grandes orientations, approuve ou désapprouve l'action de ses dirigeants et surtout il fixe par vote à main levée la composition du bureau politique et du secrétariat. Pratiquement, il ratifie

les modifications qui sont deman-

déas par la majorité des membres du

bureau politique. Il lui est arrivé une seule fois depuis la mort de Staline de se prononcer avec éclat contre la majorité du présidium (ou bureau politique). En juillet 1957, la plupart des membres de la direction suprême décidèrent de changer de premier secrétaire. Nikita Khrouchtchev convoqua immédiatement le comité central, qui renversa la vapeur. Les chefs de file de la tendance opposée à Khrouchtchev (MM. Malenkov, Molotov, Kaganovitch et Sabourov) furent chassés du présidium. D'autres dirigeants qui s'étaient prêtes à la manœuvre IMM. Boulganine, Vorochilov et Perboukhine) furent limogés un peu plus tard. La liquidation du « groupe antiparti » fut menée en plusieurs étapes : sans doute pour ne pas revéler trop brutalement que sept membres titulaires (sur onze) du bu-

vre de la politique fédérale. Les reau politique avaient pris position plus influents sont cenx qui cucontre le premier secrétaire. mulent les fonctions de membre Catte expérience servit de leçon du bureau politique et de secréaux collaborateurs de Khrouchtchev taire du comité ceptral, ou endevenus ses adversaires. En octobre core ceux qui dirigent de grands 1964, la plupart des membres du buministères, notamment M. Groreau politique résolurent de limoger myko qui est depuis 1957 à la le premier secrétaire. Ils prirent la tête des affaires étrangères, le précaution de faire approuver cette maréchal Oustinov, ministre de décision par le comité central alors la défense depuis 1976, et bien que M. «K», en vacances, ne se douentendu M. Tikhonov, qui est tait de rien. Le numéro un fut alors devenu chef du gouvernement invité à rentrer à Moscou pour exemipeu avant la mort de Kossyner des questions importantes. Des qu'il arrive dans la capitale il fut mis

devant le fait accompli.

Considére comme le directeur de cabinet de M. Breiney, ou, si l'on préfère, comme le premier de ses - assistants -. M. Tchernienko s'est sait une spécialité du « travail idéologique et organisationnel - dans le parti. Dans ce double domaine, il a supplanté peu à peu ses rivaux pour devenir l'incontestable numero deux du P.C. après le vingt-sixième congrès de février 1981. Dans le domaine de l'organisation, il a pris la place de M. Kirilenko. Dans celui de l'idéologie, il est apparu comme un concurrent de M. Souslov, puisqu'il a été chargé notamment de la rédaction du nouveau programme du parti, avant que la mort de l' - idéologue en chef - du Kremlin en janvier 1982 ne lui laisse la voie libre.

Enfin, il accède aux organes diri-En même temps il s'est intéressé geants du parti, d'abord au secrétaaux problèmes internationaux, accompagnant M. Brejnev dans certains de ses voyages, en particulier à Helsinki en 1975, recevant à Moscou des délégations étrangères ou se rendant aux congrès de partis frères, à Athènes en 1978, à La Havane en 1980, à Paris en 1982.

> Depuis le vingt-sixième congrès, M. Tchernienko s'est manifesté par de nombreux textes et discours, dont le plus remarqué fut prononcé en avril 1981 à l'occasion de la traditionnelle commémoration de la naissance de Lénine. Il a publié à l'automne 1981 une brochure de plus de deux cents pages sur les droits de l'homme en Union soviétique qui fut largement diffusée en plusieurs langues par l'agence de presse Novosti. Il a écrit plusieurs articles dans les revues du parti, en particulier dans Kommounist, organe théorique et politique du comité central.

Ces diverses contributions ne permettent pas de se faire une idée précise de ses opinions personnelles. M. Brejnev a salué, à l'occasion des soixante-dix ans de M. Tchernienko en septembre 1981, son e approche audacieuse et créatrice - des problèmes. Il est vrai qu'il a dénoncé à plusieurs reprises le • bureaucratisme », le « formalisme », le « dogmatisme - qui entravent l'activité du parti, qu'il a invité les syndicats à être plus à l'écoute des masses et qu'il ne cesse de prôner le développement de la critique et de l'autocritique. Même si ces appels font partie du rituel propre au langage du P.C., le ton de M. Tchernienko n'en est pas moins assez nouveau pour que certains voient en lui un moderniste. voire un réformateur. D'autres le considérent au contraire comme un conservateur resté fidèle à la ligne orthodoxe en politique intérieure et à l'orientation la plus intransigeante en politique extérieure.

Cette ambiguité vient de ce que M. Tchernienko était trop lié à M. Brejnev pour ne pas apparaître, à l'image de celui-ci, comme un « centriste ». conduit à se distinguer à la fois des éléments les plus durs et des courants les plus novateurs. Situé au point d'intersection des différentes tendances, M. Breinev avait réussi à maintenir entre elles un fragile équilibre. Nul ne sait si la personnalité de M. Tchernienko est à la mesure

d'une telle tâche. THOMAS FERENCZI.

Youri Andropov

La diplomatie, le parti et la police

été seulement pendant quinze ans - le premier flic - d'U.R.S.S. Il est surtout un homme politique qui avait déjà connu une carrière de premier plan avant d'accèder à la direction des services de sécurité et qui espère bien la continuer aux plus hants postes. Cet homme grand, au regard plutôt terne derrière ses lunettes et à l'élocution neutre, n'en aura pas moins battu un record de longévité au moins pour la période post-stalinienne comme président du K.G.B., fonction à laquelle il a été nommé en 1967.

Né en 1914 dans la région de Stavropol. fils d'un employé des chemins de ser, M. Andropov a commence sa vie politique aux côtés d'Otto Kuusinen, qui présida pendant près de vingt ans, de 1940 à 1958, le presidium du Soviet suprême de la République de Carélie-Finlande. Après avoir exercé quelques petits métiers (ouvrier, télégraphiste, assistant opérateur de cinéma, marinier sur la Volga) et passé un diplôme d'ingénieur des eaux, il est en effet premier secrétaire du Komsomol de Carélie-Finlande de 1940 à 1944, puis tour à tour deuxième secrétaire de la ville de Petrozavodsk et deuxième secrétaire du parti (auquel il a adhéré en 1939) dans cette même république. En 1951, il entre dans les services administratifs du comité central à Moscou, qu'il quitte à la mort de

Il se tourne alors vers la diplomatie. Chef de département au ministère des affaires étrangères, puis conseiller d'ambassade, il est ensuite de 1954 à 1957 ambassadeur à Budapest, où il jour un rôle important alors qu'Otto Kuusinen est devenu membre du présidium et du secrétariat du parti, il est place à la tête du département du comité central chargé des relations avec les P.C. au pouvoir : à ce titre, il entre lui aussi en 1962 au secrétariat du parti, tout en conservant ses fonctions au comité central. Il exerce ainsi des responsabilités majeures dans la direction du mouvement communiste international, ce qui le conduit à s'intéresser particulièrement, sous la tutelle de M. Sousloy, aux questions idéologiques. Au Plénum de juin 1963 par exemple, il sera au nombre des orateurs qui souligneront les divergences du P.C. soviétique avec le P.C. chinois.

En 1967, M. Andropov remplace comme président du comité pour la sécurité d'État (K.G.B.) M. Semitchastny, un proche de M. Chelepine dont le déclin commence. A ce poste, il mène une répression efficace contre les dissidents, dont le mouvement a pris son essor dans ces années, en particulier après l'invasion de la Tchécolovaquie en 1968.

En 1973, M. Andropov devient membre titulaire du bureau politique dont il était suppléant depuis 1967. En même temps que lui sont promus le maréchai Gretchko, alors ministre de la désense (M. Oustinov lui succédera à sa mort en 1976), et M. Gromyko, ministre des affaires étrangères. Il s'agit alors pour M. Brejnev d'associer à sa politique de détente les chess de ces trois grandes insitutions que sont la police. l'armée et la diplomatie, dont il pouvait craindre qu'elles restent attachées à une ligne plus intransi-

au poste laissé vacant par la mort de Souslov, dont il reprend, semble-1-il. une partie des attributions. Il devient ainsi le principal rival de M. Tchernienko dans la course à la

Une image d'intellectuel

En dépit de ses activités antérieures tant à Budapest qu'à Moscou. M. Andropov n'a pas la reputation d'un « dur », en particulier auprès des intellectuels. Il a su, tout en les tenant en bride, leur ménager une petite marge de liberté, en autorisant, par exemple, l'ouverture d'une galerie pour les peintres non conformistes. Il s'est attaché, d'autre part, à se donner lui-même une image d'intellectuel, notamment dans ses deux discours solennels commémorant au Kremlin la naissance de Lênine, le premier en 1976. le second en 1982.

S'il passe pour un « modéré » au sein du bureau politique, c'est surtout parce qu'il était un proche de M. Breiney, dont il était, dit-on, l'ami personnel. A l'occasion de son soixante-cinquième anniversaire, il a recu de celui-ci un hommage particulièrement chaleureux. Présenté comme « une personne intègre et irréprochable ». « un travailleur d'une honnéteté et d'une abnégation extrêmes .. . un homme à la pensée créatrice -, il est apparu comme un digne continuateur du secrétaire général. Il en a certainement l'ambition et probablement, à en croire même ses adversaires, la capacité.

THOMAS FERENCZI.

Vers un nouveau système collectif?

(Suite de la première page.)

Formé dans le génie, grand responsable de la politique d'armements de l'U.R.S.S., le maréchal Oustinov a commencé sa carrière sous Staline et a été imposé non sans mal par le parti à des généraux plus prestigieux que lui pour prendre la tête du ministère de la défense à la mort du maréchal Grechtko.

On peut considérer délà comme acquis que le même homme ne sera plus en charge de la direction du parti et de la direction de l'Etat (président du présidium du Soviet suprême). Si la nomination du premir doit être approuvée par le comité central, celle du second d'après la Constitution soviétique. relève du Parlement qui doit entamer bientôt sa session d'hiver.

Les arguments en faveur d'une solution transitoire collective sont d'autant plus forts que Breiney luimême avait loujours pris son - et sans doute plus par nécessité que par goût - d'associer les autres membres de la direction soviétique aux grandes décisions. Sensible aux honneurs, appréciant visiblement certaines manifestations du culte de la personnalité, profitant de toutes les occasions pour placer dans l'ap-

pareil des hommes qui lui devaient tout, il n'en consultait pas moins ses principaux collègues du bureau po- euro-américaines et du mouvement litique dans les grandes affaires.

Les tāches qui attendent le ou les successeurs de M. Breinev sont d'autant plus grandes que l'équilibre du pouvoir soigneusement entretenu par M. Brejnev avait conduit le régime à une sorte de paralysie sur le plan intérieur. La situation économique en particulier est catastrophique, aucune réforme sérieuse car mettant en cause la prééminence du parti sur les professionnels n'ayant pu être effectivement menée à bien en dépit de plusieurs projets.

Sur le plan international, les dossiers sont innombrables, mais il ne faut pas s'attendre à court terme à une évolution des positions soviétiques. Les marges de manœuvres sont restreintes et le climat qu'engendre une lutte pour la succession ne favorise pas habituellement des initiatives toujours susceptibles d'être critiquées par un concurrent.

Le dossier le plus chaud est sans doute celui des relations soviétoaméricaines. Mais, depuis le discours prononcé par M. Breinev le -27 octobre devant les chefs de l'Armée rouge, un ton nouveau a déjà été donné à Moscou; c'est celui de

la résistance au « dést américain ». de l'exploitation des divergences pacifiste. On voit mai comment cette ligne nouvelle pourrait être rapidement abandonnée. Autre dossier complémentaire dans une certaine mesure : celui des relations sino-soviétiques. Là aussi un ton nouveau, plus conciliant, avait été récemment adopté par Moscou, Il y a peu de chances pour qu'il soit abandonné. Même chose en ce qui concerne la Pologne, thême brûlant par excellence, et à propos duquel aucun candidat à la succession ne se risquera à se faire accuser de fai-

Les deux domaines dans lesquels pourrait intervenir à moyen terme quelque évolution restent l'Afghanistan et le Proche-Orient, L'Afghanistan parce que des Soviétiques v meurent et que l'U.R.S.S., sans s'y enliser à la vietnamienne, n'obtient aucun succès déterminant. Le Proche-Orient parce que après l'étrange passivité de Moscou dans la guerre du Liban, les nouveaux dirigeants auront peut-être à cœur d'ébaucher une politique qui ne soit pas qu'attentiste.

JACQUES AMALRIC.

Moscou et le P.C français

(Suite de la première page.)

Lors de l'intervention des troupes du pacte de Varsovie à Prague, fin 1968, en application de la doctrine Breinev de la « souversineté limitée » des pays de l'Est, le P.C.F. avait exprimé sa « réprobation ». puis se « désapprobation ». La décision des Soviétiques mettait les communistes français, engagés dans un processus de rapprochement avec la pauche non communiste, dans une situation difficile. En juin 1969. M. Marchais, dirigeant la délégation francaise à la conférence des P.C. réunie à Moscou (M. Waldeck Rochet étent tombé malade), alignait le parti français sur la thèse de la « normalisation » en Tchécoslovaquie défen-

înstallé à la direction du parti, M. Marchais mène, à partir de 1974. une politique d'éloignement vis-à-vis du parti soviétique. Il se rapproche des positions eurocommunistes lors de la conférence de Berlin, en juin 1976, ne passe plus ses vacances à l'Est. « boude » M. Breinev lors de la visite de celui-ci à Paris, en juin 1977. Après la diffusion à la télévision d'un film sur un camp de détention à Riga, le P.C.F. pose des questions aux Soviétiques. M. Pierra Juquin serre la main, lors d'un meeting, & M. Leonid Pliouchtch.

En 1977, Jean Kanapa, responsable de la politique extérieure du P.C.F., prononce, à l'écolei centrale du parti, une conférence dans laquelle il met en cause la politique de l'Union soviétique vis-à-vis des pays de l'Est. Les intérêts d'Etat, observe | avait indiqué que les autorités sovié-

le responsable français. l'emportent sur ceux du socialisme. On atteint là le point extrême de la critique du P.C.F.: l'Union soviétique - c'est la logique de la thèse - agit à la facon d'un Etat comme les autres, mêne une politique de puissance; c'est la notion même de « solidarité internationale » qui est mise en doute.

La rupture de l'union de la gauche entraîne un revirement progressif, puis brutal, des communistes francais, qui ne peuvent s'isoler à la fois sur le plan intérieur et sur le plan extérieur. Opposant aux critiques des régimes de l'Est l'affirmation de leur e bilan globalement positif a. la di-

Soviétiques, jusqu'à la rencontre de M. Marchais et de Leonid Breiney, en janvier 1980, à Moscou. Le communiqué qu'ils signent fait état de « divergences », dont M. Marchais explique ensuite qu'elles portent sur la démocratie, mais le secrétaire général du P.C.F. appuie l'intervention soviétique en Afghanisten, Les communistes français s'alignent, la même année, sur les dirigeants polonais confrontés à un mouvement social d'une exceptionnelle ampleur. Ils appuient, en décembre 1981, la démarche du général Jaruzelski en dénoncant les « surenchères » du syndicat

rection du P.C.F. se rapproche des

Le voyage de M. Marchais en Chine, le mois demier, montre la voionte des dirigeants communistes de s'inscrire dans les rapprochements entre les Chinois et la communauté du mouvement communiste, qui, dit M. Marchais, avait eu tort, dans les années 60. de « marginaliser » Pékin. Quel pari la direction du P.C.F. fait-elle sur la base de l'autonomie de ses différentes composantes ? Il est difficile de le dire. Ce qui est sûr. c'est que ce pari leur coûte cher, en ce qui lui impose de se montrer solidaire d'une politique soviétique que l'opinion française juge négative-

PATRICK JARREAU.

L'AFFAIRE CHTCHARANSKI

Le CRIF exprime sa « surprise » après les déclarations de M. Marchais

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) exprime sa « surprise » après les déclarations faites dimanche devant le Grand Jury R.T.L.-le Monde » par M. Georges Marchais au sujet du dissident juif soviétique Anatoly

Chtcharanski. « A l'heure, déclare le CRIF, où s'amplifient dans le monde les protestations et les appels en saveur de Chicharanski, auxquels M. Marchais semblait enclin à se joindre, la caution implicite qu'il vient d'apporter par ses déclarations à la « vérité officielle - incontrolable du pouvoir soviétique, apparaît comme regret-

Le secrétaire général du P.C.F.

tiques avaient répondu à ses « demandes pressantes en faveur de Chtcharanski, en grève de la faim depuis le 27 septembre, en affirmant qu'il n'y avait « pas de raison de se préoccuper » de sont état de santé et qu'il s'agissait d'- un citoyen condamné pour espionnage au profit des États-Unis ». « Je n'ai aucune raison de croire absolument à ces af-

numéro du 11 novembre: - Retablissons les faits dans leur

R.T.L. qu'il n'avait pas cessé d'in-

ne pas y croire », avait dit M. Marchais. (le Monde du 9 novembre.) Sous le titre - Une mauvaise que-

relle. l'Humanité écrit dans son

firmations, je n'ai aucune raison de

tervenir en saveur de Chtcharanski et qu'il venait justement à son sujet de recevoir une réponse officielle des Soviétiques :

2) Il a fait état de cette réponse des Soviétiques dans laquelle ceux-ci déclarent que Chicharanski a été condamné pour espionnage et qu'à l'heure actuelle il est en bonne

Voilà ce que sont les interventions pressantes du comité de desense des libertes et des droits de l'homme présidé par Georges Marchais et vollà ce qu'est la réponse ofsicielle des Soviétiques. Quant aux avocats, même s'ils se muent en procureurs, ce qui n'est pas leur vo-1) Georges Marchais a déclaré à cation, ils devraient au moins avoir à cœur de respecter la vérité. .

int d'ordre de Prese and the manifestations

The PROPERTY C

The second secon THE PARTY SERVICE SERVICE SERVICE THE PERSON NAMED IN COLUMN THE PARTY OF THE PARTY PARTY. or want of lives light to be a second A THE GOOD WAS THE PROPERTY OF THE THE STATE OF THE PARTY AND THE PARTY AND THE THE PARTY OF THE PARTY OF THE PARTY. THE RESERVE THE PERSON NAMED IN THE RESERVE ASSESSMENT OF THE PARTY OF THE P Carrier to the said to the said the said to the THE RESIDENCE OF THE PROPERTY OF THE PARTY SET printed the second seco 東海海の **で発表**

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

THE PERSON OF PERSONS ASSESSED.

CARE TO COMMENCE A APPLICATION A THE ME WAS THE THE PARTY OF THE PROPERTY OF war partie County ist bemeint fie bei the property with the self side the ver Berten mentel eine gentemten. THE PARTY OF THE P is thereing the true william & succe The same that the time to be the same to the The state of the second state of the second ·沙克·沙克 沙克 医乳 建四烷基甲 · 电影 "老女子"。" The second of the second secon

namen ausgebieden geboren. au Barte rauffer. Benes freine en ein 100 大田田 上海 乳焼出生 などからはかってき とうか The second secon

The second of the second of the second of المطوف المحجوب فالمنافق وباروا والراوا ويولونها الراوا 🕏 المعلقة 🕏 المعامل المواجر المعام المواجع ا The state of the s The second second second The same of the sa garage wild confidence before the confidence कारकार सूचक क्षेत्रकारणका सम्बद्धाः सम्बद्धाः । स्वयः The second of the second second second والمستوعد والمناف والأمان ومعان الماريط ومواليا

المنافع منازعت المهيئ الأناث ومنهوران ्या । अस्तर्भ व्याप्त स्थापन The second of th المتعادية والمعارض والمعارض والمراجي المجاري والمارات The training of the second control of the se ಕರ್ನು ಕ್ಷೇತ್ರ ಕ್ರೀಡ್ ಕ್ರಾಂಡ್ ಕ್ರಾಂಡ್ ಕ್ರೀಡ್ ಕ್ರಾಂಡ್ ಕ್ರೀಡ್ ಕ್ರೀಡ್ ಕ್ರೀಡ್ ಕ್ರೀಡ್ ಕ್ರೀಡ್ ಕ್ರೀಡ್ ಕ್ರೀಡ್ ಕ್ರೀಡ್ ಕ್ರ and the second of the second of the second The second of the second second منية الموادية والموادية الموادية
a ger geranden baringe ifen fe

Le e til filt trant feranding, bijmer ich gräffere The same was the same Contract is therefore and beside Continued and agree in generalisation but The state of the s ्रत्य प्रदेश होते के क्षेत्र के क ्रद्रकर कृतिकार हो कृत कृतिकार धार्यः । हिंदा स्थल श्राम्यं कृति

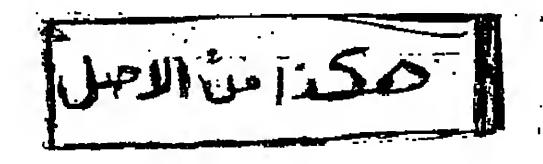
ton greingen, munt ichteren bieten aff . The second of th ATRAVE

Gabon · 中国企业工艺》(1913年代中国中国第一个

and granding the the special and a second The state of the party of the state of the s the recognition is a discussion of rest n free de state & Marie Est ार वेत्रहार प्रशास । इन्हेंबर क्रेडियान प्रदेशी नेत्रहा स्वीक terfier entlitemitert ift billenis. 34 and the second s tektamen fannen in inging ing ing ्युद्ध कृत्य अर्थान्त्र अर्थान्य क्षेत्र · 45 febre : 400 foliebet & ber einem fem immitel the transfers of the state of t The this was a state of the Butte to the ordinary of a search being the Auf Bunt im get emplete beite de ge. Ligarierer - et ent : Thirtest. the Asian Contains the spirituals. THE PART OF THE PART OF THE PARTY.

there to element of the party manifest

to Markett Market A. F.



Pologne

Le mot d'ordre de grève générale a été peu suivi mais des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes

grève nationale décidée par la direction clandestine de Solidarité depuis l'instauration de l'état de guerre, et ce sut l'échec que l'on pressentait. Indiscutable échec, car s'il y cut (plus nombreux sans doute qu'on ne le sait pour l'instant) des débrayages ici ou là, des tentatives ailleurs, les entreprises ont tourné du matin au soir, et notamment ces grands bastions ouvriers que sont les chautiers de Gdansk, les aciéries de Nowa-Huta ou les usines de tracteurs d'Ursus. L'atmosphère était tout, sauf enthousiaste. Elle était lourde. Sinistre presque, et l'on séntait l'amertume : - Nous avons eu peur », murmurait un ouvrier à la d'Ursus. « Nous ne pouvions pas », entendait-on à celle du chantier Lénine. Le premier bilan des manifestations de l'après-midi plus de huit cents arrestations et ving-sept blessés, dont deux grièvement - dit assez que c'est une bataille tout court et non pas une ba-

Military Marie Comments

Market FT on B. Service

The state of the s

to the state of th

And the second second

The expension of the

A Marie Committee of the Committee of th

Manuscripe Charles and the same of the same

All the way with the same of t

Maritin And Santiffer

.C franciiis

The same of

Mouve aystoniu collectif?

The state of the s

The but ...

Varsovie. - C'était la première

taille d'idées qu'a gagnée le pouvoir. La réalité est pourtant là : cette journée du 10 novembre aura marqué la fin d'une étape, celle de l'espoir envers et contre tout entretenu par Solidarité depuis le coup d'Etat qu'il serait possible - par la seule force de l'expression démocratique de la nation, par la seule expression répétée de ses sentiments profonds

- d'amener le régime à composer. Le régime n'avait pas instauré l'état de guerre pour concéder ce qu'il avait, de repli en offensive, obstinément refusé dans ses moments de plus grands faiblesse. Après onze mois de prudente parience, on a en quelques heures mis Solidarité hors la loi. Même pour ceux, et ils étaient la majorité, qui n'avaient pas voulu voir. c'était dès lors clair : il n'y aurait ni négociation, ni compromis, ni entente nationale ».

A l'appareil syndical reconstitué dans la clandestinité, il ne restait à ce moment-là qu'une arme, toujours qualifiée d'« ultime » depuis la signature des accords de Gdansk, et cette arme, la grève, les ouvriers n'ont pas voulu s'en saisir.

Il a fait tout seui.: la grève générale

Varsovie (A.F.P.). - Le préposé à la chaudière d'un sanatorium de la petite localité de Sieradow, au sud-quest de la Pologne, a fait, mercredi 10 novembre, la grève générale tout

Selon l'Agence polonaise de presse PAP, le préposé, répondant à l'appel des dirigeants clandestins de Solidarité, a éteint la chaudière de l'établissement et s'est ensuite enfermé dans la chaufferie, après avoir accroché à la porte une inscription : « Grève générale ».

Le préposé n'a repris le travail que lorsque la direction l'eut menace de le remettre aux mains des pensionnaires frigorifiés.

Un cas analogue a eu lieu mercredi à Varsovie, où, selon le porte-parole du gouvernement, un conducteur de tramway a subitement quitté son véhicule en plein trafic, provoquant un immense embouteillage dans l'une des principales artères de la. capitale.

• La télévision polonaise a annoncé mercredi soir l'arrestation d'un espion américaine, M. Roman Laba, boursier de l'Institut de sociologie et de philosophie de l'université de Varsovie. Selon la télévision, M. Laba entretenait des rapports étroits avec les mouvements dissidents KOR (Comité d'autodéfense des citoyens), ROPCIO (Comité pour la désense des droits de l'homme) et avec « l'aile extrémiste - de Solidarité. La télévision n'a pas précisé la date de son interpellation. A l'ambassade des Etats-Unis, à Varsovie, on a déclaré ne pas connaître M. Laba. - (A.F.P.)

Au soir du mercredi 10 novembre, le porte-parole du gouvernement polonais s'est félicité de l'échec de la grève générale décidée par la direction clandestine de Solidarité. Il estime que ce qu'il appelle le « bilan positif » de cette journée pourrait permettre de lever prochainement, peut-être avant la fin de l'année, « l'état de guerre ». Cependant, de nombreuses manifestations ont en tien le même jour dans le pays. Et quelque huit cents personnes auraient été arrêtées.

De notre envoyé spécial

Quand des commissaires militaires surveillent les entreprises, quand on peut être emprisonné ou simplement licencié sans secours possible; quand les militants soupconnés d'être liés à la clandestinité. ont été avertis qu'ils auraient à répondre pour l'ensemble de leurs cacore, à la prise du travail, la menace plane comme à Nowa-Huta, alors on hésite devaut l'épreuve de sorce. On pèse le pour et le contre, et lorsqu'on a réalisé qu'elle est vaine, on ne l'en-

Un millier d'amateurs de baquettes

15 heures, mercredi, devant le palais de justice de Varsovie, lourd bâtiment de style stalinien devant lequel la clandestinité a appelé à manisester. C'est ici qu'il y a juste deux ans une soule en délire criait sa joie après l'enregistrement de Solidarité. A première vue, personne, des passants seulement et une longue queue devant une boulangerie privée, célèbre pour ses baguettes à la française. Un bon millier d'amateurs de baguettes, c'est trop. Les Zomos patrouillent, les canons à eau font mouvement. D'une voiture sonorisée de la milice, une voix claque : - Dispersez-vous! Tous les rassemblements sont interdits I Des sanctions sont prévues. - Les traits se durcissent, mais personne ne bouge. Les Zomos commencent à repousser les gens, entraînant certains pris au hasard vers les paniers à sa-

La sopo : - Nous allons contrôler les identités. » On sait ce que cela signifie. On commence à refluer en bon ordre pour s'arrêter 20 mêtres plus bas, aux quatre coins d'un grand carrefour. Manifestants et passants sont mêlés. Dans les tramways qui passent, les passagers font le V de la victoire, et l'on s'applaudit mutuellement. Soudain les slogans fusent : « A bas la junte l ». « Libérez Lech! ». • Solidarité vit et vivra ! . En un instant, un cortège se forme, gros maintenant d'environ trais mille personnes, et descend vers l'hôtel de ville. On ne peut s'empêcher d'être impressionné par le courage de ces hommes et de ces femmes. Tirs nourris de grenades lacrymogènes, charges, éclatement du corrège. Les grenades fuseront dans les quartiers périphériques de Varsovie jusqu'à 20 heures passées.

GDANSK, 15 heures. Un lourd dispositif policier a pris position autour du chantier Lénine pour la sortie de la première équipe. Une manifestation était prévue. - Ce serait du suicide », entend-on. Et, en tout petits groupes, on va déposer fleurs et bougies au pied du monument à la mémoire des victimes de décemun détachement ironique une série

de faits qu'il se donne l'élégance

d'apprendre lui-même aux journa-

listes. Ce sont de petits riens qui si-

nissent tout de même par laisser re-

veur : - Arrêt de travail - à

Bogatynia; « beaucoup de tenta-

tives de grève forcée », tentative

d'incendie dans une asine électrique

à Poloniec; boules puantes dans une

entreprise de Poznan; pneus d'au-

tobus crevés à Wodzislaw; pierres

ietées contre un car de ramassage à

Lublin : sabotage de la chaîne et es-

sais de manifestation aux usines au-

tomobiles F.S.O. dans la capitale;

banderoles sur le Palais de la culture

de Varsovie, où un conducteur de

tram a brusquement abandonné son

věhicule, provoquant un grave em-

Ce « bilan positif » va-t-il favori-

ser une levée de l'état de guerre?

Réponse: • Certainement (...). On

peut avoir l'espoir qu'il sera,

conformément aux déclarations du

général Jaruzelski, possible de le

lever avant la fin de l'année si les

conditions sociales et économiques

sont favorables. Peut-on. demande

le correspondant des Izvestia, défi-

nir les résultats de la journée d'au-

jourd'hui comme une pleine défaite

des forces extrémistes de la chan-

destinité? » • Qui, répond M. Ur-

ban, après un long développement

où l'on sent naître des réserves, et il

conclut ainsi : - Cela donne de bons

espoirs pour l'avenir que nos adver-

saires ne reussiront pas à déstabili-

ser la Pologne, Mais (il marque un

temps d'arrêt), je ne peux me pro-

noncer que pour la journée d'au-

BERNARD GUETTA.

Londres. - Tous les bons auteurs

de romans d'espionnage le savent,

les agents secrets les plus efficaces

doivent mener une vie apparemment

normale pour passer inapercus dans

la grisaille de leurs contemporains.

C'est pour ne pas avoir respecté

cette règle que Geoffrey Prime s'est

fait prendre. Il s'était sorti sans pro-

blème de deux enquêtes de routine.

mais c'est son penchant pour les pe-

tites filles qui aura permis de le dé-

masquer comme espion soviétique

credi 10 novembre, à trente-huit ans

Bailey, trente-cinq ans pour espion-

nage au profit de l'U.R.S.S. et trois

L'importance des renseignements

fournis par Prime n'est pas claire-

ment établie. Le président a indiqué

que la « trahison de Prime a causé

des dommages exceptionnels à la

Grande-Bretagne, ses alliés et ses

amis », mais il a ajouté qu'aucune

preuve n'avait été donnée que Prime

aurait passé des informations sur

l'armement nucléaire occidental.

Toutefois, selon des sources améri-

ans pour attentat à la pudeur.

de réclusion par le tribunal de l'Oid

Prime a été condamné, le mer-

de haute volée.

Grande-Bretagne

Pour espionnage au profit de l'U.R.S.S.

Geoffrey Prime a été condamné

à trente-huit ans de prison

De notre correspondant

bouteillage : - bequeoup de tracts -

dit-il encore.

iourd'hui. »

bre 1970. NOWA-HUTA, la banlieue ouvrière de Cracovie, 14 heures: le premier rassemblement a lieu à la sortie des aciéries ; il se disperse de lui-même devant le barrage policier. trois mille personnes, se forme un peu plus tard et marche vers l'hôtel de ville. Il faudra le disperser par la force et les échauffourées dureront deux heures dans un épais nuage de-

POZNAN, 15 heures: on converge vers un autre monument, aux victimes de 1956 celui-là.

Pour la suite, on ne sait encore trop ce qui s'est passé, mais au même moment à Wroclaw éclatent des affrontements qui se prolongeaient encore peu avant minuit. mercredi. Des barricades ont été dressées, un tram renversé, dit-on. il y a eu d'importants dégâts, et, suivant les témoignages, entre cinq et quinze mille personnes (deux mille selon les autorités) dans les rues. En début de soirée, c'est tout ce qu'on savait, mais le bilan donné par le dernier journal télévisé faisait état, à côté des trois cents arrestations de Varsovie, de deux cent cinquante à Wroclaw, de cent quarante à Poznan. de quatre-vingt-quatorze à Cracovie, de vingt-six à Lodz, soixante à Legnica, et seize à Dijerzoniow. Entre-temps le général Jaruzelski avait fait une visite filmée par la télévision aux usines Rosa-Luxemburg de Varsovie. Dans la matinée, des rassemblements avaient eu lieu sans que la milice intervienne dans plusieurs établissements d'enseignement supérieur à Cracovie. Wroclaw, Varsovie, et une « tentative » avait été faite à l'académie de médecine de Poznan. La grande aciérie Bierut de Czestochowa était elle.

Des petits riens qui laissent rêveur

paralysée par une grève de plusieurs

ateliers névralgiques.

On parle d'un sabotage ou d'une grève dans la nuit de mardi à mercredi à Huta-Warszawa, les aciéries de Varsovie : le porte-parole du gouvernement, M. Urban, ne voulut dans la conférence de presse qu'il tint vers 18 heures, . ni confirmer dementir . Il avait, d'humeur caustique, dit d'emblée que le travail gvait été - normal - et que la consommation électrique en témoienait - objectivement -. - Le bilan est positif; le manque de succès ses mots d'ordre est un succès pour la politique du gouvernement », va-t-il déciarer en conclusion.

Avant cela, il aura énuméré avec

A TRAVERS LE MONDE

Gabon

• PROCES D'OPPOSANTS. Le procès d'une quarantaine d'opposants s'est ouvert mercredi 10 novembre à Libreville devant la Cour de sûreté de l'Etat. Les débats ont cependant été rapidement interrompus et reportés au 17 novembre, les avocats de la défense, commis d'office peu avant l'ouverture du procès. avant réclamé à la cour un délai supplémentaire pour l'étude des dossiers. Accusés d'atteinte à la sûreté de l'Etat, les inculoés se réclament du mouvement de redressement national (Morena). qui s'était distingué ces derniers mois par la diffusion sur le territoire Gabonais de tracts hostiles au president Bongo. (A.F.P.)

Nigéria

 BILAN DES ÉMEUTES RELI-GIEUSES. - 206 personnes ont trouvé la mort (188 civils et 18 policiers), et 635 personnes ont été arrêtées, au cours des émeutes dans le nord du Nigéria, du 26 au 30 octobre, (le Monde du 2 novembre), selon un communiqué officiel publie, mercredi 10 novembre, à Lagos. Les émeutes de Maiduguri (nord-est du pays), capitale de l'état du Borno, au cours desquelles des adeptes de la secte de maitatsine se sont assrontés pendant quarante-huit heures, à la population et à la police, ont notamment provoqué la mort de 133 civils et de 16 policiers. La police a arrêté 411 personnes. -(A.F.P.)

caines, les dégâts seraient les plus sérieux depuis la défection de Philby il y a vingt ans. Dans les années 60, Geoffrey Arthur Prime sert à Berlin dans la Royal Air Force. L'étude du russe le pousse à s'intéresser à l'U.R.S.S. pour laquelle il éprouvera une véritable fascination. A un point de passage entre les deux secteurs de l'ancienne capitale allemande, il fait des offres de service à un officier soviétique. Quelques jours plus tard, il a son premier contact, dans une gare, avec Igor et Valia, deux agents du K.G.B. Il commence par donner des renseignements sur la disposition des effectifs occidentaux à Berlin.

En 1968 il entre au centre de communications de Cheltenham, un **Albanie**

M. Enver Hodja accuse Mehmet Shehu d'avoir été un agent des services secrets américains, yougoslaves et soviétiques

Correspondance

Vienne, - Le premier secrétaire du Parti du travail albamais, M. Euver Hodia, a, dans un discours prononcé mercredi 10 novembre à Tirana, accusé la Yougoslavie d'avoir organisé la tentative de débarquement sur le littoral albanais du 25 septembre. D'autre part, selon le numéro un albanaîs, l'ancien premier ministre, Mehmet Shehu, qui se serait suicidé en décembre 1981, aurait été successivement un « agent » de la C.I.A., des services secrets yougoslaves et du K.G.B.

dans une assemblée électorale (les tre solution que la « voie honteuse ». élections à l'assemblée du peuple au- a déclaré M. Hodja. ront lieu le 21 novembre), a affirmé que - des documents ont été découverts, qui prouvent que Mehmet Shehu avait déjà travaillé pour les services secrets américains avant la deuxième guerre mondiale -. Pendant la guerre, et après la libération de l'Albanie, Mehmet Shehu aurait poursuivi ses activités - à la solde de l'étranger ». Il aurait été, selon M. Hodia, recruté ensuite par les services secrets yougoslaves et plus tard par le K.G.B.

du groupe de comploteurs coopérant avec lui », aurait été « de détruire le parti communiste et l'Etat albanais, et de mettre l'Albanie sous domination de l'étranger . Pour appliquer - les plans subversifs établis par leurs patrons à Washington, Belgrade et ailleurs ». Mehmet Shehu et son groupe avaient encore, selon M. Hodia, recu l'ordre de . le tuer, lui-même et d'autres leaders du parti ». Ils ne pouvaient cependant exécuter leurs intentions criminelles - par peur du peuple et du parti qui les auraient immédiatement démasques ». Il ne

des deux centres d'écoutes occiden-

taux, avec celui de la National Secu-

rity Authority aux États-Unis, qui

enregistrent des codes et analysent

les communications du monde en-

tier, notamment de l'U.R.S.S., et

section, ce qui lui donne accès aux

dossiers classés top secret. Au cours

de voyages à Vienne, il transmet aux

Soviétiques des silms contenant plu-

sieurs centaines de documents. L'an-

née suivante, pourtant, il donne

brusquement sa démission. Par deux

sois, il maniseste l'intention de se ré-

fugier à Moscou, mais il renonce

toujours au dernier moment, bien

que les Soviétiques lui aient promis

Chauffeur de taxi à Cheltenham,

il continue de travailler pour le

K.G.B. En 1980-1981, la police en-

quête sur un maniaque sexuel qui a

agressé des petites filles. Elle inter-

roge Prime qui finit par avouer. La

police découvre chez lui deux mille

deux cent quatre-vingt-sept fiches,

avec les noms des fillettes de la ré-

gion... et tout le matériel d'espion-

Avec la condamnation à trepte-

huit ans de réclusion, l'affaire Prime

est terminée, mais l'enquête conti-

nue. Mme Thatcher devait répon-

dre, ce jeudi, aux députés qui s'éton-

nent des manquements à la sécurité

manifestes au centre de Chelten-

nique qui mû plus par une sorte

par l'appat du gain - en quatorze

ans, il recevra moins de 10 millions

de francs - se rend coupable de tra-

hison. Ses grands ancêtres Philby,

Burgess, McLean, coulent tous des

DANIEL VERNET.

jours paisibles à Moscou.

Prime n'est pas le premier Britan-

une pension et un grade de colonel.

En 1976, Prime devient ches de

s'échangent des informations.

M. Hodja, qui a pris la parole restait donc à Mehmet Shehu d'au-

Le débarquement du 25 septembre

Le suicide de l'ancien chef du gouvernement albanais avait été annoncé le 18 décembre 1981 par Radio-Tirana. Le communiqué officiel publié à ce sujet saisait état d'une dépression nerveuse. Dans les milieux diplomatiques de Tirana, on n'exclusit pas, cependant, à l'épo-L'objectif de Mehmet Shehu et que, que Mehmet Shehu ait été poussé au suicide à la suite d'un sérieux désaccord an sein du parti communiste albanais sur une éventuelle « ouverture », notamment d'ordre économique, du pays vers l'Occident.

> Dans ce même discours, M. Hodia accuse la Yougoslavie d'avoir organisé le débarquement le 25 septembre dernier sur la côte albanaise d'un - gang de criminels dirige par un certain Xhevdet Mustafa. . Nous avons la preuve que ce gang avait été envoyé par les titistes yougoslaves, a dit M. Hodia, mais nous l'avons anéanti sans pitié avant de lui donner le temps de respirer ou de voir le soleil se lever sur l'Albanie. - M. Hodia affirme · qu'au moment approprié le monde apprendra les détails de cette af-

En septembre, un communiqué officiel imputait . aux milieux de l'émigration albanaise . la responsabilité de la tentative de débarque-

M. Hodja regrette qu'a un pays ami de l'Albanie héberge Leka Zogu, trafiquant d'armes et leader de ce groupe criminel de terroristes et l'autorise même à donner des interviews à la presse ». A Paris, le prétendant au trone d'Albanie, Leka Is, fils de l'ex-roi Zog d'Albanie, avait en esset assume dans une interview à France-Soir qu'il connaisait Xhevdet Mustafa, un responsable de l'armée nationale de libération de l'Albanie.

D'autre part, M. Hodja a une sois encore dénoncé la politique de Belgrade au sujet de la minorité albanaise du Kosovo, province autonome de Serbie. Il dénonce les . persécutions dont sont victimes les memhres des minorités albanaises du Kosovo - et réclame le respect des droits de la minorité.

Pour compléter son acte d'accusation contre les ennemis extérieurs de l'Albanie, M. Hodja va jusqu'à soupçonner les « révisionnistes belgrado-russes amis des Grands Serbes de vouloir attaquer l'Albanie pour occuper la partie albanaise de la côte adriatique ».

Ce discours violent pourrait être une mise en garde à tous les partisans au sein du P.C. albanais d'une politique d'ouverture.



Protennis joue avec adidas Vi

du soleil, une mer bleue, des sites admirables... la Tunisie a les vacances et les prix que vous cherchez !

Tunisie: le cœur de la méditerranée... Tunisie: la méditerranée du cœur !

Office National du Tourisme Tunisien - 32 av de l'Opera - 75002 Paris - Tel. 742.72.67 - à Lyon: 12 rue de Seze - Tel. (7) 852.35.86

ASIE

Chine

Nouvelles condamnations de membres du mouvement démocratique

De notre correspondant

Pêkin. - L'opposant chinois, s'ajoutent à celles, déjà connues, de M. Liu Qing, auteur du temoignage MM. Xu Wenli (quinze ans), an-J'accuse devant le tribunal de la société (1), premier manuscrit sorti d'un camp de détenus politiques en République populaire, a fait l'objet, il y a quelque temps, d'une condamnation à sept ans de prison, confirme-t-on à Pékin de source digne de foi. Cette peine s'ajoute aux trois ans de - rééducation par le travail - qui lui avaient été infligés en juillet 1980. On ignore, toutefois, la date à laquelle s'est tenu le proces il remonterait au début de l'été. ainsi que les motifs exacts de la

condamnation. En même temps que M. Liu Qing, son frère, M. Liu Nianchun, et un autre membre du Mouvement démocratique. M. Lu Lin, auraient été, eux aussi, condamnés, le premier à une dizaine d'années de prison, le second à quatre ans. L'un et l'autre avaient été arrêtés à Pékin pendant l'été 1981.

M. Liu Qing est en détention depuis novembre 1979. Il s'était alors rendu à la police pour tenter d'arracher la remise en liberté de plusieurs contestataires appréhendés devant le • mur de la démocratie -, alors qu'ils vendaient les minutes du procès du célèbre dissident Wei Jingsheng, animateur de la revue Enquêtes, lui-même condamné, en octobre 1979, à quinze ans de pri-

Les condamnations de MM. Liu

PROCHE-ORIENT

La Syrie et l'O.L.P. tentent d'aplanir les graves divergences qui les séparent

Le premier ministre israélien, M. Begin, a quitté, ce jeudi matin 11 novembre Tel-Aviv, pour la côte ouest des Etats-Unis, où il s'entretiendra avec les dirigeants des communautés juives. Au cours de sa visite, qui

durera près de dix jours, il rencontrera le 18 novembre M. Reagan. Quelques heures avant le départ de M. Begin, la radio israélieane s'est fait l'écho d'informations de presse aux Etat-Unis selon lesquelles le secrétaire d'Etat. M. Shultz, envisagerait des sanctions économiques conte l'Etat bébreu si ce dernier persiste à refuser de geler son programme d'implantations dans les territoires arabes occupés. Le Conseil de sécurité doit tenir des consultations à huis clos vendredi sur la plainte arabe contre la poursuite de ces implantations.

A Damas, M. Khaled Fahoum, président du Conseil national palestinien, a déclare mercredi que l'O.L.P. « reconsidérera entièrement » son attitude à l'égard d'Israël, lorsque les dirigeants israéliens « feront une

Damas. - Les dirigeants palestiniens poursuivent leurs discussions avec les responsables syriens pour tenter d'aplanir les divergences qui les séparent. Ces entretiens, dont le F.D.L.P. de M. Nayef Hawatmeh et le F.P.L.P. de M. Georges Habache avaient pris l'initiative, ont été repris récemment par MM. Farouk Kaddoumi, chef de la diplomatie palestinienne, et Khalil el Wazir (Abou Jihad), proche collaborateur de M. Arafat. Ils pourraient préluder à une rencontre entre le chef de l'O.L.P. et le président Assad.

Le séjour de M. Arasat à Athènes après l'évacuation de Beyrouth, puis

DIPLOMATIE

A la fin de sa visite à Paris

M.TRUDEAU A RELANCÉ

LE PROJET DE SOMMET

DES PAYS FRANCOPHONES

jeudi 11 novembre dans la matinée

à l'issue d'une visite officielle de

trois jours en France. Le premier mi-

nistre canadien continue en R.F.A.

son voyage en Europe. M. Trudeau

devait passer la journée de jeudi à la

base militaire canadienne de Lahr.

puis rencontrer vendredi M. Kohl et.

à titre privé, M. Schmidt, avant de

pensée, [entre Paris et Ottawa], y

compris sur les problèmes les plus

compliqués, comme la Pologne, ou

les plus vastes, comme le dialogue

Nord-Sud. Les relations entre les

deux pays sont plus qu'excel-

lentes -, a déclaré mercredi, au

cours d'une conférence de presse, le

premier ministre canadien. M. Tru-

deau n'a cependant pas voulu entrer

dans le détail concret des projets de

coopération économique entre la

France et le Canada qui ont été évo-

qués tout au long de sa visite. En

fait, mise à part l'annonce de la

création d'un comité franco-

canadien d'hommes d'affaires, di-

rigé par M. Raymond Garneau, an-

cien ministre des finances dans le

gouvernement de M. Bourassa au

Québec, ce séjour n'a abouti à au-

cun résultat immédiat sur le plan

, M. Trudeau s'était rendu mer-

credi au siège parisien de l'Agence

de coopération culturelle et techni-

que, qui regroupe la plupart des

pays francophones. Le premier mi-

nistre canadien en a profité pour re-

lancer l'idée d'un sommet des pays

francophones proposé jadis par

M. Senghor. . Nous aurons beau re-

grouper nos artistes, nos techni-

ciens, nos universitaires et nos

hommes de science, tant que nous

n'aurons pas réuni au sommet les

leaders politiques des pays franco-

phones, notre projet d'une véritable

francophonie internationale demeu-

rera tronqué . a notamment dé-

claré M. Trudeau.

économique.

· Il y a un très grand accord de

entrer dimanche à Ottawa.

M. Trudeau a quitté Paris, ce

place aux Palestiniens ». « Comment reconnaître Israël dont le gouvernement déclare, non seulement à la presse, mais à la Knesset, que la Cisjordanie fait partie intégrante du pays ? Comment reconnaître Israël dont le gouvernement et l'opposition déclarent que même si l'O.L.P. le reconnaît. Israël ne reconnaîtra pas l'O.L.P. ? ., a ajouté M. Faboum, soulignant que roll.P. - ne peut pas accepter la résolution 242 de l'ONU parce qu'elle ne laisse aucune place pour les Palestiniens ».

M. Fahoum a indiqué qu'après la réunion du comité exécutif de ro.L.P. prévue à Damas pour la mi-novembre, des « réunions intensires » auront lieu à Damas pendant quelques jours entre les membres du C.E.O.L.P., les secrétaires généraux des différentes organisations palestiniennes et le président du C.N.P. pour définir le « programme futur de **FO.L.P. >. - (A.F.P.)**

Correspondance

sa décision de s'installer à Tunis et non à Damas. l'absence du président Assad à l'aéroport de Fès à l'arrivée du chef de l'O.L.P. venant participer au sommet arabe, avaient mis en évidence l'ampleur du différend qui oppose la Syrie et la centrale palestinienne, et plus particulièrement sa principale composante, le Fath.

Le désaccord est si grave que M. Arafat n'aurait rencontré le chef d'Etat syrien, lors de sa première visite à Damas, après le sommet de Fès, qu'après l'intervention de MM. Khaled el Fahoum, président du Conseil national palestinien, et Mohammad Khalifeh, représentant la Saïka (organisation d'obédience syrienne) au sein du comité exécutif de l'O.L.P. Encore avait-il été convenu que les deux hommes éviteraient les questions épineuses, si l'on en croit des sources diplomatiques

Les réactions de Damas à la visite de M. Arafat à Amman, à la mioctobre, n'avaient rien arrangé. Le ministre syrien de l'information, M. Ahmad Iskandar Ahmad avait alors contesté à mots couverts le droit du chef de l'O.L.P. à négocier - séparément - avec le roi Hussein. Pour sa part, la presse de Damas annonçait que cinq des organisations de l'O.L.P. avaient signé un document hostile à ces entretiens, informations que le F.D.L.P., le F.P.L.F. et le Front de libération de la Palestine de M. Talaat Yaccoub ont

démenties peu après. L'attitude syrienne a été ressentie comme une dangereuse ingérence dans les affaires de l'O.L.P. par les responsables palestiniens, y compris

ment que, en visant M. Yasser Arafat elle menace l'unité de toute

l'organisation. En se comportant de la sorte, les Syrieus - poussent Yasser Arafat à se rapprocher des Etats arabes réactionnaires », commente un responsable du F.D.L.P.

Les craintes syriennes sont fondées sur un malentendu, ajoute-t-on dans les milieux palestiniens à Damas. • Les efforts entrepris par I'O.L.P. pour renforcer ses relations avec la Jordanie ne signisient pas que nous donnions la préférence à un pays arabe plutôt qu'à un autre - nous a déclaré, de son côté, M. Abou Jihad. . Nous souhaitons au contraire renforcer parallèlement nos relations avec la Syrie. Si nous avons des différends politiques, nous les réglerons dans un esprit fraternel. .

« Nos intérêts

ne sont pas les mêmes » Pour sa part, M. Ahmad Iskandar Ahmad se défend d'avoir voulu attaquer le chef de l'O.L.P. : « Je n'ai fait qu'exprimer clairement ce à quoi les Arabes se sont engagés à Fès. Ce sont les agences de presse qui ont voulu y voir une attaque personnelle contre Yasser Arafat. . Il faudra beaucoup plus que ce ton conciliant pour lever ce qu'un représentant du F.D.L.P. appelle les ambiguités - de la politique syrienne. - L'une des grandes questions que nous devons clarifier avec les Syriens, c'est leur position sur la

israeliennes -, indique notamment M. Yasser Abed Rabbo, membre du comité exécutif de l'O.L.P. et proche collaborateur de M. Nayes Hawaimch. - Nos intérèts ne som pas les mêmes que ceux de la Syrie. Pour nous, ce n'est pas seulement un problème militaire. Nous avons aussi des camps de réfugiés à proté-

Il y a également désaccord sur les activités des fedayin dans la Bekaa. les Syriens entravant les infiltrations de commandos à travers leurs lignes (le Monde du 9 septembre). L'embuscade qui a récemment coûté la vie à Aboul Walid, responsable des opérations militaires de la résistance au Liban et, selon un officier du Fath. « l'un des dirigeants les plus indépendants de l'O.L.P. .. n'a pu qu'alimenter la suspicion des Palestiniens à l'égard de Damas. bien qu'aucune accusation n'ait été ouvertement exprimée. En privé, certains Palestiniens n'en reprochent pas moins aux Syriens de n'avoir pu, ou voulu, fournir un hélicoptère pour évacuer Aboul Walid, qui a dû, grièvement blessé, attendre plusieurs heures avant de succomber à

Damas. « Il n'est de l'intérêt ni de l'O.L.P. ni de la Svrie de laisser pourrir leurs relations -, font valoir les responsables palestiniens. - Nous savons que nos points de vue divergent dans certains cas, souligne M. Yasser Abed Rabbo, mais nous avons beaucoup en commun. Pourquoi ne pas essayer d'établir une

certaine compréhension? » EMMANUEL JARRY.

situation dans la Bekaa et le nord ceux qui s'opposent à tout rapprodu Liban et sur les plans américains chement avec la Jordanie. Ils estide retrait des forces syriennes et

Des difficultés financières menacent les activités

de l'ONU en faveur des réfugiés palestiniens (A.F.P.). - M. Olof Rydbeck (Suède), commissaire général de l'Office de secours de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), a manifesté, mardi 9 novembre, son inquiétude pour l'avenir de cette agence des Nations unies, affirmant qu'en trois mois l'invasion d'Israël avait réduit à néant une grande partie de l'œuvre qu'elle avait accomplie en trois décennies. Il présentait devant la commission politique spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU le

l'Agence. Outre les problèmes auquels elle est confrontée au Liban, l'UNRWA doit faire face à une attitude plus critique de Washington à son égard. Les Etats-Unis, qui fournissent le tiers de son budget, ont suspendu le versement de 15 millions de dollars et entament un réexamen de leur contribution, après qu'une enquête ait récemment démontré que le centre d'apprentissage de l'UNRWA à Siblin, au sud de Beyrouth, avait servi d'école de guerre à l'O.L.P. Le commissaire général a qualifié cette affaire de - regrettable - et a af-

rapport annuel d'activité de

Nations unies, New-York sirmé que des mesures disciplinaires avaient été prises contre les responsables locaux de l'agence qui s'y

trouvaient impliqués.

Le budget 1983 de l'UNRWA s'élève à 271,4 millions de dollars et son déficit est évalué à 86.1 millions de dollars.

Près du tiers des quelque 238 700 réfugiés palestiniens inscrits auprès de l'UNRWA ont perdu leurs logements au cours des combats et les installations de I'.UNRWA ont également fortement souffert, a indiqué le commissaire général. M. Rydbeck a déclaré que 125 des 2 373 employés de l'UNRWA se trouvaient toujours en détention dans des camps de l'armée israélienne. D'autres ont disparu du-

rant les hostilités. D'autre part, M. Bradford Morse, administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), a indiqué, le même jour, que les ressources de l'ONU pour l'année prochaine allaient diminuer d'environ 1 million de dollars par rapport à 1982 et seraient, au mieux, de 665 millions de dollars.

Au Sud-Liban LE SIÈGE DU COMMANDEMENT MILITAIRE ISRAÉLIEN A TYR A ÉTÉ DÉTRUIT PAR L'EXPLOSION

Le siège du commandement militaire israélien à Tyr (Sud-Liban) a été presque entièrement détruit, ce jeudi matin II novembre, par l'explosion d'une voiture piégée. Selon un témoin, cité par l'agence américaine UPI, l'immeuble de huit étages qui abritait les services du gouverneur militaire israélien à Tyr - s'est effondré d'un seul coup. tandis que se faisaient entendre de nombreuses explosions dans le bâtiment réduit à un tas de ruines ».

D'UNE VOITURE PIÉGÉE

Un porte-parole de l'armée israélienne a confirmé l'attentat, mais n'a fourni aucune précision sur l'ampleur des dégâts et le nombre de vic-

L'attentat de Tyr est l'attaque la plus grave dirigée contre les forces israéliennes au Liban depuis leur entrée dans le pays, en juin dernier. Au cours des derniers mois, des patrouilles israéliennes sont tombées dans des embuscades et des concentrations de troupes ont attaquées par des commandos non identifiés. Plusieurs soldats israéliens ont été tués ou blessés dans la région de Beyrouth, dans la montagne environnante et dans le Sud par des tireurs isoles. - (UPI-A,F.P., Reuter.)

Oing, Liu Nianchun et Lu Lin **AMERIQUES**

El Salvador

Après avoir dénoncé les violations

des droits de l'homme

L'AMBASSADEUR AMÉRICAIN CONSERVE LA « CONFIANCE » DE M. REAGAN

M. Larry Speakes, porte-parole de la Maison Blanche, a démenti le mercredi 10 novembre, à Washington, les informations de presse selon lesquelles M. Deane Hinton, ambassadeur des Etats-Unis à San-Salvador, aurait été réprimandé par M. Reagan pour ses déclarations. M. Speakes a affirmé que M. Reagan était - satisfait - des prises de position de M.Hinton et que ce dernier - conservait la pleine confiance du président comme du secrétaire d'Etat, M. Shuitz ...

Dans un discours prononce il y a dix jours devant des hommes d'affaires salvadoriens, M. Hinton avait dénoncé la situation des droits de l'homme au Salvador et laissé entendre que l'assistance militaire américaine à ce pays pourrait être remise en cause si cette situation ne s'améliorait pas. Le porte-parole de la Maison Blanche a ajouté que les déclarations de l'ambassadeur Hinton n'impliquaient pas un « changement de contenu ou de strie - de la politique américaine au Salvador.

C'est le New York Times qui avait assirmé, mardi 9 novembre, de bonne source, que M. Hinton avait été invité par M. Reagan à . modérer - ses commentaires sur le nonrespect des droits de l'homme par les organismes de sécurité salvado-

LA LIGUE **DE LA JEUNESSE** COMMUNISTE

(1) Editions Robert Laffont, 1982

cien animateur de la Tribune de

5 avril, et Wang Xizhe (quatorze

s'est abattue sur les groupes opposi-

tionnels à partir du début de 1979,

ces procès dénotent la volonté du

pouvoir de porter un coup irrémé-

iable à la contestation d'inspiration

démocratique ou libérale, fut-elle

d'obédience marxiste, comme tel est

le cas avec MM. Xu Wenli et Liu

D'autre part, un autre procès

contre des partisans de la - Bande

des quatre » est signalé dans la pro-

vince méridionale du Yunnan. Le

principal inculpé, M. Huang

Zhaoqi, a été condamné à dix-huit

ans de prison. Certains des faits qui

lui étaient reprochés remontent à la

révolution culturelle, au cours de la-

quelle, en raison des actions du co-

mité révolutionnaire. Dont il était

l'un des dirigeants, plus d'un million

trois cent quatre-vingt mille per-

sonnes auraient été persécutées dans

le Yunnan, Selon l'acte d'accusa-

tion, dix-sept mille d'entre elles au-

raient été battues à mort et soixante

et un mille scraient restées infirmes

MANUEL LUCBERT.

à la suite de mauvais traitements.

(le Monde du 16 avril).

Faisant suite à la répression qui

ans), un dissident de Canton.

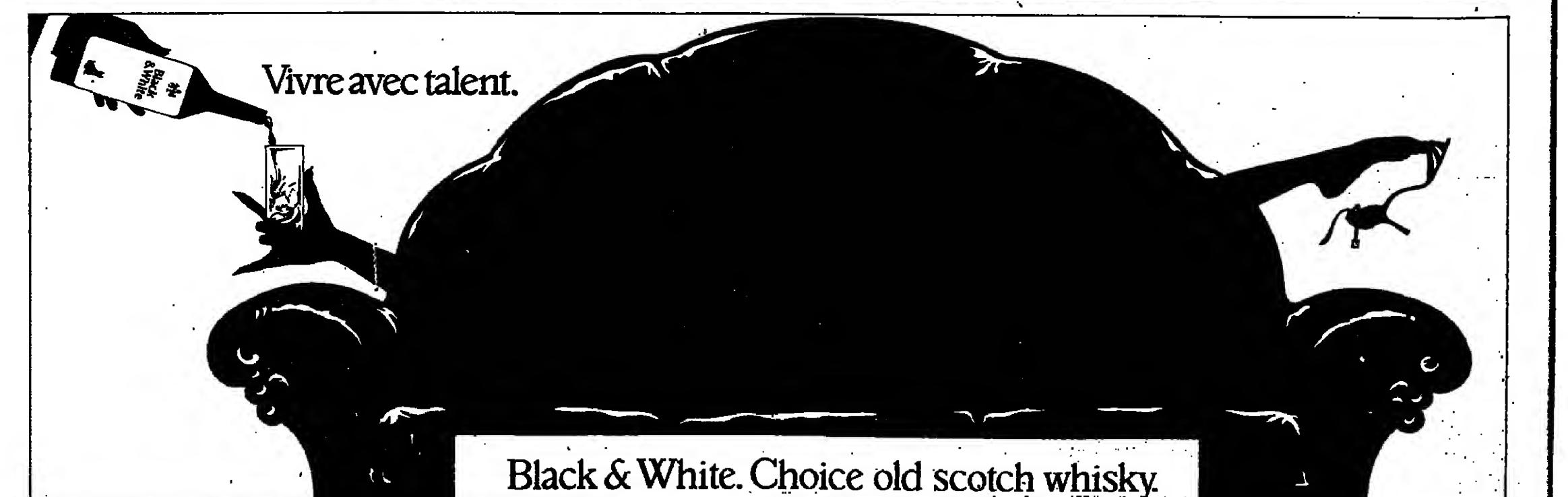
A UN NOUVEAU CHEF (De notre correspondant.)

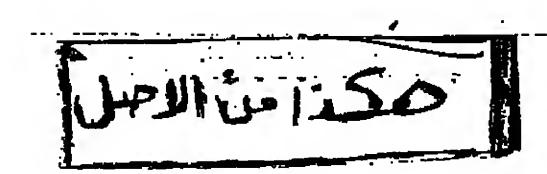
Pékin. - La Ligue de la jeunesse communiste vient de se donner un nouveau chef. Totalement inconnu jusqu'à une date récente, ce personnage, M. Wang Zhaoguo, ne faisait pas partie, avant sa désignation, des instances dirigeantes de cette organisation.' Ce choix devra, pour la forme, être entériné par le prochain congrès de la Ligue, en décembre.

Le nouveau promu correspond, point par point, au type de responsables que le parti désire, aujourd'hui, placer aux postes de commandes. Il a une formation à la fois d'intellectuel et de technicien, comme le montre son diplôme d'ingénieur obtenu en 1966, à Harbin (Heilongjiang) juste à la veille de la révolution culturelle. En même temps, il a acquis une expérience du monde ouvrier en tant que membre d'une - brigade de choc - à l'usine d'automobile numéro 2 de Wuhan (Hubei), dont il est devenu plus tard vice-directeur.

Son attitude pendant la révolution culturelle? A en croire sa biographie officielle, qui vient d'être publiée, M. Wang aurait eu tout simplement un comportement angélique, bravant l'accusation infamante de « révisionnisme » appliquée à l'époque à ceux qui voulaient, malgré le désordre, continuer à faire tourner les machines.

Agé de quarante et un ans - ce qui, malgré tout, n'est pas la prime jeunesse, - M. Wang met l'accent sur l'importance que revêt à l'époque moderne l'acquisition constante de nouvelles connaissances. Il est convaincu que le socialisme à la chinoise n'a besoin de copier aucun modèle et que « la modernisation du pays ne peut être achetée avec de l'argent -, - M. L.





.... watigi, at the Afre Afgebeleite to ber det grefftinge de P. C. S., dein The best transmission to The state of the comment will be an additional to the second Li anisa de traval avait in min

M JOSPIN : respector onregistres per le

1. 1.1. 15**次**4.15

. 1 ይዩ .ለዓምን

The same of the same

しょいきょうだい

and the second of the second

and market agreed.

· 文字表标

عليها للتلاث فسراء

and the state of the state of

्राप्त एक पर देखें 🌬

. A MATERIAL SPRINGS

The second section is a second section of the second section is a second section of the second section
Le un etal de

and the state of the state of

a manager to the state of

AMARINE FIRE

1.44.77 \$5

or a series and

- 11g=2502

THE STATE OF STATES

A 14 A 15

proceeding to a silver

140 100 A

... 1.5 L. ...

1291 1292 F. 4

The same of the same of

, e. . e. . . . 1 : . #.

Atten in Metter

in the La Magazia

to the large of Management is

the transfer districts

11.15

en de la companya della companya della companya de la companya della companya del

The second of the second

to the time of a section to

Carrier Carrier

The first of the second

1 Sugar Section

the state of the state of the

· 中央 图: 2世(名) 編纂 編 ·

tions of stagement

ere ein geloftenten :

" eie gentlude

tong of the second of the seco

र विकास के प्रमुख्य के उन्हें की कि

Strate Control (1988)

1. July 1. 1. 1.

1. 1. 1. 1. A. A. A.

1

4 .

farm.

... Luthan # 3.44

The Part of the Pa

and the same of the great the

e i a strave and

SAME A STATE OF FRANK OF SHORE SALAST AN CONTRACTOR AN LEAST MAY SHEET THE YEAR OF THE PARTY. traffic and the statement de mineral fer iffett Mines was to stake our a AND DESIGNATION OF THE PERSON the ten profite distances Latington Has in silling an Bill germete gwiff : disal de repulsit à la seil partie is we de it were A STATE SALES OF THE SALES the print the of Att. · 一种一种

髓 多物性的 精髓性病 क्षाम्बर्धन्यस्य सन्दर्भः व अवस्थान् से १० marin. Figit springs with Beer Harris of the set MANGE OF MERCHANISTS Se evaluation after a क्षीत असर सार्वकारी क्षेत्र व्हरणातः well could prope the live its gauf ifte bat fillerien. man if a sumple control of والمنطاب المنطوع المنطوع المنطوع المنطوع the party of the state of the state of San Bar Charle Cont. there provide the real for the Winds musice of in all set was place en la CONTRACTOR OF THE CONTRACTOR وأناهم فالحفل للماطا أعفل The second of the second of the

Carry Committee Control of the gradi in the figure of the contract ್ಷ ೯ ೯ ೯ ಕನ್ನಡಚಿತ್ರವರ ಅಥವಾಗಿ ಕ್ಷಿ Allegan Company and There because it was da formilational i La aprilia de aprilia de gallant regulation (Experience) ويرافى والموجات وجحي الحاجوا أفرادتك والرواية والمتعاملة المتعادات a, gras i smaa signaa, REAL PROPERTY OF THE PROPERTY OF

Mr. Santa To Marine 4-

Long the second second second second

Control of the control of

Markey Service Contract William ويرومهون والمنطقة فيقطون والمجوديون La polit

had a 18th to Aleber town a If the retter of Fairs we to mequation describe श्रीद मेर्ड के एक क्षेत्रक मेर्डिक अपने क M Athlie I rigital, da विषय । विष्युक्ता क्षेत्रक विषय (अ.स. १८३८)

রভাগি মি, রিণ্টো বিভাগের্ড ्रे के देवतीय क्षेत्र त्या का का का क्षा है जिल्ला है है है । meine ign bermilte bereichtlich हुनार हिन्दी भा विकास है। े स्टाई है सार पारकार के हैं दिन majorite a the issue on to the court mic we عدادسا والكرام المالية المالية was in This of the street Market in 11 through

Mark and the second Princer in August is in any क्षा (विकास विकास करा विकास है है। and the second and the second second second second Tallings was be prima Pateine in it state in the history gittegra ्यत्वाकारणाः स्टब्स्ट अस्तित्र्य wind it an increase of the first according किल्लाकर का कुलान्तर की केंग्रि Libertissum famijania.

्री श्रीमाध्यम् कृष्यु<u>क्ताः</u> वेष प्रमुख्य . Andrewskieger abg jongemach BMIC 14 5 on their क्षा भार समाप तो देश के fait qu'accieque bes inq MR. Herman Kenn at he अवक्रिकें में अस्तर स्वद्ध this billedighter W been Targe street, if Parge streether du s l'é the first term of a contract of the particular terms of the first of t **的复数形式电影影響的现在分**

eren in einer bei ber bereiten bereite · freier. jangliff Galife ffa eif . " " " die comemen : bes de M. Matterra giebe gereinen generalten bereiten beite beite beite beite ge fochifffich beite ift fie bei beite beit the control of the co

Les communistes acceptent d'examiner la situation ville par ville

Les délégations du parti socialiste et du parti communiste, qui se sont rencontrées pendant plus de quatre heures, mercredi 10 novembre, au siège du P.S., ont décidé de créer un groupe de travail pour examiner, ville par ville, les problèmes posés par la composition des listes de ganche en vue des élections

municipales de mars 1983. Ce groupe de travail, composé de MM. Marcel Debarge et Jean Poperen, membres du secrétariat national du P.S., de M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central, et de M- Madeleine Vincent, membre du bureau politique du P.C.F., doit se réunir la semaine prochaine, vraisemblablement le 16 novembre. Les socialistes comptent que ce groupe aura deux on trois séances de travail avant la réumon de leur comité directeur, les 20 et 21 novembre.

La création de ce groupe de travail a été proposée aux communistes par M. Lionel Jospin, dans la déclaration qu'il a faite en ouverture de la discussion. Dans sa réponse, M. Georges Marchais a plaidé pour la reconduction des maires sortants dans les villes gérées par la gauche, tandis que le premier secrétaire du P.S., tout en admettant de tenir compte des données locales, a souligné qu'il ne peut être question d'ignorer les résultats des élections présidentielle et législatives de l'an dernier.

La délégation communiste s'est employée à obtenir de ses interlocuteurs un pas dans le sens de l'acceptation du principe de la reconduction des maires. La discussion s'est prolongée sur cette ques-

tion, dans un bon climat, sans donner lieu à un débat sur la situation politique générale. Finalement, après une interruption de séance de plus de trois quarts d'heure, les communistes ont accepté la création d'un groupe de travail, sans que soit tranchée l'opposition de principe entre les deux argumentations.

Il s'agit de savoir, maintenant, si cette solution est destinée, aux yeux des communistes, à faire avancer les choses ou bien, au contraire, à prolonger le blocage général des négociations locales. M. Lanrent, après la conférence de presse au cours de laquelle M. Debarge et lui-même avaient brièvement commenté la déclaration commune des deux partis, semblait moins soucieux que les socialistes d'aboutir avant la fin de l'année.

L'argument principal des communistes est que le changement de candidat à la mairie, dans les villes qu'ils dirigent et où le P.S. les avait devancés l'an dernier, aurait pour effet de démobiliser leur électorat. C'est un argument auquel certains dirigeants socialistes, considérant l'état de l'opinion de gauche vis-à-vis de la politique gouvernementale, ne sont pas insensibles. Ceux-ci estiment en tout cas que le P.S. ne doit revendiquer la tête de la liste de gauche que là où les résultats électoraux sont clairement en sa faveur. Ils ne pourront faire prévaloir ce point de vue au sein de leur parti que si les discussions du groupe de travail font apparaître que les communistes ne sont pas, eux non plus, figés ser leur position.

PATRICK JARREAU.

M. JOSPIN: respecter les changements enregistrés par le vote populaire

cussion entre les délégations du P.S. et du P.C.F. par un propos liminaire. Le premier secrétaire du P.S. a notamment déclaré:

- Nous sommes à quatre mois des élections municipales et il nous semble difficile de rester bequeoup plus longtemps dans l'expectative. ... | Nul doute, comme yous l'avez déclaré vous-mêmes, que la droite va aborder [ces élections] avec un esprit de revanche et qu'elle s'efforcera, dépassant l'addition des enjeux locaux, d'en faire un test national contre le gouvernement d'union de la gauche et sa politique. Nous ne devons en rien – et le pense que vous en conviendrez — lui faciliter les choses. Cela suppose de ne pas laisser la droite prendre trop d'avance dans la constitution des listes d'opposition et de ne pas lui laisser le privilège de la dynamique de l'union. Ce qui veut dire, pour nous, que nous devrions, maintenant, arriver rapidement à un ac-

 Un tel pas en avant est d'autant plus nécessaire que la situation est difficile. L'approfondissement spectaculaire de la crise mondiale, les risques de dérapage économique (heureusement conjurés), ont amené le gouvernement de la gauche à prendre des mesures de redressement, selon nous équitablement réparties, mais exigeantes.

- Dans ce contexte, des discussions qui avanceraient rapidement entre nous, des accords par ville qui se concluraient par dizaines ou par centaines et séraient entérinés par nos fédérations et par nos directions nationales, créeralent immédiatement un climat savorable. Ils provoqueraient la mobilisation et la consiance, et nous donneraient plus de chance pour les éclections municipales. Cela serait, en tout cas, conforme à l'accord de gouvernement signé le 23 juin 1981 entre nos deux partis et qui prévoyait que nos deux formations étaient décidées à · promouvoir la politique nouvelle choisie par les Français et les Francaises en élisant François Mitterrand à la présidence de la République » et qu'elles le seraient à l'Assemblée nationale, au gouvernement, dans les entreprises, dans les assemblées locales et régionales.

靴 福田里

» Au contraire, des atermoiements, des lenteurs excessives, pire, des désaccords publics ou des disputes trop longtemps prolongés pourraient désorienter nos électeurs et, en tout cas, n'aideraient pas notre gouvernement dans sa tache. Il est normal que chacun de nos partis ait le souci de ses intérêts légitimes. Mais nous devons penser à notre responsabilité commune depuis le

10 mai. . · Vous affirmez, a déclaré le premier secrétaire du P.S., que la seule voie est de reconduire, à gauche, les maires élus il y a six ans, sans accepter, donc, de prendre en compte les évolutions très importantes qu'a provoquées, tout particulièrement en 1981 et 1982, le suffrage universel. Vous semblez bien, même, étendre ce raisonnement à la constitution des listes, si j'en juge par la déclaration que vient d'adopter votre comité central et si j'interprête exactement les positions défendues par vos représentants dans les négociations locales. Une telle attitude a, d'ailleurs, conduit à un blocage presque partout

· En disant cela, je passe sur les arguments politiques parfois invoqués par certains d'entre vous. Ce n'est pas sans surprise, en effet, que nous avons entendu évoquer le résultat des élections de mai et juin 1981 comme ayant un « caractère exceptionnel ». Est-ce vraiment - exceptionnel - le processus qui conduit à la défaite de la droite, à la victoire de la gauche, à l'élection d'un président socialiste et à l'entrée, pour la première fois depuis 1947, de ministres communistes au gouvernement? Je ne peux le

croire. - Nous pensons, au contraire. qu'il est indispensable - pour des raisons de principe (seul le suffrage universel peut étayer des positions et des revendications qui, sinon, risqueraient d'être purement subjectives, voire arbitraires) et pour des

Français et particuliérement les électeurs de gauche ne comprendraient pas que les formations politiques qui se réclament d'eux ne prennent pas en compte les choix qu'ils ont clairement affirmés) de respecter les changements enregistrés par la voie populaire. C'est une position constamment affirmée par les partis démocratiques, notamment par le vôtre en 1971 et en 1977. Et avouez qu'il serait paradoxal de refuser à la gauche et à ses partis le jeu de la proportionnelle. au moment même où nous l'instaurons pour tous, et donc, aussi, pour les partis de droite! -

M. Jospin a réaffirmé que les so-

cialistes sont - préts à tenir compté. aussi, d'un certain nombre de réalités locales et des gestions communes », et, notamment, de ce que les communistes appellent le « crédit personnel du maire ». • En saisant cette proposition de discussion, a-t-il dit, j'ai à l'esprit la déclaration du comité central du P.C.F., qui rappelle que, dans quelques cas, le parti communiste a accepté, en 1971 et en 1977, que le parti socialiste garde la tête de liste dans certaines mairies où le suffrage universel avait placé en tête le parti communiste. J'ai apprécié cette déclaration, parce qu'elle n'est pas éloignée, dans son rappel de votre attitude en 1971 et 1977, de l'esprit qui est celui des socialistes à la veille des municipales de 1983. Et peut-etre offre-t-elle, donc, une base de discussion. >

Le premièr secrétaire a proposé qu'un « groupe de travail » soit mis en place, pour examiner les cas où la répartition des sièges entre [les] deux formations est difficile à établir -. - Pour sa part, a ajouté M. Jospin, le parti socialiste réunit son comité directeur les 20 et 21 novembre prochain. Nous devrons être en mesure, à ce moment-là, de faire le bilan et de prendre les décisions nécessaires. Cette date est, pour

M. Lionel Jospin a ouvert la dis- raisons d'efficacité politique (les des sètes de sin d'année, il ne nou restera plus que trois mols utiles avant l'échéance des municipales. A ce moment-là, il sera indispensable à nos candidats, à nos responsables et à nos militants d'être en mesure de mener campagne. •

Le premier secrétaire du P.S. a déclaré en conclusion : « Je ne veux pas douter que, d'ici lá, nous aurons beaucoup avancé sur la voie d'un accord général entre nous. Il devrait nous permettre d'aborder ensemble le premier tour des élections municipales. Si ce n'était pas le cas, le premier tour ne pourrait que servir à nous départager, avant de mener en commun la bataille du second tour. (...) Il est clair que, dans notre esprit, il est préférable de faire dés l'abord ce que l'on devra, de toute façon, saire ensuite. Mais nous nous adapterons aux circons-

M. MARCHAIS: ne pas donner à l'électorat communiste le sentiment d'être mis sur la touche

tement politique. Rappelant les

élections de mars dernier, le secré-

villes, conquises ensemble il y a six

ans, que sont, par exemple, Nantes.

Montpellier, Saint-Étienne ou Be-

gouvernement du pays, dans l'union

M. Georges Marchais a souliené. en réponse à M. Jospin, que l'efficacité des municipalités de gauche · est reconnue largement au-delà des électrices et des électeurs qui votent pour chacun [des] deux partis lors des élections législatives ou présidentielles - et que, d'autre part, les élections municipales . seront la première consultation nationale depuis 1981. C'est dire. a-t-il déclaré, que, après près de deux ans de travail de la gauche au gouvernement et dans la majorité, elles doivent être l'occasion pour notre peuple de renouveler son soutien aux objectifs de la politique engagée en se prononçant, dans chaque commune, en faveur des listes d'union de la gauche. .

M. Marchais a affirmé la volonté des communistes - d'aboutir le plus vite possible .. car - cette consultacontre - l'effet catastrophique

taire général a déclaré : - La mise en œuvre de la politique du gouvernement de gauche se fait dans des conditions extremement difficiles. du fait de l'héritage catastrophique de la politique antérieure et des pressions que le capital exerce de l'intérieur et de l'extérieur du pays. Nous savons bien qu'existent, actuellement, dans les couches populaires, des désillusions, voire, ici et là, du mécontentement. On peut compter sur la droite pour tenter de profiter au maximum de cette situation, en faisant assaut de démagogie, et en ne reculant devant aucun mensonge, aucune calomnie, aucune promesse fallacieuse. . M. Marchais a mis en garde ses interlocuteurs contre le risque des électeurs de la gauche de donner à celle-ci un « avertissement. » et

tion va provoquer un très vif affronqu'entraînerait la perte des grandes

« Les accords doivent être conclus dans les meilleurs délais »

souligne la déclaration commune

Les délégations out adopté la déciaration commune suivante :

Les élections municipales de mars 1983 seront un moment important de la vie démocratique de notre pays. Grâce à la gauche, les minorités seront désormais présentes dans les conseils municipaux et, par la décentralisation, les responsabilités des conseils municipaux et des maires sont élargies.

Ceux qui ont fait ces réformes sont les mieux qualifiés pour les appliquer; en confiant aux forces de gauche la responsabilité de très nombreuses communes, les citoyens donneront plus de moyens encore à la démocratie en ce pays, d'autant plus que le bilan d'activité de la gauche dans les communes est incontestablement ressenti comme positif.

La droite n'a d'autre programme que de chercher une revanche, de reformes actuellement accomplies par la majorité nouvelle. Cette prétention sera mise en échec : pour cela toutes les forces populaires, toutes les forces de changement doivent se rassembler.

A l'issue de leur nouvelle rencontre du 10 novembre, les deux délégations du P.S. et du P.C.F., conduites par MM. Lionel Jospin et Georges Marchais, ont constaté que les discussions sont engagées dans les localités et les départements. Elles doivent se poursuivre dans un climat unitaire, avec partout la volonté d'aboutir.

Afin de favoriser la conclusion. dans les meilleurs délais, de ces accords, les deux délégations décident de constituer, au plan national, un groupe de travail commun aux deux partis. Ce groupe de travail se rêu-

- Personne ne pourrait comprendre, a ajouté M. Marchais, que, sace à la droite qui fait front, la gauche aille en ordre disperse à la basaille. Personne ne pourrait comprendre que ce que la droite a réussi, en se rassemblant, la gauche ne puisse pas y parvenir. Et cela, alors que c'est dans l'union qu'elle dirige le

genéraux et régionaux, et dans qu'elle les gère depuis. Nous savons, camarades, que, parsois, lorsque nous tenons ce lan-- alors, vous craignez le suffrage - universel?... - [Là n'est] vraiment pas le problème. Nous ne crai-

gnons absolument pas, nous com- sur le - crédit personnel - dont bémettre en cause les grandes ré- nira dès la semaine prochaine.

ment de nos forces?

 Ou bien, il faudrait inventer artificiellement des raisons pour motiver cette situation. On verralt, alors, la campagne électorale avancant, l'adjoint critiquer la gestion du maire, le maire engager la polémique contre son adjoint, certains prendre leurs distances avec la politique gouvernementale: ce serait désastreux. »

A la proposition de reconduire les maires sortants, dans les villes gérées par la gauche, les socialistes, a observé M. Marchais, répondent : - Il n'y a pas de rentes de situation. . - Je vous le dis très fraternellement : c'est un mauvais procès que vous nous intentez, a déclaré le secrétaire général. Les communistes ne sont pas des rentiers. Certes - et c'est légitime, - nous souhaisons. comme vous, consolider nos positions. Cela dit, nous n'avons en vue. avec cette proposition, que l'intérêt de la gauche, les conditions de sa victoire dans le plus grand nombre de communes. .

M. Marchais a rappelé que les communistes avaient accepté de donner la tête de liste, aux élections de 1971 et de 1977, à certains maires socialistes sortants, alors que le P.C.F. avait devancé son allié lors des consultations précédentes (le Monde du 10 octobre). - On ne voit pas. a-t-il ajouté, pourquoi tel ou tel maire communiste devrait ētre pēnalisē - jusqu'à être remplace - parce que, dans sa comqu'elle travaille dans les conseils mune, François Mitterrand puis. dans la soulée, le député de son l'union qu'elle a gagné de nom- parti auraient réalisé de bons scores breuses municipalités en 1977 et alors que chacun s'accorde à reconnaître la part éminente prise, précisément, par les maires communistes dans la victoire de la gauche à gage, vous nous répondez : - Mais l'élection présidentielle et aux élections législatives et les conditions de ces élections. •

munistes, d'aller aux élections sous nésicient les maires, dont certains nos couleurs. (...) Mais ici il s'agit, avaient « repris la tête. ». devant le je le répéte, de réélire des municipa- P.S., aux dernières élections cantolités que nous avons gérées ensem- nales. . Remplacer le maire, ce se ble depuis 1977, ou d'en êlire de rait désavouer la gauche). a-t-il asnouvelles, que nous nous proposons sirmé, avant de souligner : - La de gérer ensemble. Comment serait- politique gouvernementale est, paril possible de justifier l'éparpille- sois, dans sa phase actuelle, dissicile à comprendre pour l'électorat - Ou bien, il faudrait dire: de gauche. Si sa partie la plus po-- Oui, nous nous sommes bien en- pulaire, qui attendait le plus de - tendus pendant six ans. nous pro- changement politique, si cette par-· posons de nous entendre encore tie, dans laquelle se situe l'électoral · pendant les six années qui vien- communiste, s'apercevait, de plus. · nent, mais le temps de l'élection, qu'on veut écarter les élus auxquels - c'est chacun pour soi. - On ne sau- il sait constance: si cet électorat rait expliquer plus ouvertement que avait le sentiment, en quelque sorte. seules des raisons électoralistes jus- d'être mis sur la touche, le résultat tifient la division : ce seralt suici- pourrait être déplorable pour la

M. Marchais a insisté, ensuite,

La politique salariale et sociale du gouvernement inquiète certains socialistes

Le comité directeur du P.S., qui se réunit les 20 et 21 novembre à Paris, ne sera pas seulement consacre à la préparation des élections municipales, contrairement à ce qui était prévu, mais aussi à un débat sur la

Ainsi en ont décidé le bureau exécutif et le secrétariat

M. André Laignel, député de l'Indre, membre du secrétariat national du P.S., dont les critiques adressées à la politique économique et sociale ont provoqué quelques remous au sein du groupe parlementaire et du parti, peut se féliciter d'avoir contribué à ouvrir un débat qui apparaît nécessaire à de nombreux socialistes, tous courants confondus. Ils auront donc satisfaction, tant au sein du groupe parlementaire (le Monde du 11 novembre) que du

M. Laignel avait estimé que - le gouvernement se trompe de route en prenant, au travers de sa politique de rigueur, le risque de décevoir 'électorat le plus fidèle à la gauche. · A force de faire plaisir à nos adversaires, nous désespérons nos amis . avait-il ajouté, en faisant référence au projet de fiscalisation des allocations familiales.

L'annonce que la promesse de revalorisation du pouvoir d'achat du SMIC (4 % en 1982) ne pourrait pas être tenue à la fin de l'année n'a fait qu'accroître les inquiétudes des socialistes. - Rien ne peut nous affranchir de noire engagement ., a fait remarquer M. Sarre, député de Paris, membre du CERES, qui estime que « on ne peut demander plus à ceux qui ont le moins ».

Mercredi 10 novembre, lors de la réunion du bureau exécutif, des réflexions de ce type ont été exprimées, jusque dans les rangs des proches de M. Mitterrand. Ainsi, M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national, a-t-il estimé que l'on avait atteint le point limite en matière de politique salariale dans la fonction publique. Aller encore plus loin inciterait les sonctionnaires, se- tion soit prise à l'encontre de

national du P.S. réunis conjointement mercredi 10 nolon lui, à « rester à la maison - lors

M. Debarge, qui considère que les petits et moyens salaires ne peuvent pas être touchés plus qu'ils ne le sont, a cependant pris acte, comme ses amis, des déclarations faites par M. Pierre Mauroy, mercredi devant l'Assemblée nationale, selon lesquelles le « léger retard » de la hausse du pouvoir d'achat du SMIC - qui ne lui paraît pas - anormal -. - serrait rattrapé en 1983. (Lire

> Soupçons sur M. Joxe Il reste que les déclarations des

uns et des autres – du moins celles qui ont été formulées en public laisseront des traces, notamment celles de M. Laignel. En s'étonnant. lundi 8 novembre à Marseille, du - tintamarre -, provoqué par les déclarations de M. Mauroy sur la politique économique et sociale du gouvernement, M. Mitterrand ne s'adressait pas seulement au patronat, mais aussi à certains socialistes. M. Lionel Jospin, premier secrétaire, a renouvelé devant le bureau exécutif sa condamnation de l'initiative prise par M. Laignel. Elle lui semble inopportune, et il souhaite, que de tels débats ne soient pas étales sur la place publique. M. Laignel ne participait pas à cette reunion. Les amis de M. Mauroy ont été, comme cela s'était déjà produit mardi 9 novembre devant le groupe parlementaire de l'Assemblée nationale, les plus sévères à son égard.

Mardi, devant le groupe, M. Arthur Notebart, député du Nord, avait, en vain, demandé qu'une sanc-

M. Laignel. Mercredi, devant le bureau exécutif, M. Roger Fajardes prochaines consultations électodie membre du secrétariat national et proche du premier ministre, a jugé dangereux de constester l'action de M. Mauroy au moment où il fait face aux mécontentements du patronat et des syndicats. M. Fajardie se refuse à considérer la déclara-

politique économique et sociale du gouvernement.

tion de M. Laignel comme un simple - faux pas - et s'inquiéte d'une certaine obstination, dans l'entourage de M. Joxe (dont M. Laignel fait partie), à semer d'embûches la route du premier ministre. « Ce n'était pas la peine d'oublier les clivages du congrés de Metz pour en susciter de nouveaux (1). Trop. c'est trop . a-t-il dit.

Les amis de M. Mauroy ne sont pas seuls à soupçonner M. Pierre leur de la Nouvelle Revue française Joxe de s'être engagé délibérément (N.R.F.), il avait débuté comme dans une opération de positionne- journaliste au Petit Journal et aux ment à deux niveaux : la préparation Nouvelles Littéraires, dont il fut le du congrès du P.S., qui aura lieu à correspondant à Berlin de 1933 à l'automne 1983, et la succession de 1 1936. M. Pierre Mauroy à la tête du gouvernement.

bien entendu cette analyse. Le se- directeur des émissions radiophonicond s'irrite des accusations selon ques en langue allemande à la Ralesquelles il • roulerait - systèmati- | dio nationale. Dés 1935, il avait eu quement pour le compte du premier. l'idée de créer à la radio française Celui que l'on appelle méchamment, un service destiné à répondre à la depuis longtemps, dans l'entourage propagande nazie de Paul Ferdonde M. François Mitterrand, le « Joxe terrier », en plaisante tout de même. Il a proposé au président du groupe socialiste de publier un communique commun ainsi rédigé : ur de mai 1941, collabore au mou-- Aucun de nous deux n'est responsable des dettes de l'autre.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) A l'issue de ce congrès, réunis en avril 1979, les courants Mauroy et Rocard formaient la minorité du parti.

ANCIEN MEMBRE DU CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE

Pascal Copeau est mort Notre confrère Pascal Copeau

a trouvé la mort dans un accident de la route, le 9 novembre, à Pouilly-en-Auxois. Ses obsèques auront lien, le 15 novembre à 14 h 30, à Pernand-Vergelesses (Côte-d'Or).

Pascal Copeau était né à Paris le 23 octobre 1908. Fils de l'écrivain et comedien Jacques Copeau, fondateur du Vieux-Colombier, cofonda-

De 1936 à 1939, il occupa le poste de rédacteur en chef du jour-MM. Joxe et Laignel contestent | nai Lu et en même temps celui de net, le - traitre de Stuttgart ... Après l'armistice de 1940, il com-

mence une action de résistant, est emprisonne à Pau, s'évade et, à parnoi ciandestin Libération. Il est membre du comité directeur des mouvements unis de résistance, du Conseil national de la résistance. En 1944, il entre au bureau permanent du Conseil national de la résis-

tance. De mai à août 1944, il est charge, avec le colonel Fouché, de l'exécutif du M.L.N. pour la zone

Membre de l'Assemblée consultative provisoire en novembre 1944. soutenu par le P.C., Pascal Copeau est élu députe de la Haute-Saone le 21 octobre 1945. Il siège dans les deux Assemblées constituantes au groupe de l'Union républicaine et résistante, apparenté au groupe communiste. Fin 1946, il cesse toute activité politique pour se consacrer au journalisme. Il collabore au Journal parlé de la Radiodiffusion française et dirige au Maroc les services d'émissions de langue française. Puis, de retour en France. il est nommé, en 1966, délégué à la délégation régionale Bourgogne-Franche-Comte de l'O.R.T.F.

En avril 1970, Pascal Copeau est chargé d'une mission itinérante pour l'établissement des programmes régionaux de la troisième chaine.

Quand, en 1977, Henri Frenay, sondateur de Combat, accuse Jean Moulin (dans son livre l'Enigme Jean Moulin) d'avoir été un Pascal Copeau rectifie : • Ce n'est pas lui qui a été le compagnon de route : c'est lui qui a amené les communistes à être les compagnons de route du gaullisme. » (Le Monde du 13 octobre 1977.}



OLP, tentent d'aplanir necces qui le separent

A SOR RESPE

THE MARKS THE WAY THE THE

-

Me L. L.

-

Helifite 1. Alek

FRE SHIELD .

. . . .

-

A PARTY

A 3 4

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

The Party of the P

-

10 to 10 to

M. DEFFERRE: assurer la sécurité des Français et accompagner financièrement la décentralisation

rieur et de la décentralisation.

M. Laignel (P.S., Indre), rapporteur de la commission des sinances. estime que la dotation pour 1983 forme • glohalement un bon budget ». Il a souhaité, toutesois, que soit réduit le décalage de deux ans qui existe actuellement entre l'acquittement par les collectivités locales de la T.V.A. sur les dépenses d'équipement et le remboursement de cette taxe par l'intermédiaire du Fonds de compensation de la taxe

sur la valeur ajoutée (F.C.T.V.A.). Rapporteur au nom de la commission des lois sur la sécurité. M. Delanoë (P.S., Paris), appelle de ses vœux la préparation d'une loiprogramme sur la police afin que soient mieux définis les missions et

les moyens de ce corps. Intervenant dans la discussion générale. M^{mc} de Hauteclocque (R.P.R., Paris) regrette que, - dans un climat d'insécurité, on fasse douter les policiers de leur mission, et ajoute: on les a démoralisés et démobilisés... pour éviter une grave degradation de ce corps d'Etat, qui pourrait constituer un danger pour notre démocratie, il faut prendre d'urgence des décisions courageuses. Malheureusement, votre

budget n'en sinance aucune, malgré les promesses électorales -. M. Boyer (N.I., Indre-et-Loire) indique qu'il votera le budget de l'intérieur et de la décentralisation

qu'il juge - encourageant ».

M. Desserre, ministre d'Etat. ministre de l'intérieur et de la décentralisation, déclare que le budget de son département s'inscrit dans la ligne du précédent, à savoir : + assurer la sécurité des Français et accompagner sinancièrement la decentralisation ..

Sur ce dernier point, il note que le budget 1983 comporte la création d'une dotation globale d'équipement (D.G.E.) qui regroupera, à terme, l'ensemble des subventions d'investissement aux collectivités locales.

L'Assemblée nationale a Pour 1983, la D.G.E. totalisera pour adopté mercredi 10 novembre les 3,8 milliards de francs l'ensemble des subventions d'équipement pour la voirie communale et départementale et les subventions destinées au financement des travaux d'équipement rural.

> M. Franceschi, secrétaire d'État chargé de la sécurité publique, annonce la création de quatre cent vingt postes nouveaux qui viendront s'ajouter aux mille huit cent quatrevingts emplois prévus dans le projet initial. Il s'agit de : 200 postes d'inspecteurs, de 200 postes d'agents administratifs, techniques et ouvriers (dont 50 venant renforcer la police de l'air et des frontières) et de 20 postes d'encadrement pour la police en tenue destinés « à pallier les insuffisances d'encadrement supérieur des effectifs ».

> · Il est hors de question, affirme cependant M. Franceschi. de réduire la qualité de la formation dispensée ou le sérieux du recrute-

> Le secrétaire d'Etat indique d'autre part que, dans le cadre du collectif budgétaire 1982, le taux de réversion des pensions des veuves et orphelins des policiers tués en opéra-

tion sera porté à cent pour cent.

Au cours de la discussion des articles. l'Assemblée adopte un amendement du gouvernement qui vise à mettre en place pour les communes structurellement déséquilibrées » un mécanisme spécifique de répartition de la dotation globale de fonctionnement; ces communes sont caractérisées par une très forte croissance de leur population et par un faible niveau de ressources.

Adoptant un autre amendement du gouvernement, l'Assemblée nationale décide, à l'unanimité, d'intégrer progressivement l'indemnité de sujétion spéciale de police dans la retraite des personnels. Cette mesure, à caractère rétroactif, entrera en vigueur au 1er ianvier 1983 et sera étalée sur dix ans. Elle permettra, selon M. Franceschi, une augmentation des retraites de l'ordre de 20 %.

Le moral des troupes

M. Gaston Defferre a le succès modeste. Il ne connaît pas de « budget parfait », celuici n'est d'ailleurs pas un e budget idéal », il dira simplement que c'est un « bon budget ». Modeste, car il sait la partie facile. C'est peu de dire que ce budget-là, celui du ministère de l'intérieur et de la décentralisation et plus particulièrement de la police nationale qui en couvre près de la moitié, ne fut guère éreinté, lors de sa discussion. mercredi 10 novembre, à l'Assemblée nationale.

Ce fut la paix des umes : quel député oserait, à quelques mois d'une échéance électorale, critiquer vertement l'effort gouvernemental en faveur de la police et de la sécurité ? Qui le nierait d'ailleurs, une rallonge étant même annoncée en séance par M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique : deux mille trois cents emplois créés - au lieu des mille hurt cent quatre-vingts prévus au projet de budget - dont mille huit cent trente-sept pour les personnels actifs, avec, en particulier, un effort pour les inspecteurs en civil.

Bravo I Ce fut, bien sur, dit dans la majorité. M. Philippe Marchand, député (P.S.) de Charente-Maritime, saluant cet effort de dix-huit mois, supérieur à celui « des dix-huit années précédentes ». Mais l'approbation vient aussi de l'opposition : un « budget encourageant » qu'il soutiendra par son vote, dit M. Jean Royer, député (noninscrit) d'Indre-et-Loire, et maire de Tours: « des mesures qui vont dans le bon sens », selon M. Emmanuel Aubert, député (R.P.R.) des Alpes-Maritimes. Et ce demier ajoute qu'en la matière, « au fond, il n'y a pas une grande différence de discours entre l'opposition et la majorité ».

Or ce compliment n'interroget-il pas la nature du succès d'estime de MM. Defferre et Franceschi : en quoi la gauche est-elle porteuse de valeurs spécifiques dans ce domaine de l'ordre pu-Question que soulèvent aussi bien le débat budgétaire que les décisions en matière de cycle. lutte antitemoriste ou de droit d'asile. Entre cette gauche qui di-

sait, hier, nous ferons la police « autrement » et cette majorité qui dit, aujourd'hui, nous la faisons « mieux », en plus grand nombre et avec plus d'efficacité, l'usage du pouvoir et l'air du temps se sont clisses.

L'évolution est aussi un calcul : cette police, que l'on sait tenue en quelque méfiance à l'Elvsée pour son indiscipline, il faut la rassurer. M. Franceschi est préposé au morai des troupes, ce qui lui convient bien. Qui nierait l'urgence de mesures sociales, longtemps attendues et cette fois obtenues par les policiers, notamment en matière de retraite? Cecendant ce calcul est peut-être aléatoire.

Une autre attente

Croire que l'on peut acheter la patience des gardiens de la paix publique par des mesures matérielles, n'est-ce pas sous-estimer leur propre attente qualitative, en matière d'organisation du service, de concertation dans le travail, de pesanteurs hiérarchiques? Et reporter sans cesse des transformations de structure à une loi-programme - dont le principe est accepté par M. Defferre, mais dont l'échéance n'est pas fixée - n'est-ce pas prendre le risque de la paratysie ou, pis, de l'affrontement ? Car la police nationale, dont M. Franceschi voudrait réconcilier les différents corps, reste profondément divisée par un jeu complexe de corporatismes, de rivalités de services et de catégories. Entre un gardien de la paix et un commissaire chef de service, il y a sept niveaux hiérarchiques, notait, récemment, un syndicaliste devant la commission des lois.

Dans ce dédale, transformer et rénover ne peut se faire sans bousculer des habitudes et des prérogatives : la voionté réfor-- matrice, qui, prétend-on, n'est pas abandonnée, supposerait de refuser parfois le consensus et d'assumer les risques d'un mécontentement, C'est cette volonté politique que l'on n'a pas sentie, ce mercredi, dans l'hémi-

EDWY PLENEL

LES ACTIVITÉS DE M. GISCARD D'ESTAING

L'obligation de réserve s'impose-t-elle à l'ancien président de la République?

notamment celles qui concernent son unité, j'irai sièger au Conseil constitutionnel .. a déclaré M. Giscard d'Estaing, mardi 9 novembre, à Obernai (Bas-Rhin). « Je suivrai la règle du coneil qui impose l'obligation de réserve et je m'abstiendrai de toute déclaration publique sur le contenu de ses délibérations. Ma décision sera prise en fonction de la saisine du Conseil constitutionnel .. a ajouté l'ancien président de la République. Il a précisé, mercredi 10 novembre, qu'il pouvait sièger au Conseil à l'occasion de l'examen, par la haute juridiction, du nouveau statut des départements d'outre-mer qui, selon lui, pourrait mettre en cause l'intégrité du territoire et l'unité de la République.

Cette déclaration du président de la République qui, selon l'article 56 de la Constitution (1), est membre de droit du Conseil constitutionnel. réveille une polémique qui avait éciaté à deux reprises en 1981. Tout de suite après l'élection de M. Mitterrand à la présidence de la République, la question avait été posée de savoir si M. Giscard d'Estaing pouvait sièger au Conseil et poursuivre en même temps une activité politique (le Monde du 12 mai 1981).

En décembre 1981, on prétait l'intention à M. Giscard d'Estaing de sièger au Conseil lorsque celui-ci aurait à se prononcer sur le projet de loi relatif aux nationalisations. L'ancien président de la République avait fait savoir (le Monde du 17 décembre) que, étant juge et partie, il renonçait à participer aux travaux de l'Assemblée du Palais-Royal.

Piusieurs professeurs de droit constitutionnel se sont prononcés sur cette question. M. Maurice Duverger considère que M. Giscard d'Estaing . n'a pas le droit de choisir les moments où il va siéger. Soit il ne siège pas du tout, comme le général de Gaulle, soit il siège tout le temps. Sinon, en choisissant, il va politiser les jugements sur les questions au'il va choisir », a rappelé M. Duverger, mardi 9 novembre, à TF 1 {2}.

La difficulté de ce débat tient au fait que l'ordonnance du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le. Conseil constitutionnel ne contient aucune disposition particulière concernant les membres de droit « à vie », c'est-à-dire les anciens présidents de la République.

Un ancien président de la République ne prête pas serment devant le président de la République et n'est donc pas - théoriquement soumis aux obligations prévues l'article 3 de la loi organique, qui prévoit que les membres nommés jurent d'exercer leurs fonctions « en toute (mpartialité (...), de garder le secret des délibérations et des votes et de ne prendre aucune position publique, de ne donner aucune consultation sur les questions relevant de la compétence du Conseil ». L'article 4 prévoit, d'autre part, que • les sonctions de membre du Conseil constitutionnel sont incompatibles avec celles de membre du gouvernement ou du Parlement ou du Conseil économique et social ».

Dans le Monde du 14 mai 1981 M. François Luchaire, professeur à Paris-I, ancien membre du Conseil constitutionnel, écrivait : « La sanction de ces obligations, c'est la démission d'office constatée par le Conseil constitutionnel lui-même (article 10 de l'ordonnance); or cette sanction est inapplicable à un ancien président de la République, qui ne peut ni démissionner ni être démissionne de sa qualité de membre du Conseil. Il s'agit donc d'obligations sans sanction ou, si l'on veut, qui ne trouvent de sanction que dans la conscience de l'intéressé ou dans l'opinion publique. »

La déclaration qu'a faite le 9 novembre M. Giscard d'Estaing respecte-t-elle l'estprit des textes constitutionnels? On peut à cet égard rappeler que M. Mitterrand avait souligné, le 4 novembre 1981. que les membres du Conseil . ne peuvent pas prendre part à des comroverses publiques .. Le président de la République avait fait cette mise au point après la mise en cause du président du Conseil constitutionnel, M. Roger Frey, par un député socialiste, M. Berson (le Monde du 5 novembre 1981).

D'autre part, l'article 7 de la loi organique stipule que les obligations (3) imposées aux membres du Conseil - doivent notamment comprendre l'interdiction, pour les membres du Conseil constitutionnel, pendant la durée de leurs fonctions, de prendre aucune position publique sur les questions ayant fait ou susceptibles de faire l'objet de décisions de la part du Conseil.

« Si des textes mettent en cause ou de consulter sur les mêmes quesinstitutions de la République, et tions ». Enfin. l'article 10 de la loi organique, auquel fait référence M. Luchaire, prévoit la démission d'office de - celui de ses membres qui aurait exercé une activité ou accepté une fonction ou un mandat électif incompatible avec sa fonction. Dès lors, plusieurs questions continuent de se poser : M. Giscard d'Estaing est-il oui ou non soumis à l'obligation de réserve qui s'impose aux membres (donc à tous les mem-

bres) du Conseil?

En déclarant qu'il siègera au Conseil si des textes mettent an cause les institutions de la République et en laissant entendre, par avance, que ce serait le cas du nouveau statut des départements d'outre-mer, M. Giscard d'Estaing n'est-il pas déjà juge et partie ? L'obligation de ne prendre « aucune position publique - sur des questions « susceptibles de faire l'objet de décisions - s'impose-t-elle ou non à lui?

(1) L'article 56 de la Constitution dispose : « En sus des neuf membres (nommés) (...), font de droit partie à vie du Conseil constitutionnel les anciens présidents de la République.

(2) Dans l'avion qui le ramenait. dans la nuit du vendredi 8 au samedi 9 mai 1981, de Bordeaux à Paris, la veille du premier tour de l'élection présidentielle, M. Giscard d'Estaing avait confié aux journalistes qui l'accompagnait que l' « on » pouvait parfaitement être membre de droit du Conseil constitutionnel, y sièger un temps, interrompre ses fonctions, par exemple pour briguer un mandat électif. et. par la suite, ce mandat lui-mēme interrompu ou échu, reprendre des fonctions effectives dans cette instance.

(3) Le décret du 13 novembre 1959 sur les obligations « des membres du Conseil constitutionnel » prévoit que ceux-ci « ont pour obligation générale de s'abstenir de tout ce qui pourrait compromettre l'indépendance et la dignité de leurs fonctions > (article 1). L'article 5 prévoit que le Conseil apprécie, le cas échéant, si « l'un de ses membres » a manqué « aux obligations générales et particulières ». Pour l'application des dispositions de ce décret, le Conseil peut recourir à la procedure prévue à l'article 10 de l'ordonnance précitée.

A la Réunion

MANIFESTATION **ET CONTRE-MANIFESTATION** A L'OCCASION DE LA VENUE DE M. EMMANUELLI

(De notre correspondant) Saint-Denis-de-la-Réunion. - A l'occasion du voyage que doit effectuer dans l'île, du 12 au 15 novem-

bre, M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, deux manifestations sont prévues : l'une à l'initiative de l'opposition (elle doit se dérouler dans la principale artère de Saint-Denis), l'autre (à l'aéroport) en signe de bienvenue. Les élus de l'opposition, majori-

taires dans l'île, ont en effet décidé d'exprimer une nouvelle fois leur refus de la mise en place d'une assemblée unique élue à la proportionnelle et destinée à remplacer les actuels conseils général et régionl. A l'initiative du maire de Saint-Denis et président du conseil général M. Auguste Legros (R.P.R.), et du président du conseil régional et de l'association des majres de l'île, M. Yves Barau, une opération « ile morte » a été décidée pour le 12 novembre, jour de l'arrivée du secrétaire d'Etal

La plupart des mairies seront fermées, le ramassage scolaire et la préparation des repas dans les cantines ne seront pas assurés. Plusieurs maires ont prévu de mettre des autocars à la disposition de leurs administrés pour qu'ils se rendent à la manifestation qui doit se dérouler. Celle-ci doit permettre à l'opposition de donner un coup d'envoi solennel à sa campagne électorale régionale et que. municipale.

Les partis de gauche ont vigoureusement protesté contre ce qu'ils considérent comme un « abus » et un - détournement - de pouvoir, invitant les parents d'élèves et le personnel communal à . protester sous toutes les formes et à resuser de se prêter à une manœuvre politique ». Les partis de gauche ont appelé les Réunionnais à « contre-marissester en venant accueillir le secrétaire d'Etat à sa descente d'ayion.

En Alsace, le « message d'espoir »

Des semmes an petit déjeuner, des elus locaux - R.P.R. et U.D.F. - au déjeuner, des agriculteurs ou des jeunes au goûter, les socio-professionnels au diner, quelques anciens combattants pour le 11 novembre, et du tout au long des trois journées qu'il a consacrées à l'Alsace mardi 9 mercredi 10 et jeudi 11 novembre.

Dans les deux départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, l'ancien président de la République a voulu à la fois « remercier » ceux qui bui avaient manifesté leur soutien sidèle, « s'informer de l'état d'esprit et des préoccupations » de l'opinion publique, enrichir à son contact sa : réflexion pour l'avenir ».

Que ce soit à Obernai, Handschuheim, Brumath, Strasbourg. Reichsfeld, Barr (Bas-Rhin), ou à Colmar et Eguisbeim (Haut-Rhin), l'accueil a été chaleureux, et M. Giscard d'Estaing, très détendu et souriant, s'est soumis avec un plaisir visible aux bains de foule.

Il n'y eut pas de grands discours politiques - ils sont réservés à la convention nationale des clubs Perspectives et Réalités le 14 novembre et au congrès de l'U.D.F. les 27 et 28 novembre, - mais, par petites touches, il a donné des précisions sur le rôle qu'entend jouer un « ex-président de la République », quelques jugements et un « message d'espoir » : « Il y aura à nouveau un avenir de progrès, d'influence, de rayonnement, de bonheur pour la France. Nous devous le préparer ensemble. il ne peut se réduire à l'action d'une personne, fût-elle bonne », a t-il dit.

De notre envoyée spéciale

Colmar. - M. Valéry Giscard d'Estaing, à plusieurs reprises, a évoque l'organisation locale de l'opposition en une · majorité alsacienne · regroupant les élus R.P.R. et U.D.F.. - dans le respect des sensibilités - pour la donner en modèle à l'opposition nationale qui, espèret-il, aura l'occasion bientôt de « manifester son union ». Interrogé sur la possibilité d'une rencontre avec M. Chirac, il a répondu : « Cest une bonne idée. .

L'ancien président de la République a déploré que l'on oppose continuellement en France la droite et la gauche, en - exaltant la division >. S'il saut parler de coupure, a-t-il dit, c'est de celle qui existe entre le passé et l'avenir. Sur le passé. n'est pas nécessaire de continuer à s'interroger. Cette tache doit être confiée aux historiens. • « Cest 'avenir qu'il faut savoir préparer. M. Giscard d'Estaing a allirmé - Je ne souhaite pas exercer un rôle dans une France divisée. J'ai été président de la République, je ne peux pas chercher la division.

Si M. Giscard d'Estaing a refusé de parier d'un programme - - Quand un couple s'engage sur l'avenir, ce n'est pas sur un programme -. - il a souligné, cependant, la nécessité de proposer un projet - porteur d'avenir », mais, at-il précisé : « Il ne faut rien dire qui ne puisse intéresser au moins 70 % des Français : quand on gouverne avec 51 %, on est pris à la gorge. »

L'ancien président de la République a estimé que l'opposition ne pouvait se contenter d'évoquer les problèmes économiques : - Elle doit s'interroger sur les choix de société. - L'enseignement et l'audiovisuel étant, selon lui, les sujets les plus « préoccupants ». Après avoir souhaité qu'à l'avenir la liberté de

l'enseignement soit garantie par des textes organiques, il a indiqué que son - conseil pour l'avenir de la France » doit publier, d'ici à la fin de l'année, un texte se prononçant en faveur de l'abolition du mono-A propos du chômage, M. Gis-

card d'Estaing a estimé : « On a entendu trop de promesses. Autant je respecte le réve, autant je ne respecte pas l'Illusion. On ne doit jamais se servir du gout pour le rève que manifeste un peuple pour lui proposer l'Illusion. -

L'ancien président de la République, qui, en privé, estime que la politique étrangère de la France est « inexistante », a évoqué le Liban. Il s'est sélicité de la participation des forces françaises d'intervention, mais il a regretté que - quand il s'est agi pour le Liban de reconstituer ses sorces nationales, celui-ci ne s'est pas tourné vers la France ». La raison d'une telle attitude tient selon lui, à l'absence en France d'une « ligne politique clairement racée ..

I) a souhaité que la crise ne conduise pas à la - dislocation - et que les prochaines élections européennes donnent une « nouvelle impulsion - à l'Assemblée des Communautés. Il a noté que la politique africaine de la France, sous son sentennal, a été - abondamment et parfois perfidement critiquée », alors qu'actuellement « les pas se remettent dans les mêmes pas, le dialoque se poursuit sur les mêmes bases . Ensin, en matière de defense, M. Giscard d'Estaing a estimé que la France- ne peut avoir une politique indépendante si. comme le savent tous les experts. son outil de défense est en voie de réduction ».

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

LE JUGEANT INCONSTITUTIONNEL

Le Sénat repousse le projet de décentralisation des DOM

Le Sénat a débattu, mercredi 10 novembre, en nouvelle lecture, après l'échec de la commission mixte paritaire, du projet de loi portant adaptation de la loi de décentralisation aux départements d'outre-

En première lecture, les sénateurs, suivant leur rapporteur, M. Louis Virapoullé (Un. centr., la Réunion, avait repoussé ce texte, qui, selon l'expression du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Emmanuelli. supprime « la dualité d'assemblées identiques », créant, outremer, pour le département et pour la région, une assemblée unique élue au scrutin proportionnel.

Le Sénat, une nouvelle fois, a repoussé le projet en votant, par 196 voix contre 105 (P.C., P.S., M.R.G.), une motion d'irrecevabilité. « Votre texte. a déclaré en substance le rapporteur, est manifestement inconstitutionnel. Il crée une entité bizarre, le départementrégion ; il institue pour les DOM un mode de scrutin spécifique; il dissout des assemblées qui viennent d'eure élues ; il prétend adapter des lois métropolitaines (qui n'existent pas encore) à des situations particulières, alors qu'aux termes de la Constitution de 1958 ces lois s'ap-

pliquent aux DOM de plein droit. Au secrétaire d'Etat, qui justifie cette résorme juridique par l'existence d'une situation géographique particulière, M. Virapoullé répond en affirmant que la Constitution exige qu'il existe un « lien direct » de cause à esset entre la situation géographique et l'adaptation juridi-

Le Conseil constitutionnel, estime-t-il, est qualifié pour vérifier l'existence de ce - lien direct -. - Le gouvernement, conclut-il, s'est placé délibérément en dehors de la Constitution (...) C'est parce que nous voulons que le drapeau français slotte avec la même force et la même justice sur l'ensemble du territoire national que' nous demandons au Sénat d'opposer l'exception d'irrecevabilité au projet du gouvernement. -

Dans la discussion qui s'engage

avant le vote de cette motion. M. Méric, président du groupe socialiste, reproche à l'opposition de vouloir « faire peur » et de mener une « campagne d'agitation ». Le secrétaire d'Etat souligne, de son côté, que l'opposition - sait tout pour approsondir le sossé ». Le débat devient encore plus vif lorsque M. Repiquet, sénateur R.P.R. de la Réunion, accuse le représentant du gouvernement de partialité. « En vérité, réplique M. Emmanuelli, vous considérez le gouvernement comme Illégitime (...), je regrette que tant d'énergie soit dépensée dans des proces d'intention. >

Emporté par l'éloquence, le rapporteur s'écrie dans une dernière envolée: « Nous vivons un moment historique. Du haut de cette tribune. et au nom des centaines de milliers de Français d'outre-mer, je vous dis que vous auriez du écouter la voix du Senat. »

L'industrialisation de l'Ile-de-France Au début de la séance, le Sénat

avait adopté sans le modifier le projet de loi relatif à la police des épaves (« le Monde du 9 octobre). Les sénateurs avaient ensuite voté, après l'avoir quelque peu modifié, le projet de loi - portant réforme de la redevance pour création de locaux à usage de bureaux et à usage industriel en région d'Ile-de-France ». Ce texte, présenté par M. Michel

Rocard, ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, supprime la redevance pour la construction de locaux industriels et rehausse le plafond de la redevance pour la construction de bureaux. Il simplifie ainsi les procédures.

M. Chauty (R.P.R., Loire-Atlantique), président de la commission des affaires économiques et rapporteur, préconisait le rejet du texte, qui pouvait, seion lui, défavoriser l'industrialisation de la province. Mais, fait rare au Sénat, la commission a été déjugée et le projet a été adopté avec quelques modifications mineures. A. G.

ic Monde

La nouvelle politic

· 6 .5 · · · · · · · · · ·

The second second second

or en de la 🍇

· · trid 🛵

. : : ⊒**⊼**.*

. . .

30 Marie 3

· Fine E

e e e ga e 🐯

Le Monde

Service of a structure of the

to the reng

Sec. 1. 21 - 1. 1. 22 1. 24 1. 29

Applied Air 812

the class of the state of

Seat 1 most 1 for a bash a

The state of the street we.

1 del total trail

l'at this art sense

Tatel -nt Trustande

Lieblie. armi Lubiterante spe

complete to perma despites and befehre.

Caldiffed II, Intititation

tions that total

the trace of the state of the graph of

• 1/1/2 • <u>1</u>

the territory

والمراجعة والمساورة والمراجعة

"A at in Masch

Title i Lateralist

the second and second

t its the distinct of

top Parei 1Ranci Ra

TRANSER

gar merbangerien.

Just Park Her.

3 t P Prop. 2207 24

art (a••a‡

•

em Serre Ser

. . a. . 11-1

BUILDING HOLE TO · Pywindoj: states . The states

frontières with the self-and the self-and

Andrews of Being & to b B. L. Contract March Marie Ball nemen auf alle allegeite von Reinen And harry the was breaking with THE PERSON NAMED IN COLUMN TO PERSON ASSESSMENT OF A CONTRACT SHEET AND A SECOND "or. 6 be bie gefried bie fie The state of the s THE & SHAPE OF SECTION AS WHICH WELLSHAME IN WESTERNAME THE MENT SHIP THE A STATE OF THE PARTY OF THE THE RESERVE OF THE PARTY OF THE THE REPORT OF A SECTION AND RESIDENCE AND LOS THE PARTY OF PARTY OF THE PARTY OF 120-14 & April 1: \$190-54

· 海海 · 海南 · 海绵 ·

Militaria Included in Inc.

the second of the second maintime unterit! In Dage grand lander land profession of sever in aferte der uttet andred, fer न्य प्रशासीकार्यक हैं। कार्यक्रियों man in the cities bediebe Manhan mightpart if a re-HARLES IN HER HER BURE IN MILE. traggie bereite & abertalben ift bei · 数法 通法 海路车辆火 果汁心脏 E' arman ma Puntana. Lute artiserii: · ARREST AND LARGE PARTY AND THE grant Etragen July James at Ma. Ballie ein Gren in biet bie par applications of the s

्र इति भेज एका व्यक्तिक र सम्बन्ध स्थानिक सि है। कुन बन्दा के करिए छ The first and and the second section is the second ್ರಾ ನಿರ್ವಹಿಸಿದ ಚಿತ್ರಗಳ ಬಿಡಿಕಿ 🦫

THE RESERVE AND THE PARTY OF ्यक्ष (क्षेत्र) के अवेश्वास व्यक्तिक विकास with the contract of coneine might und dem beitigen geber bie fich Committe and the state of the con-

le complet to the consell des mines la tradition républicaine et son applic

> Contaringuent all 1979. 1 - 1 2 G 🔫 💯 🕟 mater en banker in bie fichen militare et ette राह कर्नान्यस्थानमा रहारोह जीव ही amie auf ich biffagiet. a de la con de la la la ब्रह्मान के विद्यालको करण वर And the second and the second auf bie Mittellich ife e friffige Lifterte iffererifepife u COMPANY CANCELOR & See See

्रकार्या वेश वेशिक्षी व्यक्तीवर्शना

· FB The south Live and a control To great street been betreet and betreet प्टर विद्यालयोगियक वेटर इंटर देख tion and the Parish will be free o विकेश है, क्षेत्र सुक्षा है जिस अस्ताह करें है है, East to be him to be with the property ite siz wife

र्वो के देश राज्ये के कार्या कर कर कर कर कर है। क होर्स्टी वंश वृक्षकोत्रत । को उत्तर , । अने उन्नार विकासीतर पार सर्वेश्वर ी न वेसा भारत संस्त हर गाउँ द्वार रहे , ज्यार, स्वत्य की र है।

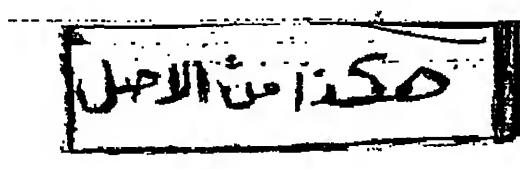
· Pages , pe secrete in a

- - In entein beien gent. a a ga affrzie tefferich विकासमार्थि से ६५१२ वर्गी प्रत्ये a a ge gertum na vittente gen gieneranierum un ju ju The state of the s freezentation of the appropriate and the state of the second

SIS WELLER - Tiffeinfale, po maie fe श्रीतर पूर्वित्रकृष्णभाविते स्था पुरस्तान वित्रकृष्ण Amer gudirigen de l'imiant per ्राप्ति स्थानिक्षाः, स्थे वेशाः स्थानिक्राः والمرابية والمتاولا والإرامان والإرامان lusts the he charmer of a hirman states of the comment hing rote rangerspers, ter h dersta ignikungunan des errieber lemenge Glegelehren : rigionale appet enthalise.

abige a Guttpfig nich gib meiling bab. अव्यव स्थादि सम्बन्ध । में मेर्स देवसा el tindulent ribition on want क्षानिक्षेत्र सेन्स् अभिनेन्द्रेक्षेत्र अस्तिन् वर्तन्तिन - La Americania de la mergene bee bernetifene bie der fes efriebingen gut buf brest What to the the state of the st Dige if papele fie ger feiner nie a

Market States



société

La nouvelle politique française d'extradition

Le gouvernement a décidé de revoir su politique d'extradition. Au cours de la communication qu'il a faite, mercredi 10 novembre, au conseil des ministres, M. Badinter 2 expliqué que la France ne pouvait persister dans la voie qui était la sienne depuis le changement de majorité. Tout en réaffirmant son attachement au droit d'asile, le gouvernement français entend désormais faire preuve de meilleure volonté à l'égard de ses partenaires. européens notamment.

La loi française de 1927 qui régit l'extradition ne sera pas modifiée. En revanche, le gouvernement prévient les auteurs de violences « macceptables » commises dans un pays démocratique qu'ils risquent l'extradition, dès lors que la justice française aura donné son feu vert. Le mobile politique ne saurait tout excuser. Telle est la philosophie qui anime désormais le gouvernement français.

Premier bénéficiaire de cette nouvelle doctrine, Madrid a réagi favorablement à ce

changement de cap. En revanche, aucune réaction officielle n'avait encore été enregistrée à Rome ce jeudi matin.

Cette attitude conciliante de la France pourrait faciliter les discussions ouvertes le mois dernier à Luxembourg sur le projet français de nouvel espace judiciaire européen, projet dont l'annonce avait été accueillie sans enthousiasme par les interlocuteurs de M. Badinter.

Les frontières de l'« inacceptable »

Oreste Scalzone et Maria-Grazia Barbierato ne seront pas extrades. En revanche, les Basques espagnols meurtriers de gardes civils ou poseurs de bombes risquent de l'être bientôt. C'est ce qu'il faut comprendre à la lecture du communiqué du conseil des ministres de mercredi et de diversas informations recueillies

Cette nouvelle politique constitue un net infléchissement de la doctrine qui prévalait iusqu'alors. M. Badinter l'avait toutefois laissé entendre des le 15 octobre au Sénat, déclarant que la France pourrait bientôt revoir « l'accès au droit d'asile », et sa proposition de cour pénale européanne visait à démontrer que le gouvernement de M. Mauroy était désormais sensible aux nouvelles règles du jeu imposées par le terrorisme internatio-

Plus que dans la victoire des socialistes espagnols, c'est dans les attentats de l'été qu'il faut chercher l'origine de ce changement de cap. Bien sûr, M. Felipe Gonzalez ne peut qu'être sensible à ce geste de M. Mitterrand, mais la réflexion du gouvernement français est antérieure aux élections espagnoles. Cette réflexion peut se résumer ainsi : que dirait la France si - donnant donnant l'Espagne refusait d'extrader des meurtriers de la rue des Rosiers qui auraient été arrêtés sur son terri-

Au fil des sommets européens des ministres de la justice - en mai à Athènes et le mois dernier à Luxernbourg - M. Badinter a pu mesurer l'exaspération que suscitait chez les partenaires de la France une politique d'extradition intransipeante et solitaire. Bien sûr, la France ne ranie. rien. Elle reste attachée, souligne le communiqué du conseil des ministres, à la « tradition républicaine » du droit d'asile, mais le gouvernement nuance autourd'hui la position qui était la sienne jusqu'ici et qui remonte à une déclaration de M. Mau-

Voici le texte du communiqué du

Le conseil des ministres a en-

conseil des ministres du mercredi

10 novembre relatif à la nouvelle po-

gement au rayonnement de la

France dans le monde. Il repose sur

des principes et des textes qu'il ne

saurait être question de remetire en

• 1) le Préambule de la Consti-

litique française d'extradition:

rope 1 le 8 juin 1981.

Joignant le geste à la parole, le gouvernement avait presque aussitôt remis en liberté les Basques purs et durs détenus en France, dont Tomas Linaza, militant présumé de l'ETA. accusé de sept assassinats, dont ceux de six gardes civils espagnols. Ce qu'une certaine solidarité sociafiste à l'égard de M. Felipe Gonzalez rend nécessaire, le réalisme le commandait déià, estime aujourd'hui le gouvernement français qui se repent sans le dire de l'angélisme qui, à ses yeux, prévalait if y a dix-huit mois et dont bénéficierent, avec les Basques espagnols et parmi d'autres, les militants d'Action directe.

Révision

Révision déchirante dont l'exégèse du communiqué du conseil des ministres permet de fixer l'étendue. mais aussi les limites. Comme il est de règle en droit pénal, la nouvelle doctrine d'extradition ne vaut que pour le futur. Cela signifie que les Basques espagnols que la gauche a refusé de livrer jusqu'ici à Madrid n'ont rien à craindre, à l'inverse de ceux qui seraient arrêtés et jugés demain en France. Les ultimes bénéficiaires de cette non-rétroactivité seront Oreste Scalzone et Maria-Grazia Barbierato dont le sort est touiours en suspens, mais dont le gouvernement a déjà décidé, sans le dire, qu'ils ne seraient pas extradés.

M. Scatzone bénéficie d'une garantie supplémentaire qui résulte de certe phrase contournée du communiqué du conseil des ministres : « Le gouvernement continuera de refuser l'extradition des personnes bénéficiant de l'asile politique en France, dès lors qu'elle sera réclamée pour les faits à raison desquels cet asile a été accordé » Tardif mes culos lorsqu'on se rappelle que M. Scalzone a été arrêté à Paris un mois antécédents, l'asile en France, en l'espèce une carte de sélour en

Le vrai changement réside dans la menace qui pèse désormais sur les ressortissants d'un pays démocratique, où ils se seraient livrés à des actes de violence « inacceptables ». Ceux-là ne pourront plus invoquer comme excuse le mobile politique de leurs actes. Dès lors que la justice aura donné son feu vert à leur extradition, le gouvernement français les livrera à leur pays.

Là réside la vraie nouveauté, la France de M. Mitterrand s'étant jusqu'ici toujours opposée à l'extradition des militants politiques auteurs de violences graves, cette doctrine ayant, pour des raisons de circonstances, trouvé seulement à s'appliquer dans le cas de Basques espa-

Qu'est-ce qu'une violence « inacceptable », et plus encore qu'un Etat démocratique? Répondre à ces questions, c'est mesurer le changement de cap auguel s'est résolu le gouvernment. A cette interrogation, le communiqué du conseil des ministres apporte des réponses nuancées. Son tolérables à ses yeux, faut-il comprendre, le meurtre où l'attentat commis en réponse à une violence d'Etat, si cette violence est érigée en méthode de gouvernement. Sontinacceptables, en revanche, et iustifieront l'extradition de leurs auteurs, les actes de violence manifestement disproportionnés avec le but politique recherché.

Si l'on se réfère à ca critère, il ne fait aucun doute que les assassins d'Aldo Moro et de Hanns-Martin Schleyer sergient automatiquement extradés par la gouvernement d'aujourd'hui, de même que les auteurs de l'attentat de Bologne, qui fit quatre-vingt-cinq morts. En revanche, un attentat commis dans un pays d'Amérique latine, où la torture est pratique quotidienne, inciterait certainement la France à opposer une fin de non recevoir au gouvernement de ce pays. Tout est question de proportion La fin ne justifie nas n'importe quels movens, même si certaines fins rendent excusable le recours à certains movens, explique en filigrane le communiqué du conseil des ministres.

Feu vert

A ce critère, la nouvelle doctrine française en ajoute un autre, le caractère démocratique du pays en cause. Plus précisément, le gouvernement est décidé à fonder sa décision sur « la nature du système politique et iudiciaire de l'État demandeur ». La

sera son attitude à l'égard de l'Espagne, ou il arrive que la police ture ? Et à l'égard de l'Italie, où les lois sur les repentis ont légalisé voici deux ans la délation, contre promesse d'importantes réductions de paine? Dans ces deux cas, il faut comprendre qu'elle donnerait son feu vert à l'extradition. C'est ce que l'on a retenu à Madrid, où on se félicite de ce nouveau cours de la politique

On perçoit le changement opéré mercredi, même si d'autres critères continueront à jouer, comme le caractère et le mobile politique de l'acte commis. En même temps, chaque dossier continuera à être examiné cas par cas, ce qui signifie que tous les Basques espagnols, même auteurs de violences graves, ne seront pas nécessairement extradés. Le cadre que s'est fixé le gouvernement lui laisse une assez grande liberté de manœuvre grâce à la multiplicité des critères qu'il entend faire jouer.

Ne s'agit-il pas, malgré tout, d'un retour aux conceptions qui prévalaient du temps de M. Peyrefitte ? La réponse mérite aussi d'être nuancée. Si on en croit certaines confidences. le gouvernement actuel s'opposerait, contrairement à ce que fit celui de M. Giscard d'Estaing, à l'extradition de Klaus Croissant, l'avocat de la bande à Bader, ainsi qu'à celle de Francesco Piperno et de Lanfranco Pace, accusés de complicité dans l'assassinat d'Aldo Moro. Dans ces trois cas, les charges étaient minces et les personnes visées étaient un avocat et deux intellectuels dont la révolte est considérée comme politique par le gouvernement actuel.

Il reste que le conseil des ministres a fait un pas sur le chemin du réalisme. Précautionneux mais réel, ce pas est propre à faciliter un rapprochement entre les dix pays membres de la Communauté européenne. Considéré comme un demi-échec, le sommet des ministres de la justice qui a eu lieu il v a trois semaines à Luxembourg, avait réservé un accueil mitigé aux projets français de cour pénale européenne et de convention multilatérale d'extradition. Sans rien renier, pense-t-il, de ses convictions, le gouvernement français estume qu'il a fait suffisamment de concessions, mercredi, pour que ses partenaires lui sachent gré de cette contribution à la lutte commune contre le terrorisme, et fasse désormais preuve de bonne volonté à l'épard de son nouveau proiet d'espace judiciaire européen.

BERTRAND LE GENDRE.

ENTRE MM. MAUROY ET CALVO SOTELO SERAJENT A L'ORIGINE DE L'ARRESTATION **DE QUATRE BASQUES ESPAGNOLS**

Des contacts entre Paris et Madrid sont à l'origine de l'arrestation, il y a quelques jours, an Pays basque francais, de quatre militants présumés de l'ETA militaire dont deux dirigeants de cette organisation (nos dernières éditions). Il semblerait que ces arrestations seient liées aux préparatifs d'un attentat qui aurait pu être commis contre le pape, lors de sa visite à Loyota, le 6 novembre.

La veille, les services français des renseignements généraux avaient appris que des nationalistes basques s'étaient donné rendez-vous à Loyola et s'intéressaient plus particulièrement à la ville d'Azpeita, où le pape devait atterrir. Alertée par les R. G. français, la police espagnole modifia alors l'itinéraire de Jean-Paul II et procéda, à toutes fins utiles, à une fouille de l'aéroport d'Az-

Selon le journal espagnol Diario 16 ce serait M. Felipe Gonzalez qui aurait informé directement M. Maurov de ce projet, non confirmé, d'attentat. Cette information a été démentie, mercredi 10, par l'hôtel Matignon dans un communique qui déclare : « Pierre Mauroy ne s'est entretenu, le 5 novembre, qu'avec son homologue espagnol, à la demande de celui-ci. - C'est donc avec M. Calvo Sotelo qu'a en lien cette conversation téléphonique dont le communiqué de l'hôtel Matignon ne précise

SATISFACTION PRUDENTE A MADRID

(De notre correspondant) Madrid. - C'est avec une satisfaction mitigée que l'on a dans l'ensemble accueillí à Madrid la nouvelle politique française en matière d'extradition. - Mieux vaut tard que jamais ., s'est exclamé le ministre des affaires étrangères du gouvernement sortant, M. Perez-Llorca, qui a ajouté: «Le gouvernement français semble se rapprocher de la thèse que nous avons répétée avec insistance: qu'il n'y a pas par destnition de délinguants politiques dans une démocratie véritable. Si c'est une démocratie, il n'y en a pas, et s'il y en a, ce n'est pas une démo-

Le secrétaire général du ministère de la justice a fait part de son côté de sa · satisfaction prudente -, car il faut attendre que l'application de ces principes aux cas individuels permette - de savoir si la convention d'extradition entre nos deux pays va se remettre à sonctionner ».

Le P.S.O.E. (parti socialiste ouvrier espagnol) s'est, lui, montré plus optimiste. Selon son secrétaire général pour le Pays basque. M. Txiki Benegas, « la décision de la France est une première réponse à l'arrivée des socialistes espagnols tion de son désir de collaborer sans réserve à la consolidation des libertés démocratiques en Espagne ...

La formation nationaliste de gauche Euskadiko Ezquerra, a fait preuve d' - enthousiasme - et un de ses porte-parole a déciaré que - la France considère désormais l'Espagne comme une véritable démocratie .. - Th. M.

DÉFENSE

AVANT L'EXAMEN PAR LES DÉPUTÉS DU PROJET DE BUDGET MILITAIRE

Un ministre au pied du mur

par JACQUES ISNARD

M. Charles Hernu ne doit entretenir aucune illusion avant le débat. vendredi 12 et samedi 13 novembre, au Palais Bourbon, sur le projet de budget de la défense pour 1983. A la différence de ce qui s'est passé l'an dernier, pour le vote des crédits militaires de 1982 au Parlement, où déoutés et sénateurs, toutes tendances confondues, ont approuvé ses propositions ou se sont abstenus, le projet de budget de la défense pour 1983 na sera pas, cette fois-ci, adopte par opposition. L'unanimité nationale n'y est plus, à en juger par les réactions défavorables de l'opposition en commission à l'Assemblée nationale.

Quelle mouche a donc piqué le R.P.R. ou le P.R., dont les représentants. l'an demier encore, se plaisaient à souligner le fait que, contrairement à l'opposition d'avant mai 1981, ils avaient tenu, eux, à contribuer - en dépit de leur défaite aux élections présidentielles et législatives - à donner aux armées françaises, par leur vote au Parlement. les movens financiers d'assurer la défense du pays ? Que s'est-il passé, en un an, pour que l'ancienne majorité revienne ainsi sur son atti-

Deux faits, essentiellement, expliquent sans doute que l'actuelle opposition ait préféré jouer désormais son rôle de contestation, même en matière de défense nationale. Le premier est la décision du premier ministre, M. Pierre Mauroy, de ne pas tenir finalement sa promesse de relever de 3,89 % en 1982 à 3,94 % en 1983, la part du produit intérieur brut marchand (P.I.B.M.) consacrée aux dépenses militaires. Le second fait d'ordre financier a trait à l'annulation par le ministre du budget, sur l'initiative de M. Mauroy, d'importants crédits attribués, en 1982, à des commandes de matériels militaires, nucléaires et classiques. A tort ou à raison, de nombreux parlementaires de l'opposition, échaudés par ces deux précédents, estiment que le projet de budget de la défense pour 1983 n'a pas plus de chances d'êtra exécute, dans la forme où il est aujourd'hui présenté, que celui de 1982, puisqu'il est patent, de leur point de vue, que les engagements ne sont pas tenus.

Inquiétudes

Or, dans la mesure où une politique de défense se traduit avant tout dans une volonté appuyée par des contrats financiers, it est naturel que l'opposition puisse s'émouvoir de ce qui lui paraît être une baisse de sa garde par la France ou la remise en cause d'une construction militaire édifiée, avec opiniatreté, par les fondateurs de la Ve République. Pour elle, l'esprit de changement l'emporterait sur la continuité.

A ces inquiétudes ou à ces procès d'intention, le gouvernement réplique qu'il s'est, d'abord, préoccupé d'apurer la destion de ses prédécesseurs en matière de défense, comme dans tous les autres domaines. Un plan sexennal (1977-1982) d'équipement militaire était en cours au moment de l'arrivée de la gauche au pouvoir, et il ne faudra pas moins de deux années - 1982 et 1983 pour achever l'exécution des grands programmes.

De surcroît, les tergiversations du blissement de la volonté nationale ? pouvoir précédent devant les choix inéluctables qui s'imposent, pour des raisons financières, aux armées francaises jusqu'à la fin de ce millénaire n'ont pas contribué à éclairer le débat. Au contraire. Ces tergiversations ont retardé les décisions, et une ironie de l'histoire veut que, par exemple, en matière de renouvellement de l'arsenal de la dissuasion, les arbitrages relèvent, aujourd'hui, de responsables issus d'un parti politique dont le moins qu'on puisse écrire est qu'il n'a pas été, jusqu'à mai 1981 un avocat déterminé et passionné du nucléaire.

Parce qu'il se débat dans d'imporrantes difficultés économiques qui le contraignent à rogner sur les dépenses militaires et à étaler dans le temps l'exécution d'un plan d'équipement dont même ses auteurs concederent, à l'époque, qu'il était particulièrement ambitieux, le gouvernement actuel est suspect à la nouvelle opposition, qui feint d'oublier sa propre responsabilité. Faut-il rappeler, en effet, que des experts de l'ancienne majorité avaient euxmêmes tiré, en leur temps, la sonnette d'alarme lorsqu'il est devenu évident, à mi-parcours de son appli- voir se rompre le dialogue, touiours cation, que le plan d'équipement mi- hérissé d'embûches, de l'armée avec litaire 1977-1982 ne serait pas res- la gauche. pecté dans toute sa rigueur ?

A vrai dire. l'inquiétude que l'on est en droit d'éprouver et que l'on constate, du reste, dans les milieux. leur général des armées par le militaires a d'autres origines, sinon d'autres raisons objectives d'être:

Devant les accusations dont il est

la cible, le gouvernement a adopté une tactique assez systématique : celle de renvoyer le débat fondamental sur les orientations de sa politique de défense à plus tard, plus précisément au vote l'an prochain de la loi de programmation militaire 1984-1988 à propos de laquelle il répète qu'elle sera un texte marquant ses choix, ses priorités, sa stratégie et sa conception de l'outil militaire.

Une telle tactique fait perdre deux de défense, à un moment, dans l'histoire de la planète, où les rapports de forces se tendent entre l'Est et l'Ouest au point que certains imaginent déjà un grave déséquilibre de la sécurité en Europe après 1985. Mais surtout, le fait de reporter cette discussion d'un sujet qui engage la France à long terme accrédite indirectement la thèse de ceux - dans les instances politiques comme dans les milieux militaires - qui doutent que l'actuel gouvernement soit parvenu à définir une organisation cohérente et efficace de défense susceptible d'être soutenue par tous les courants de sa maiorité.

Est-on assuré, par exemple, que l'ensemble de la gauche ait été unanimement convaincu par les récentes éflexions du premier ministre sur l'éventualité de créer, lorsque de nombreuses conditions préslables seront remplies, un service à durée variable ? Et si cette conviction devait, un jour, être partagée par toute la majorité au pouvoir, est-on assuré au'une telle conception de la conscription s'intègre, parfaitement et sans hiatus, au projet - toujours avancé par M. Mauroy - d' € un nouveau modèle d'armée » organisé autour de l'arme nucléaire tactique et s'accommodant d'un redéploiement des forces classiques par le biais d'une déflation des effectifs ?

A ces interrogations, il faut en aiouter une autre tout aussi fondamentale, puisqu'elle se rapporte à la

Depuis son élection à la présidence de la République, M. François Mitterrand a peu parlé publiquement de l'avenir de la défense française et. en particulier, de la modernisation de la panoplie nucléaire. Cartes, le chef de l'Etat a réaffirmé la prééminence de l'arme nucléaire, stratégique et tactique, au service d'une politique de défense dite du faible au fort.

Mais que constate-t-on? La réalisation des grands programmes nudéaires - le système de missile mobile SX, le missile semi-balistique et semi-stratégique Hades et, même, le sous-marin nucléaire de la nouvelle génération - a tendance à reculer dans le temps. Ces armes apparaîtront à partir du milieu de la décennie prochaine, à l'exception du Hadès, qui a recu une nouvelle consécration officielle lors d'une récente réunion. restée secrète, à l'Elysée, et qui sera prêt après 1991.

Comment éviter, dans ces circonstances, l'impression, répandue chez de nombreux militaires, que le gouvernement est en recherche et que sa réflexion - par la pause ou elle institue dans l'effort de défense - donne momentanément des arguments à ceux qui, hors des frontières, attendent et, peut-être, espérent, un affai-

La désignation, l'an demier, de M. Charles Hernu au ministère de la défense avait eu un effet immédiatement bénéfique : calui de rassurer une institution de défense qui, sans être réfractaire à la gauche, avait longtemps été entretenue dans sa crainte traditionnelle du parti du mouvement. M. Hernu a su calmer le jeu. Le voici, aujourd'hui, au pied du mur, contraint de pousser, à son tour, au changement dans une communauté militaire qui n'v est pas fondamentalement hostile, mais qui souhaite, de toute évidence, le conduire à son rythme parce que l'expérience lui a appris qu'une construction de défense met des décennies à se relever d'un bouleversement désordonné.

Tout faux pas en la matière serait lourd de conséquences. C'est au chef de l'Etat, chef des armées, et au ministre de la défense de dire, le plus tôt possible et avec le plus de précisions possible, comment ils entendent adapter la « machine » miliraire. Le flou de l'action gouvernementale n'est plus de mise. S'il persistait, le risque existerait de

· Le contrôleur des armées Jacques Bonnetête a été promu controconseil des ministres du mercredi 10 novembre, sur la proposition de M. Charles Hernu, ministre de la

Le Sonat repousse le profi **decentralisation** des Di

LE ARTAN

(表) 数数点表。数字数1

The state of the s

property of the property of

the state of

W M Preintement & der gurtege eine

Le Monde

cause:

d'extradition.

Service des Abonnements 5, rue des Italieus 75427 PARIS CEDEX 09 C.C.P. Paris 4207-23 **ABONNEMENTS** 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 324 F 519 F 715 F 910 F TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE 584 F 1 939 F 1 495 F 1 950 F ETRANGER

(par messageries) L - RELGIOUE-LUXEMBOURG 600 F 835 F 1 070 F II. - SUISSE TUNISIE 436 F 744 F 1 052 F 1 360 F

Par voie aérienne Tarif sur demande Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande. Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus); nos abounés sont invités à formuler

leur demande une semaine au moins

avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Venillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

La tradition républicaine et son application tution de 1946, consirmé par la Constitution de 1958

LE COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES

» 2) les conventions internationales auxquelles la France est partie, notamment celle de Genève en 1951 sur les réfugiés ;

tendu une communication du garde des sceaux, ministre de la justice, - 3) la loi de 1927 qui fixe les sur les modalités d'application de règles de l'extradition et laisse à la législation française en matière l'autorité judiciaire le soin d'exercer sa mission de « pardienne de la liberté individuelle » que lui - Le droit d'asile appartient à la tradition républicaine et démocraticonsere l'article 6 de la Constituque de notre pays. Il contribue lar-

 En raison de ces considérations. le gouvernement continuera de refuser l'extradition des personnes bénéficiant de l'asile politique en France des lors qu'elle sera réclamée pour les faits à raison desquels cet asile a

· Dans cet esprit, les demandes d'extraditions seront appréciées au regard de quatre critères dont chacun peut fonder un refus d'extra-

 La nature du système politique et judiciaire de l'Etat demandeur:

» - Le caractère politique de l'infraction poursuivie : » - Le mobile politique de la demande d'extradition:

- Le risque d'aggravation, en cas d'extradition, de la situation de la personne concernée, en raison notamment de son action ou de ses opinions politiques, de sa race, de sa religion:

» Toutefois, et sous le bénéfice des observations précédentes, la nature politique de l'Infraction ne sera pas retenue, et l'extradition sera en principe accordée, sous réserve de l'avis de la chambre d'accusation, lorsque auront été commis dans un Etat respectueux des libertés et droits fondamentaux, des actes criminels (prises d'otages, meurtres, violences avant entraîné des blessures graves ou la mort, etc.) de nature telle que la sin politique alléguée ne saurait justifier la mise en

œuvre de moyens inacceptables. » Le gouvernement a décidé de mettre ces principes en œuvre pour les demandes qui lui seront désormais soumises. Ces règles applicables à partir de ce jour ne seront pas rétroactives.

DES CONTACTS

pas la teneur.

M. Marion quitte la direction des services secrets après dix-sept-mois seulement d'exercice

nomination à la tête de la Direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E.), M. Pierre Marion a. si l'on en croit des informations de source officielle, demandé à être déchargé de ses fonctions de « patron » des services français de renseignements et il a été remplace par le vice-amiral d'escadre Pierre Lacoste qui était, à l'origine, destiné à occuper les fonctions d'inspecteur général de la marine nationale après le départ, comme cadre de réserve, de l'amiral Philippe de Gaulle.

C'est à l'issue du conseil des ministres du mercredi 10 novembre que cette décision a éte prise (nos dernières éditions), tandis qu'a été rendu public, par la présidence de la République, un commentaire rendant hommage aux brillantes qualités de réorganisateur de M. Marion, appelé. a-t-on aussitôt précisé, à de nouvelles et importantes fonctions. Son successeur n'est pas un spécialiste du renseignement, du moins tel qu'on l'entend habituellement dans un service secret. Mais le vice-amiral d'escadre Lacoste a eu l'occasion. entre 1975 et 1980, du temps où il a éte au cabinet militaire du ministre de la défense (M. Yvon Bourges), puis du premier ministre (M. Raymond Barre), de se familiariser avec ces dossiers préparés, alors, par M. Alexandre de Marenches qui dirigeait le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), appellation précédente de la D.G.S.E.

Polytechnicien, travailleur infatigable qui avait même fait installer un équipement radio spécial à bord de son voilier ancre dans un port de Corse pour rester en liaison permanente avec ses services durant ses courtes périodes de repos, célèbre pour ses colères aussi subites que violentes, M. Marion avait été recommandé, en juin 1981, à M. François Mitterrand par le ministre de la défense, M. Charles Hernu, qui est l'autorité administrative de tutelle de la D.G.S.E. et qu'une longue amitie a toujours lié à cet ancien directeur à Air France et à la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS).

Une structure industrielle

La tâche du nouveau directeur genéral était de réorganiser l'ancien SDECE, marqué par la forte personnalité de M. de Marenches, qui a exercé, entre 1970 et 1981, le plus long des mandats de directeur des services secrets depuis leur création en 1946. Après sa nomination, des proches de M. de Marenches, tels MM. Michel Roussin, Yves Beccuau ou René Dalmas, ont dû, en toute logique, quitter le service en même temps que quelques dizaines de fonctionnaires civils et militaires, remplacés par quatre vingt-deux jeunes officiers recrutés en juillet 1982 et par queigues fonctionnaires de la police nationale.

Mais deux des principaux responsables opérationnels du SDECE, le général de brigade Jacques Sylla Fouilland, directeur du renseignement, et le colonel Jean-Albert Singland, ancien chef du contreespionnage, sont demeurés en place. avec des missions plus importantes, directement auprès de M. Marion.

Peut-être l'un des torts du nouveau directeur général a-t-il été de s'inspirer, pour la D.G.S.E., de structures d'organisation et de commandement trop voisines de celles d'une industrie. La structure adoptée offre le désavantage de mettre le directeur général trop en avant, au premier rang, en concentrant sur lui tous les pouvoirs qu'il ne délègue pas, avec le risque, en cas de « bavure » inévitable dans ce genre de service, d'être le premier atteint par les « éclabous-SUTES >.

D'autre part, le gouvernement avait demandé à M. Marion de réorienter, les activités de la nouvelle D.G.S.E. dans le sens d'un accroissement de ses missions offensives et d'une plus grande indépendance visà-vis des services alliés conduits parce qu'ils sont les mieux placés en direction de l'Est, à fournir des renseignements à la France en échange d'autres informations recueillies par des agents français.

Manque d'expérience

Le service du renseignement environ 1 500 personnes - a ainsi été sollicité de s'intéresser à toutes les informations politiques, scientifiques, économiques, techniques, militaires ou industrielles en « manipuiant » des sources à l'étranger qui, au moins dans deux cas précis, n'ont pas été assez discrètes dans leur travail et ont suffisamment évaillé l'attention des services locaux pour que la France recoive des demandes d'explications d'un pays allié inquiet de tels agissements.

De son côté, le contre-espionnage a été invité à infiltrer les centrales : vacaraires ».

Dix-sept mois, à peine, après sa étrangères et les réseaux terroristes. Pour cela, il a reçu des renforts, et ses effectifs sont passés de l'ordre de 200 fonctionnaires à environ 350 par prélèvement sur les autres divisions de la D.G.S.E., qui emploie, non compris le personnel des unités dites rattachées, un total de 2 800 fonctionnaires répartis presque pour moitié entre civils et militaires. La division « action » a. elle aussi, été réorganisée, et son chef, le général

Georges Grillot, a été remplacé. . Tous ces bouleversements, y compris dans le réseau dit des « honorables correspondants > ou H.C. du service, ont naturellement mis à mai la qualité de la « production » de la D.G.S.E., parfois accusée de livrer aux autorités - et essentiellement au chef de l'Etat qui reçoit, chaque mardi soir, un bulletin hebdomadaire de renseignement - trop de notes de synthèse et d'évaluation - assimilées à de la littérature - et pas assez d'informations opérationnelles, précises, directement exploitables et régulièrement mises à jour, sur les cibles surveillées. D'autant que la D.G.S.E. a été sollicitée, dans le même temps, de fournir des renseignements dans un domaine, la lutte antiterroriste, où son expérience était encore mince.

Les partisans de M. Marion considèrent que le gouvernement attendait peut-être trop et trop rapidement d'un service dont il a, lui-même, ordonné la réorganisation et qui n'est qu'un instrument, parmi tant d'autres sources de renseignement. Le 18 novembre prochain, le ministre de la défense présidera à Paris la cérémonie de passation des pouvoirs entre M. Marion et le viceamiral d'escadre Lacoste, auquel M. Hemu demandera sans doute, dans le cadre de la participation des armées à la lutte contre le terrorisme international, de mettre l'accent sur le caractère opérationnel de la division € action » chargée des opérations ponctuelles. - J. I.

[Né le 23 janvier 1924 à Paris, Pierre Lacoste s'engage dans la marine en mai 1943, après s'être évadé de France par l'Espagne, où il fut, un temps, interné. Admis en avril 1945 à l'École navale, il est ensuite affecté en Indochine jusqu'en 1949.

Après avoir occupé plusieurs sonctions à bord de bâtiments de guerre, il entre à l'Ecole supérieure de guerre navale, d'où il sortira, comme breveté, pour occuper différents postes d'étatmajor. En novembre 1962, il prend le commandement de l'escorteur rapide le Provencal et, en décembre 1967, celui de l'esconteur d'escadre Jaureguiberry. il sert ensuite au Centre d'évaluation et de prospective du ministère des armées. où il est chargé de la programmation et de la planification budgétaire.

En 1971, il commande la 8º division d'escorteurs d'escadre et l'escorteur Maille-Breze.

Nommé, en 1975, adjoint au chef du cabinet militaire de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, Pierre Lacoste est promu contre-amiral en 1976 et commandant de l'Ecole supérieure de guerre navale. En octobre 1978, il devient chel du cabinet militaire du premier ministre. M. Raymond Barre, et il est promu vice-amiral en décembre 1979. En septembre 1980, il est nommé commandant de l'escadre de la Méditerranée ; il a été élevé au rang et à l'appellation de vice-

amiral d'escadre en février demier. C'est la première sois qu'un marin dirigera les services secrets depuis la création du SDECE en 1946, mais c'est le quatrième officier général à le faire après les généraux Paul Grossin (octo-bre 1957-janvier 1962), Paul Jacquier (février 1962-décembre 1965) et Eugêne Gulbaud (janvier 1966-octobre

EDUCATION

vembre, M. Alain Savary, ministre

de l'éducation nationale, a fait adop-

ter un amendement précisant que

· les emplois d'assistant et une par-

tie des emplois d'adjoint d'enseigne-

ment créés par la loi de finances

pour 1983 peuvent être réservés à la

nomination de vacataires ou d'au-

tres personnels chargés à titre tem-

poraire, sans occupation d'emplois

budgétaires, de fonctions d'ensei-

gnement dans des établissements

Le projet de budget de l'éduca-

tion nationale pour 1983 prévoyait

la création de 200 emplois (100 as-

sistants non agrégés et 100 adjoints

d'enseignement chargés d'enseigne-

ment) pour permettre la nomination

de personnels vacataires (le Monde

du 23 octobre). Cette mesure fait

suite aux décisions prises en 1982

pour permettre la « stabilisation

d'une partie des 1.200 enseignants

d'enseignement supérieur =.

DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Nouvelles mesures pour l'intégration des vacataires

Lors du débat budgétaire àl'As- L'amendement déposé par le gou-

semblée nationale, vendredi 5 no- vernement précise les conditions

POLICE

La nomination d'un préfet à la tête de la D.S.T.

M. Yves Bonnet, quarante sept ans, a été nommé mercredi 10 novembre, en conseil des ministres, directeur de la surveillance du territoire (D.S.T.), l'un des services de contreespionnage français. Ce préset, dont le dernier poste fat celui de représentant du gouvernement Mayotte, remplace an policier, M. Marcel Chalet, qui avait fait toute sa carrière à la D.S.T. et la dirigea de 1976 au 7 novembre

La D.S.T. - dont deux sous-directeurs doivent être prochainement désignés - a été dîrigée pendant quelques jours, par intérim, par M. Armand Marimbert, sons-directeur du service administratif. Les autres services de la D.S.T. sont ceux du contre-espionnage, de la sécurité (subversion, anti-terrorisme, et des instaliations techniques.

La nomination d'un préfet à la tête de la D.S.T. renoue avec la tradition. Elle risque cependant de heurter un service habitué à virre en circuit fermé, sons le sceau du « secret-

Des contre-espions très secrets

Les très bonnes années, ce sont près de cinquante nouvelles recrues qui rentrent à la direction de la surveillance du territoire. Cinquante jennes gens, tout juste sortis des écoles de police, qui entrent dans la carrière du contre-espionnage comme d'autres entrent dans les ordres. Pour la plupart, ils ont écouté avec intérêt quelques cours sur la D.S.T., précisément donnés pour éveiller leur intérêt. Ils sont allés voir leurs professeurs, ont demandé le privilège d'entrer à la D.S.T. et ont montré patte blanche. Leurs candidatures ont été examinées, ils ont été sélectionnés. Sur quels critères ? - Secret-défense. ».

Lorsqu'ils pénètrent pour la première fois dans les locaux de la

.Tant de bruits et de rumeurs

courent sur la D.S.T. que la gau-

che au pouvoir a voulu en avoir le

cœur net. A peine installée aux

commandes, elle a ainsi de-

mandé des comptes, étudié cer-

tains dossiers et tout particuliè-

définir comme « le SAMU de la collectivité nationale ». Bref. une sorte de scoutisme très sérieux, avec des inspecteurs et des commissaires - toujours prets -.

La D.S.T., avec sa tradition et ses méthodes, est sans doute une mère possessive. On sait que « l'esprit maison » v est vif. On devine que la vie y est un peu monacale. Sur cent policiers qui y font leurs premières armes, quatre-vingt-treize y resteront toute leur carrière, certains d'avoir fait le bon choix, convaincus de servir là mieux qu'ailleurs. La D.S.T. vit dans la police à sa manière, hypercentralisée, échappant aux pesanteurs administratives. Les contre-espions n'ont à répondre de leurs faits et gestes qu'à leurs

ports de la D.S.T. sur Henri Cu-

riel. Ces documents - nombreux

conclu qu'Henri Curiel fut un

g agent de l'étranger ». Un arti-

cie de l'hebdomadaire le Point.

en 1976, avait accusé ce militant

mettre des attentats impopu-

Jaires, en 1972 et 1974, comme

celui contre le relais de télévision

de Roc-Trédudon. Une enquête

fut alors confiée à M. Jacques

Saunier, inspecteur général ho-

noraire de l'administration. Les

conclusions du rapport de

M. Saunier, couvert par le

« secret-défense ». semblent

avoir rassuré le ministère de l'in-

térieur, M. Gaston Defferre, à

l'Assemblée nationale, a dé-

claré : « Il serait injuste de juger

la D.S.T. sur une opération mar-

ginale prétant à critique et de

faire supporter à ses personnels

les conséquences d'une dévia-

tion dont la responsabilité in-

combe au pouvoir politique.

(Journal officiel du 26 avril

n'ont apparemment jamais

peu démunie. Dans ces conditions. le contre-espionnage a choisi d'établir une - ceinture de sécurité - autour de grandes firmes industrielles et de certains centres d'études. Enquêtes et contre-enquêtes discrètes y ont lieu. En somme, la D.S.T. attend l'adversaire sur son terrain de chasse inévitable. « Un tel rideau défensif l'entrave >. estime-t-on à la direction

de la D.S.T. Plus largement, les policiers qui entrent à la D.S.T. découvrent une maison qui met le - paquet -, depuis plusieurs années, sur sa mission d'information et de sensibilisation. Les techniciens, ingénieurs et scientisiques qui sont conduits à prendre connaissance d'informations « top secret », à voyager ou à vivre à l'étranger sont régulièrement mis en garde contre les dangers éventuels qu'ils courent. De nombreuses conférences - près de quinze mille personnes sont touchées chaque année, selon M. Chalet - sont données devant ces cadres. Un service se consucre entièrement à cette tâche. Service nécessaire si l'on en croit les spécialistes, la société francaise ignorant généralement - soit

Une dimension politique

par inconscience, soit par un trait

d'ironie tont national - l'étendue et

la nature de l'espionnage pratiqué

sur notre territoire ou l'hypertro-

phiant...

Une D.S.T. qui prétend pratiquer la défensive, une D.S.T. consciente de ses movens, telle serait la marque d'un changement engagé il y a déjà plusieurs lustres. A titre d'exemple. M. Wybot chérissait par-dessus tout son service « manipulation ». M. Chalet, pour sa part, a accordé le meilleur de son attention à la création du service informationsensibilisation. La D.S.T. des années 50 fut obsédée par - les menées subversives du parti communiste »; la D.S.T., aujourd'hui, s'est recentrée sur le contreespionnage. Bref, la D.S.T. - sans nier une certaine continuité - a changé. Près de 60 % de ses hommes sont en poste, dit-on, depuis moins

de dix ans. Est-ce à dire que les enquêtes contre les communistes, présumés espions a priori, que la lutte contre les soldats perdus de l'O.A.S. et que les surveillances de gauchistes · manipulés par des agents de l'étranger », sont oubliées ? Est-ce à dire que tous ces combats font désormais partis d'un passé révolu? Non, sans doute. Encore récemment, trop de missions eurent peu à voir avec le contre-espionnage ou la subversion. Il suffit de rappeler l'équipée malheureuse et maladroite des « plombiers » poseurs de micros dans les locaux de l'hebdomadaire Le Canard enchaîné (1973), d'évoquer les infiltrations dans les mouvements autonomistes bretons, corses

chasse aux radios libres (1979-1981)...

Dans la plupart de ces affaires, la D.S.T. a payé, d'une certaine manière, ses bons états de service. Les pouvoirs hier en place, assurés du secret, n'ont en effet pas résisté à faire sortir la D.S.T. de ses terres de chasse habituelles, pourtant définies par les textes et notamment un décret de 1964. On sait voiontiers valoir, aujourd'hui, que la D.S.T. disciplinée et loyale – devient ce que l'on fait d'elle. Des ordres illégitimes feraient donc de la D.S.T. une pépinière de « coups tordus ». En revanche, des missions dans le droit fil des attributions de ce service de contre-espionnage en seraient - le plus républicain des services ». Il reste que bien des afaires trai-

tées par la D.S.T. ont naturellement une dimension politique. Quoi que on dise. Quoi que l'on pense. C'était vrai lors du « scandale des généraux » (1949) et de l'affaire des fuites (1954-1956). Ce le fut encore lors de l'affaire Roger Delpey (1980), quand la D.S.T. arrêta, sortant de l'ambassade de Libye à Paris, le confident de Bokassa, adversaire juré de M. Valéry Giscard d'Estaing. Une dimension politique difficilement contournable, évidente et génante, qui ressort sans cesse, même quand on s'y attend le moins. Ouel dommage! disent en substance certains responsables du contre-espionnage. La plupart de ces affaires rendues publiques ne rendent pas compte de notre travail. Même « l'enlèvement arrangé » de l'écrivain roumain Virgil Tanase, auquel il doit la vie sauve, est atypique (1982).

Alors ? Alors, le travail de la D.S.T. serait autre, à 80 % consacré au contre-espionnage pur. Un contre-espionnage rusé, patient, estimé à sa juste valeur par les services de renseignements étrangers et dont les « grands coups » ne sont pas destinés à être connus du grand public. Une affaire d'initiés, en somme, car la D.S.T. vit. travaille et rend les coups à l'abri du « secretdésense .. C'est à l'abri de ce rempart qu'elle a pris peu à peu des airs de forteresse, d'Etat dans l'Etat. On peut s'en indigner, souhaîter légitimement, comme l'a recommandé M. Jean-Michel Belorgey, député P.S. de l'Allier et auteur d'un rapport sur la police, que des hauts fonctionnaires habilités aux plus hauts niveaux de - secret-désense puissent contrôler, quand ils le ugent bon, les activités de la D.S.T. On le peut. Mais il semble que rien n'y fera. Comme si le propre de la D.S.T. est d'encourager le soupcon sans que l'on puisse toujours dire si

c'est à tort ou à raison. Ce poids du soupçon, M. Chalet avait fini par l'admettre, saute de mieux. Le dernier représentant des Dionniers du contre-espionnage, après la Libération, regrette cependant de n'avoir pu en débarrasser la D.S.T. des années 80 et, avec elle, les jeunes contre-espions de demain.

LAURENT GREILSAMER.

d'être le chef d'une organisation rement trois d'entre eux: 1) La pose de micros dans les hée au K.G.B. 3) Des attentats bretons suspects. - La D.S.T. avait été accusée dans le Matin de Paris, en 1981, d'avoir téléquidé le Front de libération de la Bretagne (F.L.B.) et de lui avoir fait com-

« La responsabilité

du pouvoir politique »...

locaux du Canard enchaîné, en 1973. - Au cours d'une « conférence » au ministère de l'intérieur, en 1981, la D.S.T. a reconnu avoir tenté de mettre en place une installation d'écoutes au Canard enchaîné, sur ordre du ministre de l'époque, M. Raymond Marcellin, La D.S.T. aurait fait amende honorable lors de cette € conférence », faisant valoir qu'eile avait ampiement souffert du discrédit jeté sur elle. A l'époque, des fonctionnaires de la surveillance du territoire n'avaient pas apprécié, dit-on, cette mission:

2) La surveillance d'Henri Curiel, militant tiers-mondiste assassiné le 4 mai 1978, à Paris. Alors que le juge d'instruction, M. Guy Joly, n'avait jamais pu entendre les responsables de la D.S.T. ni se faire communiquer ses dossiers, M. Pierre Mauroy, premier ministre, a ordonné cette transmission. Le juge d'instruction a donc pu consulter les rap-

D.S.T., ce sont des policiers ordi-

naires. La quatrième sous-direction.

qui a déjà étudié avec soin leur

passé, va se charger de les former.

Bientôt, ce seront de vrais contre-

espions, agents secrets profession-

nels certifiés. Une nouvelle généra-

tion de défenseurs de la République

française, une et indivisible; une

nouvelle vague de combattants de la

liberté: C'est ainsi : la D.S.T. a tou-

jours eu le sentiment d'être l'un des

plus solides remparts de notre

société. Son fondateur et premier

directeur, M. Roger Wybot (1944-

1958), la considérait comme le

- chien de garde de la Républi-

que ». Son dernier patron, M. Mar-

cel Chalet (1976-1982), aimait la

d'intégration de ces personnels. Les

candidats aux emplois d'assistant

doivent justifier d'un diplôme sanc-

tionnant l'accomplissement d'une

année d'études en troisième cycle on

d'un titre jugé équivalent. Îls doi-

vent avoir exercé leurs fonctions

pendant au moins quatre années à

compter du le octobre 1978 et

n'avoir exercé aucune autre activité

professionnelle principale pendant

cette période. Ils doivent de plus

avoir assuré au moins 350 heures de

cours ou travaux dirigés, 700 heures

de travaux pratiques entre le 1º oc-

tobre 1978 et le 1^{et} octobre 1982.

Les nominations seront prononcées

par les recteurs après avis d'une

commission composée de quatre pro-

fesseurs, deux maîtres-assistants et 2

assistants. Lorsque les recteurs n'au-

ront pas procédé à une nomination

sur l'un des emplois à pourvoir, le

ministre pourra leur demander un

nouvel examen du dossier.

chefs. Le directeur, lui, ne rend de comptes qu'à son ministre. Conclusion : - ancun préfet ne peut dire : « j'ai ma D.S.T. ». Aucun haut fonctionnaire ne se mêle des activités de la D.S.T.

Notre empire disparu, l'Algérie indépendante, les possibilités d'affectation sont désormais simples. Plus de 50 % des personnels (environ mille trois cents personnes au total) travaillent à Paris, à la direction centrale; moins de 50 % sont implantés en province et dans les DOM-TOM. Le plus grand nombre sera bien sûr frustré des enquêtes et filatures, qui font frémir les amateurs de romans et de films d'espionnage. Les plus gros services sont les antennes techniques, où des installations sophistiquées s'efforcent, par exemple, de capter les

messages radios de l'e ennemi »; Il n'empêche! Chaque agent de la D.S.T. combat à son niveau, et suivant sa mission. l'adversaire. Au jeune policier, on explique qu'il doit lutter contre l'espionnage, le terrorisme d'Etat et certaines formes de subversion. Puisant dans leurs archives, les anciens exposent aux jeunes des cas concrets, les difficultés et les aléas d'une enquête, les tours et les ficelles du métier appris parfois sur le tas. Somme toute, l'affaire est simple! Ou l'on attaque, ou l'on se défend. Pour des raisons de moyens, la D.S.T. a essentielle-

ment choisi de se défendre. C'est que les espions - surtout ceux « venant » du froid. - mènent la vie dure à nos contre-espions. Face à un espionnage tous azimuts - particulièrement dans les laboratoires scientifiques et les industries de pointe, - la France est quelque

RÉSIDENCES - CLUBS AGE Specialiste Côte d'Azur Cabinet INDEXA 52, av. Jean-Médecia - 06000 NICE Tel. : (93) 80.98.31 [F.N.A.I.M.)

JUSTICE

et basques, et de se remémorer la

LE P.C.F. ET LE GIFCO

Une mise au point de l'Agence centrale de publicité

dans le Monde du 9 novembre sur l'arrestation de M. Roger Sentenac. gérant de la SIAVIT, sur ses rapports avec le GIFCO et sur les liens de celui-ci avec le P.C.F., M. Sylvain Dreyfus, président-directeur général de l'Agence centrale de publicité, nous écrit :

« Vous écrivez : • Le GIFCO avait son stand au centre sportif de Saint-Ouen, lors du vingt-quatrième congrès du P.C.F., au mois de février dernier. A la différence de la sête de l'Humanité, où les stands peuvent être loués à des entreprises totalement étrangères au parti communiste, dans un but de promotion, les stands occupés, à titre gratuit, lors des congrès du P.C.F. le sont par des organisations ou des entreprises proches. -

. Or, il se trouve que l'Agence centrale de publicité, régie publicitaire de la presse du P.C.F., assure également, la régie des manifestations politiques liées à l'activité du P.C.F. et de la sête de l'Humanité. Je peux donc vous assurer que les dizaines d'entreprises ou organismes

3. 1

Après les informations publiées contactés par nos services commetciaux ont dû être fort étonnés de découvrir, en vous lisant, qu'ils l'ont été sur la base de la - proximité avec le P.C.F., et que la proposition de présence promotionnelle était - gracieuse ».

> » En réalité, toutes les firmes présentes commercialement au congrés du P.C.F., sous des formes diverses (stand, publicité-presse, affichage, « cahier du délégué »), ont conclu avec l'A.C.P., des contrats en bonne et due sorme. En voici la liste exhaustive: Crédit agricole, Ricard, Transexel, Renault-Véhicules industriels, Heuliez, Weisrock, Constructions navales et industrielles de la Méditerranée, Office national interprofessionnel des oléagineux. Laboratoire Goupil, GIFCO, Perrier, Sobea, Montenay, Coignet, Compagnie générale des caux, Compagnie générale de chauffe, S.G.E.I., E.D.F., ASTER, O.T.V., ministère des P.T.T., Sodecoop, Urbaine de travaux, S.G.E., SCREG, Fillod, Maisons Cosmos, Petitjean, Pernod, Itisa Volund, Bonna, Fougerolle, Plastic Omnium.

se Monde

LC TO mi st raconie

3. 2. 2. 3.

- . et 200 👯

a die de

--- ---

and the second second

on Profit

1 2 gm . 54

1. 4. 47. 5

- TX - - W

. --- ..

and the same of

. __ * - * # ** ·

· ... : .:==: :

8. 10 year 6

: . . : . .

·. • `.•

je:. 4 2:

- - -

The same of the same

An America Am water and the LOS OF LANCE AND COMMON The second second second THE STREET STREET tions in the same the same 水金 第 多维 地 AND A SECOND . T

· 1969、 地口牌 · 直接编辑:卷



. The company of the company of

A CONTRACTOR OF THE STATE OF TH

Marie Anna de las de Marias

y at the estimated the state of the second

orang in the engine above

Tale Biglian at the

the first organizations of

Committee the fitting

and the second section of

gradice er a dictable **er 5** a

And the second

الملك الجدار وبعدرة للماران المارانية

ALAIN JACOR

া বাংগার্থ এ প্রতিক 5.4 物主物的主義的 原語 Bridger ; minister Br ift military and seems and فهم العداد الماسات 想然 五元五、安建八年 歸門 (1) はは、まずり、要集がある。 Antend a mind aft Beatliff · 200 5 Charles einer gericht gefehrte fie and the second section الإشاديات حيايات المجال خيران 1 1 1 7 217 252 अक्षापुर्व विद्युप्तात् विकास अ דיים משרכ gliggentelichen Greit gehannt gen 그 이 사람들은 호텔트리 رة ويون بهنمهامية. من مخ Little Cotton discovering etten fart affact fertete fin jen gente genterangenten en ・ こうこう かんか 表達す क्यांत्र हैं कर क्रिक्ट ile Mir radianiei de ಡ[್]ಗಾ ಕ್ಕೊಟ್ಟಿಕ್ ಕಿತ್ರವಾ ಸ್ಕ · 후 구조한 상황 등록 7명 우리 The state of the state of grooting Charge gibbe ginnig a ^१ वे पुरस्तानक कार्युक्तीले and the second statement 4 4 the state of the s

*** GH 4(4-1, Manua

HE PEAT COST - TANK

the state of the s

ATEN CATERO : . .

The same of the sa

... 1 2.00 . 4 Tiging.

The solution of the

the same of the sa

ें हैं के एक भी में एक एको जी **ले**के

र प्राप्त कर के किए के स्वाहत के क्षेत्रक के क

The month acres against the

The state of the s

Peni te மர்கள், தல்த தே

ं के जा है के अपने अपने के कि कि कि कि

Trans. 15% piece

Control of the state of the sta

the transfer of the second sec

ing and the control of the function

the state of the s

The same of the Charles in the

A THE RESERVE TO STREET

ा १२७ १२ छन्। सम्बद्धाः

and a feine Geite finge

12 1 12 Jana Tompell.

ain a a a y , faint 海 安康 O'T desirations . The 1 7 ton or the Military Battar war, die brieb at ning on things in the Transferen - matte fige ಪಡಿಸಿಗಳನ್ನು *ಮಿಡುಗುಂ ಕ್ರಾ*ಕ್ಕಿ ಪಾ glante für einenbart eine fine Entropy and the the work likewise that below silipped an elimentaria ति प्रकास रहेत । इंग्लंड विश्वकृत F. 6781114 Ingian page fige ma egunden pereitigens fret dieten fie Tein unt gubidgiei sing buch -Life Par Angeligen a gri entinge milegine felate in anthony in in it marade Ale Mille III III nig has burnt und rechtige im ingengengigebes unt i accomitate the hours were Lively that the courte BESSERVED ASSESSED ACCORDA त्रीय प्रकारता योक्षक विकास

des deus prayurs fici

frijetent proge unig ber

HALLERS BALL TORS

AND STREET STREET, SEEL Charles Frieder and Pini

Can nounged fro

Le Monde

LES ENSEIGNEMENTS DE LA CHINE

Un peuple se raconte

OUS ceux qui s'intéressent à la Chine connaissaient déjà dans son édition améchael Frolic. En voici la traducd'une excellente préface de Lucien Bianco. Celui-ci souligne la « sérénité » de témolgnages aussi dramatiques que la révolution culturelle « dans des termes beaucoup moins simplistes qu'on ne le fait aujourd'hui à Pékin ». Ne serait-ce que pour l'éclairage inhabituel qu'il ap-

Le Peuple de Mao se présente pourtant avec modestie comme le simple recuell de réeits rédigés par Michael Frolic à partir des histoires que lui ont racontées des Chinois, d'âges et de milieux divers, réfugiés à Hongkong. Le fait qu'ils alent fui la Chine populaire pouvait les incliner à en donner une image particulièrement sombre. Tous les services de renseignement savent cela, qui s'efforcent de corriger par d'autres informations les témoignages, par définition partiaux, d'hommes ou de femmes en rupture de

porte sur les origines de cet

épisode de l'histoire chinoise.

l'ouvrage vant d'être lu.

Le paradoxe est justement que la réalité chinoise qui se dessine à travers cette mosaïque d'aventures et de mésaventures personnelles est moins «noircie» qu'elle n'est « rosie » à l'inverse par les images que diffusent la propagande pakinoise ou certains auteurs dont le sens critique semble soudain tomber en panne. des l'instant où ils mettent le pied en Chine. Ce qui amène Lucien Bianco, peu suspect de complaisance excessive pour le régime communiste, à observer que le livre « favorise une perception équilibrée du bilan de la domination communiste > et « fait sentir la complexité des problèmes auxquels sont confrontés les révolutionnaires a.

ALAIN JACOB.

Le roman de la Longue Marche

de combats, c'est ce que le romancier Georges Walter et l'historien chinois Hu Chihai, qui appartient au C.N.R.S., dans le livre Ils étalent cent mule. Et c'est vrai que, au départ de Juichin, il y avait

que. En même temps, elle y a dé-couvert son destin : les futures contradictions s'y montralent à la dégradation au fil des temps de l'exceptionnel, de l'exaltant, à la prose souvent horrible. J'ai in, et je pense qu'il faut

Chou En-lei. Ils décrivent Tchiang Kai-chek et son conseiller von Falkenhausen. Ils décrimais ils ont la vertu d'épingler les détails : le manque de sel, l'absence de chaussures, la fair an ventre...

Ce qui requiert, c'est d'abord cent milie soldats de l'armée lire, le livre de Georges Walter ce rassemblement d'un peuple



rouge chinoise at qu'il en restait moins de huit mille lorsqu'ils arrivèrent à Wuchichen, poursuivis par les troupes nationalistes. Ils se mirent en marche dans la province du Kiangsi le 16 octobre 1934. Ils arrivèrent octobre 1935. Et l'épopée n'était

niste s'y est forgée. C'est-à-dire

et de Hu Chi-hei comme une chanson de geste. J'ignore ce que les historiens pensent de cet ouvrage, eux qui rétablissent les circonstances, privilégient le politique. Un lecteur de bonne foi ne peut que se laisser emporter et traquer an jour la journée les personnages du drame : le soldat Hsiao. le commandant Yang Teh-chih, le petit «diable rouge», on le cuisinier Mille Excuses.

Le propos de Georges Walter et de Hu Chi-hai est justement de nous faire suivre avec minutie le point de vue de quelques héros du rang. Les auteurs font paraître Mao, et Lin Piao, et

de combattants auxquels on demande l'impossible et qui s'en vont au travers des neiges et des marais jusque dans l'inhumain. C'est ensuite la stratégie - propre à Mao. - contredite par les enseignements de Moscou, déconseillée par les dogmatiques, donnant le pas à la révolution paysanne sur l'insurrection citadine valorisant la retraite et la ruse contre l'attaque frontale et la guerre de positions. C'est enfin l'incroyable organisation interne d'armées qui ne sont plus des armées régulières, et qui mène chaque homme à se sacrifier des qu'il

Le miracie de la Longue Marche, à l'évidence, n'est pas qu'il y eut. d'un terme à l'autre, moins de huit mille survivants, mais qu'il y eut plus de quatre-vingtdix mille soldats rouges qui acceptèrent la mort. Ce ciment fabuleux, qui est de sang, rameuta les débris de la Chine et en fit la nation actuelle. Reste que, entre la nation actuelle et les maudits de la Longue Marche. il y a tout l'écart entre l'épopée et la politique...

Il est significatif que les auteurs de ce livre établissent dès le départ un lien étroit entre leur récit et le fameux roman chinois que nous connaissons depuis sa publication dans la «Bibliothèque de la Pléiade». Au bord de l'eau. C'est marquer, des l'origine, le caractère proprement mythique et généreusement populaire (an meilleur sens du terme), d'Ils étaient cent mille. Georges Walter a tenu la plume en romancier-poète: Hu Chi-shi a vérifié les anecdotes. Ce mélange de l'histoire évé-

nementielle et du souffle lyrique donne un résultat surprenant : un livre de sang, construit avec les humbles. On en suit les péripéties ligne après ligne : l'espace se déploie, je désespoir gagne, l'héroisme est pain quotidien. Au-dessus de ces hommes, s'il y a la mort, il y a

— également — le désir du pouvoir, qui est à prendre. Ce n'est pas le pouvoir qui est fabuleux, c'est la marche au pouvoir qui devient digne des plus belles légendes. Le roman écrit par Georges

Walter et Hn Chi-shi, s'il semble exact dans sa minutie d'informations, est principalement, comme le fut aux temps jadis Au bord de l'eau, une saisie épique : ces hommes de la Longue Marche sont morts, et, au bout de leurs pauvres fusils, il y avait le pouvoir. Il est bon de se soumême manière, d'examiner le pouvoir et de juger s'il a été digne de tant de sacrifices et

de douleurs. HUBERT JUIN.

* ILS ETAIENT CENT MILLE, de Georges Walter et Hu Chi-hsi. Hd. Lattes, 522 pages, 78 F.

le feuilleton

Un « Cahier de l'Herne », «Fragment de Mémoires»

Drieu La Rochelle ou le temps de l'homme divisé

L n'y a pas de hasard dans le destin posthume des écri-vains, pas plus que dans leur vie. Si Drieu La Rochelle redevient périodiquement d'actualité, et si nous ramenons chaque fois l'artiste considérable au piètre politique, c'est que ce grand bourgeois doué et désespéré de voir sombrer son époque, ces promesses dilapidées dans des rêves criminels de chef musclé, et retournées, pour finir, contre elles-mêmes, c'est, crachée, l'Europe des années 30 telle qu'elle a dominé le siècle et qu'elle pèse encore.

On attendolt de l'Heme un Malraux, longtemps médité pois abandonné sans explications; c'est un Drieu qui est venu. Comme souvent dans ce genre d'hommage collectif les Inconditionnels sont en nombre, et font les péremptoires. Ils décrètent ce que l'auteur a tu, ce qui restera de lui, ce qu'il faut lire ou relire, sous peine d'ignorance crasse. Feu toilet ou rien i Drôle de voyage ou rien i Et si vous préférez les Mémoires de Dirk Raspe, parce que la fin s'y pressent, en même temps que la maîtrise, gare aux insultes...

Laissons entre eux les bigots dont, par chance, le maître d'œuvre, Julien Hervier, n'est pas. Lisons plutôt certains textes inédits ou mai accessibles - Ecrits farfelus, Ballade du démo-

par Bertrand Poirot-Delpech

bilisé, Signes des temps, l'Œil mort, - les études d'Alain Cierval et de Marc Dambre, les contributions des blographes attitres, D. Desanti, P. Andreu, F. Grover, et les coups de cœur des fervents (à ne pas confondre avec les bigots) : Michel Mohrt, Jean-Marie Rouart,

ES connaisseurs grondent : assez glosé sur l'homme et ses erreurs, lourdement payées : place aux œuvres ! Mals ils sont les premiers à revenir, des livres, vers l'auteur, pour la bonne raison que les ouvrages les plus imaginaires y renvoient. Comme le rappelle Julien Hervier, ce n'est pas fortuit si la fuite de l'amant et le suicide figurent les deux seuls dénouements des fictions. Le personnage de Gilles n'a d'intérêt qu'à raison des confidences dont Drieu le charge. Même délégation dans le Feu follet, derrière l'écran du modèle reconnu, Jacques Rigaut.

La conduite des héros avec les femmes ne se comprend que rapportée à celle de l'auteur, et les problèmes de l'auteur, à cet égard, s'éclairent par ceux de ses créatures. Tous éprouvent un même goût pour les filles ou les épouses d'hommes riches, pour les étrangères aussi, et une même peur qui les fait se dérober ou fuir, selon une misogynie dont Maireux a justement confié à Dominique Desanti qu'elle cachait moins une aversion contre les femmes que la rage de ne pouvoir se passer d'elles.

moins que Drieu ne déteste, chez elles, la faiblesse A qu'il sent en lui-même, comme c'est re sus avertainn juifs, coupables de surcroît, à ses yeux, d'adaptation luis à ce propos. les remar-

ques fortes de Dominique Desanti et de Charlotte Wardi). Dans sa légendaire bonté, Berl a observé (Interrogatoire, par Modiano, Gallimard) que l'antisémitisme des années 30 ne semblait plus aussi odieux qu'au temps de l'affaire Dreyfus et n'avait pas encore le caractère monstrueux qu'allait tui conférer le nazisme. Ce qui n'empêchera pas Drieu de persister, en 1941, dans son aberration, en comparant ce qu'il croit être les penchants des Corses et des juifs pour l'« intrigue » et la « sédition ».

li est vrai que Berl avouera à Charlotte Wardi, dans une lettre inédite de 1973 où il continue de s'interroger sur les préjugés raclaux de ses amis Gide, Morand, Drieu et autres ; « J'ai été moi-même un peu con! »

en croire un des participants du Cahier, on ne se souviendra que peu ou pas que Drieu dévergonda ainsi une part de son intelligence et de son talent dans le fascisme et l'esthétique de la violence. Il s'agit là d'un vœu agacé, non d'une prévision sérieuse. Le Cahier lui-même montre que les lecteurs les plus occupés de Drieu-écrivain se référent sans cesse à ses égarements politiques. Non par refus de les oublier, mais parce que leur origine obsessionnelle aide à comprendre quantité d'autres engagements d'intellectuels, contemporains du sien ou postérieurs, et dans des sens opposés.

La foi politique de Drieu est connue des Genève ou Moscou (1928) et, en tout cas, depuis Socialisme fasciste (1934). Ny revient dans un texte de 1936, à propos de la guerre d'Espagne. Le national-socialisme de type mussolinien lui semble le seul moyen de transcender capitalisme et communisme, de s'arracher aux « mollesses » républicaines, d'appliquer ses idéaux de force et d'ordre.

(Lite le suite page 13.)

* Bande dessinés de la Longue Marche (Dargand, éd.)

"dans la province du Shensi en

pas encore terminée à ce moment-là pas encore repliée sur elle-même, pas encore porteuse des germes qui devalent, à terme, détruire son idéal. Les historiens nomment cette marche extraordinaire la Longue Marche, La Chine commu-

Au temps des moines-soldats

REDERICK TRISTAN a été tot évellé au fantastique. par l'entremise des contes et légendes de Flandre qui bercèrent son enfance (1). Ce fantastique, il en refusa l'arbitraire. Il fut requis par le secret que le récit populaire véhicule, ou. si l'on préfère, par son ésotérieme. Il y a, pour lui, sous l'allégresse du conte, un enselgnement capital qu'il n'est pas donné à chacun de découvrir. Dès lors il se montre attentif aux messages des sociétés secrètes et principalement surtout dans ce présent ouvrage : la Cendre et la Foudre. - à ces sociétés secrétes chinoises qui furent à la fois une réalité historique et un moteur mythique: Il est vrai qu'une société ensemble religieuse et politique, combattante et initiatique, telle l'association des Turbans rouges, mit fin, eu quatorzième. siècle, au règne des Yuan au bénéfice des Ming. Il est tout aussi vrai que la littérature poputaine - ainsi le cycle consacré par Sax Romer à l'Imaginaire Fu Manchu - valorise dans l'esprit public la puissance de ces sociétés (réelles ou supposées). De tout cela, Frédérick Tristan. avec une remarquable aglité de plume, fait un mélange qui charme et qui séduit.

Sa connaissance de la littérature, de l'histoire, des idées religieuses de la Chine est d'évidence. En lisant la Cendre et la Foudre, le lecteur évoquera bien certainement Au bord de l'eau, de Shi Naian et Luo Guanzhong : les moines-soldats de Frédérick Tristan ressemblent aux bandite d'honneur du temps des Tang. Surteut, le fien va se faire, pour le lecteur, entre la Cendre et la Foudre et ce livre fondamental de la Chine, la Si Yeou Ki ou -singe pêlerin -

(dont une version française a été publiée iadis aux Editions du Seuil)

D'alleurs, Wou Tch'eng Ngen, auteur présumé du Si Yeou Kl. rédige son ouvrage, environ, en 1550, sous l'empire Ming, c'est-àdire vers le temps où Frédérick Tristan situe sa propre fresque Et l'on verra paraître dans chacun des deux écrits la bodhisattva Kouan Yin. dite Dame Bouddha, fondatrice mythique de la dynastie des Ming. Cela sans omettre, bien entendu, le fait qu'un précédent ouvrage de l'auteur, le Singe égal du Ciel (2), s'articulait délà sur une lecture du Si Yeou Ki. La Cendre et la Foudre rap-

porte l'histoire des moines de Shiu Lam, dont le Père abbé a été sumommé Feu du Clei. L'Empire du Milieu étant en danger. Feu du Clei et ses moines se portent au devant des Eleuthes, c'est-à-dire des Kalmoules, menés par un chef de guerre de premier plan, Galdan, Ces événements réels (en ce qui concerne les Eleuthes) se situent au dix-septième siècle. A partir de cette base historique. Frédérick Tristan construit, édifie sa quête spirituelle.

Les dieux du Tao et les divers Bouddha vont participer à la lutte des hommes, s'unir dans la sagesse suprême pour maintenir la justesse et la droiture du monde. Aux faits du combat quotidien vont se mêler les prodiges et les enseignements secrets. L'opposition des hommes entre eux deviendra la reflet de l'opposition constructive du ying et du yeng, des deux principes. des deux dragons toujours d'affrontant pour une perle qui, sans

leur joute, disparaîtralt. C'est pourquoi Feu du Ciel et ses compagnons vont fonder la Grande Triade ou Fratemité des

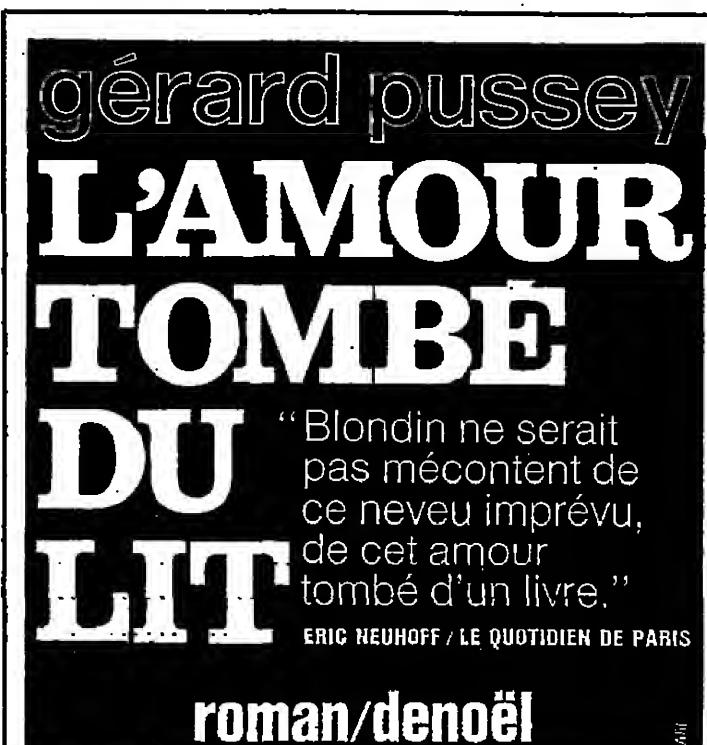
Hung. Et lorsque la dynastie des Ming s'effondrera, en 1644, au profit de la dynastie mandchoue des Ts'ing, laquelle sera renversée en 1911, seulement, par la République, la Fratemité des Hung poursuivra son travail d'union entre tapiates et bouddhistes, entre aristocrates progressistes et forces du peuple. Frédérick Tristan affirme, dans sa postface, que les représentants de la société secrète des

Hung, dans les villages et les bourge, fevorisèrent les soldats rouges de Mao lors de la Lonque Marche. Je lui laisse la responsabilité de cette affirmation, n'ayant pu en vérifier nulle part l'exactitude - mais il est plaisant, en effet, d'Imaginer un même fil. «rouge» (couleur d'élection des conjurés Hung) qui donnerait à l'histoire de la Chine une cohérence spirituelle magistrale.

H faut ajouter que Frédérick ·Tristan, s'il entend répondre à notre besoin de fabuleux et à notre goût du mystère, est également un conteur de première force. Rien. ici. n'est pesant ni abstrait. Ce cont des pages emportées, où l'épique se mélange à l'humour. Il ne faut pas oublier en effet que la sagesse, Jorsqu'elle est grave, et l'humour, forequ'il est exact, ne peuvent se dissocier. Et il fallait cette légéreté bondissante du style pour permettre aux événements cèlestes et aux événements terrestres de se mélanger dans une serie d'entrelacs où chaque lecteur trouve son compte - et son

H. J. * LA CENDRE ET LA FOU-DRR. de Frédérick Tristan. Balland, 249 pages, 69 F.

(1) Géants et gueux de Plandre. Balland. (3) Ed. Christian Bourgois.



JUSTICE

Uma mist au point

to rapporte centrale de sui-

A SECTION OF THE STATE OF THE S

-

Un peuple qui se raconte

(Suite de la page 11.)

Si tragique que soit le sort des individus — comme « celui qui fut dénoncé par sa petite amie » et se retrouve à quarante ans, tout espoir perdu de renouer avec sa carrière de jeunesse ou seulement de fonder un foyer, la manière dont ils relatent leur expérience dénote presque toujours comme un soual de faire la part des choses, de comprendre sans basse rancune, le point de vue des personnages auxquels ils se sont heurtés. A une exception près, toutefois, qui en dit long sur la gravité de ce cancer qui ronge la société chinoise. périodiquement dénonce à Pékin : un sentiment irrépressible de révolte devant les abus de privilèges, la corruption des petits et des grands chefs, les injustices qui en naissent ou s'en trouvent aggravées.

Ce qui « passe », au contraire, c'est, par exemple, la contrainte, acceptée comme le seul moyen de maintenir un peu d'ordre — à commencer par le minimum d'hygiène nécessaire — dans des communautės humaines si compressées qu'elles menacent d'exploser: les auxiliaires consentants du système supporteront d'être considérés par leur voisinage comme de « petits flics » dont il faut se méfler.

Tout baigne dans le réalisme d'une Chine à ras des hommes où l'humour se dégage de l'absurdité à laquelle peut conduire un dessein politique trop souvent

ignorant des exigences de la nature. Sait-on, par exemple, ce que peut coûter l'élevage d'un porc par des fonctionnaires envoyès se faire « rééduquer » à la campagne, et qui ne connaissent rien à ce genre d'activité? Des traditions remontant au fond des ages ne sont guére contestées que pour la forme, au nom du matérialisme officiel et commandent en fait le comportement d'un vaste peuple de Daysans.

Ces quelques récits, écrit Michael Frolic, peuvent « apporter une meilleure appréciation de la tentative de modernisation de la Chine, aussi bien que des énormes problèmes auxquels cette tache confronte la nation ». Vollà déjà matière à réflexion pour le lecteur occidental mal averti du décalage qui dans la Chine de M. Deng Xiaoping comme dans celle de Mao Zedong, sépare souvent les usages et les mœurs de la vie réelle du projet de société tel qu'il s'inscrit dans les dis-

Peut-être également y a-t-il à découvrir dans ces témoignages toute la nostaigle dont ces expatriés entourent les souvenirs de leur patrie, par-delà les épreuves et les persécutions subies. De quoi méditer aussi sur ce qui. à travers heurs et malheurs, fait le ciment d'un peuple.

ALAIN JACOB.

* LE PEUPLE DE MAO. SCENES DE LA VIE EN CHINE RÉVOLU-TIONNAIRE, de Michael B. Frolic. Cellection Témoins/Gallmard, 265 p., 85 F.

efeupne

UN SONDAGE SUR LE LIVRE

Près de trois Français sur quatre lisent au moins un ouvrage par an

et jenvier 1982, ce sondage reprend les questions d'une consultation du même type réalisée en 1973 afin de permettre une comparaison. Près de trois Français sur quatre lisent au moins un livre par an. Ils étaient 29 % à n'en avoir lu aucun en 1973, ils ne sont plus que 26 % en 1981. Ce gain est dû à l'augmentation des petits lecteurs (un à quatre livres lus dans l'année). Si les non-lecteurs se rencontrent dans les classes d'age qui n'ont pas bénéficié d'une longue scolarité, la lecture d'un grand nombre de livres est. toutefols, plus répandue qu'on ne le croit chez ceux qui n'ont pas atteint le niveau du bac. Les plus grands dévoreurs de livres se trouvent au niveau du brevet ou du CAP, au moins 50 livres par an, les plus assidus se situant parmi les jeunes de quinze à vingt-quatre ans. Les habitants des grandes villes lisent toujours davantage (Paris se plaçant en tête avec 95 % de lecteurs). Le nombre des possesseurs de livres a augmenté (80 % aujourd'hui contre 73 % en 1973). Les moins blen équipés restent les agriculteurs. Le taux de possession de livres chez les O.S., manœuvres et personnels de service est, aujourd'hui, égal à la moyenne nationale, alors qu'il

FFECTUE en décembre 1981

était l'un des plus bas en 1973, Les livres de poche constituent plus de la moitié de la bibliothèque chez les jeunes de quinze à vingt-quatre ans, chez les Parisiens, étudients et élèves. Mais leur pénétration est très faible en milieu rural et chez les personnes âgées. « Contrairement à ce qui est souvent avancé, indiquent les enquêteurs. le livre de poche n'a pas démocratisé la lecture. Il la simplement jacilitée

Les Français qui lisent som de plus en plus nombreux. Pourtant, le livre de poche n'a pas eu d'effet de démocratisation de la lecture. De même, les bibliothèques ont daventage facilité la pratique de la lecture qu'elles l'ont suscitée chez les non-pratiquants. Ces constatations surprenantes ressortent d'un sondege réalisé par le service études et recherches du ministère de la culture avec le conçours des instituts ARMmc et Lavialle, sur un échantillon de quatre mille personnes de plus de quinze ans.

chez ceux qui étaient déjà des lecteurs assidus.

Le roman reste le genre préféré pour plus d'un Français sur trois, notamment chez les femmes inactives de moins de soixante ans, les employés et les Parisiens. Certes, les œuvres de littérature classique entrent dans la composition des bibliothèques, mais leur lecture reste relativement faible. Il s'agit plutôt d'un e patrimoine dormant », estiment les enqué-

Les essais politiques, philosophiques, religieux, ouvrages de psychologie sont présents chez 36% des possesseurs de livres. On les trouve surtout chez les diplômés, les cadres, les étudiants, les élèves et les Parisiens

Les bandes dessinées, qui figurent pour 7% dans le taux de lecture des Francais, constituent le genre favori entre quinze et vingt-quatre ans.

La plupart des foyers possédent des dictionnaires (84 %). des ouvrages pratiques (74 %). deux catégories plus consultées — cela ne surprendra pas — que lues. La consultation fréquente de dictionnaires est plutôt le fait de personnes non diplômées.

L'achat des hvres est en progression, ce que l'on savait déjà par les statistiques annuelles de l'édition. Ainsi 56 % des Fran-

bule ; jusqu'au jour où la réalité

devient fantistique. Par l'ameur de

Marrahch Medius, prix France-

Culture 1980. (Flammarion,

Textes

BORIS VIAN : Operas. - Cine

livrets inédits, datant de la

demière période de sa vie, où Visa

se passionna pour le renouvelle-

ment de l'opéra. - (Bourgeois,

MICHEL BUTOR : Braude d'avril.

-- Comme avril impose la somp-

tuosité de la floraison de la vie.

l'écrivain compose le monde en

devenir avec une brasée de rextes

trations de Vieira da Silva, (Edi-

tions de la différence, 132 p.,

Lettres étrangères

WALKER PERCY : le Cinéphile.

- Quelques semaines de la vie

d'un fanadque de cinéma de la

Nouvelle-Orléans, qui mouve dans

les films ses références avec le

monde réel. Traduit de l'améri-

cain par Claude Blenc. (Pandora,

ISRAEL JOSHUA SINGER : los

Freres Ashkenesi. - Vaste fres-

que, publiée en 1936, qui reconce

l'histoire d'une famille juive à

Lodz. Par le pere du prix Nobel

1978, Israel Joshus (1893-1944).

Traduit de l'anglais par Marie-

Brusene Spine. (Stock, 380 p.,

236 p., 69 F.)

gorgés de sève. Avec trois illus-

237 p., 65 F.)

120 pages, 45 F.)

cais de plus de quinze ans ont acheté des livres en 1981 contre 51 % en 1978, mais ce sont surtout des lecteurs « occasionnels » (49 %) plutôt que de gros consommateurs (33 %).

La librairie demeure le type

de point de vente le plus habituel et prés d'un acheteur sur deux y a effectué ses emplettes en 1981. La grande distribution vient en seconde position (37 %), à égalité avec les libraires marchands de journaux. La vente par correspondance touche aurtout des adultes de quarante à cinquante-neuf ans. des habitants de communes rurales et des gens au niveau d'études mo-

> Le succès d'« Apostrophes »

La FNAC recoit 14 % des acheteurs de livres. Cette clientèle est composée de jeunes de quinze à vingt-quatre ans, de cadres supérienrs et moyens, de professions libérales, d'étudiants et élèves.

Les achats en kiosques de gare (7%) sont surtout faits par de, hommes, pratique évidemment liée aux transports et à l'activité professionnelle.

plus de quinze ans, 14 % sont inscrits dans une bibliothèque qu'ils fréquentent d'une à deux fois par mois pour plus de la moitié d'entre eux. « Ce chiffre, estiment les enquêteurs, n'a pas progressé de jaçon significative depuis 1973. » Peut-être est-ce faute d'animation? Ils notent, de plus, que « les inscrits dans une bibliothèque sont de grands lecteurs, ce qui infirme la thèse selon laquelle les bibliothèques seraient le principal instrument d'une démocratisation de la lecture. n En effet, 63 % des personnes inscrites lisent au moins vingt livres par an, et la proportion de egrands a lecteurs cinquente livres et plus - est supérieure à la moyenne. « L'institution, indique le commentaire, comme dans les autres domaines de la culture, semble le plus souvent faciliter la pratique plutol qu'elle la crée chez les non-pratiquants. »

Parmi les Français âgés de

Les bibliothèques de prets, quand elles sont gratuites, drainent 55 % des inscrits, contre 35 % celles qui exigent un droit d'inscription et 10 % celles qui font payer les emprunis. Les bibliothèques municipales enregistrent 57 % des inscrits, les bibliothèques d'entreprise 18 %. les bibliothèques tournantes 8.7%. les minerantes 8.4%. les bibliothèques privées ou paroissiales 7.9 %.

Notons enfin que l'audience des émissions littéraires à la télévision a progressé (39 % contre 26 % en 1973). Cette progression sersit due, « en partie, au succès d' « Apostrophes » et à la place favorable qu'elle occupe dans la grille des programmes, le vendredi soir... x. — B.A.

être réduits par les éditeurs importateurs

qu'après 'tin délai d'un an, et à condition

d'en evoir informé les détaillents six mois

à l'avance. Ils devraient encore s'engager

à leur reprendre les titres invendus aux

L'avant-projet de loi prévoit que le prix

des livres étrangers serait calculé sur la

base du taux de change, en tenant compte

d'une marge pour couvrir les frais d'impor-

A la FNAC, on se déclare prêt à se

battre « becs et ongles » contre une mesure

qui se répercuterait au niveau de la consom-

mation par une diminution des volumes de

ventes. Aux arguments avancés par les

partisans d'une réglementation plus stricte

du prix des livres, la FNAC oppose qu'elle

est pratiquement la seule librairie à Bruxel-

orix d'acquisition.

Nimis el le pastiche.

A PARTY AND A PARTY AND A SECOND ASSESSMENT AND ASSESSMENT ASSESSM A STATE OF THE PARTY AND A PARTY. - Ar district

يَعِ عند الحِ

The contract of the second of the contract of

State of the state A B grande . . . marter anterent better geben. at making to writer that others

Il sur la Série noire

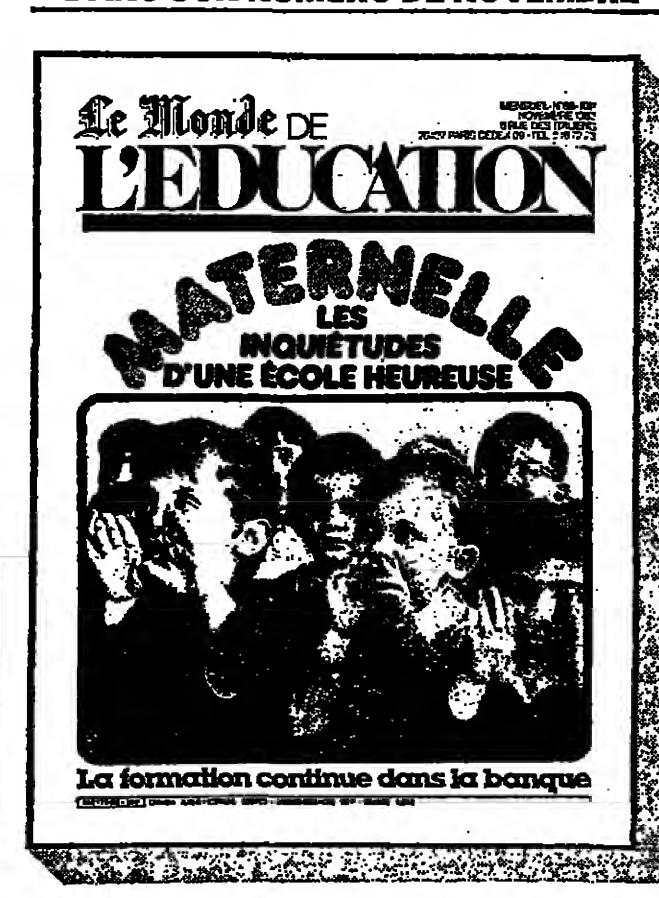
布丁多 阿拉子斯斯 内存 法 恐怕的情况 一种有 THE THE PERSON OF THE PARTY PARTY. CONTRACTOR OF THE PROPERTY. The second was being the wife with of the case of the second party with the second in the come a Company, we areto the place graphs and a sec fifth THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE OWNER. The transfer were seems the

> 1. / **基础 电**通 4 E. H. BRIE SAGE SE MARKET FOR T & Total and Charles Malacine

FONDEMENT DE LA MORALE

BORIS SAVINGE

DANS SON NUMÉRO DE NOVEMBRE



DES RÉPONSES AUX QUESTIONS

QUE VOUS VOUS POSEZ

At Mandt DE LEDUCATION La publication de référence

VOUS PROPOSE DE VOUS ABONNER VOUS NE PAIEREZ QUE 100 F, 1 AN POUR ONZE NUMÉROS AU LIEU DE 110 F

Le Monde DE

OUI je m'abonne au Monde de l'Education et vous joins la somme de 100 F (étranger 148 F.) NOW CODE POSTAL VILLE

___ 11/03/82 Envoyez votre règlement à : LE MONDE, Promotion Abormements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex

Où l'on retrouve Chaval

A l'occasion du spectacle Chaval, - les Gros Chiens », qui vient d'être monté au Studio-Théâtre de Montreull (858-65-33, Jusqu'au 14 novembre), les éditions Gamler rééditent le numéro de Bizarre que Jean-Jacques Pauvert, directeur de la revue, avait consacré à cet artiste en 1966. Il est enrichi d'une préface de Plerre Ajame, qui défiait parfaitement le talent irrésistible et polgnant de Chaval. « Rien n'a bougé. [...] De sa neissance à sa mort et. bien entendu, au-delà. Chavai n'a pas fait un pas. Posé quelque part, il y est resté, il a un peu regardé et écouté autour de lui, en remuant le moins possible, il en a déduit que mieux valait être sourd al aveuple que de voir et d'entendre, et il s'est supprimé. Reste l'œuvre comme un témoignage géniai de cette immobilité. Et le plus fort est cu'elle fait rire quand elle devrait territier. >

Cet album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Lacios écrit après le suicide de Chaval en Janvier 1968, et trals textes posthumes de lui, dont l'un crie « Vive la mort I ». Une chronique

vient de paraître

Romans

PIERRE FOUGHYROLLAS : Un

destin planétairs. — De la Résis-

mace à l'université parisienne, en

passant par le P.C. et l'Afrique :

l'irinémire d'un homme en quête

d'engagements nouveaux. Le pre-

mier roman d'un spécialiste des

sciences humsines. (SPAG-Papy-

GEBE: Sept cartosches. — En 1989-

1990, le société idyllique du

« Losange » a banni la violence et

a fait ramesser les armes de toute

nature. Et puis un crime est

commis, pais an sutre... Qui tue

svec un Walter P.P.K., revolver à

sept carrouches? Le premier roman

noir de l'anteur de l'As OI.

IEAN MISTLER : Fashourg Autoine.

Un conse funcistique qui aménage

dans le monde moderne des ordi-

nateurs une rencontre entre le

héros, Dieu et le dishle. (Grasset,

ANONYME: Journal platot inconse-

nent d'une tonte jeune fille. -

Comment, au cours de l'été 1888.

une vierge de dix-neuf ans en

vient à se permettre e presque

rour » sans perdie son innocence.

(Balland, 260 pages, 79 F.)

Récit

CLAUDE OLLIER: Mon double &

Maleces. - Chloé, cinq ans, en

vacances en Malaisie avec son père,

influencée par ses lectures, sifa-

(Hachette, 254 p., 59 F.)

178 p., 52 F.)

rus, 228 p., 76 F.)

d'Alexandre Vialatte consacrée au numéro de Bizarre en 1986 clôt cet hommage (Gamier, 110 p., 49 F.)

la vie littéraire

Vers un nouveau régime des prix des livres en Belgique?

Le gouvernement beige est saisi d'un avant-projet de loi du ministre de l'économie, M. Mark Eyskens, qui limite severement la pratique des réductions de prix sur les livres en Belgique. Les Ilbrairies traditionnelles réclament depuis toujours la normalisation des prix de vente des livres, car lis s'estiment lésés par les ristoumes accordées par les grandes surfaces et. notamment, la FNAC, dont l'implantation récente à Bruxelles avait entraîné une levée de boucliers. Les responsables de la culture, tant en Flandre qu'en Wallonie, reprochent principalement aux grands distributeurs de sacrifier les livres de diffusion restreinte au seul profit des best-sellers. et ceci au détriment de la rentabilité des

Ilbrairies, indique l'Agence France-Presse. Dorenavant, les prix ne pourralent plus

les à offrir à ses clients un éventail de titres aussi large et que sur les quelque soixante-dix mille ouvrages qu'elle présente dans ses rayons, seuls clinq mille peuvent être qualifiés de best-sellers. D'ores et déjà, elle annonce qu'elle étudiera de nouvelles formules de ventes afin d'être en mesure de poursulvre ses activités dans les mellleures conditions au cas où la loi serait

• AVANT LES PRIX : LES L'académie Goncourt a retenu cing nome parmi lesqueis elle choisira son lauréat, lundi 15 novembre Ce sont : Serge Bramly (ela Danse du loup », Balfond); Daminique Fernandez (« Dans la main de l'ange », Grasset): Marie-Gisèle Landes-Fuse. (« Une baraque rouge et moche comme tout, & Venice, Amérique... », Gallimard); Anne Hébert (a les Fors de Bassan s, Le Seull), et Edouardo Manet (« la Mauresque y, Gallimard).

- Volci la liste des auteurs retenus par le jury Renaudot qui proclame son priz en même temps que le Goncourt : Georges-Olivier

a Les prix Médicis français et étranger seront décernés le lundi 22 novembre. Ont été retenus parmi les romans français : « Un

Kumie-Wicz (Albin-Michel).

· LE GRAND PRIX DU RO-MAN DE L'ASSOCIATION DES ECRIVAINS DE L'OUEST A ETE ATTRIBUE A HENRI POLLES pour son dix-septième ouvrage. « Sur le fleuve de sang vient parfols un beau navire » (Julliard, « L'age d'homme »). Le Prix du Grand Ouest a été décerné à Youenn Gwernig pour « la Grande Tribu » (Grasset). Le Prix régional a été attribué à Daniel Floch pour « les Oubliés de l'île Saint-Paul » (Editions Ouest-France). Enfin, le prix Korrigan, décerné par la direction régionale de la jeunesse et des sports, revient à Pierre Lebigre, directeur de l'Ecole des beaux-arts de Caen, que l'on connaissalt comme dessinateur, et à un Mustrateur, Alain Letort, pour un album intitulé « Contes

songes a. Grasset) : Dominique • POUR JAMES JOYCE (1882-Fernandez (« Dans la main de 1941). - Le British Council, en Pange n); Anne Hébert (eles collaboration avec l'ambassade Fons de Bassan s) : Richard d'Irlande et le Centre Pompidon. Mimouni (a le Fleuve détourné, organise un collogue consacré à Laffont), et Anne Philipe (« les James Joyce les dimanche 14 et Résonances de l'amour », Galli- inndi 15 novembre. Les différents aspects de l'activité de l'auteur de « Finnegans Wake a seront illustrès par le film, la musique, le théstre, ainsi que par des débats.

et légendes en pays normand ».

Au programme : « Ulysse », par le amour de soin, de Serge Dou- « Théatre par le bas » de Nanterre brovsky (Hachette); a l'Enfer (le 14 à 15 heures); des extraits et Cie z, de Jean-François Jos- de «Blooms of Dublin», opéra selin (Grasset); « la Vie réin- d'après « Ulysse », par Anthony ventée », d'Alain Jouffroy (Laf- Burges: (le 14 à 17 et 22 heures); iont); « le Gouverneur de Mo- une discussion avec Hélène Cizous, rée », de Bruno Racine (Grasset), Jacques Derrida, Jean-Michel Ra-Parmi les romans étrangers : bate (fundi 15 à 14 beures) ; une a Musique pour caméléons », de table ronde sur Joyce et la musi-Traman Capote (Gallimand); que, avec Anthony Burgers, J.-X. « le Nom de la rose », d'Umberto Bosseur, John Cage (lundi 15 à Beo (Grasset); «Lent retour», 17 houres); des projections de de Peter Handke (Gallimard); ale films (lundi 15 à 22 h.38). (Cen-Chemin de Corintus s, d'André tre Pompidon, petite salle, entrée

施索 to a graduate to a gradual to a gradua

Control of the Contro

Afficiacy of the second

Formation of the property of the contract of t

e littéraire

A PROJECTION OF A PARTY OF

ender in the second of the second

And Course

発表の基本 子と 投資の

The work of the same of the sa

Marie Control of the
The second of the second

A Proposition of the State Contract of the second

A Carrier Service Commence

Reims, la Mecque du polar

Le IVº Festival du roman et du film policiers qui vient d'avoir lieu à Reims a rempii son contrat : une exposition Claude Aveilne, un colloque autour de Gaboriau, un hommaga au cinéaste Jacques Deray, une - foire au polar », la remise de plusieure prix et trophées, etc. Les invités, l'Américain Harry Whittington et le Britannique Julian Symons, ont fait sensation. On a croisé des auteurs, Vautrin, Maiet, Mazerin, des éditeurs, Mosconi, Varoux, Siry, des critiques, Lebedei, Schleret, Mespiède, des libraires, ceux de l'introuvable et de Choc Corridor.

Les organisateurs, l'association - 813 » (1) et la Maison de la culture André Mairaux, ont senti que le Festival, où l'on a lancé des ouvrages

Julian Symons et le pastiche

T L y a du pastiche dans l'air. comme si le policie las du « réel ». finissait par être son propre référent. Ainsi Julian Symons, biographe de Dickens et de Carlyle, après avoir écrit une vingtaine de romans, s'y est-il amusé dans les Grands Détectives, qui réunit sept q enquêtes originales ». Des illustrations de Tom Adams contribuent à rendre l'atmosphère lourde de menaces, ce qui est la marque de Conan Doyle ou de Rex Stout.

Symons, qui, derrière sa barbiche et sa bedaine, cache beancoup de malice et d'érudition. disait avoir demandé l'accord des créateurs des grands détectives ou de leurs héritiers « Simenon me le donna aussitôt. Grace aux ayants droit, que je tiens à remercier, j'ai pu réunir, pour la première jois, des figures aussi prestigieuses que Maigret, Miss Marple, Philip Marlowe, Nero Wolfe ou Ellery

Sheriock Holmes est l'un des sept détectives retenus par Symons; on le retrouve dans le Mémorial, où Jacques Baudou et Paul Gayot, cénigmaticiens » eminents, proposent huit paro-

dies, pestiches et suites qui sont autant d'échantillons de la dévotion holmésienne. Miles Kington, par exemple, fait enquêter Holmes sur l'identité de Stakespeare, et Paul Anderson l'introduit dans un récit de science-

Autre nouveauté. Chandler. la Marée rouge. Le roman graphique de Steranko met cette fois en scène un créateur qui, autant que son héros, Marlowe, appartient à la légende. Préfacé et adapté par Manchette, qui voit chez Steranko l'influence d'écrivains de la « seconde générations du roman noir. Day Keene ou Lionel White, ce festival de stéréotypes, à l'ère du fast food et des simulacres vidéo, pousse le pastiche à son comble, au bord du vide.

* LES GRANDS DETECTIVES, de Julian Symons, Ed. Atlas, traduit de

l'anglais par Michel Lebrun.

143 pages, 95 F. * SHERLOCK HOLMES, MEMO-RIAL. Editions Clancier - Guénaud. 194 pages, 48 F.

* CHANDLER, LA MAREE BOUGE, de Steranko, coll. « Les Humanoides associés », 125 pages, 45 F.

est arrivé à un tournant. Pour augmenter son audience, il doit échapper à l'amateurisme et multiplier les soutiens. Délà le directeur de la Malson de la culture à pu ennoncer le création d'une médiathèque du policier. dotée de moyens vidéo, et envisage de multiplier les invitations. Plus que jamais, avec une manifestation unique en son genre. Reims entend rester « la Mecaue du polar ».

RAPHAEL SORIN.

(1) < 818 », association des amis de la littérature policière, 14, rue de La Garenne, 78350 Les Loges-en-Josas.

Harry Whittington, l'individualiste

DWARD AARONS, Fredric Brown, David Goodis, Frank Gruber, Geoffrey Homes, Frank Kane, Ed Lacy, Jim Thompson, Charles Williams, pour tous ces noms, parmi tant d'autres, on peut seulement évoquer les troublantes photos tramées qui figurent sur les rabats ou au dos des volumes de la Série noire. La mort leur a cloué le

Harry Whittington, lul, est toujours de ce monde. C'était le type qui sourlait aux lecteurs de T'as des visons /, en 1957 : cheveux ras, chemise ouverte sur un tee-shirt, menton volontaire, Il ressemblait à un mécano. Vingtcinq ans après, il se baladait calmement dans le hall du Frantel ou buvait du champagne chez Ruinart, et on n'en croyait pas ses yeux. Blanc comme un linge, costume strict à fines rayures cravate discrète, il ressemble à un vieil avocat de téléfilm, égaré parmi les fans, fichus, eux, comme l'as de pique.

Né en 1916 à Ocala (Floride), lié à l'école des écrivains du Sud, Day Keene, J.D. MacDonald et Talmage Powett, il se sent surtout proche d'Erskine Caldwell. « Un critique du Monde, dit-il, il y a longtemps, m'a comparé à lui. On ne pouvait pas me faire plus plaisir. Mais à côté de Caldwell, la France, où je mets les pieds pour la première fois, est la patrie des écrivains qui m'ont influencé. J'étais tout gosse pendant la dépression et très pauvre, A l'heure des repas, au lieu de manger, je lisais des traductions de Maupassant, de Balzac, de Flaubert et de Dumas. Quand Gallimard m'a publié, je ne savais rien de la Série notre. Pour moi, Gallimard était l'éditeur d'Albert Camus. »

Les rééditions récentes de Casse-tête et de Vingt-Deux! (long rifle...) en Carré noir, de Vengeance et des Etrangers du vendredi, chez Marabont, ont confirmé la redécouverte de

Whittington, annoncée par un numéro de la revue les Amis du crime (1), réalisé par Jean-Jacques Schleret.

Auteur également de nombreux romans westerns, sentimentaux et historiques, Whittington n'a passé que six mois à Hollywood, engagé par la Warner pour écrire un film destiné à Gary Cooper qui ne fut pas réalisé. « Mais, précise-t-il, fai profité du boom du Livre de poche, au début des années 50. Les magazines qui prenaient nos nouvelles et faisaient vivre des gens comme Day Keene, ont dispara d'un seul coup. C'était dramatique. On allait crever de faim. Le boom m'a permis d'enchaîner livre sur livre. Après il y eut encore une crise et fai dû renoncer à écrire. Maintenant, avec le succès des histoires d'amour et du roman historique, je n'arrête plus. J'ai pris un pseudonyme pour chacun des genres. Par exemple, je signe Ashley Carter mes romans «gothiques» sur l'esclavage et Harried Katiryn Meyers mes livres dont l'héroine est une ieune instrmière.

Whittington, même s'il préfère raconter des anecdotes sur ses amis, comme Frederick C. Davis, qui fournit un millier d'histoires à des revues populaires (Black Mask, Dime Mystery, etc.), apprécie le zèle de ses exégètes. « Schleret et Schweig ont su voir ce que je cherchais à dire dans mes romans notrs. Je suis un individualiste forcene et mes héros, contre la haine et le mensonge, mènent leur combat solitaire. J'ai fui les idées abstraites, les bons sentimenis. Je ne condamne pas les salauds ni les garces mais, sous le constat que fétablis, fespère que l'on devine ma colère et mon indianation.

R. S. (1) Ecrire à J.-F. Naudon, 7, rue

Drieu La Rochelle

(Sulte de la page 11.)

En préface au Fragment de Mémoires politiques que Drieu a dicté vers 1943, et que Gallmard publie ces jours-ci, le spécialiste américain de cette période. Robert O. Paxton. rappelle que le parti unique, réalisé en Russie (1918). en Italie et en Pologne (1926), en Allemagne (1933), en Espagne (1936), en Roumanie (1938), est ouvertement prôné par la droite française d'avant-guerre, dont l'impuissance de la Trolsième République alimente l'antiparlementarisme, et pour laquelle le pluralisme n'est pas encore devenu un des acquis sacrés de l'Occident

Drieu est de ceux qui mettent la victoire allemande à profit pour relancer ce mauvais rêve d'un parti unique. Dès août 1940, il suggère à l'ambassadeur de Hitler, son ami Abetz, et aux dirigeants de Vichy de confler l'organisation à Doriot et à Bergery, ce dernier, le Gilbert irrésolu de Gilles, étant placé « sous » l'ancien communiste et leader du P.P.F., dont la « force brute » l'a tellement Impressionné. Ainsi se trouverait incarné le couple-au-pouvoir de l'Homme à cheval

ES Interlocuteurs de Drieu n'ont que faire de tels fantasmes. Abetz a reçu instruction de s'appuyer sur les notables conservateurs, plutôt que sur des imitateurs de l'hitlérisme, et d'encourager nos divisions : il choisit Déat. Pétain et Laval, de leur côté, se reposent sur les grands corps de l'administration, bienveillants. Quant aux synarques du « groupe de la banque Worms » vers qui Drieu se retournera, tels Marion et Pucheu, ils préféreront à ses rèves de « rupture » des carrières ministérielles.

La vérité est que notre stratège amateur a été roulé comme dans un bols. « il n'a jamais rien entendu à la politique », confirme son ami Bertrand de Jouvenel à Frédéric Grover. Sa conception du monde, de l'homme, de la socirté et de l'action n'a rien de réfléchi : c'est une réponse émotive à sa hantise de la faiblesse et de la décadence, à sa nostalgie du compagnonnage guerrier, à son attirance sado-masochiste pour le féroce aveuglement des foules.

Ainsi s'explique son entêtement dans l'erreur, qu'on dirait voluptueux, alors que les vrais politiques s'adaptent aux nouvelles données mondiales et que des amis lui offrent d'échapper aux conséquences de son mauvais pari. Ce sera l'autopunition du retour au P.P.F., en 1942, le refus de fuk, en 1944 la conversion tolle au communisme et quelques semaines. avant la mort choisle de mars 1945, ce suicide moral et artistique : «Je crois que le temps de la littérature est

OUR Nimier, cité par Marc Dambre, Drieu a subi la - grande tentation intellectuelle, au sortir des salons, ou du désordre, de trouver l'auditoire simple et tranc des militants ». Sans doute a-t-il éprouvé le « petit arrière-fond d'envie » des intellectuels à l'égard des politiciens qu'ils poussent en avant et qui, une fois lancès. « se détachent si bien d'eux » (Fragment de Mémoires).

Plus probablement. Drieu a refusé à la fois, comme tant d'autres intellectuels de tous bords, la honte des convictions sans risques, telle que l'exprimait Jacques Rigault - « On ne voudrait pas partir avant de s'être compromis ». .-- et l'existence de l'Autre, les raisons de l'Autre, qui obligent le vral démocrate à rester douloureusement partagé.

Ce pluralisme au cœur de soi-même était au-dessus de ses forces. D'où l'effarante prophétie, qu'on espère improbable, lors du débarquement allié : « Je souhaite le triomphe de l'homme totalitaire sur le monde. Le temps de l'homme divisé est passé, le temps de l'homme réuni revient. »

BERTRAND POIROT-DELPECH.

+ DRIEU LA ROCHELLE. CAHIER DE L'HERNE no 42, 436 pages. * FRAGMENT DE MEMOIRES (1940-1941), de Pierre Drieu La Rocheile, Gallimard, 138 pages, 57. francs.

Présentés au Festival

Le roman criminel

'HISTOIRE du Roman criminel, que proposent Stefano Benvenuti et Glanni Rizzoni, et que complète Michel Lebrun en faisant la part belle au « néopolar » français, va chercher jusqu'au Zadig, de Voltaire, les origines du genre. Plutôt terne, ce panorama a quand même le mérite de rappeler les vertus des « primitifs » du policier. Gaboreau. Conan Doyle, Wilkie Collins, Mary Robert Rinehart, etc. Il offre aussi, avec une « introduction ». de

Manchette. une de ces speculations hasardeuses dont les chantres de la paralittérature so rendent parfois coupables. D'après Manchette, la fondation de « l'histoire de détection », par Edgar Poe étant contemporaine du Manifeste communiste (1848). « le capital envahit le monde. extensivement at intensivement. et produit son négatif ».

+ LE ROMAN CRIMINEL L'Atalante, illustrations conleurs et noir et blanc, 246 pages,

Tout sur la Série noire

VIENT DE PARAITRE :

Marcel CONCHE

LE FONDEMENT DE LA MORALE

ÉDITIONS DE MÉGARE, 14160 VILLERS-SUR-MER

Prix: 81 F

BORIS SAVINKOV

SOUVENIRS

D'UN TERRORISTE

EDITIONS CHAMPLERE

Chase. Mais comment s'v retrouver? Deux fanatiques, Claude Mesplède et Jean-Claude Schleret, ont réalisé le livre que tous les lecteurs de la Série noire attendaient : un inventaire des sept cent trents-deux auteurs et de leurs œuvres en Série noire et en Série blême, suivi d'une filmographie complète. Et, en plus, l'ouvrage publié par Futuropolis, qui a déjà magnifiquement repris la bande dessinée de Hammett-Raymond, Agent secret X-9, est superbe.

Mesolède et Schleret ont résolu l'épineuse question des pseudonymes. Les détails biographiques qu'ils donnent sont

La Série noire, ce n'est pas ecuvent fournis par les écrivains titres parus dans d'autres collections policières. Enfin. ils citent

toujours leurs sources, fanzines.

revues, journaux et études. Ce monument, digne d'une collection qui a presque tout rafié. de Aarons à Zeckel, on ne le lache plus quand on a eu l'imprudence de l'ouvrir. Les deux fous du roman noir, avec l'air de ne pas y toucher, ont écrit un gulde où ils montrent un goût très sûr.

* S.N. VOYAGE AU BOUT DE LA NOIRE, par Claude Mesplède et Claude Schleret, Ed. Futuropolis, 478 pages, illustrations.

toway

Serge Bramly ressuscite les autodafés de Savonarole

 Une fresque de la vie quotidienne à Florence en 1497.

UEL spectacle! Quel tourbillon! Avec la Danse du loup, son troisième roman, Serge Bramly n'a pas lesiné sur les moyens. Il entraîne son lecteur au cœur de l'un des plus étranges carnavals de l'histoire occidentale : celui de Florence, en 1497. Les Médicis viennent d'être chassés, la ville est aux mains du dominicain Jérôme Savonarole. Ce dernier a entrepris de purifier la cité, c'est-à-dire d'en faire disparaître tontes les représentations susceptibles d'incarner les œuvres du mal. Premiers visés : les tableaux, les sculptures, les livres. On érige des bûchers autour desquels vient se rassembler toute la popula-

Savonarole est un malin : il a choisi pour ambassadeurs les enfants. Dans l'esprit du moine. on devine que ces bambins sont l'image d'une certaine pureté. Dans la pratique, il en va tout autrement lorsque ces hordes déchaînées se répandent dans les rues en hurlant « Au nom du Christ, roi de Florence, et de la Vierge Marie, notre reine_ ».

Prenent appui sur ces faits historiques, Bramly a mis sur pied l'une de ces mystifications dont il a le secret. Pour cela, il a imaginé le personnage de Théophile Ordanès, un érudit byzantin qui habituellement, vit du commerce des livres. La politique de Savonarole lui porte blen entendu préjudice. Cependant, puisqu'il n'est pas question d'user de la force pour endiguer ce gigantesque autodafe, il rusera. On brûle Heraclite, Hésiode ou zantin, aidé de quelques amis, écrira des textes qu'il signera de leurs noms. On peut deviner la suite. Les siecles passant, l'histoire a fini par intégrer ces faux manuscrits.

Au-delà, c'est la question du livre qui est posée. Savonarole, détruire ce qui exprime au plus monde qu'il était fait pour aboutir à un livre. On pourrait ajouter que le livre représente également l'unique chance d'échapper à l'inéluctable. Ce n'est pas dans les livres qu'il faut chercher l'immoralité mais plutôt dans le scandale de la mort. Bercé par ses rêves théocratiques, le moine Savonarole finira d'ailleurs comme les manuscrits qu'il abhorfait : sur le

pictural L'auteur nous propose (souci déjà présent dans son souffle de ses génies. De là vient le paroxysme qu'exploite à merveille le romancier dans ces scènes de rue où l'on voit, par exemple, cette a marmaille de Florence, travestie en cohorte céleste, docile et bornée, beugler des psaumes et trainer des pieds dans la boue ». Quels fous ma-

Cour des miracles plane l'ombre du doute. L'histoire, nons dit Bramly, n'est pas que vérité. Elle est aussi mensonge et oubli. De du loup, étonnante et prodigieuse sarabande.

BERNARD GÉNIÈS.

comme Hitler bien plus tard, se brilera les doigts en prétendant profond l'instinct de survie d'une civilisation. Mallarmé disait du

Le roman de Serge Bramly est saisissant non seulement par son propos mais aussi par son aspect ici une véritable fresque de la vie quotidienne de la Florence du quinzième siècle. Guidé par un extraordinaire souci du détail précédent roman, le Piège à lumière), Bramly nous fait ressentir toute la saveur et la couleur d'un monde qui craint peutêtre de tomber dans le gouffre où a été précipité l'empire byzantin, et qui espère d'un autre côté transmettre à l'humanité le

gnifiques, ces Florentins! Au-dessus de cette gigantesque

* LA DANSE DU LOUP, de Serge Bramly. Belfond, 240 p., 59 F.

«LE GUIDE 83 DE L'AUTEUR»

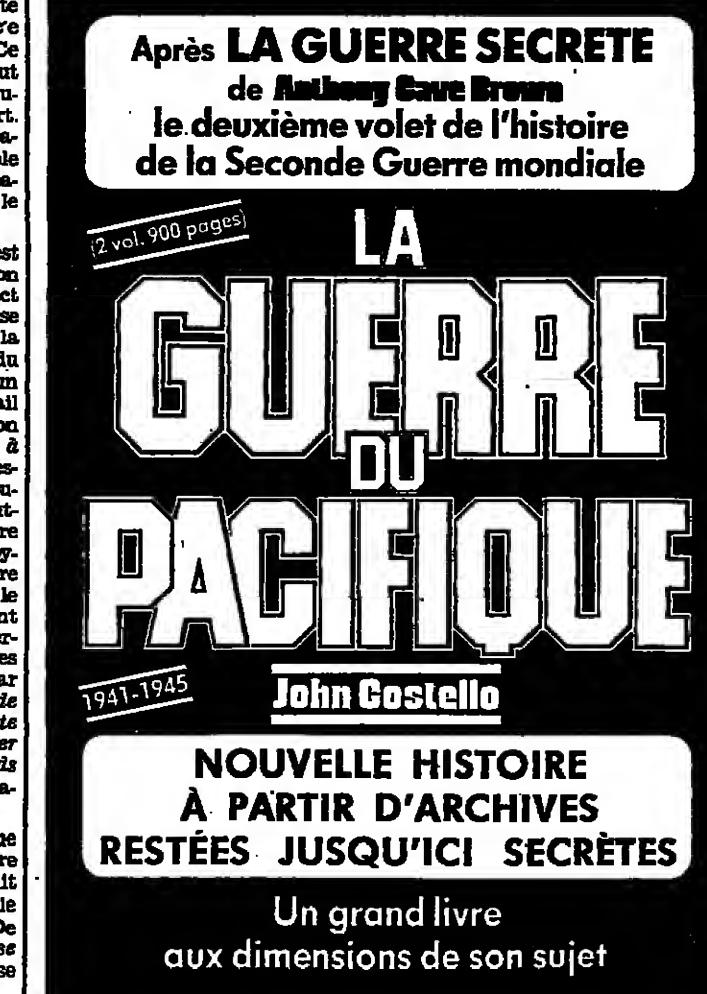
« Ce que vous devez savoir pour faire éditer ou éditer vous-mêmes yos ouvrages. >

Ce guide comprend : 1. Une nouvelle édition revue et augmentée du Manuel de l'auteur-éditeur dans laquelle vous trouverez la marche à suivre, les précautions à prendre, les conseils utiles, les formalités à remolir, le point sur les réglementations en vigueur, les

organismes à consulter. 2. Des études chiffrées, précises, sur les coûts d'impression et de fabrication. Des devis provenant d'imprimeurs installés dans diverses régions de France.

3. Nos conditions d'édition.

Pour commander, envoyez vos nom et adresse, accompagnés de votre règlement de 148 F (+ 12 F pour frais d'envoi), à : ÉDITIONS DE MÉGARE. 14640 VILLERS-SUR-MER



on Liel

La grotte-galerie de Claude de Muzac

La passion des beaux objets qui habite Claude de Musac l'a conduite à savoir les mettre en valeur.

Depuis une vingtaine d'années, elle est la spécialiste la plus intionneurs et amateurs.

Cette femme mince et d'aspect fragile, aux grands yeux étincelants, concentre toute son energie à retrouver la vérité profonde des choses du passé. Cette sensibilité remonte à l'enfance, lorsque - petite-fille reveuse - elle se promenait solitaire dans cette campagne du Lot qui ressemble à la Toscane.

Installée dans une très ancienne demeure de Saint-Germain-des-Prés, à l'angle de la rue de l'Echaudé et de la rue Bourbon-le-Château, Claude de Muzac monte sur socie, sertit et encadre, toujours à la recherche de l'équilibre parfait qui donne aux objets leur place dans l'espace. En plus de ses dallessupports et chevalets en bois ou en metal, elle propose une vitrine, à poser ou à suspendre, qu'elle a voulue toute transpa-

L'endroit privilègie de son domaine, c'est la « grottegalerie ». Après avoir descendu un vertigineux escalier en colimacon, on arrive dans une salle à voûte romane, vestige de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés. Claude de Muzac y réunit les objets qu'elle aime, découverts avec patience et amoureusement mis en scène pour séduire leurs spectateurs: yeux d'une statue egyptienne enchâsses dans une plaque de verre, éventail déployè dans un boitage en plexiglas, colliers anciens suspendus sur une paroi transparente. Sur un fond musical, les faisceaux de miniprojecteurs animent ce monde fascinant.

Des lampes-objets

Depuis un an. Claude de Musac collectionne des obiets, anciens ou ccurieux, qu'elle transforme en lampes, selon une technique personnelle. « Tout part de l'objet, dit-elle, pour leauel i eprouve toujours un grand respect. Son montage en lampe n'altère jamais son intégrité. » Ses lampes ont une tige telescopique qui permet d'adapter la

SPORTS

VOILE

Avaries en série

sur la Route

du Rhum

La mer toujours forte mercredi

10 novembre et la fatigue des

concurrents, qui limitent leur temps

de repos au minimum dans cette

zone fréquentée par les cargos et les

bateaux de pêche, ont multiplié les

avaries et accentué la sélection en

tête de la Route du Rhum. Mer-

credi, à 20 heures G.M.T., Éric Loi-

zeau, qui a choisi la route la plus au

nord avec son petit trimaran

Gauloise-IV, était le plus proche des

Antilles (3 114 milles) après avoir

failli chavirer pendant son sommeil.

Cols Cars, le trimaran de Robert

James, était pointé, plus au sud, en

deuxième position (3 123 milles).

Elf-Aquitaine, le catamaran de

Marc Pajot occupait la troisième

place (3 138 milles), encore plus au

Près de trente voiliers ont fait

savoir par radio qu'ils avaient subi

des avaries plus ou moins graves au

cours des dernières quarante-huit

heures. Avec Jean-Yves Terlain,

dont le trimaran Gouthier-III a

démâté et dérive sur La Rochelle.

d'autres concurrents vont être pro-

bablement contraints à l'abandon:

Daniel Gillard, dont le petit trima-

ran Brittany Ferries a un flotteur

un chalutier espagnol; Paolo Scia-

retta qui, après avoir déchiré, au

départ, les voiles de son monocoque

Vigorsol. a du regagner une

deuxième fois Saint-Malo, après

avoir heurté un rocher en baie de

Saint-Brieuc; Alain Labbe, qui fait

route sur Lorient à cause d'une voie

d'eau à l'avant de son trimaran Club

Montamer, et Thierry Caroni qui

espère rejoindre La Rochelle, après

avoir perdu la dérive et déchiré le

genois de son trimaran Filtrasol.

Enfin. Daniel Le Mené a renoncé à

repartir de Saint-Malo, où il n'a pu

réparer la coque de son catamaran

Edonil, heuriée au départ par un

bateau de plaisanciers.

hors d'usage après une collision avec

hauteur de l'abat-jour à celle du

Potiches, instruments de mu-

abat-jour en papier métallisé. Après avoir travaille sur des volumes importants, jusqu'à un

ques, des petits animaux en bronze ou des boîtes : indienne. en bois peint (1 800 F) ou à bètel, avec son abat-jour en cou-

Pour fêter sa soixante-troisième sélection en équipe de France et éga-

ler le record établi voilà vingt-trois

ans par Roger Marche, Marius Tré-

sor méritait mieux que ce stade de

Rotterdam abritant, mercredi 10 no-

vembre, moins de dix mille specta-

teurs dans une enceinte de soixante-

cinq mille places. La rencontre

s'annonçait, il est vrai, insolite, entre

une équipe néerlandaise très rajeu-

nie et une sélection française

presqu'autant renouvelée après une

cascade de sorfaits (1). L'insolite

était toujours de mise au coup de sif-

flet final où l'équipe des Pays-Bas.

invaincue à domicile depuis plus

d'une décennie, devait laisser la vic-

toire par 2 buts à 1 à cette équipe de

France qui n'avait jamais réussi à

s'imposer sur la terrain d'un grand

pays de football depuis la prise de

fonctions de Michel Hidalgo en

Tout au long de ses onze années

de vie en bleu, Trésor, qui a connu

trois : entraîneurs nationaux, cent-

deux coéquipiers et des adversaires

de trente pays différents, a rarement

passé une soirée aussi sereine. Der-

rière Maxime Bossis, promu stop-

peur avant de lui succéder probable-

ment au poste de désenseur libre,

Trésor n'a jamais eu à faire étalage

de ses qualités athlétiques - puis-

sance, détente, souplesse - qui ont

fait de lui un joueur d'exception au

Dix ans de conquêtes et deux si-

nales de Coupe du monde consécu-

tives, en 1974 et en 1978, avec la gé-

nération des Cruijff, Neeskens,

Haan, Krol, Rep, ont laisse le foot-

ball néerlandais exsangue. En cher-

chant à retenir le plus longtemps

possible leurs vedettes, les clubs ont

irrémédiablement compromis leur

trésorerie. Aujourd'hui, leur déficit

global avoisine les 50 millions de flo-

rins (430 millions de francs). Après

avoir connu tant d'heures fastes, le

L'équipe de France avait porté le

coup de grâce à ce football néerlan-

dais, en l'écartant de la Coupe du

monde. Pour la première fois depuis

bien longtemps, aucun club ne dis-

putera cette année le troisième tour

public déserte les stades.

niveau mondial.

meuble où elles sont posées. pour conserver un juste équilibre. « La forme de l'objet m'inspire celle de l'abat-jour ; c'est un volume que le crée, en accord avec le support pour en souligner l'orioinalité. ».

sique ancien, bracelets d'esclaves, tout devient lampe. Un pied de lit en bois polychrome a un abat-jour cubique en papier à larges tachetures (4 400 F). Un vase ventru, en barbotine du dixneuvième siècle, s'accompagne d'un abat-jour en papier américain moucheté de vert bronze et doublé de bleu turquoise. La plus originale des lampes est une composition-sculpture, faite d'une coupe en bois des Philippines, auréolée d'une coiffe arabe et parachevée d'un grand

crane de bébé-éléphant, Claude de Muzac a ressenti l'envie de créer des lampes toutes petites. Elles les appelle ses « intimites », petits objets qui apportent une touche lumineuse dans une pièce, à poser par exemple entre les livres d'une bibliothèque pour que la lumière semble en émaner. Ces « intimités » sont de minuscules poteries anti-

A partir du 18 novembre. toutes les lampes-objets (les « intimités » et les autres) seront réunies dans « La maison rose ». C'est un nouvel espace que leur consacre Claude de Muzac, en face de sa « grotte-galerie », sur deux niveaux d'exposition dont une grande cave voûtée, saile capitulaire de l'ancienne abbaye.

JANY AUJAME. ★ Claude de Mazac, 19, rue de l'Echandé: «La maison rose». 1, rue de l'Abbaye, 75006 Paris.

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 11 novembre à 0 heure et le vendredi 12 novembre à minuit :

Un rapide courant perturbe, circulant jeudi motin du centre Atlantique en direction des iles Britanniques, puis du Danemark et des pays baltes, va voir sa irajectoire s'infléchir vers le sud. Vendredi, il traversera la France d'ouest en est, en amenant des pluies, du vent et. d'une manière générale, un temps assez médiocre, au moins sur nos régions les plus septentrionales. Vendredi matin, on prévoit des pluies

sur la Vendée, la Bretagne et le Cotentin. Les vents de sud-ouest à ouestsud-ouest seront assez forts à forts sur le littoral; les températures seront alors de 10 à 12 degrés. Le mauvais temps va progresser sur le continent et atteindra. le soir, les Vosges, le Jura, la Savoie. Il s'étendra vers le sud à la Gironde, au Périgord et à l'Auvergne. A l'avant des pluies, vers l'est, le ciel va devenir de plus en plus nuageux. Au lever du jour, des brumes reconvriront l'Alsace, la Franche-Comté, la Bourgogne, le Lyonnais, où les températures minimales seront, sous abri, de 2 à 4 degrés.

Au cours de la matinée, fin des pluies et apparition d'éclaircies sur le Finistère. Ces éclaireies gagneront la région parisienne et le val de Loire. En cours d'après-midi, des nuages avec averses se développeront. Les vents d'ouest scront assez forts à modérés. Les températures maximales, sur une large moitié nord, seront comprises entre 13 et 14 degrés dans l'Ouest, et de 11 à 12 degrés dans l'Est. Sur les régions méridionales, des Pyrénées à la Méditerranée, le temps sera ensoleillé en dépit de nuages passagers. Les températures y seront comprises entre 8 et 11 degrés le matin, et 18 à 20 degrés l'après-midi.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 11 novembre 1982, à 7 heures, de 1 026,2 millibars, soit 769,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistre au cours de la journée du 10 novembre : le second le minimum de la nuit du 10 au 11 novembre); Ajaccio, 20 et 11 degrés : Biarritz, 18 et 10 : Bordeaux, 16 et 13; Bourges, 14 et 11; Brest, 15 et 10; Caen, 14 et 6; Cherbourg, 14 et 10; Clermont-Ferrand, 13 et 8; Dijon, 14 et 9; Grenoble, 14 et 5; Lille, 12 et 6; Lyon, 14 et 6; Marseille-Marignane, 18 et 8: Nancy, 13 et 10: Nantes, 15 et 6: Nice-Côte d'Azur, 18 et 11; Paris-Le Bourget, 13 et 5: Pau, 16 et 8; Perpignan, 18 et 12; Rennes, 15 et 5; Strasbourg, 15 et 9; Tours, 14 et 10; Toulouse, 16 et 9; Pointe-à-Pitre, 31 et

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 13 degrés; Amsterdam, 12 et 10; Athènes, 18 et 9; Berlin, 15 et 9; Bonn, 14 et 6: Bruxelles, 12 et 9: Le Caire, 20 et 13 : îles Canaries, 23 et 20 ; Copenhague, 12 et 10.

des Coupes européennes. Pour pré-

parer la coupe du monde 1986, Kees

Riivers, le sélectionneur national, a

donc choisi de repartir de zéro, en

retenant six joueurs agés de vingt-

trois ans ou moins. Mais Wim Kieff

(dix-neuf ans). l'avant-centre de

l'Ajax d'Amsterdam, auteur de

trente-deux buts la saison dernière

en championnat des Pays-Bas, a pu

mesurer, avec ses jeunes coéqui-

piers, la différence qui sépare cette

En accédant aux demi-finales de

compétition du niveau international.

la Coupe du monde, l'équipe de

France ne s'est pas seulement forgé

un style en Espagne. Elle y a acquis

une confiance, une expérience et

une sérénité mises en évidence à

Rotterdam. Cueillis à froid par le

but de Tahamata (6 minute), les

Français ont mis moins de cinq mi-

nutes pour répliquer par Patrick

Battiston avant de prendre le jeu à

leur compte au centre du terrain,

malgré l'absence de joueurs aussi ta-

lentueux qu'Alain Giresse ou Ber-

apparaît telle aujourd'hui que ce

sont justement les remplaçants de

ces deux joueurs qui se sont peut-

être mis le plus en évidence contre

les Néerlandais: Luis Fernandes

(vingt-trois ans) pour son abnéga-

tion à désendre et Jean-Marc Ferreri

(dix-neuf ans) pour ses accéléra-

tions en attaque. Il ne restait plus

qu'à concrétiser cette domination.

Michel Platini, qui n'avait pas forcé

son talent jusque-là, s'en chargeait à

huit minutes de la fin du match en

inscrivant son vingt-troisième but en

équipe de France. Ainsi, après Ro-

ger Marche, un autre « ancien de

Suède » voit son record de plus en

plus menacé: Just Fontaine qui

avait marqué vingt-sept buts sous le

(1) Maxime Bossis était le seul

joueur des deux équipes à avoir parti-

cipé, en mars 1981 sur ce même stade,

au match aller de qualification pour la

GÉRARD ALBOUY.

La richesse du football français

nard Genghini.

maillot bleu.

Coupe du monde.

FOOTBALL

LA VICTOIRE DE LA FRANCE SUR LES PAYS-BAS (2-1)

Trésor et Platini sur le chemin des records

MÉTÉOROLOGIE- | MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 3318

- IV. Admis on difficilement

admissible. Ses locataires vou-

V. Baguette magique. - VI. Moitié

VII. Transalpine au teint pâle. Arti-

cle. - VIII. En matière d'académic,

IX. Terme de mépris. Parallélisme

X. Le coup de l'étrier pour un

départ au galop. Forme d'avoir. -

XI. Même les caïds s'inclinent

devant sa loi. Villa dans une rue de

VERTICALEMENT

paradis. - 2. Chasse de race. Comi-

que célèbre. - 3. Un engouement

qui prend aux tripes. Bruit de caisse.

Unité de force des U.S.A. -

4. Refuse l'admissible. Jen de l'oie.

- 5. Se mettent en quatre dans le

milieu. Se fait souvent sans jugeote

mais ne se défait jamais sans juge-

ment. - 6. • Est » poétique. Posses-

sif. - 7. Goupil pattes bleves. D'or,

pour un illustre félibrige. - 8. Pré-

position. Lasse dans le vague. Arti-

cle. Note. - 9. A longtemps décliné

avant de disparaître. La nouvelle est

Solution du problème nº 3317

Horizontalement

bonnet. - 3. Jerricane. - 4. Urée :

usas. - 5. Saī; aī. - 6. Cudelė; tôle.

- 7. Udet : Crésus. - 8. Lesotho :

ému. – 9. Es; nautiles.

accueillie avec fraicheur.

XI. As; Esus.

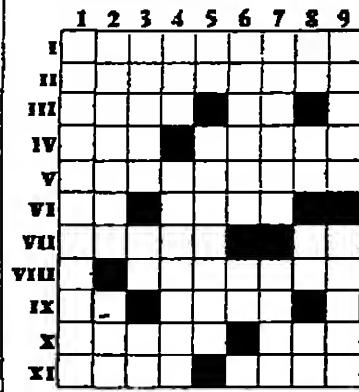
1. Peut-être une sille d'Éve au

draient bien changer de domicile.

du jour. Matières plastiques.

c'est un adepte du purisme.

symbolisé par deux parallèles.



HORIZONTALEMENT

1. Ce n'est pas lui qui s'opposerait au culte des images. - II. Enrichit celui qui la dispense. - III. Cimetière marin grec. Signal de départ.

ANIMAUX DÉSODORISANT POUR LITIÈRES.

- Pour éliminer et prévenir les odeurs émanant des litières pour chats, un produit désodorisant se met dans le fond du bac. C'est une poudre, non toxique, composee de fleur de farine et de sels minéraux, et parfumée à l'herbe. La boîte cylindrique de 375 grammes permet de désodoriser une dizaine de kilos de litière : elle est vendue 17 francs environ.

* « Litière fraiche » Wizard, En vente dans les drogueries, grands magasius et boutiques d'accessoires pour animaux.

ENTRAIDE

INGÉNIEURS SANS FRONTIÈRES. - Dans le but de financer ses missions en direction des pays en voie de développement. Ingénieurs sans frontière (28, rue des Saints-Peres, 75007 Paris. Téléphone: 260-34-13, poste 343) organise le 30 novembre, à la salle Gaveau, un concert de musique classique. Au programme sont inscrites des œuvres de Haendel, Bach, Dyorak, ainsi que la première en France d'une œuvre de Chostakovitch avec la participation de l'orchestre de chambre les Virtuoses français, sous la direction de James Moreau, avec le concours de Chantai de Buchy, au piano.

EXPOSITIONS

MODÈLES RÉDUITS. - La Ville de la Celle-Saint-Cloud (Yvelines) présente, dans le cadre de ses activités artistiques et culturelles, dans les salons d'expositions de l'hôtel de ville, actuellement et jusqu'au 10 décembre, une exposition ayant pour thème les modèles réduits, bateaux, avions. Cette exposition réunit près de cent cinquante modèles, de tous types anciens et contemporains.

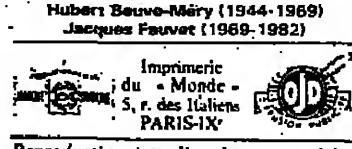
SANTÉ

VACCINATIONS A AIR FRANCE. - Le service des vaccinations d'Air France (3, square Max-Hymans, 75015 Paris, deuxième étape), qui se tient à la disposition des passagers pour les conseiller sur les précautions sanitaires à prendre avant leur voyage et pour effectuer les vaccinations obligatoires ou recommandées, est ouvert, depuis le 1" novembre, à 9 heures au lieu de 8 h 45, y compris le samedi. L'heure de fermeture (16 h 30) reste inchangée. Le service est assuré, sans interruption à l'heure du déjeuner, tous les jours de la semaine, à l'exception du samedi (fermeture entre 12 heures et 14 heures).

VIVRE A PARIS

LA CHANSON DANS LE MÉTRO. - La chanson française descendra en force dans le métro parisien, du 24 au 27 novembre, à l'invitation de la R.A.T.P. Une centaine de spectacles sont programmés: à Auber (3 000 places), à Miromesnil (300 places), à Nation (300 places) et dans une dizaine d'autres stations, l'après-midi ou en noctume. La station Châtelet accuellers plutôt des débats et des expositions sur des chanteurs et sur l'histoire du microsillon.

Edité par la S.A.R.L. le Monde André Laurens, dirécteur de la publication Anciens directeurs :



Reproduction interdite de tous articles, souf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications, n. 57 437.

ISSN: U395 - 2037.

SAMEDI 13 NOVEMBRE - Saint-Séverin -, 14 h 30, église

15 h, métro Cité (M. Czarny). - Le Sénat -, 15 h, 20, rue de Tournon (Connaissance d'ici et d'ailleurs) d'Antin (M= Ferrand). musée de Sèvres (Mª Hauller).

(Histoire et archéologie). Palais (P.-Y. Jasiet). - Hôtel de Lassay -, 15 h 30, 128, rue

- La Madeleine », 15 h, métro Made-- Esotérisme et philatélie du Père-

- Hôtel de Lassay -, 15 h. 2. place du Palais-Bourbon (Paris et son histoire). «Le couvent des Carmes », 15 h. métro Saint-Sulpice (Résurrection du

Le Marais . 14 h 30, 2, me de - Exposition Oudry -, 11 h. Grand

1. Maiuscule. - II. Émeraudes. -

III. Néréides. - IV. Ré: Eton. -14 h : 117, rue Notre-Dame-des-V. Obi; il; ta. - Vl. Noce; échu. -(Alliance mondiale des religions). VII. Na: rot - VIII. Annuité. IX, Mées; Osel. - X. Et; allume. -Verticalement 1. Menton: âmes. - 2. Ame:

encios paroissiaux ». 17 h 30 : 12 rue Cortot, M™ M. San-

drel: « One sont devenus les contes de fées à notre période de bandes dessinées. de romans noirs et de science-fic-

GUY BROUTY. tion ? ». LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER loterie nationale TOUS CUMULS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS TRANCHE DES AZALEES TIRAGE Nº 70 DU 10 NOVEMBRE 1982 SOMMES TERMI FINALES ET FINALES ET NUMEROS A PAYER NAISONS A PAYER NAISONS NUMEROS 10 000 37 315 2 600 5 966 98 966 4 000 000 500 500 500 500 500 500 10 000 10 000 2 000 2 912 1 000 000

200 200 200 200 200 300 600 2 100 10 64B 7 413 2 100 500 500 2 000 2 000 2 000 10 000 10 100 5 069 500 500 500 10 000 6 769 500 10 000

PROCHAIN TRAGE LE 17 NOVEMBRE 1982 Tranche de Novembre des Signes du Zediaque à SAINT-DENIS de la RELINION (Réunion) NUMERO COMPLEMENTAIRE 23 Prochain Tirage le 17 Novembre 1982 Validation Jusqu'au 16 Novembre Après-Mudi

RESULTATS OFFICIELS DU TIRAGE Nº 71

DU 10 NOVEMBRE 1982

ARLEQUIN

Tous les billets terminés par 25 gégnent 300 F dans toutes les séries. Tous les billets terminés per 62 gegnent 200 F dans toutes les séries Numéros gagnants dans soutes les simes 2 payer 0023 1023 2023 3023 4023 5023 6023 7023 8023 9023 0032 1032 2032 2032 4032 6032 6032 7032 8032 8032 Sommes & payer

	Sedimina in	1 341 M 31	WOLLER SELLER	Contractor Co.	Same 31	TATALES JOLIES
	0 245	F. 10 000	F. 2 000	4 025	F. 10 300	2 300
`	0 254	. 3 900 000	30 000	4 062	10 200	2 200 .
	0 425	10 300	. 2 300	4 205	.10 000 .	2 000
	0 452	. 10 200	2 200	4 250	70 000	2 000
254	0.24	10 000	2 000	4 502	70 000	2 000
	0 542	10 000	2 000	4 520	10 000	2 000
	2 045	10 000	2 000	5 024	15 000	2 000
	2 064	70 000	2 060	5 042	10 000	2 000
- {	2,405	70 000	2,000	· S. 204	10 000	2 000
1	2 450	10 000	- 2: 000	5 240	10 000	2 000
1	2 504	10 000	2.000	5 402	16' 800	2 000
}	2 540	10 900	2 000	5 420	10 000	2 000
		K				

PROCHAIN ARLEQUIN LE 24 NOVEMBRE - TIRAGE TELEVISE à 19 h 50

PARIS EN VISITES-

Nonele,

· 4.4 #

. J. . 134512

the same of the same of the same and

gregoria in a novembre of the

the state of the second

·• : •

DINGE -

. . . .

1. 1. 1. 2. 2 2 (A) 🥸

. . . .

からない おけまれます

47.774 · 27

· 23 · 1 1 4 cm 12

det tage

· Cat s.is:

i Nama alija i

A. Ph. 1980

The Shair

M. Tan Millian

en die gewege

Constitution of the consti

tigen beigen ang

realism to ix

1 to Bergay A

and the state of all offer.

THE WAS ALL

- 47 'E +148

COUPT 1 CODAND

W.EAN MILLIER NOMINE

MESIDENT DE MECENART

Saint-Séverin (L'art pour tous). « Musée Gustave-Moreau », 11 h 14, rue de La Rochefoucauld (M. Bou-- Bourg Saint-Germain-des-Prés -

- Hôtel de Mondragon -, 15 h, 3, rue - Sèvres . 15 h. hall d'entrée du

Les Croisés vus par eux-mêmes. 15 h. Musée des monuments français «Exposition Oudry», 15 h, Grand

de l'Université (M. de La Roche). leine (Lutèce-Visites).

Lachaise ., 13 h 30, 10, avenue du Père-Lachaise (M. V. de Langlade).

- L'Institut de France -. 15 h. 23, quai Conti (Tourisme culturel). Sévigné (Le Vieux Paris). Palais (Visages de Paris).

CONFÉRENCES ---

Champs: - De la guerre à la paix » 15 h : Palais de la Découverte, avenue Franklin-D.-Roosevelt, M. D. Morrison: «La physique à l'aide des photogra-16 h 30 : 62, rue Saint-Antoine.

M= Zujovic : « Les calvaires bretons et

aniage d'elle

LARENTHE IT Legernie

THE RESERVE AND ADDRESS OF THE PARTY OF

Fadrinais & M. Millians 2002

THE PERSON OF THE PROPERTY AND ADDRESS OF THE

Control of the Section of the Land Land

THE PERSON NAMED IN THE PARTY.

the see Property by the selection of

Marie Marie

1984 中国的大学中国的大学

HARMANIE ZWINNIEW HAT ZONIEW WALLES IS AT

Maria Control of the
HE ARE DESIGNATION OF THE PARTY OF

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE PARTY.

and the second of the second of

THE PROPERTY OF LAWSENCE SEC. AS

the first of their Marie Statemen

Miles de mines de participation de

State State of the
The same semple and the series

AT AND POST OF THE PARTY AND THE

the state and prompted and retain it have -- .

BRANCH BER AND RECEIPE BER OFFICE AND ADDRESS OF

The state of the s

AN BURNOUS NOTE: THE RESIDENCE WAS IN

minute training their on present

THE RESERVE THE PARTY OF THE PA

An entire the company products in a set in

AND THE PARTY OF THE PROPERTY AND ADDRESS AND THE PARTY AND ADDRESS AND ADDRES

Company appearant . spring if in .

Applicate the second of the second of

The same and the same and the same of the same and the sa Comment of the Market of the Authorite State of the man is the state of the Company and the second of the Bergerte bie frag freihere an erreture. The contract of the contract of the contract of gring the secretary of the second section of the second

marie Aren Continue Parel 18th for

THE E H & MARRIED BOY S Laurung femmentet, beite d. Par Art les de reit der Antenten THE WAS PERSONAL AREA SHOWING. were and an enterminate put Andre Their thingun of Link Arts tifell ichmoutte, Antpante berich rive leng though Reinhard! it ier wein ifterefent if iftentimit if MANUAL SHAP THE SHAPER SE LA BE beil steige Etraftentant, if fer 't der . bretratige . al fint fin bie dans se preinte la plut brillen part County Manne Commer Lives bud er burt til fillenten Sale ON THE ME GRANT & CASSO SPORED ! Buttering and and the Black of pain the first traper, less the

miren gret Paul Mimme. Fa tugit, Henri Salmador an spanissent in second on their pair intriner to remain much che

Les grand delac

Ted search tille THE REPORT OF *i

de fier ibnibitation of the trafficht er saucer dit e est l'entrée mare l' Charte & excision de May be turn be bathetenfregen afte friete

Dans son num

Burn & Walt Green gagangbaaring a**ttit**anglisa a rail ign an sem and

Constant Mots du vin,

Alimii de id

 $(g_{\mathbf{r}_{1}}, f_{\mathbf{r}_{1}}, g_{\mathbf{r}_{2}}) \in \mathbf{L}_{\mathcal{F}}^{\infty}$

Sec. 32 2, 344

CINÉMA

LA MORT D'ELIO PETRI

Les maux de la politique

Le cinéaste italien Elio Petri est mort à Rome le 10 novembre des suites d'une longue maladie. Il était âgé de cinquantetrois ans.

Au Festival de Cannes 1970, un film italien, Enquête sur un citoyen au-dessus de tout soupcon, recut le Grand Prix spécial du jury et le Grand Prix de la critique internationale. Ce fut pour son réalisateur, Elio Petri, qui n'avait jamais connu, en France, qu'un succès d'estime, une éclatante consécration.

Ce film était le portrait d'un policier violent, arrogant, mégalomane lmanistralement interprété par Gian-Maria Volonte), qui, après avoir tué sa maîtresse, jouait à faire découvrir sa culpabilité, persuadé que sa fonction — il vensit d'être nommé chef de la police politique - le rendrait intouchable. Analyse d'une névrose, étude d'un milieu, dénonciation de l'autoritarisme et du fascisme latent à l'intérieur des institutions policières, il y avait là, portés par une mise en scene quelque peu baroque, les éléments d'une satire sociale, en correspondance avec le climat troublé de l'Italie contemporaine et la contestation encore vive, née des événements

A quarante ans, Elio Petri rajoignait, dans le cinéma politique italien, les préoccupations de Francesco Rosi, mais avec beaucoup moins d'ambiguité (la volonté de puissance de son commissaire était déjà liée à une certaine défaillance de sa virilité et à ses rapports sado-masochistes avec la maîtresse assassinée) et une certaine tentation de la virtuosité esthétique. Le cinéaste allait s'efforcer de garder, par la suite, cette image de marque. Sa carrière antérieure avait été quelque peu différente.

Né à Rome le 29 janvier 1929, Elio Petri, d'abord critique et organisateur de cinéclubs, débute, dans les années 50, comme coscénariste de réalisateurs issus du néoréalisme et engagés dans l'étude sociale : Guiseppe de Santis surtout et Carlo Lizzani. Après quelques courts métrages, il réalise, en 1960, son premier film, l'Assassin, étude psychologique d'un antiquaire soupconné de meurtre et tourmenté, bien qu'innocent, d'un sentiment de culpabilité. I Giorni contati (1962). histoire d'un homme qui, en vieillissant, refuse le travail, et il Maestro di Vigevano (1963), histoire (inspirée d'un roman populaire) d'un instituteur arrivant à la retraite, restent inédits en France. Ils se rattachent encore, semble-t-il, au néoréalisme, mais, dans le second, Alberto Sordi

En 1965, la Dixième Victime se présente comme un conte cruel d'anticipation dans une société futuriste (1977 I) où la guerre est remplacée par des parties de chasse au gibier humain. La style politique d'Elio Petri s'affirme en 1967 avec A chacun son dū, tiré du roman de Leonardo Sciascia. Ce film, où Gian-Maria Volonte interprète un intellectuel de gauche. mat en cause la collusion de la grande bourgeoisie sicilianne avec la Maña. Un coin tranquille à la campagne (1968) combine vision objective et subjective pour la montée de la folie chez un peintre en mal d'inspira-

fait son numéro personnel.

Enquête sur un citoyen au-dessus de tout soupcon (1969) vient donc, en quelque sorte, rassembler les différentes inspirations du cinéaste désormais engagé dans un processus psycho-sociologique (l'homme victime, à la fois, de son propre psychisme et des aliénations de milieu, de classes). La classe ouvrière va au paradis (1971), avec, de nouveau, Gian-Maria Volonta), palme d'or du Festival de Cannes 1972, laisse une

étrange impression par les obsessions et les contradictions du personnage principal. La mise en scêne choc, très élaborée, laisse entrevoir, au-delà du sujet sur la condition ouvrière et le syndicalisme, une vision du monde assez désespérée ou, tout le moins, pessimiste.

Alors que Francesco Rosi (dont l'Affaire Mattei partage la palme d'or avec la Classe ouvrière) épure de plus en plus sa démarche, Petri suit des chemins plus tortueux et plus flamboyants (par la mise en scène) pour exprimer les maux qui rongent l'homme de l'intérieur et de l'extérieur. Cala le conduit à La proprié c'est plus le vol (1973), comédia bouffonne et fable - de style parfois brechtien - sans espérance, et à son ceuvre la plus ambitieuse, Todo modo (1976), d'après un roman de Leonardo Sciascia (curieuse coîncidence. Francesco Rosi vient de s'inspirer du même auteur pour Cadavres exquis).

Todo Modo dresse un réquisitoire

contre la démocratie chrétienne, et Gian-Maria Volonte s'est fait la tête d'un dirigeant célèbre. Mais, de la parabole politique sur les complots mystérieux du pouvoir. Petri glisse vers un monde fantastique et irrationnel, une descente aux enfers sui une accumulation de meurtres. Déconcertant et fascinant jusque dans ses outrances, ce dernier film achève le cycle commencé avec Enquête sur un citoyen au-dessus de tout soupcon. La mode et la renommée du cinêma politique italien ont fait, chez nous, surestimer certains aspects des œuvres de Petri, aux dépens d'une thématique, d'une inspiration, d'une esthétique beaucoup plus complexes qu'on ne les a vues. Il avait pris, daris les années 70, une place importante, mais une place à part.

JACQUES SICLIER.

MUSIQUE

L'ORCHESTRE DE LA LOIRE EN AMÉRIQUE

Un tour réussi

Nous avions un nouvel orchestre et ne le savions pas ! Il vient de faire ses débuts en Amérique, en donnant quinze concerts. C'est l'Orchestre philharmonique de France, dont l'imprésario américain (la Columbia Artists) nous dit qu'e il est connu en France comme Orchestre philharmonique des Pays de la Loire - et qu'il est - basé principalement à Angers et à Nantes, dans la légendaire vallée de la Loire ». Mais l'auditeur n'a droit à cette précision qu'une sois entré dans la salle de concerts, les affiches n'en faisant pas mention... Décidément, après l'Orchestre de chambre « de l'Europe », c'est vraiment, dans le domaine musical, la valse des

quettes, génératrice d'instation. De cette supercherie, les responsables de l'orchestre, fiers de leur label, semblent tout à fait innocents. Quant aux organisateurs américains et français, ils indiquent tranquillement que la Loire étant inconnue des foules de ce pays, il fallait trouver autre chose; imagine-t-on ce que donnerait.en France une tournée de l'- Orchestre des pays du Missouri - ?

Aussi discutable que soit ce tour de passe-passe (on a un choc en voyant les immenses placards de l'- Orchestre philharmonique de France .), il a indéniablement réussi : des salles combles en Pennsylvanie, en Illinois, au Kentucky, au Delaware, au Michigan, à Toronto et à New-York, deux jours de suite, mille deux cents personnes à Carnegie Hall et plus de deux mille six cents dans la salle splendide de la Philharmonique, au Lincoln Center, qui ont témoigné par leur enthousiasme qu'ils ne se sentaient pas floués.

Il est vrai que l'O.P.P.L. bénéficiait d'une puissante locomotive en la personne de Maurice André, que les Américains adorent autant que les Français. Dans des œuvres d'une simplicité et d'une gentillesse désar-

manies (des concertos de Hummel et de Bellini), il déploie une virtuosité si débonnaire, une sonorité tour à tour si éclatante. Tendre et poêtique, d'une chair si moelleuse, que nul ne saurait lui résister. D'autant que, avec son casque de cheveux blancs, son bon visage rougeoyant et heureux, sa main sagement postée au bord d'un jabot replet, avant mênte d'avoir armé sa trompette il a conquis tous les cœurs tant chaque geste est d'une drôlerie naturelle inimitable.

Un duo chaplinesque

Et on lui sait gré d'avoir poussé avec lui sur le podium son excellent élève Bernard Soustrot (dans le Concerto pour deux trompettes, d'Albinoni, transcription d'une œuvre pour hautbois, comme le Concerto de Bellini), qui fait avec lui un numéro de duettistes chaplinesques : tous deux corpulents et réjouis, dansant lêgèrement et tapant du pied, tapotant leur instrument, se passant la main sur les lèvres avec des airs gourmands, pliant les genoux tour à tour en poussant une note d'or, c'est une apothéose du parallélisme et de la symétrie, de l'os-

mose entre le maître et le disciple. Marc Soustrot, sur qui repose la lourde charge de diriger pendant ces trois semaines, a cu le mérite de choisir des œuvres symphoniques presque uniquement françaises : Berlioz, Saint-Saëns, Dukas et Florent Schmitt, avec, pour une seule exception, le Roméo et Juliette de Prokofiev.

L'O.P.P.L. a indéniablement bénéficie de cette tournée qui a soude des instrumentistes trop souvent séparès dans les deux · phalanges · d'Angers et de Nantes : la fierté et l'enthousiasme de ces musiciens, leur discipline exemplaire, joints au rodage permanent des œuvres par les concerts et à l'autorité slamboyante de Soustrot, ont permis de tirer le maximum de cet orchestre. L'ouverture de Benvenuto Cellini et la Symphonie avec orgue, de Saint-Saens, étaient animés par une « suria francese » qui a fait impression sur les Américains, même si ces interprétations ne prétendaient pas renouveler le visage des œuvres.

Le danger était cependant, dans des villes comme New-York ou Boston, d'exposer les musiciens français à la comparaison avec des orchestres comme le Gewandhaus de Leipzig (le 1e novembre à New-York), le Philadelphia (le 9), l'Or-chestre de Cleveland (le 19) et tous les autres (New York Philharmonic, Los Angeles, Dresde, etc.), qui tournent ici sans arrêt. Or on ne saurait demander à des musiciens qui n'ont ni le même recrutement ni e même salaire que ceux de Chicago et de Boston, de les égaler.

Même s'ils s'en rapprochent, survoltés par les circonsiances, il reste une distance infranchissable. comme le prouverait une comparaison rigoureuse entre leur exécution du Roméo de Prokofiev et celle donnée récemment à Paris et à Londres par l'Orchestre de Philadelphie, sous la direction de Riccardo Muti. Qualité des sonorités, des mélanges de couleurs, des enchaînements, du moindre détail poli en des années de travail sous la direction des plus grands chefs par des musiciens choisis entre les meilleurs du monde, cela n'est pas du même or-

Il est bon cependant que nos musiciens s'exposent à ces comparaisons en sortant de chez eux : ce genre de tournées, à condition d'éviter tout triomphalisme, ne peut qu'élever rapidement le niveau des instrumentistes et préparer, à l'échelle nationale, la création d'une élite qui, un jour, pourra rivaliser pleinement avec les orchestres des autres pays.

JACQUES LONCHAMPT.

THÉATRE

· 1300 c. * an (. . .

-

了转旋气。 (1)

F 1999 VAN 4

A CO. ST. ST. ST. ST.

Marie The Committee وروشين بالمنافية

AND THE PERSON Mag at Management

THE PERSONNEL

A SHAME

The state of

« L'Avantage d'être constant »

aux Mathurins

Pourquoi Jack, tuteur de Cecile et amoureux de Gwendoline - fille de Lady Bracknell, peu favorable aux fiançailles avec ce jeune homme né de parents inconnus, - pourquoi donc s'invente-t-il un frère prénommé Constant, dont Algernon, le cousin de Gwendoline, emprunte un moment l'identité, juste le temps d'aller voir à quoi ressemble Cecile, et d'être frappé au cœur ? Pourquoi, puisque, de toute facon. les mensonges se révèlent vérités, et qu'à la fin le pasteur épouse la gouvernante, et chacun sa chacune à l'exception de Lady Bracknell, déjà mariée, et du valet de chambre? Pourquoi? Parce que, sinon, il n'y aurait pas de pièce. Elle tourne tout entière trois actes - autour de cette confusion de prénoms, relancée par le dégoût de Gwendoline pour celui de Jack et Cecile pour celui d'Alger-

Qui est qui? Confusion des identités, des sexes. Oscar Wilde revendique l'importance de la futilité, la pousse ici à l'extrême et caricature une société superficielle, attachée à une morale sauvagement contraignante, à des codes de comportement et de langage stricts et caducs.

La mise en scène de Pierre Boutron s'attache au brillant de la futilité dans un joli décor de Pace. Françoise Christophe (Lady Bracknell), Magali Reboir (Cecile), Patrick Chesnais (Algernon), font avec esprit briller le brillant, les autres en restent à l'esprit de patronage.

COLETTE GODARD. Mathurins, 21 houres.

M. JEAN MILLIER NOMMÉ PRÉSIDENT DE MÉCENART

M. Jean Millier vient d'être nommé président de Mécenart, association récemment créée par treize entreprises pour favoriser la régionalisation du mécénat industriel.

La première antenne régionale vient d'être ouverte en Aquitaine et une deuxième est en cours d'installation en Provence-Côte d'Azur, où elle aura son siège au musée Picasso d'Antibes. Suivront l'an prochain, les antennes de Bretagne et d'Al-

[Né à Paris en 1917, M. Jean Millier a, en tant qu'ingénieur des pootset-chaussées, fait une grande partie de sa carrière en Côte-d'Ivoire, où il fut notamment ministre des travaux publics et conseiller personnel du président de la République, M. Houphouët-Boigny. A Paris, il fut président du consell d'administration de l'établissement public pour l'aménagement de la Défense, avant de présider le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou. Il est ac-tuellement président de la société des autoroutes du sud de la France.)

VARIÉTÉS

LA RENTRÉE D'HENRI SALVADOR

Le dernier fantaisiste

Etonnante rentrée sur scène que celle d'Henri Salvador vingtdeux ans après sa dernière prestation à l'Alhambra! Prodigieuse découverte : pour la plupart des spectateurs, Salvador était un fantaisiste à la fois connu et inconnu. qu'on avait pu voir dans des shows à la télévision, dont on connaissait des chansons-gags et des ballades, mais dont l'image était un peu Né il y a soixante-cinq ans en

Guyane française, venu à Paris dès l'âge de sept ans, Salvador recoit son premier choc musical i onze ans en entendant sur disque Duke Ellington et Louis Armstrong, rencontre quelques années plus tard Django Reinhardt, dont les solos regorgent d'invention mélodique, joue lui-même de la guitare, tombe amoureux d'un jazz qui « bastonne » et qui est alors dans sa période la plus brillante avec Count Basie, Jimmy Lunceford et, bien sûr, Ellington. Salvador raffole aussi à cette époque du burlesque anglais percutant et rapide, des gags visuels, loufoques et des quiproques. Au début des années 40, c'est l'entrée dans l'orchestre à sketches de Ray Ventura et l'apprentissage des compositions avec Paul Misraki.

En 1960, Henri Salvador avait abandonné la scène un peu par saturation. Le revoilà pour deux 21 heures.

mois sous un chapiteau aménagé spécialement pour, lui, accompagné par un grand orcheste dirigé par Eddy Louis et où l'on retrouve Maurice Vander. Apparemment, l'âge n'a pas de prise sur ce fantaisiste surdoué - le dernier fantaisiste du music-hall - qui aime les accords et la mélodie, qui sait tout faire, chanter, jouer, mimer, qui'a une force explosive et dont les chansons gardent intactes leur fraîcheur.

Homme de scène, Salvador donne l'impression à la fois de s'offrir et d'être toujours en deçà de ses moyens. Sketches, chansons, histoires fantastiques, défilent sur un rythme soutenu, terriblement vivant. L'humour, le goût de l'absurde et de la dérision, de brusques folies, voire un démontage du mécanisme du rire alternent avec des chansons tendres, délicates (Syracuse, Un petit souper aux chandelles, Clopinclopant), des ballades de jazz, des parodies de blues (le Blues du dentiste) et de rock imaginées autresois avec la complicité de Boris

Henri Salvador chante deux heures sans entracte. Et le public déguste un bonheur sans mélange.

* Chapiteau-Music-hall de Pantin,

NOCES D'OR AU CASINO DE PARIS

Tino Rossi égal à lui-même

Boris Vian disait qu'il n'v avait aucune raison de confondre totalement le domaine où Tino Rossi excelle avec celui de la chanson populaire .. Tino Rossi est - avant tout une voix, un de ces rossignols qui travaillent sur une branche où les paroles ne comptent pas ou si peu ».

Pendant cinquante ans, Tino Rossi a chanté l'amour heureux avec une simplicité extrême dans le vocabulaire, avec une assurance tranquille. Au Casino de Paris, il fête ses noces d'or avec la chanson en se produisant essentiellement les après-midi pour se mettre en accord avec un public qui appartient en grande partie au troisième âge.

cors de carton-pâte, en smoking noir ou blanc, en veste rouge ou bleue, racontant en première partie sa longue carrière. Plus que par l'allure gauche, le visage impassible, à peine éclairé d'un sourire, on est tout étonné par la fadeur figée, momifiée du personnage. Curieusement nour

Il est là sur scène dans des dé-

chanteur de charme devenu une véritable institution, il n'v a rien de lumineux, rien de romanesque chez Tino Rossi, il n'y a pas de charisme comme il y avait chez l'Argentin Carlos Gardel, comme il y a chez Frank Sinatra. Il n'y a pas l'ombre d'une émotion, pas de vague, pas d'éclat, pas de panache.

Tino Rossi ne dérange pas, n'a jamais dérangé - et c'est sans doute la clé de son impressionnant succès. Quand, en 1934, il surgit au Casino de Paris, il est déjà en fait un anachronisme dans une poque où la révolution Trenet va pientôt bouleverser la chanson française et où les « crooners » américains sont imprégnés de azz. Tino Rossi a une corde vocale et il est d'une banalité désar-

En 1976, au London Paliadium, un autre vieux monsieur, âgé de soixante-treize ans (Bing Crosby), célébrait la ballade assez loin du micro, avec une nonchalance souveraine, en se don-

nant beaucoup de peine mine de rien, en assenant au passage une grande lecon de spectacle. Durant sa première partie-

rétrospective, Tino Rossi se contente le plus souvent de chanter en play-back, le micro à la main, et de regarder avec un étonnant narcissisme quelques extraits des navets musicaux tournés dans les années 30.

Toute cette première partie est à la limite de la dérision, et on se surprend, comme dans un film des Max Brothers, à attendre l'arrivée d'un trublion pour bousculer en coup de vent la trop belle ordonnance des choses.

La deuxième partie du spectacle est un récital traditionnel avec orchestre et chœurs. Tino Rossi chante une série de tangos, quelques-uns de ses succès, quelques chansons corses, pour finir sur l'inévitable Petit Papa Noël.

CLAUDE FLÉOUTER. * Casino de Paris, mercredi, jeudi, dimanche et mardi à 15 h; vendredi et samedi à 20 h 30.

MARIGNAN PATHÉ - GEORGE V - PARAMOUNT OPÉRA - GAUMONT RICHELIEU - HOLLYWOOD BOULEVARDS MONTPARNASSE PATHÉ - FAUVETTE - NATION - GAUMONT HALLES - WEPLER PATHÉ - QUINTETTE PATHÉ -PUBLICIS ST-GERMAIN - MISTRAL - ST-LAZARE PASQUIER - GAUMONT CONVENTION - PATHÉ Belle Épine - PATHÉ Champigny - GAUMONT OUEST Boulogne - TRICYCLE Asnières - ALPHA Agenteuil - FLANADES Sarcelles - PARINOR Aulmay - VELIZY 2 - CARREFOUR Pantin - 4 TEMPS to Défense - PARLY 2 - ARTEL Rosny - C 2 L ST-GERMAIN -



Dans son numéro du 14 novembre

Les grandes manœuvres de la distribution

Entre boutiques, grandes surfaces et grands magasins, industriels et commercants, alliances et conflits se succedent ; les stratégies ne cessent d'evoluer. Qui en profite ? Une enquête de Philippe Frémeaux

Mots du vin, ivresse des mots

Autant de facons de « se rincer », autant de manières de le dire. Par Martine Chatelain-Courtois



(Les jours de relache sout indiques entre parenthèses.)

LES SPECTACLES **NOUVEAUX**

LES VACANCES, RIXE. - Peut Odéon (325-70-32), 18 b 30. CEIL POUR CEIL. - - Theatre G. Philipe de Saint-Denis (243-00-59). 20 h et 22 h

Les salles subventionnées

et municipales **OPÉRA** (742-57-50), 19 h 30 : Lear. COMEDIE-FRANÇAISE: (296-10-20). 20 h 30 : les Corbeaux. Tep: (797-96-06), 20 h 30: le Chantier.

PETIT TEP: {797-96-06}, 20 b 30 : A la

belle saison. Beaubourg: (277-12-33) (ouverture du centre 10 h-22 h), ciscena-vidéo : 13 h. 16 h, 19 h : nouveaux films B.P.f. : Theatre, 21 h: Robert Ashley, Atalanta. THEATRE DE LA VILLE (274-22-77) (au Theiltre de Paris). Petite salle : 20 h 30 : la Fuite en Chine : Grande salle: 20 h 30: Une journée particulière. CARRE SILVIA-MONFORT (531-

Les autres salles

28-34), 21 h : Carré magique.

A DEJAZET (887-97-34), 20 b 30 : Varicta: 22 h 30 : les Mirabelles. ANTOINE (208-77-71), 20 h 30 : Coup de

ASTELLE - THEATRE (238-35-53), 20 h 30 : le Malentendu. ATELIER (606-49-24), 21 h: le Nombril. ATHÉNÉE (742-67-27), 18 b 30 : Entre chien et loup. Salle L-Jouvet, 21 h: Platonov ou l'homme sans père.

BOUFFES DU NORD (239-34-50), 20 h 30 : la Tragédie de Carmen. BOUFFES PARISIENS (296-60-24). 20 h 30: En sourdine les sardines. CARTOUCHERIE. - Théatre du Soleil (374-24-08), 18 h 30 : Richard IL C.L.S.P. (343-19-01), 20 h 45 : Dieu nous

CITÉ INTERNATIONALE, Grand Théatre (589-38-69), 20 h 30 : Don Quichotte; Galerie, 20 h 30 : Oncle Vania; Resserre, 20 h 30: Trois Cases

COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h: Reviens dormir à l'Elysée. COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES · (723-37-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça. COMEDIE ITALIENNE (321-22-22). 20 h 30: Noblesse et bourgeoisie. COMEDIE DE PARIS (281-00-11). 18 h 30 : Ici et là ; 20 h 30 : Elle lui dirait

CONSTANCE (258-97-62), 20 b 30 : Ce soir mon lit est un bateau et... DAUNOU (261-69-14), 21 h : La vie est

trop courte. EDOUARD-VII (742-57-49), 21 b : b TEATRE DE L'ÉPICERIE (272-Dernière Nuit de l'été. ESPACE-GAITE (327-95-94). 18 h 30 : les Joies de la vie : 22 h : Kadoch.

S. 1 - Objets d'art. Mr BONDU.

nouveau

drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot - 75009 Paris

Téléphone: 246-17-11 - Télex: Drouot 642260

Informations téléphoniques permanentes : 770-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures

sauf indications particulières

LUNDI 15 NOVEMBRE (Exposition samedi 13) -

MERCREDI 17 NOVEMBRE (Exposition mardi 16)

Fantin-Latour, Géricault, Jongkind, Plaque Limoges XIIIF, tableaux anciens Mr CHAR-

JEUDI 18 NOVEMBRE (Exposition mardi 17)

VENDREDI 19 NOVEMBRE (Exposition jeudi 18)

S. 5 - Art moderne et contemporain. Mr Catherine CHARBONNEAUX.

S. 14 - Tableaux, bibelots, bons meubles. Mª MILLON, JUTHEAU.

ADER, PICARD, TAJAN - 12, rue Favert (75002) 261-80-07.

J. Ph. & D. SONDU - 17, rue Drouot (75009) 770-36-16.

12, rue Drouot (75009) 246-61-16.

MILLON. JUTHEAU - 14, rue Drouot (75009) 770-00-45.

NERET, MINET - 31, rue Le Peletier (75009) 770-07-79.

OGER DUMONT - 22, rue Drouot (75009) 246-96-95.

ROBERT - 5, avenue d'Eylau (75016) 727-95-34.

ROGEON - 16, rue Milton (75009) 878-81-06.

AUDAP, GODEAU, SOLANET - 32, rue Drouot (75009) 770-67-68.

BOISGIRARD de HEECKEREN - 2, rue de Provence (75009) 770-81-36.

Cathenne CHARBONNEAUX - 134, fg St.-Honoré (75008) 359-66-66.

CORNETTE de SAINT CYR - 24, avenue George-V (75008) 720-15-94.

LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-

PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN - 16, rue de la Grange-Batellère

S. 7 - Art nouveau, art déco. M- ADER, PICARD, TAJAN, M. CAMARD.

S. 1 - Tableaux enc., objets d'art et d'ameublement, sièges et meubles.

S. 3 - Faiences et porcelaines anc. Me LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD,

S. 9 - Objets d'art et d'ameublement. Mª PESCHETEAU, PESCHETEAU-

S. 16 - Curiosités art primitif. M= BOISGIRARO de HEECKEREN, ML VERITE.

ETUDES ANNONCANT LES VENTES DE LA SEMAINE

S. 8 - Livres and, et mod. M- ADER, PICARD, TAJAN, M. MEAUDRE.

S. 5 - Meubles et objets d'art XVIII. MM. LACOSTE, Mª DELORME.

S. 1 - Argentene, céramique. Mª SOISGÍRARD de HEECKEREN, MM. FOM-

S. 3 - Succession M^{re} X... Dessins par Barye, Boudin, Daumier, Delacroix,

S. 18 - Linge, demelles, jouets, fourtures. Mr ADER, PICARD, TAJAN,

S. 4 — Tableaux, bibelots, meubles. M= OGER, DUMONT.

S. 14 - At. Boussier, Dessau, Pontacorvo. Mr ROBERT.

S. 16 - Fourtures, Mª CORNETTE de SAINT CYR.

S. 6 - Tabeaux anciens, meubles. Mª ROGEON.

S. 13 - Bibelots, meubles. Mr DEURBERGUE.

MERVAULT, MONNAIE, SERRET, VANDERMEERSCH.

S. 10 - Meubles. Mr NERET MINET.

M= AUDAP, GODEAU, SOLANET.

(75009) 770-88-38.

TAILLEUR, M. NICOLIER.

BADIN, FERRIEN.

BONNEAUX

M- DANIEL

ESPACE-MARAIS (271-10-19), 20 h 30: le Mariage de Figuro; 22 h 30 : Une chèvre sur un nuage : Une tortue nommée Dostořevski. FONTAINE (874-74-40), 18 h 30 : les

Chaises; 20 h 45 : Lili Lamont; 23 h : GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18) 18 h 30 : l'Ile de Tulipatan; 20 h 15 Vive les semmes; 22 h : Michel Lagueyrie: Rouleur. GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : A

view from a bridge. HUCHETTE (326-38-99), 20 h 15: h Cantatrice chauve; 21 h 30: la Leçon: 22 h 30 : le Cirque. JARDIN D'HIVER (255-74-40), 21 h: la Passion de l'insomniaque.

LA BRUYERE (874-76-99), 21 h : Au bois lacté. LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 b 30: l'Homme lige; 20 h 30: la Papesse américaine: 22 h 15: Numéro 4. – II. 18 h 30: Noces de sang; 20 h 30: la Noce: 22 h 15: Tchoufa. - Petite Salle. 18 h 30: Parlous français.

MADELEINE (265-07-09), 20 h 45: Sodome et Gomorrbe. MARIGNY (256-04-41), 21 h : Amadeus. - Salle Gabriel (225-20-74), 21 & : l'Éducation de Rita.

MATHURINS (265-90-00), 21 h : L'avantage d'être constant. MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dinera au lit. MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : Joyeuses Paques.

MONTPARNASSE (320-89-90), Grande Salle, 21 h : R. Devos; Petit Montparnasse, 21 h : Eupalinos. ŒUYRE (874-42-52), 20 h 30 : Sarah et le cri de la langonste. PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : Pauvre France; Rencontres du

Palais-Royal PÉNICHE-THÉATRE (245-18-20) 21 h: Nuit de rêve ; Bertrand. PLAISANCE (320-00-06), 20 h 30 : les Jaloux. POCHE-MONTPARNASSE

POTINIÈRE (261-44-16), 20 h 45 : Sol dans : « Je m'égalomane à moi-même ». SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45: le Charimari. STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES

(548-92-97), 21 h : Flock

(723-35-10), 20 h 45 : les Enfants du silence. TAI THEATRE D'ESSAI (278-10-79), 20 h 30 : Huis clos; 20 h 30, 22 h : Regarde les femmes passer.

TANGO (272-17-78), 20 h 30 : les Horreurs de la victoire. TH. DES DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Bruissement d'elles ; 22 h : Liberté d'action.

THEATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 30 : les Babas cadres ; 22 h : une Goutte de sang dans le glaçon. THEATRE EN ROND (387-88-14), 21 h: Complet veston sur mesure en trois

23-41), 20 h 30 : Un amour. THÉATRE DU LYS (327-88-61), 21 h: Voyage en Dualie.

New Badini Swing Machine. SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30: R. Franc. Les festivals FESTIVAL D'AUTOMNE (296-12-27)

cinema

Henze, Becthoven).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles «LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES» **704.70.20** (lignes groupées) (de 11 heures à 21 heures,

Jeudi 11 novembre

HOTEL DE GALLIFET. 20 h 30 : Duo

THÉATRE DE POCHE, 19 h : R. Dyens.

BATHAM CLUB (354-30-05), 23 h

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-

CHEVALIERS OU TEMPLE (277-

DEPOT-VENTE (637-31-87), 21 h 30 :

L'ENVOL, (347-33-06), 19 b : Trio But-

GRAND HALL MONTORGUEIL (296-

MEMPHIS MELODY (329-60-73).

NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30:

PALACE (246-10-87), le 11 à 20 h et

PALAIS DES SPORTS (828-40-90),

PETTT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30;

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 b :

THÉATRE GÉRARD-PHILIPE DE

GENNEVILLIERS, Chapiteau (793-

Monte-Carlo, 8r (225-09-83); Publicis

Élysées. 8º (720-76-23). - V.f.:

Paramount-Marivaux, 2 (296-80-40):

Paramount-Opéra, 9 (742-56-31);

Paramount-Gobelins, 13. (707-12-28)

Paramount-Montparnasse, 14 (329-

90-10); Paramount-Orléans, 14 (540-

45-91): Convention Saint-Charles, 15-

LA COTE D'AMOUR (Fr.) : St-Séveria,

COUP DE CŒUR (A. v.o.) : Haute-

DEUX HEURES MOINS LE QUART

AVANT JESUS-CHRIST (Fr.) : Ber-

litz, 2 (742-60-33); Richelien, 2 (233-

56-70); Cluny-Palace, 5 (354-07-76);

U.G.C. Danton, 6 (329-42-62); Mari-

gnan, 8 (359-92-82); Biarritz, 8 (723-

69-23); Athéna, 12 (343-00-65);

Montparnasse-Pathé, 14 (322-19-23)

Gaumont-Sud, 14 (327-84-50);

Gaumont-Convention, 15 (828-42-27):

Clichy-Pathé, 18 (522-46-01);

Gaumont-Gambetta, 20º (636-10-96).

DIVA (Fr.): Vendôme, 2* (743-97-52);

DOUCE EN ENQUETE SUR LA VIO-

LENCE (Fr.): Forum, 1= (297-\$3-74).

LE DRAGON DU LAC DE FEU

(A.,v.o.): Ermitage, 8 (359-15-71) soi-rée. V.f.: Rex, 2 (236-83-93) mat.;

Danton, 6' (329-42-62); Ermitage, 8"

(359-15-71) mat: Miramar, 14 (320-

89-52); Napoléon, 17: (380-41-46);

L'ÉTAT DES CHOSES (AIL, v.o.) :

Gaumont-Halles, 1º (297-49-70); St-

André-des-Arts, 64 (326-48-18); Pagode,

7" (705-12-15); Marignan, 8" (359-

92-82); Parnassiens, 14 (329-83-11).

LA FEMME TATOUÉE (Jap., v.o.)

St-Germain Huchette, 5 (633-63-20).

LE GENDARME ET LES GENDAR-

METTES (Fr.) : Rex, 2 (236-83-93);

Ermitage, 8st (359-15-71); U.G.C. Bou-

levard, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de

Lyon, 12' (343-01-59); Athéna, 12'

(343-00-65); U.G.C. Gobelins, 134 (336-

23-44); Miramar, 14 (320-89-52); Mis-

tral, 14" (539-52-43); Magic-

Convention, 15. (828-20-64):

Paramount-Maillot, 174 (758-24-24);

Images, 18 (522-47-94); Secretars, 19

LE GRAND FRÈRE (Fr.) (*) : Parnas-

siens, 14 (329-83-11). LA GUERRE DU FEU (Fr.): Lucer-

L'HONNEUR D'UN CAPITAINE (Fc):

Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Para-

mount City, 8r (562-45-76); Paramount

Opera. 9 (742-56-31) : Paramount

Montparnasse, 14 (329-90-10); Passy,

LÉGITIME VIOLENCE (Fr.): Ambas-

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE

LA LOTERIE DE LA VIE (Fr.): Marais.

MAD MAX II (Austr., v.o.): U.G.C.

LA MAISON DU LAC (A., v.o.): U.G.C.

MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Ambas-

LES MISÉRABLES (Fr.) : Gaumont-

Halles, 1a (297-49-70); U.G.C. Opera,

2º (261-50-32); Richelies, 2º (233-

sade.. 8 (359-19-08) mai. : Acacias, 17

Rochechouart, 9 (878-81-77).

Marbœuf & (225-18-45).

Marbouf. 8 (225-18-45), -: V.f. : Gaite-

(Fr.): Olympic Saint-Germain, 6 (222-

(*) : Elysées-Lincoln, 8 (359-36-14);

Tourelles, 20° (364-51-98).

Panthéon, 5 (354-15-04); Ambassade,

feuille, 6 (633-79-38); Colisée, 8 (359-

29-46): - V.f.: Montparnasse Pathé, 14

(758-24-24);

(320-12-06).

& (359-19-08).

(241-77-99).

naire, 6- (544-57-34).

164 (288-62-34).

87-23) H. Sp.

4* (278-47-86),

(764-97-83).

sade, & (359-19-08).

5- (354-50-91), h sp.

(579-33-00); Paramount-Maillot, 17c

salle, 20 h 30 : les Bas-fonds.

63-12), 20 h 30 : Leonce et Lena

SAINT-DENIS (243-00-59), Grande

DUNOIS (584-72-00), 20 h 30: Dunya.

P.-Y. Sorin, J.-L. Ceddaha.

(musique de l'Inde).

Salsa Combinacion Latina.

20 h 30 : Azenzar.

Big Band R. Guerin.

terfly.

24-24), 22 h: Avan. Van.

65-05), 21 h 30: Wild Billdavis.

40-21), 22 h et 24 h : les Etoiles.

04-06), 21 h : Groupe Casino.

21 h : B. Grant : Gossip.

Mingus Dynastic.

22 h : Tina Turner.

20 h 30 : J. Hallyday.

Watergate Seven + One.

Saldarelli).

Fabicciani-Saldarelli (Molino, Giuliani,

sauf les dimanches et jours fériés)

THEATRE DU MARAIS (278-03-53). 18 h 30 : Le silence de la marice : 20 h 30 : le Misanthrope. THÉATRE DE MENILMONTANT (366-60-60), 20 h 30 : 1936, l'espoir CENTRE MANDAPA, 20 h 45: S. Rao décu, le Front populaire. THÉATRE DE LA MER (589-70-22) 21 h: l'Invitation Jazz, pop, rock, folk

THEATRE DE PARIS (274-22-77), Grande Salle, 20 h 30 : une Journée particulière ; Petite Salle : 20 h 30 : la Fuite en Chine. THÉATRE DE LA PLAINE

(842-32-25), 20 h 30 : la Nuit suspendue. CAVERNE D'ALIGRE (340-70-28). THÉATRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : 1929 ou le Rêve américain. CHAPELLE DES LOMBARDS (357-THÉATRE DES 400 COUPS (633-01-21), 20 h 30 : Ma vie en vrac; 22 h : Excusez-moi d'exister. THEATRE DU ROND-POINT (256-

70-80), 20 h 30 : les Strauss; - IL 20 h 30 : l'Ambassade. THEATRE 13 (588-16-30), 15 h, 20 h 30: Lorenzaccio. THEATRE 14 (545-49-77), 20 b 30 : Point H. THÉATRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : Un bain de ménage :

Radeau d'asphalte. VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : Chéri. La danse

20 h 30 : le Mal court ; 22 h 30 : le

ATELIER DES QUINZE-VINGT (628-86-13), 21 h : Cie Tamer. CENTRE CULTUREL DE LA ROSE-CROIX (271-06-96), 20 h 30 : Poumi Les-GALERIE A .- OUDIN (271-83-65), 21 h 15: Karine Saporta.

Les concerts

SALLE PLEYEL, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. G. Albrecht (Schumann, LUCERNAIRE, 21 h: Quatuor de ciarinettes Lutèce (Albinoni, Albeniz...). PORTE DE LA SUISSE, 21 h : C. G. Au-

Les films marqués (*) sont interdits anx

moins de treize ans, (**) aux moins de dix-

CHAILLOT (704-24-24)

de F. Lloyd; 19 h, Carte blanche à W. K.

Everson: That certain thing de F. Capra;

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h. Dix ans de cinéma italien : sur le

Pont des soupirs, de A. Leonviola: 17 h. les -

Vaincus, de M. Antonioni : 19 h. Cinéma

bulgare (1958-1982) : Boomerang, de

ALEXANDRE LE GRAND (Grec, v.o.) :

amérique interdite (a., v.j.)

(**): Rio- Opéra, 2° (742-82-54); Clany-Écoles, 5° (354-20-12); U.G.C.

Rouande, 6: (633-08-22); Normandie, 8:

(359-41-18); U.G.C. Marbeuf, & (225-

(297-49-70); Berlitz, 2 (742-60-33);

Richelieu, 2 (233-56-70); St-Germain

Studio, 5: (633-63-20); Paramount

Odéon, 6 (325-59-83): Ambassade, 8

(359-19-08): Publicis Champs-Elysees,

8 (720-76-23); Le Paris, 8 (359-

53-99); St-Lazare Pasquier, 8 (387-

35-43); Français, 9 (770-33-88); Hollywood Bd, 9 (770-10-41); Nations, 12

(343-04-67); Paramount Bastille, 129

(343-79-17): Fauvette, 134 (331-

60-74); Paramount Galaxie, 134 (580-

18-03); Gaumont sud, 14 (327-84-50); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06);

Bienvenue Montparnasse, 15 (544-

25-02): Gaumont Convention, 15 (828-

42-27); Victor Hugo, 16 (727-49-75); Paramount Maillot, 17 (758-24-24);

Wepler, 18 (522-46-01); Gaumont

AVEC LES COMPLIMENTS DE L'AU-

TEUR (A. v.a.) : U.G.C. Odcon, 64

08-22); U.G.C. Champs-Elysées, 8

(325-71-08); U.G.C. Rotonde, 6= (633-

(359-12-15) :14 Juillet-Beaugrenelle, 15

(575-79-79); (v.f.): U.G.C. Bonlevard,

9 (770-10-41); U.G.C. Gare de Lyon.

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE

PERDUE (A., v.o.) : George-V, \$ (562-

41-46). - V.f. : 3 Hausmann, 9 (770-

47-55): Convention St-Charles, 15°

BLADE RUNNER (A., v.o.) (*) : Quar-

tier Latin, 54 (326-84-65); Ambassade,

8, (359-19-08); - V.f.: Impérial, 2

(742-72-52); Montparnasse-Pathé, 14,

Gaumont-Halies, 1er (297-49-70): Hau-

tefenille, 64 (633-79-38); Mariguan, 87

(359-92-82); Parpassiens, 14 (329-

83-11); P.L.M. St-Jacques, 14; (589-

68-42); V.f.: Lamière, 9 (246-49-07);

Maxéville, 9 (770-72-86); Nations, 12

(343-04-67) ; Irasges, 18^r (522-47-94).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS

DE COSTARDS (A., v.o.) : Cine Beau-bourg. 3 (271-52-36) : Quimette, 5

(633-79-38); Marignan, 8° (359-92-82); Elysées Lincoln, 8° (359-36-14); Parmas-

siens, 14* (329-83-11); V.f.: Berlitz, 2*

(742-60-33); Montparnasse-Pathé, 14

Marbouf, 8 (225-18-45); V.f.; Maxé-

CLASS 1984 (A., v.o.) (**) : U.G.C.

COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT

D'ÉTÉ (A., v.o.) : Forum, 1" (297-

53-74) : Studio Alpha, 5 (354-39-47) :

Paramount-Odéon, 64 (325-59-83):

BRITANNIA HOSPITAL (Ang., v.o.):

Gambetta, 20 (636-10-96).

l**≥** (343-01-59).

(579-33-00).

(322-19-23).

(322-19-23).

ville, 9- (770-72-86).

L'AS DES AS (Fr.) : Gaumont-Halles, 1º

Action Christine, 6 (325-47-46).

15 h : Fox (1915-1935) : Berkeley square

dier, D. Levaillant (Liszt).

La Cinémathèque

21 h, Quoi de R. Polanski.

Les exclusivités.

I. Nitchev.

U.G.C. Odfon, 6" (325-71-08); Mantparnasse 83, 6= (544-14-27); Colisée, 8= (359-29-46); U.G.C. Normandie, 8= (359-41-18); George V, 8 (562-41-46); Français, 9 (770-33-88); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Fauvette, 13 (331-60-74): Montparnos, 14 (327-52-37]; Gaumont-Sud, 14 (327-84-50): Magic-Convention, 15: (828-20-64) Mayfair. 16 (525-27-06); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01): Gaumont-Gambetta. 20= (636-10-96)

56-70); Hautefeuille, 6' (633-79-38);

(3*31-*21-41). LA NITT DE SAN LORENZO (IL v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3 (271-52-36) ; 14 juillet-Racine, 64 (633-43-71); 14 juillet-Parnasse, 6 (326-53-00); Biarritz. 8 (723-69-23); 14 Juillet-Bastille. 114 (357-90-81); 14 Juillet-Beangrenelle, 154 (575-79-79): v.f. : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); U.G.C. Boulevard, 9: (770-11-24); Mistral, 14: (589-52-43); Montparnos. 14: (327-52-37) ; Calypso, 17 (380-30-11).

LA PASSANTE DU SANS-SOUCI (Fr.): Paramount Marivaux, 2 (296-LE PÈRE NOËL EST UNE ORDURE (Fr.) : Bizrritz, 34 (723-69-23) : U.G.C. Opera, 2 (261-50-32); U.G.C. Rotonde. 6 (633-08-22).

PETIT JOSEPH (Fr.): Berlitz, 2 (742-

60-33) : Saint-André-des-Arts. 6 (326-48-181. PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.): Saint-Michel, 5: (326-79-17); Elysées-Lincoln, 8 (359-36-14); Kinopanorama, 154 (306-50-50). POLENTA (Suis.): Marais, 4 (278-

47-86). POLTERGEIST (A., v.a.) (**): Paramount Odéon, 6º (325-59-83): Paramount Mercury, 8º (562-75-90); v.f.: Paramount Marivaux, 2 (296-80-40); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Galaxie, 13 (580-18-03); Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10). PORKY'S (A. v.f.): Français, & (770-33-88).

LES FILMS NOUVEAUX

LA BALANCE, silm français de Bob Swain: Gaumont Halles. 1= (297-49-70); Gaumont Richelies, 24 (233-56-70); Quimette, 54 (633-79-38): Publicis Saint-Germain, 6 (272-72-80); Marignan, 8 (359-92-82); George-V, 8 (562-41-46); St-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41); Nations, 12 (343-04-67); Fauvette, 13 (331/56-86); Mistral, 14 (539-52-43) : Montparnasse Pathe, 14 (320-12-06); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); Clichy Pathé, 18 (522-46-01).

DE MAO A MOZART, film américain de Murray Lerner. Vo : Gaumont Halles, 1e (297-49-40); Impérial, 2 (742-72-52); Hautefeuille, 6 (544-14-27); Pagode, 7 (705-12-15); Gaumont Champs-Elysées, 8- (359-04-67); St-Lazare-Pasquier, & (387-35-43); Olympic, 14 (542-

PLUS BEAU QUE MOI, TU MEURS, film fancais de Philippe Clair. Berlitz, 2 (742-60-33); Richehen, 2 (233-56-70); Cluny Palace, 5 (354-07-76); Bretagne, 6 (222-57-97); Marignan, 8 (359-92-82); Français, 9 (770-33-88); Maxeville, 9: (770-92-86); Paramount Bastille, 12 (357-90-81); Athéna, 12 (343-00-65); Fauvette, 13 (331-56-86); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06); Gaumont Sud, 14º (327-84-50): Gaumont Convention, 15 (828-42-27); Murat, 16 (651-99-75): Weplet, 18

(522-46-01. SUPERVIXENS (**), film américain de Russ Meyer. Vo : Studio Logos. 54 (354-26-42); VI : Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41). VIRUS CANNIBAL (**), film américain de Vincent Daur. VI : UGC Gobelius, 13^s (336-23-44); Magic

Convention, 15 (828-20-64); Para-

mount Montmartre, 18º (606-

34-25).

QUERELLE (All, v.o.) (**) : Forum, 1* (297-53-74); Olympic Lexembourg, 6*

(633-97-77). LE QUART D'HEURE AMERICAIN (Fr.): Rex. 2 (236-83-93); Cîné Beaubourg. 3. (271-52-36); Cluny-Ecoles, 5. (354-20-12); Quintette, 5= (633-79-38); Bretagne, 6: (222-57-97); Biarritz, 8: (723-69-23) : Ermitage, 8 (359-15-71) : U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59): U.G.C. Gobelins, 12 (336-23-44): Mistral, 14 (539-52-43); Convention Saint-Charles, 154 (579-33-00): Murata, 169 (651-99-75); Clichy-Pathé, 18-(522.46.01); Secrétans, 19 (241-

OUE LES GROS SALAIRES LÉVENT LE DOIGT (Fr.): U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Surdio Médicis, 5: (633-25-97); Paramount-Odéon, 6- (325-59-83); Paramount-City, 8: (562-45-76); Publicis Matignon, 8. (359-31-97); Paramount-Opéra, 9- (742-S6-31); Max-Linder, 9 (770-40-04); Paramount-Marivanx, 2 (296-80-40): Paramount-Bastille, 12 (343-79-17) Paramount-Galaxie, 13 (580-18-03) Paramount-Orléans, 14 (\$40-45-91): Paramaount-Montparnasse, 14º (329-90-10); Convention Saint-Charles, 15 3/9-33-00); Paramount-Maillot, 17º (758-24-24); Paramount-Montmartre,

LE SECRET DE VERONIKA VOSS (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 54 (634-25-52). THE THING (A., v.o.) (*): Movies, i=

(260-43-99); U.G.C. Danton, 6 (329-42-62); Normandie, 8 (359-41-18); v.f.: U.G.C. Opera, 2 (261-50-32); Rex. 2 (236-83-93): U.G.C. Gobelins. 13" (336-23-44); Miramar, 14e (320-89-53): Mistral, 14* (589-52-43); Magic-Convention, 15 (828-20-64); Muraus, 16 (651-99-75) : Clichy-Pathé, 18 (522-46-01). TIR GROUPE (Fr.) : Paramount City, &

(562-45-76); Paramount Opera; 9 (742-56-31); Paramount Galaxie, 134 (580-18-03); Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10); Paramount Monumarbre, 18* (606-34-25) :: TOUTE UNE NUIT (Belg.): Olympic-Luxembourg, 64 (633-97-77): Olympic-

Balzac, & (561-10-60); Olympic-

Entrepôt, 14 (542-67-42).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Movies, (260-43-99): Saint-Michel. 5: (326-79-17); George-V. 8 (562-41-46); Coll-sec. 8 (359-29-46); 14 Juillet Beaugrepelle, 15 (575-79-79). - V.f.: Impénal (742-72-52); Montparnusse 83. 6 (544-14-27); Nations, 12 (343-04-67) Fauvette, 13r (331-56-86); Montparnos 14 (327-52-37); Clichy Pathé, 18 (522 UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Fo

rum. 1º (297-53-74) ; U.G.C. Danton, 6º (329-42-62): Biarritz, & (723-69-23); U.G.C. Boulevard, 9 (770-11-24): 14 Juillet Bastille. 114 (357-90-81) Montparnes, 14 (327-52-37); 14 Juillet Besugrenelle, 15 (575-79-79). UNE HISTOIRE SANS IMPORTANCE (Fr.): Marais, 4 (278-47-86). LES UNS ET LES AUTRES (Fr.):

Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10). YOL (Ture, v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6 (326-58-00): U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08): U.G.C. Biarritz. 8' (723-69-23); 14 Juillet Bastille, 11º (357-90-81); 14 Juillet Beaugreneile, 15

(575-79-79). - V.J.: U.G.C. Opėra, 2 (261-50-32); Bienvenue-Montparnasse, 15- (544-25-02). Les grandes reprises

ACCELERATION PUNK (A., v.a.): Vidécetone, 64 (325-60-34).

ALIEN (A., v.o.) (4) : Quintette, 54 (633-79-38); Ambassade, B: (359-19-08); Escurial, 13. (707-28-04) : v.f. : Capri, 2 (508-11-69); Français, 9: (770-33-88); Parnassiens, 14r (329-83-11). ALL THE ROCK'N ROLL YOU CAN EAT (A., v.o.): Vidéostone, 6 (325-60-34). L'APPRENTIE SORCIÈRE (A., v.f.) :

Grand Pavois, 15 (554-46-85). L'ARBRE AUX SABOTS- (IL, V.Q.) : A. Bezin, 13 (337-74-39). L'ARNAQUE (A., v.o.) : Epèc-de-Bois, 5 (337-57-47). L'ARNAQUEUR (A., v.o.) : Templiers, 3º

(272-94-56). AROUND THE STONES (A., v.q.) : Vidécsione, 6º (325-60-34). LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) (*) : `` Champo, 5 (354-51-60): v.f.: Areades, 4 (233-39-36).

:-:

16 14

.....

 $\mathbb{R}_{1,\ldots,1}$

. . .

.____

Carrier Co.

-151/D (12. 5 - 16

A The fire was a second to the second

The same of the sa

ARE CHAINE A 2

A Padis a

The second of the section

flenging it ... and

a Charles

die latin

1-191

Montguere T fatte

and armi de Corfe

the state of the same that the same that

- Pas annine faile.

ergip is an en a joa

4

BANANA SPLIT (A, v.o.) : Studio Contrescarpe, 5: (325-78-37). LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., .v.f.): Napoléon, 17 (380-41-46). BEN HUR (A., v.f.): Haussmann, 9 (770-47-55): Paris Loisirs Bowling, 18 (606-64-18). BREL (Fr.): Palace Croix-Nivert, 15 (374-95-04).

CABARET (A., v.o.): Noctamboles, 5 (354-42-34); Lucernaire, 6 (544-57-34); v.f.: Paramount-Montmartre, 18 (606-34-25): LES 101 DALMATTENS (A., v.f.) : La Royale, 8 (265-82-66).

LES CHARIOTS DE FEU (A., v.a.) : U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45). CHÉRIE. JE ME SENS RAJEUNIR (A., v.o.) : Action Ecoles, 5: (325-72-07); Acacias. 17 (764-97-83); Action La-Fayette (878-80-50). LE CHIEN ENRAGÉ (Jap., v.o.) : Studio

Git-le-Cour, 6 (326-80-25); Olympic, 14 (542-67-42). CINEMA PAS MORT MISTER GO-DARD (A., v.o.): Vidéostone, 6 (325-60-34). LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PAR-· FAIT (A., v.o.) : Action Christine, 64 (325-47-46). DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra

Night, 2^e (296-62-56). L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.f.) (**): Arcades, 2 (233-39-36). LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.): Ranclagh, 16 (288-64-44). EN QUATRIÈME VITESSE (A., v.o.): Action Christine, 64 (325-47-46). L'EPOUVANTAIL (A., v.o.) (*) : Quintette, 5= (633-79-38). LA FEMME AUX DEUX VISAGES (A. v.o.): Mac-Mahon, 17: (380-24-81). FRANKENSTEIN Jr. (A., v.f.): Opéra Night, 2 (296-62-56) LE GUEPARD (IL., v.o.): Ranciagh, 16 (288-64-44).LA GUERRE DES ÉTOILES (A., v.J.) :

Palace Croix-Nivert, 15 (374-95-04). HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11º (700-89-16). HISTOIRE D'O (Fr.) (**) : Lumière, 9 (246-49-07).IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.): Haussmann, 9- (770-47-55). JEREMIAH JOHNSON (A., v.f.): Opéra-Night, 2* (296-52-56). LE LAUREAT (A., v.o.) : Saint-Germain

Village, 5. (633-63-20). MACADAM COW-BOY (A, v. a) : Champo, 5° (354-51-60). MICKEY, DONALD, PLUTO ET DINGO EN VACANCES (A., v.[.): Grand Pavois, 15 (554-46-85); Napoléon, 17 (380-41-46). MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o.) (**): Rivoli-Beaubourg, 4: (272-63-15); v.J. Capri, 2 (508-11-69). LE MILLIARDAIRE (A., v.o.) : Action

Christine, 6 (325-47-46). NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : . Studio de la Harpe, 5- (354-34-83) : Pa-Iace Croix-Nivert, 15- (374-95-04). LA NUIT DU CHASSEUR (A., v.c.) : Action Christine, 6 (325-47-46). ORANGE MÉCANIQUE (A., v.f.) (**): Arcades, 2º (233-39-36). PAPTLLON (A. v.f.) : Capri, 2 (508-

LA PARTY (A., v.o.): Ranelagh, 16 (288-64-44). PHANTOM OF THE PARADISE (A. v.o.) (*): Cinoches, 6: (633-10-82). 18 (606-34-25); Secrétains, 194 (241- LE PORT DE L'ANGOISSE (A., v.o.): Action_Rive Gauche, 5 (354-47-62). LE PRIVÉ (A., v.o.) : Olympic-Halles, 4 (278-34-15). QUATRE GARÇONS DANS LE VENT

(A., v.o.): Parnassiens, 14 (329-83-11). LES RAISINS DE LA COLÈRE (A. v.o.) : Studio Contrescarpe, 5 (325-SHANGAI EXPRESS (A., v.o.) : Action Ecole 11, 5 (325-72-07). LE SHERIF EST EN PRISON (A., v.f.):

Opera Night, 2 (296-62-56). LA STRADA (It., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6r (633-10-82) UN TRAMWAY NOMMÉ DÉSIR (A. v.o.) : Olympic Saint-Germain, & (222-87-23) ; Olympic Balzac. 8 (561-10-60). LA VALSE DANS L'OMBRE (A. v.o.): Olympic Luxembourg, 6 (633-97-77). VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COU-COU (A., v.o.) (*) : Saint-Séverin. 5 (354-50-91): Olympic Bulzac, 8: (561-

an der annicht ber bereicht der Britte

THE PERSON NAMED OF THE PARTY O THE RESIDENCE OF THE RESERVE STATE OF THE PARTY
novembre

The Bank A Santa PROPERTY AND ADDRESS OF THE PARTY OF Martin La Maria THE WAR THE PERSON OF THE PERS

1223

The distance

The Re

MET HE

* 9 ... 4

英梅

traffiche public de . C. PRANCE CIRTURE

网络松果 城海山镇

Salidatelle Signature.

5, 1 ATTACK 2.53 1 44

M. Minglind. M. white is with a

A LA MA . ME . . THE AND ME CANNOT BE Freite

Vendredi 12 novembre

A WARRY BOOK OF THE PARTY 李胜的性理系统 岩林鱼 6 % pe tie Bereitunge · 在 10 多种种种的

· 直接要 500000 中国 聖 美 縣 美歌文学生 BANG CHANGE PARTY MINO AND IN THE PROPERTY. straight of Francis in the special special constants. THE PARTY OF THE PARTY.

grangen der beiter für fell-21 h ... Steine . 6 90 mir merteit im affeit 2 th Parameter unique & spile is which were property to the same ALLENS PRINCES - C. S. 22 h 18 Jaanni.

Prophysic & I - Program special white FRANCE-CULTUR * b & Schwigsder - Alle · Bornaine : Martis for 4

S. S. Lan wheepers de to . Abultirës ditt est 24 % A. Monthon: Dinta FI & 127 COMMENSAGE 13 to the Party State of States 23 & AL PRINCIPAL SHE fig for a special of the particular 24 A S. T. Willer, dec 232

to a the fire share, and Best over 19 bries have 10 & M. Tradition (C. 41 per by the Line granded or Mary and Marie de Line THE RESIDENCE A MARKET 24. E. Mr. Miller and Shap

AT IN THE PARTY AND ADDRESS OF THE FRANCE WURKS Miles Brazie, Febreit The strains will be

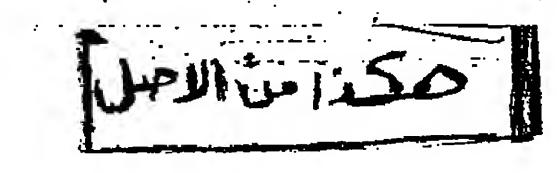
the first i hapen fi 13 & Bautalten in ite the Market President 13 & PARTER THEOREM Links Janutiant. F ed b & Bally & since flight the best of the second

18 W SPHIN NAME IS ANGEL Transpire in the Control Minimal R. Y. P. Co. the FT amounts are to Terment pflie Athere SE STREET PLAN Beder t muierate ib

Santaftreb. C. S. A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

I CHEMINA MARKET

Min Mante : Weinerfe Min amment tant -& IL Post cordent PARTIE HARRING THE IS AT SUMM IS



La danse rajeunie

La danse moderne a fait son entrée au petit écran. Dire qu'elle était complètement absente serait mentir. Elle est souvent là, sous la forme du spectacle tout fait, et en même temps lointaine, comme les choses qu'on voit mais auxquelles on ne participe pas. Sur les methodes, sur les manières de concevoir une chorégraphie, bref, sur la pratique concrète de cet art, nous

ne savions rien ou presque. Avec ce petit portrait simple, intense (trop court, hélas I) de Merce Cunningham, réalisé par Benoît Jacquot mercredi soir sur TF 1 qui vient après une série, « Repère de la danse moderne » d'Alain Plaane (diffusée sur A 2 le mois dernier), - on est comblé d'aise. On sorciers, on voit comment s'élabore un ballet. Des premiers pes tetillons

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

Roal. M. Bluwal, Le prix de la liberté.

fères et des ancêtres de l'homme.

DEUXIÈME CHAINE: A 2

20 h 35 « Special Brejnev ».

TROISIÈME CHAINE: FR 3

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

Météorologie.

11 h 15 TF1 Vision plus.

Journal.

Emission du C.N.D.P.

18 h 50 Histoire d'en rire.

19 h 45 S'il vous plaît.

13 h 35 Émissions régionales.

C'est à vous.

19 h 20 Émissions régionales.

20 h 35 Variétés: Palace one.

la pétulance d'Annie Cordy.

DEUXIÈME CHAINE: A2

13 h 35 Émissions régionales.

12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.

Aujourd'hui la vie.

(Diffusée le 10 novembre, à 22 h 30.)

tango d'aujourd'hul et le groupe Gotan.

18 h 50 Jeu: Des chiffres et des lettres.

20 h 35 Fauilleton: Toutes griffes dehors.

16 h 40 Court métrage : Madère.

Musique-mémoire d'Argentine.

19 h 20 Émissions régionales.

Journal.

19 h 45 Le théâtre de Bouvard.

plus loin mais c'est divertissant.

Magazine littéraire de B. Pivot.

G. von Scyffertitz (N; muet).

21 h 35 Apostrophes.

dans la tête).

22 h 55 Journal.

Méfiez-vous des femmes.

Histoire de l'aliment, du goût et de la faim.

de Haute-Savoie.

10 h 30 A.N.T.LO.P.E.

12 h 45 Journal.

Benjamin.

16 h 55 Itinéraires.

17 h 45 Récré A 2.

18 h 30 C'est la vie-

Journal.

21 h 35 Feuilleton: Madame S.O.S.

J.-P. Darras, J. Merviale, G. Germain ...

18 h 25 Le village dans les nuages.

14 h 5 Dijon entre hier et aulourd'hui.

12 h 10 Juge Box.

- 19 h 5 A la une.

20 h Journal

12 h 30 Atout cour.

20 h 35 Cinéma : Missouri Breaks.

· 21 h 40 Magazine: Les enfants du rock.

90 h 50 Téléfilm : Mozart.

Bulèvement an sérail.

13 h 15 Journal.

23 h 15 Journal.

Journal et « Spécial Breiney ».

Ce quatrième épisode commence en 1781 : Mozart, devenu le

mari de Constance Weber, vit à Vienne, où il écrira blemôt

Nº 6: diversifications et mutations des reptiles, des manuni-

Christine Ockrent et Georges Bortoli recevront plusieurs invités, parmi lesquels Marie-France Garand, Hélène

Carrère d'Encausse, un représentant du P.C.F. et du P.C.U.S.

Film américain d'A. Penn (1976), avec M. Brando,

Avec G. Slick, A. Peacock, Orchestral Mananewe, T. Lizzy.

De M. Mithois, réal. A. Dhenaut, avec A. Cordy,

La veuve joyeuse d'un milliardaire de la chaussure ne sait

pas quol faire de son argent. Elle se déchaine pour venir en

aide aux cas désespérés. Un seutlleton assligeant, sauvé par

22 h 30 Histoires naturelles : Pêche dans les lecs

Journal et cinq jours en bourse.

13 h 50 Série : Les amours des années folles.

15 h 45 Reprise : Les jours de notre vie (la main).

Avec le Cuarteto Cedron, l'un des meilleurs groupes de

De M. Boisrond. Avec S. Desmarets, J. Holt, J. François,

Les affaires de Fanny et Gilles marchent maintenant si bien

qu'ils sont carrément débordés. Gilles disparait pour réflé-

chir. Un seuilleson mené tambour battant avec répliques

cinglantes comme dans le théaire de boulevard. Ça ne va pas

Avec G. Dormann (le roman de Sophie Trebuchet).

M. de Grèce (la Nuit du séral!). F. Xenakis (la Natte

coupée), M. Korda (l'Héritage), H. Nyssen (Des arbres

Film américain de J. von Sternberg (1928), avec

G. Bancroft, B. Compson, O. Baclanova, C. Cook,

Le soutier d'un bateau en escale à New-York sauve une pros-

tituée du suicide. l'épouse après une saoûlerie puis retourne

à son bord. La sille, abandonnée, est soupçonnée d'un

Le génie plassique de Sternberg reconstituant en studio

23 h 05 Ciné-club (cycle Sternberg) : Les Damnés

Série : La légende d'Adams et de l'ours

Emission d'E. Lalou, L. Barrère et J.-P. Fleury.

•••••

Spécial Simon et Garfunkel à Central Park. (Rediff.)

12 h 20 Histoire de la vie : L'homme entre en

Emission de P. Desgranpes, avec E. Lalon et I. Barrère.

aux géométries corporelles hautement sophistiquées, nous sommes plongés dans le temps et l'espace de la danse où les coms tout chauds, enfin libérés des pesanteurs sociales, s'élancent, se portent, imitant de la sorte les mouvements même, de l'univers. Grâce à Benoît Jacquot les téléspectateurs, pas seulement les adectes de Gym-Tonic, sont en simultané avec le maître et ses élèves.

La danse s'est trouvée rajeunie. Parfois corisiderée par certains, comme une manifestation risible de la frivolité, elle est devenue, au contact de Merce Cunningham, une nécessité physiologique, une toilette, mieux encore une poussée des instincts cosmogoniques de

MARC GIANNESINI.

Jeudi 11 novembre

Vendredi 12 novembre

Radio France internationale veut augmenter ses heures d'émissions

Est-ce pour donner un « coup de pouce » dans les discussions qui vont précéder le vote du budget de la communication le 18 novembre à l'Assemblée nationale? M. Hervé Bourges, directeur de Radio-France internationale (R.F.I.), a expliqué longuement au cours d'une conférence de presse réunie le 9 novembre le vaste plan de développement qu'il entend réaliser pour les émissions à destination de l'étranger. Un plan qui devrait permettre s'il était entériné de rattraper d'ici quelques années le retard pris sur la B.B.C., la Voix de l'Amérique ou la Deutsche

Welle (1). « C'est un scandale que cette chaine apparaisse comme infime, secondaire ., a déclaré M. Bourges, reprochant aux médias de ne pas en parler et faisant remarquer qu'il existe · une volonté politique » et, pour une sois, un - consensus de

J. Nicholson, K. Lloyd, R. Quaid, J. McLiam.

Dans une région des rapides du Missouri, un voleur de che-

vaux affronte un tueur étrange et rusé dont un riche éleveur a

Un - anti-western -, traité d'une saçon débridée et, parsois,

improvisée. La personnalité d'Arthur Penn s'efface devant

les numeros complaisants de Nicholson et Brando, qui ne

Sixième suite en ré majeur pour violoncelle, de Jean-Sébastieu Bach, interprétée par P. Tortelier, violoncelle.

29 h, Nouveau répertoire dramatique : « Noce », de J.-L. Lagarce, avec Y. Clech, P. Mazotti, A. Tainsy, J. Pemeja,

29 le 38, Concert (donné au grand auditorium de Radio-France le 24 mai 1982) : « Gaku-no-michi », d'Eloy.

23 h 30, La suit sur France-Musique: musiques de mit; 0 h 5, Nocturnes: œuvres de R. Strauss, Schubert, Ravel.

l'univers des docks de Hoboken, créant une atmosphère

dramatique à la limite de l'oririsme. Passion et rédemption

reculent pas devant l'outrance.

M. Regnier, et entretien avec l'auteur.

22 h 30, Nuits magnétiques : la première fois.

23 h 20 Prélude à la nuit.

FRANCE-CULTURE

FRANCE-MUSIQUE

de personnages perdus.

18 h 30 Pour les jeunes.

18 h 55 Tribune libre.

19 h 55 Dessin animé.

Il était une fois l'espace.

gnages des gens de la rue.

22 h 30 Journal.

FRANCE-CULTURE

12 h 5, Nous tous chacum.

Phistoire (Henri Murger).

18 h 30, Featheron: Cerisette.

FRANCE-MUSIQUE

Ravel, Rossini, Gershwin.

8 h 7, Quotidien-Musique.

12 h 35, Jazz s'H vous plait.

14 h 30. Les enfants d'Orobée.

Hindemith, Oboussier.

17 le 2, L'histoire de la aussique.

Boston Camerata; dir. J. Cohen.

19 h 38, Jazz: le clavier bien rythmé.

28 h. Musiques contemporaines.

19 h, Actualités magazine.

P. Laudenbach.

Force ouvrière.

19 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

19 h 20 Emissions régionales.

Les jeux de vingt heures.

20 h 35 Le nouveau vendredi : Israel, la déchirure.

La société israélienne après les récents événements au Liban,

le massacre de Sabra et Chatila: les mouvements contesto-

taires contre le gouvernement Begin, à travers des témoi-

Premier volet d'une série de trois émissions consocrées à l

voix comme phénomène lyrique. Avec la participation du

- Temps immémoraux », d'Araoine Tisné, par le trio Deslo-

7 h 2. Matimales : initiation à l'art contemporain ; actualité de

8 h. Les chemins de la connaissance : les premiers habitants de

10 h 45. Le texte et la marge : « Yvan le terrible », avec Henri

11 à 2, Musique : perspectives du vingtième siècle : passion et

14 h 5. Un livre, des voix : « l'Hiver du doyen », de Saul Bellow.

14 h 45, Les après-midi de France-Coloure : les inconnus de

19 h 30, Les grandes avennes de la science moderne : congrès

20 h, Relecture : André Frédérique, textes lus par R. Carel et

6 h 2, Musiques du matia : œuvres de Mouret, Grieg, Verdi

9 h 5. D'une orelle à l'autre : œuvres de Schönberg, Busoni

13 h, Jennes solistes (en direct du Studio 119) : œuvres de

15 h, Musicieus d'aujourd'hui : P. Hindemith : œuvres de Hayda,

18 h 30, Concert donné le 17 août en l'église Saint-Merry, à Paris : œuvres de Sephardie, Sabion, Abraham, par The

20 le 20, Concert (émis de Stuttgart) : « Coriolan », ouverture

22 h 15, Nuit coréeane (en direct du Théâtre des mondes à

nique de la radio de Suutgart; Dir. S. Celibidache.

de Beethoven; « Mort et transfiguration », de R. Strauss:

« Symphonie nº 4 », de J. Brahms; par l'Orchestre sympho-

l'Alliance française à Paris) : « Le Pansori », théâtre chanté,

avec H. Ae Suhn, chant; K. Myong-Hwan, pook (percussion).

Eccles, Schumann, Franck; par M. Kaneda, piano; B. Lhuis-

international de l'histoire de la physique des particules.

l'Europe ; à 8 h 32, L'endroit, c'est l'enfer ; à 8 h 50, Echec au

20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).

Essai comparatif : appareil photo compact.

Magazine de P. Pietri, Réal, André Gazut,

21 h 30 Série : Les théâtres de l'excès.

docteur Jullian, un laryngologue de Toulouse.

- La voix », réal. P. de Mandiargues.

Prélude à la nuit.

l'histoire : regard sur le service national.

9 h 7, Matinée des arts du spectacle.

performances (et à 13 h 30 et 16 h).

21 b 30, Black and blue: trompette sans fin.

22 h 30, Nuits magnétiques : la première fois.

Des Prés, Chopin, R. Strauss, Zimmermann.

12 h, Equivalences: œuvres de Vierne, Mamy.

14 h. 4, Bolte à musique : œuvres de Vivaldi.

12 h 45, Pasoranes, avec Lilly Marcou.

22 h 45 Journal.

l'opposition et de la majorité » pour l'extension de ce mode d'action vers l'étranger.

Soutenu - en haut -, ce plan « quinquennal », approuvé par un conseil interministériel le la mars 1982, n'a pas encore été adopté. Mais, a précisé M. Hervé Bourges, · on n'a pas attendu le budget pour opérer un redressement significatif . . Malgré les lourdeurs de la bureaucratie, le corporatisme, les pesanteurs, les habitudes, R.F.I. s'est mis debout », a-t-il dit, priorité ayant été donnée à l'information, puis à la langue et à la culture françaises et au dialogue des cultures.

R.F.I. (qui a déjà considérablement augmenté ses programmes, passant de 125 heures d'émissions par semaine en 1981 à 283 heures en 1982) pourrait aller alors à 311 houres par semaines en 1983 et | à département, qu'entretient la logi- informer directement de cette opéà 739 heures en 1987. De la même | que des quotidiens régionaux, d'oumanière, le personnel serait augmenté puisqu'il passerait de 260 personnes en 1982 à 421 en 1983 et à plus d'un millier en 1987. Le budget, qui est de l'ordre de 149 millions de francs en 1982, passerait, lui à 219 millions en 1983 et à 390 millions en 1987 (frais de diffusion inclus).

R.F.I. qui émettait jusque-là essentiellement vers l'Afrique (chaîne sud) et les pays de l'Est (chaîne est) a modifié profondément cette année ses programmes sur ces deux parties du monde et en particulier ceux sur la Pologne (émissions suivies et appréciées selon les témoignages cités). Depuis le mois d'octobre. la société émet aussi des programmes vers l'Amérique latine (3 heures par jour qui pourraient passer à 4 heures en 1983).

Interroge sur l'avenir des émissions à destination des immigrés en France - autre secteur peu connu faisant partie des activités de R.F.I. (grâce à une aide du Fonds d'action sociale), - M. Hervé Bourges a répondu qu'il avait demandé l'arbitrage du premier ministre pour que les crédits soient reconduits en 1983, afin de se - donner du temps - pour résséchir sur le devenir de ces émis-

* On peut écouter R.F.I. en France et en Europe sur 49 mètres O.C. 6 175 kHz on sur 75 mètres O.C. 3 965 kHz

(1) R.F.I. se situait début 1982 au vingt-huitième rang pour la diffusion en ondes courtes sur l'étranger.

VIDÉO: LA BEBLIOTHÈQUE NATIONALE REPREND LA GESTION DU DÉPOT LÉGAL

cidé de reprendre à partir du 29 novembre la gestion directe du dépôt légal des vidéogrammes, gestion confiée auparavant à l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA). L'obligation de dépôt de tous les documents imprimés s'est peu à peu étendue aux autres supports d'édition. Les enregistrements phonographiques y sont soumis depuis 1940 et les supports audiovisuels depuis 1975. En 1977, la Bibliothèque nationale avait délégué par convention la gestion du dépôt légal des films au Centre national de la cinématographie, capable de conserver les négatifs au centre de Bois-d'Arcy, et celui des vidéogrammes à l'INA, déjà dépositaire des archives de la télévision.

L'INA avait éprouvé quelques difficultés à mettre en place ce dépot légal. Si, pour un éditeur grand public, le dépôt d'une cassette n'est pas une lourde charge, il n'en va pas de même pour un petit producteur associatif ou institutionnel, dont les tirages ne dépassent pas souvent la dizaine de cassettes. Pour pallier la difficulté, l'Institut avait imaginé une politique de vidéothèque régionale liant le dépôt à des activités de diffusion et d'animation.

La Bibliothèque nationale dénonce aujourd'hui sa convention avec l'INA en expliquant que le développement de l'édition grand public rapproche le dépôt légal vidéo de celui des phonogrammes, dont elle a gardé la gestion. Elle estime d'autre part qu'un dépôt centralisé est plus conforme à un souci de clarté et d'efficacité. Des négociations sont en cours avec les organisations professionnelles des producteurs et éditeurs pour fixer les modalités concrètes du dépôt.

• Le prix Ondas du meilleur reportage de télévision vient d'être attribué à Antenne 2 pour le reportage de Jérôme Bony et Christophe de Ponfilly. Une vallée contre un empire: Afghanistan, et à FR 3, pour l'enquête d'Anne Gaillard et de Jean-Pierre Moskardo, intitulée Tes bien trop petit, mon ami. France-Culture a également obtenu un prix pour son programme - Atelier de création radiophonique. Créé par Radio-Barcelone, le prix Ondas est décerné chaque année par un jury international composé de professionnels de la radio et de la télévision.

« LE NOUVEAU SUD » MAGAZINE-HEBDO DU LANGUEDOC-ROUSSILLON

Le Nouveau Sud, magazine hebdomadaire du Languedoc-Roussillon, met en vente son premier numéro le vendredi 12 novembre (prix: 8,50 F). Dirigé par M. Jacques Molénat - qui, de 1976 à 1980. avait réalisé Sud, - le nouveau magazine, tiré à 35 000 exemplaires et qui offre 68 pages, est édité par une S.A.R.L. dont le capital - 90 000 F - a été souscrit par quarante-huit associés dont les noms seront rendus publics dans le premier numéro du magazine. La S.A.R.L. a souscrit des emprunts pour un montant de 450 000 F. D'autre part, elle a reçu une subvention - aide aux emplois d'initiative

840 000 F Le Nouveau Sud se donne pour objectif de - sortir du cloisonnement de ville à ville, de département

locale - pour un montant de

vrir le Languedoc et le Roussillon à l'air du large ».

* Le Nouveau Sud. 13, place de la Comédie, 34000 Montpellier. Abonnement un an : 350 F.

• Le quotidien - l'Est républicain -, par décision de son présidentdirecteur général, M. Charles Boileau, a démissionné du Syndicat national de la presse quotidienne régionale (dont M. Claude Puhl directeur général du Républicain lorrain, est le président). Ce retrait de M. Boileau est consécutif à la tentative de rachat du quotidien nanceien par le Républicain lorrain (le Monde du 10 novembre). Le P.-D. G. reproche à M. Puhl d'intervenir - de façon directe dans un conflit purement interne ., écrit-i dans sa lettre de démission, et - d'avoir jugé superslu de nous

CARNET

- Pernand-Vergelesses. Mª Marie-Hélène Dasté.

ses sœurs. M. Jean Dasté. M™ Catherine Dasté et ses fils. M. Bernard Bing.

Ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

survenu le 8 novembre 1982, à l'âge de soixante-quatorze ans.

undi 15 novembre, à 14 h 30, et inhumation au cimetière de Pernand-Vergelesses, à 15 heures. Cet avis tient lieu de faire-part.

Cassis, Le Beausset, Marseille Allauch. M. et M= Robert Farsy.

Bernard et Michèle, Philippe, Laurence Farsy, Marie-Claude, Philippe Duport,

Frédéric et Alexandre Farsy. ses arrière-petits-enfants. Les familles Tricon, Domenget, Gabert, parents et alliés, Le personnel du Centre de gériatrie

ont la tristesse de faire part du décès de M= veuve ETTER. née Tricon Thérèse.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. Une messe sera célébrée en l'église du Beausset (Var) le 20 novembre 1982, à La Bibliothèque nationale a dé-

Le présent avis tient lieu de faire-

Raissa Vachkevitch et ses enfants. Sa sœur et ses nièces. Wanda et Nicolas Thenier, sa fille et son gendre,

nal Fernand-Léger. Biot et de Lisores. Ses collaborateurs et ses amis. Nadia LÉGER,

née Khodossievitch. officier de la Légion d'honneur. officier des Arts et des Lettres, décorée de l'ordre du Drapeau rouge, survenu à Grasse le 7 novembre 1982. Les obsèques auront lieu le vendredi 12 novembre 1982, réunion château Bellevue à Callian (Var), à 15 heures.

au cimetière de Callian. Château Bellevue.

- On nous prie d'annoncer le décès

De la part de son épouse, née Annette GoldschmidL Des samilles Maguire, Cropio, Goldschmidt, Lopez Del Campo.

- M= Robert Mayniai, son épouse, M= Louge, sa mère Et leur famille,

ont la douleur de faire part du décès de M. Robert MAYNIAL,

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-



Décès

Mère Françoise Copeau,

M. Graeme Allwright,

M. Pascai COPEAU.

Levée de corps à la Maison Copean le (Lire page 7.)

M. et M= Robert Duport, ses enfants.

ses petits-enfants.

Sainte-Thérèse.

survenn le 5 novembre 1982, à l'âge de soitante-sept ans.

- Georges Bauquier, son mari,

Hélène Samoilov, sa petite-fille et son mari Aliocha et leur fille Nathalie. Pierre et Nicola Thenier, ses petits-La Société des amis du musée natio-

Le personnel des musées Léger de ont la douleur de faire part du décès de

L'inhumation provisoire aura lieu le même jour, vendredi 12 novembre 1982. Le présent avis tient lieu de faire-

83810 Callian.

Robert MAGUIRE

L'enterrement a cu lieu dans l'intimité, le 9 novembre, dans le caveau

survenu, le 3 novembre 1982, à Paris.



- Mª René Postel, son épouse, Le professeur et M™ Michel Postel, M. et M™ Jean-Pierre Monod, M= Jean-Claude de Précigout. Le docteur et M= Paul-François

Le Gland. M. et M= Philippe Postel, M. et M= Philippe Ruze, ses enfants.

Ses vingt-six petits-enfants, Ses six arrière-petits-enfants. ont la tristesse de l'aire part du rappel à Dieu de

M. Marc POSTEL ancien élève de l'Ecole polytechnique, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 française et belge,

survenu le 9 novembre 1982, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Le service religieux sera célébré en l'église réformée de l'Oratoire du Louvre, 145, rue Saint-Honoré, Paris-la, le lundi 15 novembre, à 8 h 30.

L'inhumation aura lieu à La Celle-Saint-Cloud dans la stricte intimité

Ni fleurs ni couronnes. Dons à la Clairière. 60, rue Greneta, 75002 Paris.

· Eternel, je cherche en Toi mon refuge = (psaume 71, 1.)

1. square Charles-Laurent.

75015 Paris. M. et M™ André Scemens. Leurs enfants Chantal et Eric. M. et M= Patrick Marcovici. M= Emilie Koskas

M. Emile Scemama. Les familles Scemama, Castro. Koskas, Fellus. ont la douleur de faire part du décès de

Brigitte,

survenu le 10 novembre 1982 dans sa vingt-cinquième année, après une loqque et douloureuse maladie.

Les obsèques auront lieu le vendredi 12 novembre, à 14 h 45, au cimetière de Pantin (entrée principale).

- Paris, Albertville, Gratz (Autriche). M™ Pierre Schoeller, sa veuve, M. et M= Karl Springer, ses enfants

et leur fils Stephan. M= Jean Schoeller. M. André Schoeller et M™.

M. Henri Schoeller. Mile Louise Schoeller. Les familles Grandjean, Saint-Etienne, ses neveux, nièces, cousins et

cousines. Les membres de sa grande famille internationale. ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre SCHOELLER, ingénieur E.T.P., survenu, le 2 novembre 1982, des suites d'une cruelle maladie à l'âge de soixante-dix-buit ans. La messe aura lieu, landi 15 novembre, à l'église résormée de la rue Madame, 58, à 10 h 30, et l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière parisien du Père-Lachaise. Albertville (Savoie).

Messes anniversaires

19, rue du Président-Coty.

- Jeudi II novembre 1982, à 15 h 45, au cimetière de Bourg-la-Reine, une prière sera dite sur la tombe du colonel Jean BASTIEN-THIRY. pour tous ceux qui ont donné leur vie pour l'Algérie française.

Communications diverses

- La Société des anciens élèves de l'Ecole nationale des arts et industries de Strasbourg (ENSAIS) organise à l'école, jusqu'au 14 novembre, un congrès national sur le thème - L'ENSAIS demain ou les perspectives d'avenir d'une grande école d'architectes et d'ingénieurs ».

- L'Association des anciens élèves du lycée Jacques-Amyot de Melun organise ment aux morts du lycée, le samedi 13 novembre à 11 h 30. Un déjeuner (80 F) suivra à l'hôtel du Commerce (rue Carnot) pour les anciens élèves et leurs conjoints. Secrétariat : Mm. Laurent-Drumez, 12, avenue Thiers, 77000 Melun, tel.; 437-06-67.

LE MAN WORMALI

THE PARTY OF A STATE OF

TC ्रस्य देख A 77" F. ... -

** ---

·------

Married To ---

y - 24.

acuar #

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

Vers une dénonciation

de la convention UNEDIC?

Le C.N.P.F. veut bâtir un nouveau

système d'assurance-chômage

Le C.N.P.F. a décidé unilaté-

ralement d'annuler la séauce de

négociation, lundi matin 15 no-

vembre, avec les syndicats sur

l'avenir de l'assurance-chômage.

A la réunion, maintenue, du

lundi soir, le C.N.P.F. pourrait

annoncer la dénonciation de la

La tactique du patronat ne sera

convention sur l'UNEDIC.

M. MAUROY: « Avec un léger retard » le pouvoir d'achat du SMIC augmentera de 4 %

Le premier ministre a indiqué, mercredi 10 novembre. à l'Assemblée nationale, en réponse à une question de M. Delisle (P.S., Calvados), que l'amélioration de 4 % en pouvoir d'achat du SMIC serait garanti, mais avec un léger retard. Après avoir rappelé que le SMIC a augmenté de 11.6 %, en pouvoir d'achat depuis dix-huit mois, M. Pierre Mauroy a déclaré:

 Le gouvernement, c'est vrai. s'est engagé en sévrier à relever à nouveau le pouvoir d'achat du SMIC de 4 % au moins en 1982. Un premier coup de pouce de 1 % a été donné en mars. Le 1ª juillet, en dépit du blocage général des prix et des salaires, le pouvoir d'achat du SMIC a étê revalorisé de 1,2%. Cela fait donc déjà 2,2 %. Au 1ª décembre, le SMIC sera à nouveau augmenté. Son taux de revalorisation ne sera déterminé qu'en fin de

mois, après consultation (...) des centrales syndicales. Allons-nous ajouter au SMIC 1.8 % de pouvoir d'achat pour atteindre le total de 4 % ? Je ferai trois observations sur

 D'abord, les salaires ont été bloqués depuis le Im juillet mais non le SMIC, si bien que la hiérarchie des salaires a été comprimée

- Ensuite, il importe d'éviter une réduction trop forte et trop brutale de la hiérarchie ; la plupart des syndicats sont d'accord là-dessus :

- Ensin, nous ne pouvons saire comme si la période de blocage n'avait pas existé et n'avait pas décale dans le temps la revalorisation des salaires. Dans ces conditions, il ne serait pas anormal que la hausse du pouvoir d'achat du SMIC subisse elle aussi un léger retard, qui serait rattrapé en 1983. »

M. Le Pors n'a pas donné immédia

tement satisfaction mais n'a pas no

plus opposé une fin de non-recevoir

Un compromis n'est donc pas écarté

Une opération

bas salaires

Le ministre a également, et cela :

été le troisième point abordé, sait un

pas en direction de la C.F.D.T. à

propos des bas salaires. Un groupe

de travail devrait se réunir dès la fin

novembre et rendre ses conclusions

au printemps 1983 pour ébaucher

une remise en ordre de la grille

bénéficiant aux catégories C et D

Cette proposition semble avoir été

bien accueillie, mais les syndicats

ont demandé que des crédits soient

inscrits au budget 1983, afin que des

mesures soient effectivement prises

dès l'année prochaine. Mais, visible-

ment, M. Le Pors n'avait pas reçu le

feu vert de M. Fabius pour prendre

Les dernières réunions sont pré-

vues les 15 et 22 novembre. La

C.G.T. ne cache pas d'ores et déjà

son opposition. La C.G.C. juge

« inacceptables » les mesures gou-

vernementales. M. Le Pors a cepen-

dant des chances d'obtenir quelques

paraphes sur son « relevé de conclu-

sions - la FEN et même F.O. pre-

nant acte d'évolutions accueillies

positivement, - situation quasi ini-

maginable à l'ouverture des discus-

sions. Si toutefois aucune signature

importante n'intervenait, le principe

de la clause de sauvegarde pourrait

Air France

F.O. DEVANCE LA C.G.T.

AUX ÉLECTIONS

DES COMITÉS

D'ÉTABLISSEMENTS

Force ouvrière a pris la première

place, occupée précédemment par la

C.G.T., aux élections des comités

d'établissement d'Air France

(23 100 salariés inscrits), le 28 octo-

bre dernier. La C.G.T. perd 4 % en

représentativité, par rapport au

scrutin organise en 1979; la

C.F.D.T., au contraire, progresse de

4 %; la C.G.C. maintient son score.

Inscrits: 23 100 (21 786 en 1979)

exprimés: 14 306 (15 328). F.O.

30,80 % (+ 4 %), 39 sièges; F.O.-

cadres: 2,33 %, 3 sièges. C.G.T.:

29,99 % (- 4%), 29 sièges : C.G.T.-

cadres: 1.65 %. C.F.D.T.: 18,14 %

(+ 4 %), 19 sièges. C.G.C.:

10.43 %, 16 sièges. C.F.T.C.:

3.93 % (- 1 %), pas de siège.

S.N.M.S.A.C.: 2,12 %. U.S.A.F.:

• Recul C.G.T. à la B.N.P. -

Aux élections professionnelles des

conseils de discipline à la Banque

nationale de Paris, le 28 octobre, la

C.F.D.T. conserve la première

place, la C.G.T. perd 4,6 % de ses

voix par rapport au scrutin analogue

organisé en 1982. Le nombre d'abs-

tentions, de bulletins blanes ou nuls,

Tous collèges réunis : inscrits.

C.F.D.T.: 11 525 voix, 24,3 %

0,49 %. Liste d'entente : 0,12 %.

Tous collèges réunis :

M. N.

un tel engagement...

être remis en cause...

Le gouvernement lâche un peu de lest

Pas à pas, les négociations salariales dans la fonction publique avancent. Après des concessions non négligeables, le 3 novembre, M. Anicet Le Pors, ministre délégué auprès du premier ministre chargé de la fonction publique et des réformes administratives a, de nouveau, lors de la réunion du 10 novembre, lâché un peu de lest aux sept fédérations de fonctionnaires.

En premier lieu, M. Le Pors a présenté de nouvelles propositions sur les • 2 % baladeurs ». Tous les syndicats, FEN en tête, avaient estimé que les 8,1 % accordés unilatéralement pour 1982 ne faisaien pas le compte - M. Mauroy ayant parlé au départ de 10 % d'augmentation, - malgré la majoration de 2 % octroyée aux bas salaires égaux ou inférieurs à l'indice 246 au la décembre. Le 3 povembre, le ministre avait accepté d'étendre progressivement ces * 2 % baladeurs * à l'ensemble de la grille. Le 10 novembre, il a proposé de majorer le traitement compris entre les indices 246 et 344 (1 393 000 fonctionnaires sont au-dessous de l'indice 344) de 2 % au 1° avril prochain. Au I'm novembre 1983, les 2 % seraient étendus de l'indice 344 à l'indice 478, la mesure étant généralisée à l'ensemble de la grille (jusqu'à l'indice 810 et peut-êre même au-delà, les quinze mille fonctionnaires - hors échelle - en bénésiciant alors au 1^{er} ianvier 1984). Un rattrapage du pouvoir d'achat en niveau, par rapport aux prévisions de prix gouvernementales, serait ainsi assuré.

garde, en fin d'année 1983. La FEN

M. KRASUKI: « Pas de surenchère verbale »

Le secrétaire général de la C.G.T., mercredi 10 novembre à l'emission « Face au public » sur France-Inter, a rappelé que la C.G.T. estimait - impossible d'accepter une diminution du pouvoir d'achat des salaires ni en 1982 ni en 1983 - et - impossible que ne soiens pas tenus les engagements à l'égard du SMIC, qui étaient déjà insuffisants ». Mais interrogé sur les critiques lancées par M. Edmond Maire contre le gouvernement. M. Krasucki a repondu: « Nous n'allons pas nous livrer à une surenchère verbale. Nous ne voulons pas d'une compétition syndicale malsaine; les problèmes sont suffisamment sé-

Évoquant l'a état d'esprit » des salariés, le leader cégétiste a déclaré: . La grande masse des travailleurs veulent à la fois que leurs problèmes sociaux trouvent une bonne solution, veulent par conséquent l'amélioration du pouvoir d'achat pour les petits et moyens salaires et le maintien pour les autres salariés couverts par des conventions et des statuts, mais, ils ne veulent pas voir revenir la droite au

plus que prévu ;.

LES SALAIRES DANS LA FONCTION PUBLIQUE

En second lieu, le ministre et les syndicats ont discuté de l'institution d'une clause de sauvegarde dont le principe avait déjà été admis. Là aussi, les positions ne sont pas demeurées figées. Constatant qu'en l'état actuel des décisions et propositions, les traitements des fonctionnaires évolueront en niveau sur 1982-1983 de 18,1 % (18 % pour les prix), et en masse de 21,83 % (les prévisions de moyenne des prix étant à 21,4 %). M. Le Pors a proposé la mise en place d'une clause de sauvequi avait souhaité que la clause de sauvegarde joue à mi-parcours, a suivie en cela par les autres syndicats, demandé qu'elle soit calculée en masse et non en niveau.

rieux. »

est en augmentation. 47 441; exprimés, 34 698; abstentions, 20,9 % par rapport au nombre d'inscrits (18.9 % en 1980). Blancs ou nuis, 6 % (5,3 %). par rapport au nombre d'inscrits (23,1 % en 1980). C.G.T. 6816 voix, 14,4 % (19 %). F.O. ; 6 253 voix, 13,2 % (13,3 % en 1980). C.F.T.C.: 5 765 voix, 12,1 % (11,4 %). S.N.B.-C.G.C. 4 339 voix, 9.1 % (9 %).

définitivement adoptée que lundi matin 15 novembre, lors de la réunion du conseil exécutif du C.N.P.F. Deux hypothèses sont toujours envisagées : reprendre les discussions, comme le prévoit le protocole signé le 28 octobre avec M. Bërégovoy et les syndicats, pour aboutir à un accord avant le 20 novembre, quitte à dénoncer la convention en cas de divergence; procéder tout de suite à la

> En tout état de cause, les milieux patronaux estimaient, en fin de semaine, que la dénonciation devenait inévitable, et pour trois raisons:

dénonciation

• Le C.N.P.F. s'estime dégagé de l'obligation morale d'appliquer le protocole du 28 octobre, en affirmant que M. Bérégovoy n'a pas tenu ses engagements. Au ministère des affaires sociales, on s'en tient au discours du ministre, le 28 octobre, et au texte du protocole, selon lesquels aucune date n'a été donnée sur l'allégement des charges sociales. M. Bérégovoy insistant au contraire sur les « engagements » des gestionnaires de l'UNEDIC et sur l'absence de lien entre cotisation et allégement des charges (1). En

revanche, au C.N.P.F., on maintient la thèse selon laquelle le ministre avait parlé d'un allégement quasi immédiat, demandant même au patronat si une telle mesure n'intervenant que courant novembre ne poserait pas de problèmes, l'hypothèse étant alors d'augmenter la T.V.A. proposition que le ministère de l'économie et des finances a par la suite

• Le patronat veut • bâtir un nouveau système d'assurancechômage et repartir de zéro », et non pas procéder à un simple replàtrage. Tablant sur la prolongation de la crise et sur une augmentation, même raientie, du chômage, les milieux patronaux estiment qu'il faut adapter l'UNEDIC à la nouvelle économie de pénurie et réformer le système des prestations pour garantir un équilibre financier durable. Dès lors, il ne peut s'agir de dégager

quelque 10 milliards de francs d'économies mais, au minimum. 14 à 15 milliards de francs. D'où la nécessité de dénoncer la convention

pour en établir une nouvelle.

• Le C.N.P.F. considère enfin que dans la situation actuelle - notamment la campagne électorale pour les prud'hommes - les syndicats - à coup sûr la C.G.T. et peutêtre même la C.F.D.T. - ne sont pas en mesure d'adopter de pareilles modifications. En outre, certains milieux patronaux soucieux des équilibres entre confédérations, ne souhaitent pas imposer aux plus réalistes la seule responsabilité de - manier la hache ». Dès lors, la dénonciation permettrait de faire sauter le carcan d'un délai rigoureux aboutir avant le 20 novembre. Mais les syndicats l'entendent-ils ainsi? Officiellement du moins, ils se déclarent prêts à aboutir à la date convenue, comme le protocole le

prévoit. Un désaccord d'ici au 20 novembre risque-t-il de porter tort aux chômeurs? Soucieux de préserver son image sociale, le C.N.P.F. rappelle officieusement qu'une dénonciation maintiendrait le régime tel qu'il est jusqu'au 31 janvier 1983, qu'une reprise des négociations après les élections prud'homales, le 8 décembre et leur prolongation au-delà du 31 janvier 1983 - n'empêcheraient pas de prolonger aussi, au-delà de janvier, le système actuel. Quant au financement, il est assuré pour les premiers mois de l'année prochaine, laisse-t-on entendre au C.N.P.F.: ii n'est pas question, affirme-t-on, de boycotter l'UNEDIC; les cotisations majorées seront payées; il n'y aura pas de rupture dans le versement des indemnisations. Autant de bonnes assurances qui soulignent la volonté patronale de ne pas se contenter de rapiéçages, mais d'une véritable « remise à plat » de l'assurance-chômage.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Dans son discours, M. Bérégovoy déclarait : « Il sout bien distinguer deux choses: il y a. d'une part, le jeu normal du système paritaire (...); il y a, d'autre part, les mesures que le gouvernement prendra en faveur des entreprises pour améliorer leur situation. Ne tirons pas prétexte de celles-ci pour ne pas respecter les conventions entre parlenaires sociaux. .

LA LUTTE CONTRE LE DÉFICIT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Le remboursement de 1 200 à 1 300 médicaments pourrait être réduit

Dans le cadre des économies recherchées pour réduire le déficit de la Sécurité sociale, le remboursement de 1 200 à 1 300 médicaments serait prochainement réduit, voire supprimé. Cet abaissement serait

Deux familles de produits verraient ainsi leur remboursement ramené de 100 % à 70 %, ceux destinés au traitement des ostéoporoses ou fragilité osseuse (calcitonine, diphosphonates) et ceux employés à améliorer la résistance aux maladies infectieuses (gammaglobulines polyvalentes).

D'autre part, toute une gamme de médicaments ne seraient plus remboursés qu'à 40 %. (contre 70 % actuellement), à savoir : les émolliants, les cicatrisants, les baumes révulsifs, les antiprurigineux, les stimulants de l'appétit, les enzymes digestifs, les produits enzymothérapiques à visée anti-inflammatoire, les antinauséeux, les antitussifs et/ou fluidifiants de l'appareil respiratoire, les produits stomatologiques et O.K.L. {oto-rhino-laryngologiques} les vasoprotecteurs, les antihémor-

• La grève des hanques, mercredi après-midi 10 novembre, à l'appel notamment de la C.F.D.T. et de F.O., n'a été suivie que par 15 à 16 % du personnel, selon l'Association française des banques. Les syndicats estimaient que, comme toutes les veilles de fête légale, cette demijournée devait être chômée et non récupérée. L'organisation patronale refuse que cette mesure s'applique aux veilles des 1^{er} et 8 mai et du 11 novembre.

a Artisanat: la C.F.D.T. souhaite des pégociations. - M. Jean-Paul Jacquier, secrétaire national de la C.F.D.T., a annoncé mercredi 10 novembre que sa centrale avait demandé à l'Union professionnelle de l'artisanat - qui regroupe 300 000 des 800 000 entreprises de ce secteur - la conclusion d'un accord-cadre salarial, dont les modalités seraient déterminées au niveau des branches et des entreprises de moins de dix salariés. Environ 1 200 000 personnes seraient concer-

nées.

roïdaires, les antivariqueux, les vitamines (A, D, E, Bi, B6, B12, PP) (pommades et collyres exceptés). A cela s'ajoutent quelques spécialités appartenant au domaine de l'immunothérapie, les spécialités thérapeutiques minérales, comme le magnésium, les extraits glandulaires et tous les produits homéopathiques. Enfin, les médicaments destinés à lutter contre l'obésité ne seraient plus remboursés du tout.

La totalité de ces médicaments représentent 10 % environ du marché français de la pharmacie et, en prix à la production, un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs: ce qui reviendrait, si la décision était prise, à doubler le nombre de produits pharmaceutiques dont le remboursement a été récemment abaissé à 40 %. Grossièrement, l'économie réalisée par la Sécurité sociale serait de l'ordre du milliard de francs.

La Fédération nationale de la mutualité française, organisme qui prend en charge la part payée par le consommateur, exprime son opposition totale à ce projet. Selon elle, « il entrainerait un transfert sur le budget des ménages d'une charge jusqu'ici supportée par la Sécurité sociale et entrant, de ce fait, dans le champ de la solidarité .. . Le malade ne. choisit pas ses médicaments. S'il existe des médicaments sans effets thérapeutiques. Ils ne devraient pas beneficier d'une autorisation de mise sur le marché ». alfirme encore la F.N.M.F.

Les industriels, pour leur part. parlent d'un moindre mal, le plan Bérégovoy prévoyant initialement la radiation pure et simple de ces médicaments, qui aurait mis en péril les petits laboratoires. Ils ne se hasardent cependant pas à chiffrer la perte encourue si, d'aventure, le phénomène de transfert vers d'autres médicaments se produisait.

Au Syndicat de l'industrie pharmaccutique, l'on se refuse à tout commentaire. Jusqu'ici les responsables de l'organisme avaient plaidé pour un abaissement du remboursement, moins dangereux à leurs yeux que la radiation pure et simple.

AFFAIRES

AGGRAVATION DE LA CRISE DE L'AÇIER EN EUROP

Le gouvernement allemand est autorisé à sauver la sidérurgie sarroise de la faillite

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - La Commission européenne vient d'autoriser le gouvernement allemand à verser une subvention de cen cinquante millions de DM (430 millions de F), au groupe sidérargique Saarstahl pour faire face à ses échéances de novembre. Elle a exist et contrepartie, que la restructuration de l'entreprise, qui se trouve au bord de la faillite, soit accélérée. La réorganistion de la sidérargie européenne sen an centre de la réunion informelle que les ministres de l'industrie des Dir tiendrout le 18 novembre à Elseneur au Danemark.

La sidérurgie communautaire aurait-elle la crise devant elle? Tout, malheureusement, porte àle croire. Les commandes restent au plus bas et les experts avouent même désormais que 1983 sera probablement moins bonne que 1982 déjà catastrophique. En R.F.A., le pays membre jusqu'ici le moins atteint, les prix dégringolent et les déficits des entreprises se creusent. Elles appellent les pouvoirs publics an secours. M. Lambsdorf, le ministre de l'économie, jadis si sévère à l'encontre des sidérurgies subventionnées, doit à son tour, pour respecter le « code des aides » communantaire (dont il a été, ironie du sort, le principal promoteur), se retourner vers Bruxelles pour être autorisé à accorder l'aide l'inancière réclamée. Saarstahl, produit de la fusion de Roechling-Burbach et Nevenkirchen, appartient à l'Arbed, le groupe luxembourgeois. La sidésurgie sarroise s'était restructurée ел 1978-1980, avec l'aide du gouvernement, réduisant alors sa capacité de production de 21 %. Les nouveaux investissements avaient porté finalement sur le « fil machine ». produit aujourd'hui particulièrement difficile à vendre, si bien que Saarstahl perd ce qu'elle veut. Sa faillite, inévitable sans le concours oui vient d'être débloqué, aurait ébranlé la maison mère, l'Arbed, et sa caution auprès de nombreux créanciers. Le 30 septembre, les Allemands, an moment de notifier à Bruxelles les programmes d'aide aux investissements pour les années à venir, ne s'étaient pas engagés, dans le cas de Saarstahl, à réduire à nouveau la capacité de production, se contentant de promesses assez va-

La Commission a exigé qu'un programme, permettant la restauration de la viabilité de l'entreprise d'ici à 1985, et comportant des réductions de capacité substantielles, lui soit présenté avant la fin novembre. Les gonvernements allemand et luxembourgeois ont été invités à veiller à ce que l'Arbed respecte les barêmes fixés à l'échelon de la Communauté. autrement dit, ne profite pas de la subvention pour sous-coter ses produits. Des discussions où sont représentés les gouvernements allemand et luxembourgeois, l'Arbed, Saarstahl et la Commission, out débuté à Bruxelles afin de voir comment onérer l'indispensable restructuration. On parle de « synergie » entre le groupe sarrois, Peine-Salzgitter (entreprise d'Etat, elle aussi en difficulté qui est située à la frontière de

M. BONIN **EST NOMMÉ GOUVERNEUR DU CRÉDIT FONCIER DE FRANCE**

Le conseil des ministres du 10 novembre a nommé M. Georges Bonin gouverneur du Crédit soncier de France en remplacement de M. Max Laxan, dont le mandat arrivait à échéance,

[Né le 10 janvier 1930 à Paris, M. Georges Bonin est ancien élève de l'ENA et ancien inspecteur des finances. Chef du secteur documentaion et études statistiques au service export-produits à la Direction des relations économiques extérieures (1960-1963), puis de la division des pays industrialisés (1963-1965), il est directeur général adjoint de la société de financement immobilier Moch et Odelin Finamo (1965-1969), puis directeur général adjoint de la Banque de la construction et des travaux publies (1969-1973), puis directeur général de cet établissement (jusqu'en 1976).

De 1976 à mai 1982, il est administrateur directeur général de Crédit logement (établissement créé en 1974 pour la gestion du versement patronal de 1 %. Il est également directeur général, du Groupement national d'emprunt France-H.L.M. depuis 1977. Le conseil des ministres du 5 mai 1982 avait nommé M. Bonin premier sous-gouverneur du Crédit foncier de France. M. Bonin a donné en 1971 sa démission de l'inspection générale des finances.

teur des limances, qui avait quitté son à un prix minimum de 215 pence poste de sous-gouverneur du crédit foncier en 1978 pour exercer les fonctions de secrétaire d'Etat à la santé jusqu'en mai 1981, va retrouver prochainement son ancienne affectation dans l'établis. somme d'au moins 600 millions de sement de Crédit.]

la R.D.A.) et les entreprises lexembourgeoises de l'Arbed. L'idée, es clair, est de promouvoir des réductions de capacité croisées (Saarstali produirait, par exemple, moins de poutrelles, transferant son quota Peine-Salzgitter, qui pourrait ains mieux rentabiliser sa fabrication de ce produit : l'opération se ferait dans le sens inverse pour d'autres on-

La crise qui fait rage dans le bassin sarrois - où travaillent encore environ vingt mille ouvriers siderargistes - rappelle à tous que le temps presse. Le 18 à Copenhague, M. Davignon n'a pas l'intention de micher ses mots : les sacrifices à consentir si on veut éviter le recloisonnement des marchés, c'est-à-dire l'éclate ment de la CECA et pour beaucoup la catastrophe absolue, sont considerables. Les programmes de restrecturtion transmis par les gouvernements fin septembre, aboutiraient à des réductions de capacité de quinze millions de tonnes. Il est nécessaire de parvenir au moins au double, soit à trente millions de tonnes.

E:*:-:7-

127

살림

苏西西亚

L ... - ..

-

1.

BOURSE

Estre lie

San Verlein

PROPERTY.

NEW-YORK

de la Bourse de New-York

ा गाउँ होता है।

Company of the Company

a pie atti

والمحجود المراسي

A Copenhague, il saudra s'engager sur ces chiffres... puis décider comment l'annoncer à l'opinion pablique, c'est-à-dire aux travailleurs et aux syndicats. Les plus visés (parce qu'ils ont trop cherché à & dérober) sont dans l'ordre, les ltaliens, les Beneluxiens, les Allemands. L'Italie s'est engagée sur le papier à réduire sa fabrication de produits finis de deux millions de tonnes. M. Davignon a explique mardi soir à M. Marcora, le ministre italien de l'industrie, qu'il n'était pu très convaincu de la réalité de la mtionalisation ainsi projetée et, qu'au demeurant, elle devrait atteindre 28 moins quatre millions de tonnes et inclure la fermeture d'un trais pour bandes à chaud. Il en existe quatre en Italie. Le plus menacé scrait celui de Cornigliano (une des entreprises d'Italsider) à Gênes : les pourvoirs publics viennent justement de décider d'y mettre de l'argent...

PHILIPPE LEMAITRE

PARTICIPATION A L'AMÉRICAINE

La National Steel, quatrième entreprise sidérurgique américaine, vient d'annoncer qu'elle avait commencé des négociations avec les représentants des dix mille ouvriers du complexe de Weirton, en Virginie Occidentale, pour leur céder cet est semble sidérargique parmi les plus modernes des Etats-Unis-Les discussions menées sous 'égide de la banque Lazard Frères devraient aboutir à un socord de principe avant de 15 décembre et à la vente effective

pour le 22 mars. Devant les difficultés de National Steel, qui a annonce 94 millions de dollars de pertes pour le troisième trimestre de 1982, le personnel de Weirtos recherchait depuis plusieurs mois les moyens de sauver le complexe. Avec des ventes de 1,3 milliard de dollars en 1982 - soit le tiers du chiffre d'affaires de National Steel l'unité de Weirton deviendrait la principale société américaine entièrement détenue par ses employés, l'une des trois cents plus importantes entreprises des États-Unis et la huitième sirme sidérurgique outre-Atlantique.

· L'Etat britannique va vendre 51 % des actionsde la British National Oil Corp (B.N.O.C.). Créée en 1975, cette société commercialise le pétrole de la mer du Nord. Elle s'est également engagée dans la recherche et la production-Fidèle à sa politique de dénationalisation, le gouvernement de Mme Thatcher va done proposer au public Par ailleurs, M. Jean Farge, inspec- la majorité des actions de B.N.O.C. l'action. Les spécialistes de la City estiment que ce prix sera dépassé-L'Etat tirera de cette cession une livres (8 milliards de francs).

Depuis le 25 octobre 40 000 appareils sont arrivés à

le laires : contra de se laixues luis auses dans une rus file dat ift, the tre tre des bearfaute . E Ereinen man mit ge menne Seite fint et. fille annen bei bei for effentempt framkuben in . alle ergebeite Pallette seit, fert eine im beite bereft in aufermein fiche nene mergenen. deller and the contract of the confidence and areas. Uniglind in John bei eine bei fante bes ge j derne fierfet. Interes in jahren eitenten ihre eigenes meinemest sogfag.

Manigues for the cost of the case of branch of a spine of any to the state of the s file interes to faire exemple s'autorent de l'autore foure. Military of the color of the ways of the finishes the fallowing more than a make to groupe morbandate a faireit de there are the second of the se West of the second distribute hears there have been in mendententen per en R ..

THE TO HAPPER HAPPERS FOR अपने अन्य स्वर्धनी कि इन्हेंद्रपत generalisating imignation राज्या है के मुख्याना देशन व There is a dame in many ं य कार सर्वेत निर्देशका होते. वर्ष 化打工工工工作 計 明年時 計學主 Tanak gradbige if febr the state of the s And Buddat Date and Lings reserved 22 Lieft fenften fanten ber formitable the statement

Le can de l'unité d

विद्याद्वा राज्यस्य संभागता । Billige ergnatie mab mit M Pagera of madegin some Frank die bei bei bei क्षा प्रकृतिक में सुर्वेत कर्म के देखें fehanse follosis as ad-स्य । सैना हुई बर्गाः । १४४४ महर् १ local till the class bear parties and a respective

CONTRACTOR 1 1 12 to 12 A STATE OF THE STA Alle Garages gaden å ett Abreite gefar bige ber The state of the state and the second of the second s Lawrence fit of the same was more the distinct of with . The Court of States of the Court

The Control of the Park 14.20 ing you was a straight from the exnel grange gara endicina no el care el يوني ريڪم ۾ در man market 11 the Burlight Et rendered a service of in the second of the second beautiful Partition of the State of the Markettanian party

1. 1456.4

** 12***

10. 72 844

— #4 Br

11 5 4

52:3

1: 1

ä, ¹. ∎

--3

. i tay wast. **建筑大学生的人,每十二**年 and the second and California par Section ETRANGE

the granders granter at

and the second of the second o

Le gouve les inv

Straightailer . a Straigh भारतान्त्रकात्राच्या अध्ये अक्राक्षेत्रेस्ट 1957 AND BREADS TO 19 STATES AND IN CONTRACTOR THE RESIDENCE OF THE PARTY OF क्षा भरित्रकात । स्थान का भरिते हु । भा SE STREET WARRENTS 25 . LES BOUNDES SERVICES AL PROPERTY OF A PROP mitrafen auffcent eine M Roll (Bir Feith, are 12 geb erfelbiegent bing feleft efement ficht Constant ita f SPECIAL CONTRACTOR OF CHARLES र्मार्थके नेकद राज्यान्त्रीतिहे स्थितिन्त्री Charle and Charles the a Consultate. Lie augustentet e ting, gemer ber eine beitebeigbeitebe father services and his hardening entitles in contrains in

grecht cie ft initiatelet SENDER LE BONCE DIN FLACION the experience of the first the con-Laufinating ift literate terkersten attick give fi Supplied their morning in the section and sufficient of the the restactivers, profession the factoristant at thems. इक्ष्मानम् क्षामाः है लंदीरका स्वय the supplemental the con-

in individually the line Hand take of Market Straits धा अस अ असे दिया कर्ना नैपहिने स has an otherwise date beide Taking angerspreimen & francisco Paris & Sille in the theretal with authorizing the The second sections · 在我不可能的發展起,不得所以的所養的一次,多數 derintermermitt in A in indicated the interior हमाम्बर्ध की की स्थानकार है

[LANDING SO]

والإستانية المعاددة والمارة

化化氯甲二酚 医二氏征

....

Top . " Militage and a series of

朝・横 : た . . .

AND SHIP VE.

理智慧

---Secretary 16 initiative (** paties minutes the time

F. A. A. CAMBRAS. . ISB The second stant 14

AFFAIRES

LE CONTROLE DES MAGNÉTOSCOPES

Depuis le 25 octobre 40 000 appareils sont arrivés à Poitiers

Le Japon « refuse de se laisser entraîner dans une escalade protectionniste qui ne scrait que des perdants », a déclaré le 9 novembre M. Iroshi Ushida, ambassadeur du Japon en France, interrogé par TF1. L'ambassadeur, qui commentait la décision française d'approfondir » les contrôles dounniers sur les magnétoscopes, a estimé que ces mesures étaient « contraires aux règlements du GATT ». Il a rappelé qu'il avait remis une protestation au gouvernement français le 3 novembre.

Interrogé à propos d'un éventuel allégement des réglementations protectionnistes au Japon, auxquelles s'était notamment référé M. Jobert pour expliquer les mesures prises en France, M. Ushida a, au contraire, estimé que son pays était « fondé » de prendre des « mesures de rétorsion ». Il a toutefois souhaité trouver une « solution à l'amiable ».

Une guerre des prix semble s'amorcer, d'autre part, sur le marché européen du magnétoscope, entre les producteurs japonnis et le tandem ropéen Philips-Grandig. Le groupe néerlandais a baissé de plusieurs centaines de florins les prix de base de ses matériels, alors qu'en R.F.A., les sociétés japonaises auraient diminué leurs tarifs dans les mêmes proportions. Enfin, le groupe japonais Hitachi a annoncé son intention d'installer une usine de magnétoscopes en R.F.A.

Les contrôles douaniers français sur les magnétoscopes importés vont-ils s'alléger? Notre correspondant de Poitiers - centre de dédousnement où tous les appareils sont dirigés – nous signale que depuis la décision gouvernementale (1) la direction régionale des donanes est assaillie de demandes de renseignements venant parfois directement du

M. Marcel Mary, adjoint du directeur régional des douanes de Poitiers, a déclaré à notre correspondant : « Il est parfaitement exact que la décision a été prise ici lundi 8 novembre, comme le permet le code, d'approfondir les contrôles lors des arrivées de magnétoscopes pour voir si ceux-ci correspondent bien à ce qui est annoncé. Il s'agit d'une opération de contrôle systématique, une vérification poussée qui ne saurait surprendre puisque ces méthodes sont pratiquées d'une saçon régulière dans de nombreux pays partenaires. Dans un passé récent, nous avons été contraints, faute d'un personnel suffisant, à renoncer au contrôle à cent pour cent. Aujourd'hui, nous sommes en mesure de mieux assurer notre mission sur un produit donné. Mais que les choses soient claires : il s'agit d'une mesure strictement douanière et d'origine régionale. -

A la question de savoir si ce contrôle pourrait se prolonger. M. Mary a répondu qu'il ne le savait pas, ajoutant qu'il était certain toutefois que cela ne durerait pas indé-

M. Mary a encore précisé qu'il ne. sallait pas amplisser l'importance de la décision prise sur les contrôles. · L'an dernier, nous n'avons pratiquement pas contrôlé de magnétoscopes à Poitiers. Cette année, entre le 25 octobre et le 4 novembre, nous en avons reçu vingt mille et vingt

NEW-YORK

Repli

de la Bourse de New-York

En hausse de plus de 10 points dans la

matinée, l'indice Dow Jones des valeurs

industrielles a fait progressivement mar-

che arrière par la suite sous le poids de

prises de bénéfices et le baromètre, nu-

méro un du marché new-yorkais, accu-

sait un repli de 15,73 points en clôture

Wall Street reste très instable,

comme en témoigne ce brusque mouve-

ment de « yo-yo ». Si de nombreux in-

vestisseurs continuent à anticiper une

nouvelle période de hausse à Wall

Street, certains gestionnaires commen-

cent pourtant à adopter une attitude

plus prudente, estimant qu'ils ne peu-

vem plus procéder à des achais, compte

tenu des cours particulièrement élevés

constatés sur de nombreuses valeurs.

- En l'espace de trois mois, l'indice

Dow Jones des trente valeurs indus-

trielles a gagné 290 points, et il faut

maintenant s'attendre que cet indice

marque un paller », fait valoir un pro-

Le courant d'échanges, lui, ne faiblit

pas et 113 millions d'actions ont été né-

gociées contre 111,2 millions la veille,

avec des volumes dépassant 1 à 2 mil-

lions sur certains titres tels que Sony.

9 nov. 10 nov.

57 3/B | 55 1/8

63 1/8 29 3/E

30 1/8 31 1/4 90

30 3/4 53 3/4 30 3/4 55 3/8 43 7/8 93 7/8 30 32 91 3/8

Exxon, A.T.T. et General Telephone.

VALEURS

Du Pont de Nemours

18.M. 85 5/8 84 3/8 1T.T. 33 1/4 34 Mobil C2 25 1/8 24 3/4 75 1/8 75 1/8

 Pfizzi
 /5 1/8

 Schlemberger
 44 3/8
 42 3/4

 Texaco
 30 3/4
 30 1/2

 U.A.L. Inc.
 28 3/8
 29 3/8

 Union Carbide
 58
 58 1/2

 U.S. Steel
 20 1/4
 20 1/4

 Westughouse
 39
 37

 Xerox Corp.
 40
 40 1/8

pour s'établir à 1 044,52.

BOURSE

mille autres depuis le 4 novembre, soit au total le cinquième des magnétoscopes importés en France en 1981. La première vague a été contrôlée dans les meilleurs délais. La seconde vague est en cours de vérification. Il n'est pas possible de savoir combien il faudra de jours pour une mise au net de la struction, d'autant plus que les arrivées sont irrégulières, puisqu'elles dé-

Le cas de l'usine d'Honfleur

pendent des bateaux. >

Notre correspondant de Caen nous signale par ailleurs que M. Payot_directeur général d' Akat-France, qui emploie deux cents personnes dans son usine de Honfleur (chaînes hi-fi) et qui devait, selon ses dirigeants, commencer à assembler fin 1983 des magnétoscopes, a déclaré mardi 9 novembre : « Nous avons effectué ici des investissements très importants et très couteux (30 millions de francs). Si nous ne pouvons les amortir en réalisant un chiffre d'affaires suffisant et en en assurant la rentabilité, il sera indispensable de faire des économies. » Selon M. Payot, la seule économie possible serait la cessation d'activité de l'unité honfleuraise.

Signalons enfin que les services de M. Fabius ont publié mardi un communiqué concernant la redevance magnétoscopes : - Le travail traditionnel des agents du service de la redevance, qui assurent déjà depuis de nombreuses années cette mission pour la redevance télévision, ne sera pas modifié. Il ne saurait donc être question d'une quelconque inquisition à propos des magnétoscopes. *

(1) Publice au Journal officiel du

Stockholm. – « Pour sortir de la

stagnation qui caractérise notre éco-

nomie depuis 1979, nous devons

renforcer la compétitivité de l'indus-

trie, accepter une augmentation des

bénéfices des entreprises, stimuler

les investissements et contenir la

consommation privée », a déclaré le

ministre suédois des finances.

M. Kjell-Olov Feldt, en présentant, le

10 novembre, son programme éco-

nomique. Comme ils l'avaient an-

noncé pendant la campagne électo-

rale, les sociaux-démocrates vont

relancer les investissements publics

dans les domaines du transport en

commun, du logement et de l'éner-

gie, avec le développement du chauf-

fage urbain et la construction d'une

vinctaine de centrales thermiques au

Près de 4 milliards de cou-

ronnes (1) sont, en outre, accordés à

la direction du marché du travail pour

l'organisation de travaux de dépan-

nage pendant l'hiver. Fin octobre, la

population active était pour 3 % des

Suédois sans emploi, mais de nom-

breuses entreprises, dans la sidérur-

gie notamment, prévoient des arrêts

de production au cours des six pro-

chains mois. Environ neuf mille sala-

nés sont menacés de chômage tech-

nera pas d'effets positifs immédiats

et ce n'est qu'en 1984 ou 1985, se-

lon le ministre des finances, que la

pente. Pour 1983, le gouvernement

prévoit une inflation de l'ordre de

11 % - ce qui est sans doute un

pronostic optimiste, - une chute des

investissements de 5 % et une aq-

gravation du déficit budgétaire, qui

passera de 76 milliards de couronnes

Le programme de relance ne don-

charbon.

EN SUEDE

Le gouvernement veut stimuler

les investissements privés

De notre correspondant

ÉTRANGER

Les ouvriers en grève de Chrysler

De notre correspondant

promis.

72 F contre 54 F).

La menace a eu pour résultat d'exaspérer les dirigeants syndicaux

(12 % du produit intérieur brut) à

90 milliards de couronnes. L'Etat va

devoir dégager environ 10 milliards

de couronnes pour renflouer les défi-

cits vertigineux de la plupart des en-

treprises nationalisées, à commencer

par la compagnie des mines de fer de

Laponie LKAB et la société forestière

à stimuler les investissements privés

ne sont pas du goût du patronat.

Elles compromettent, à ses yeux, les

bienfaits de la dévaluation de 16 %

de la couronne. Les entreprises de-

vront, en effet, verser obligatoire-

ment 12 % des bénéfices réalisés en

1983 à un compte non rémunéré de

la Banque centrale. Ces sommes, que

les sociétés pourront déduire de leurs

frais imposables, devront être utili-

sées au cours des deux années sui-

vantes pour financer des investisse-

ments en machines ou en locaux. Les

projets seront définis en commun

avec les sections syndicales. Un tel

système de canalisation des gains

avait déjà été appliqué en 1973 et

1974 avec un certain succès pour

améliorer les conditions de travail

(1) I couronne = 1 F environ.

• M. JOBERT EN SUÈDE. -

extérieur, M. Jobert, est arrivé mer-

credi 10 novembre à Stockholm

pour une visite officielle de vingt-

quatre heures. à l'invitation de

M. Bodstroem, nouveau ches de la

diplomatie suédoise et ministre du

commerce. - (A.F.P.)

ALAIN DEBOVE.

dans l'industrie.

Cependant, les mesures destinées

AU CANADA

dénoncent les offres salariales de la direction et la domination du syndicalisme américain

mination. Ils avaient déjà très mal

reçu les offres de Chrysler, estimant

que la compagnie américaine avait

insulté les travailleurs canadiens et

le Canada en soumettant des propo-

sitions que les employés américains

avaient déjà rejetées dans une pro-

portion de 70 %. Ils considèrent

comme upe autre insulte le fait que

Chrysler ait décidé de parvenir à un

accord avec les ouvriers américains

avant de chercher à régler une grève

En fait, la constructeur automo-

bile ne voudra peut-être pas prendre

le risque d'attendre janvier pour re-

prendre, comme prévu, les négocia-

tions avec les ouvriers des usines

américaines, car celles-ci seront sé-

rieusement affectées par la grève au

Canada. Outre les onze cents véhi-

cules produits chaque jour dans

l'usine canadienne de Windsor (On-

tario), dont Chrysler peut se passer

pendant un certain temps, la siliale

canadienne produit des pièces indis-

pensables pour les usines améri-

caines de la compagnie. Et ces der-

nières sournissent des éléments pour

les voitures montées au Canada. En

tout, six mille emplois sont menacés

court terme aux Etats-Unis et

On assiste done à un conflit pour

le moins étonnant entre, d'une part,

la société Chrysler et ses ouvriers

américains (en tout cas au niveau

des dirigeants syndicaux), qui veu-

lent poursuivre la concertation, et.

d'autre part, les ouvriers canadiens,

qui refusent d'être traitéscomme des

travailleurs de seconde catégorie. Or

ces derniers appartiennent au même

syndicat que leurs collègues améri-

cains, I'U.A.W. Pour les Canadiens,

ce conflit est donc aussi une révolte

contre la domination du syndicat

américain, qui a sa filiale au Ca-

BERTRAND DE LA GRANGE.

Le transfert

du siège social de Citroën

« SOUVENIRS »

nada, comme Chrysler a la sienne.

deux mille cinq cents personnes ont

déjà été mises à pied.

au Canada.

Montréal. - La grève décienchée vendredi 5 novembre par les neuf mille six cents salariés des trois usines Chrysler du Canada pourrait être longue, et, selon la direction, mettre en danger l'existence de troisième constructeur des Etats-Unis. Faute de pièces, deux mille quatre cents ouvriers des usines américaines out été mis en chôannoncé que trois mille cinq cents personnes supplémentaires seraient touchées aux Etats-Unis si la grève dure deux semaines. An Canada, le syndicat et la direction out indiqué qu'ils n'étaient disposés à ancua com-

Comme les quarante mille employés des usines américaines, leurs collègues canadiens ont rejeté les offres salariales de Chrysler, qui proposait de rétablir l'indexation trimestrielle sur le coût de la vie et promettait des augmentations de salaire à condition que la compagnie enregistre des bénéfices. Mais, alors que les ouvriers américains, plutôt que de déclencher la grève, ont accordé un moratoire à Chrysler jusqu'en janvier, date à laquelle les négociations reprendront, les Canadiens ont, en revanche, refusé ce compromis. Ils estiment qu'ils sont victimes d'un - bluff - de la part de la compagnie et qu'ils ont fait suffisamment de sacrifices en acceptant le blocage de leurs salaires depuis 1979 pour permettre à l'entreprise d'échapper à la faillite. Ils font remarquer que Chrysler a fait des bénéfices pour les neuf premiers mois de 1982 grâce aux secteurs non liés à l'automobile. Ils estiment donc qu'ils ont droit maintenant à des salaires équivalents à ceux des ouvriers des filiales canadiennes de General Motors et de Ford, qui touchent 3 dollars de plus de l'heure (12 dollars contre 9, soit environ

Dans une ultime tentative pour dissuader les ouvriers de déclencher la grève, les dirigeams de Chrysler et de sa filiale canadienne, MM. Lee lacocca et Morris Closs, ont fait parvenir, la semaine dernière, une lettre à leurs employés. Une grève, écrivaient-ils. • risque d'affaiblir la compagnie et peut-être même de la conduire à la faillite, mais nous ne céderons pas ».

canadiens et de renforcer leur déter-

TRANSPORTS

SAIGNÉES PAR LA CRISE

Les grandes compagnies aériennes refusent de se discipliner

De notre envoyé spécial

Genève. – La trente-huitième assemblée générale de l'Association du transport aérien international (IATA) réunie à Genève du 8 au 10 novembre fut une grande sête triste. La débacie sinancière des compagnies aériennes atteint des dimensions inédites.

Entre 1979 et 1984, les cent vingt-deux membres de l'association vont perdre à peu près 9.5 milliards de dollars (plus de 66 milliards de francs). Mais en dépit du danger de mort qui menace physicurs d'entre eux, les grands transporteurs mondiaux ont étalé presque complaisemment, de profondes divisions sur les remèdes à apporter à la crisc.

riode une progression modérée (5 % l'an), ce n'est plus de 50 mais de 100 milliards dont elle aurait besoin pour acheter des avions.

connu plus d'une depuis sa naissance à la fin de la guerre. Mais généralement, il en était l'unique responsable et à ce titre connaissait les moyens d'y remédier. Ce n'est plus le cas aujourd'hui puisque la crise c'est surtout celle de l'économie mondiale. Comme il y a dix ans, les places vides sont nombreuses à bord des avions commandés pour la piupart dans la brève euphorie des années 1977-1978, mais on n'a plus guère d'espoir de les remplir aussi longtemps que l'activité économique générale restera aussi dépressive.

En attendant, la profession dispose d'un certain nombre de leviers pour améliorer quelque peu ses positions. La surcapacité n'est certainement pas une fatalité et tout le monde voulut bien en convenir à Genève. Les difficultés financières des compagnies ont déjà contribué à assainir en partie le marché.

Citroën a fêté, le mercredi 10 novembre, le transfert de l'ensemble

des services administratifs de sa direction générale (62, boulevard Victor-Hugo, à Neuilly, à partir du 22 novembre), après plus de soixante années passées quai André-Citroën, dans le 15 arrondissement de Paris. A l'occasion de ce départ M. Jacques Lombard, président du directoire des Automobiles Citroen. a rendu hommage, cinquante ans après leur exploit, aux participants de la Croisière jaune (1) encore vi-

vants en leur remettant la médaille

de l'ordre national du Mérite.

Une quarantaine de voitures représentatives de la production de la firme depuis 1919 ont ensuite quitté la quai Citroën pour rejoindre Neuilly. Le cortège, qui emprunta l'avenue des Champs-Élysées, comprenait: Trèfle, B-14, Rosalie, traction avant... et un coupé B-2 dit Docteur - qui, avec son intérieur en bois moulé verni, ses vitres arrière en médaillon, ses poignées de porte en corne et son petit vasc destiné à recevoir un bouquet, précédait de quelques mètres la BX, dernièrenée de la gamme.

(1) L'expédition de Citroen en Centre-Asic, qui a rassemblé d'avril 1931 à février 1932 une quarantaine d'hommes, quatorze autochenilles et des véhicules d'assistance pour une traversée automobile de Beyrouth à Pêkin.

 Accord salariai des Eurodif. Un accord sur la sortie du blocage vient d'être conclu chez Eurodif (nucléaire) pour les quelque mille salariés de l'usine du Tricastin (Drôme). Une augmentation de 2 % est accordée, à dater du les novembre, ce qui aboutira à une hausse de 8.5% pour 1982, avec un relèvement de 4 % pour les salaires.

mobilisés au sol; et, pourtant, ceux

Le constat pourtant était clair. Le transport aérien international n'est plus en état d'assurer sa propre survie. Comment, avec une marge d'autofinancement négative et alors que les banquiers commencent à se faire tirer l'oreille, financerait-il les investissements importants nécessaires à son développement. Rien que pour remplacer le matériel actuel, et même si son trafic continue de stagner. l'industrie aura besoin de 50 milliards de dollars d'ici la fin de la décennie. Pour les payer, elle devrait dégager un bénéfice annuel de 6 %; or, ce chiffre est précisément celui de son déficit. Et si jamais le trafic reprenait pendant cette pé-

Des crises, le transport aérien en a

On estime à cent cinquante le nombre des avions gros porteurs im-

FREDDIE LAKER REPART

Dix mois après avoir été acculé à une faillite dont le passif s'élève à 250 millions de livres (3 milliards de francs). Sir Freddie Laker, inventeur des bas tarifs aériens sur l'Atlantique nord, vient d'obtenir de l'aviation civile britannique une

lidays, appartient pour moitié à Lafal, qu'il contrôle personnellement, et, pour moitié, au groupe minier, hôtelier et commercial Lonrho. A partir du 13 décembre, elle se propose de vendre aux Britanniques des voyages et des séjours à destination de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Sir Freddie espère vendre, en 1983, 25 000 forfaits.

L'association britannique des agents de voyages s'est indignée de ce nouveau départ. Son président a notamment déclaré qu'il était aberrant qu'un homme · recoive une bénédiction officielle après avoir laissé un tel chaos derrière lui ».

nouvelle licence d'agent de voyages. Sa société, Freddie Laker Ho-

ENVIRONNEMENT

Belleville en ses jardins

du vingtième. Ce qui était vrai pour les dix-neuf autres arrondissements ne l'était pas pour celui-ci. En effet, du 19 mai au 9 juin dernier, les habitants de Belleville ont pu admirer

Rendant compte d'une exposition dans la salle des fêtes de leur mairie organisée par la Ville de Paris sur annexe les maquettes du futur jardin les nouveaux jardins de la capitale. de Belleville, qui s'étendra là-baut |. 1972. Charge des fonctions de secrétaire nous avions indiqué (le Monde du sur 43 000 mètres carrés. En outre, général du Centre national d'études des 6 novembre) que, malheureuse- une exposition et une série de confé- télécommunications entre 1968 et 1976, ment, les maquettes exposées rences sur l'histoire et l'architecture il a été nommé directeur des affaires n'iraient pas dans les mairies d'ar- de ce haut lieu de la capitale se tienrondissement, notamment dans celle nent actuellement et jusqu'au 24 novembre dans le vingtième arrondis-Renseignements: mairie annexe

du vinguème, place Gambetta. Tél. 358-20-20.

qui continuent de voler transportent encore 36 % à 42 % de sièges vides selon les routes. Sur l'Atlantique nord, les capacités inemployées représentent l'équivalent de trente-six Boeing-747 par jour. La tentation est grande de remplir

les appareils à n'importe quel prix; d'où une politique tarifaire aberrante, dénoncée elle aussi avec une belle unanimité à Genève. Les prix officiels, lorsqu'ils n'ont pas été balayés par les effets de la « déréglementation - américaine, font l'objet de rabais plus ou moins importants. plus ou moins licites. Le manque à gagner découlant de ces pratiques est évalué par l'IATA à 1 milliard de dollars par jour.

Les mauvaises pratiques

Le salut passe donc par une remise en ordre générale des tarifs. Les quelque cent délégations présentes à l'assemblée générale en sont convenues. Cette condition nécessaire n'est toutefois pas suffisante si l'on ne se donne pas dans le même temps les moyens de faire respecter la vérité des prix. Et sur ce point, les opinions se sont radicalement opposées. L'exemple de l'accord tarifaire signé l'été dernier sur l'Atlantique nord entre les Etats-Unis et les douze pays européens montre pourtant que les bonnes intentions ne suffisent pas à venir à bout des mauvaises pratiques. Dès les premiers temps de l'application de l'accord. plusieurs compagnies, prétextant le danger représenté par les transporteurs à la demande (non soumis à l'entente) ont usé de clauses échappatoires dont l'usage ne devait, en principe, répondre qu'à des situations exceptionnelles.

Il apparaît donc qu'une remise en ordre des tarifs n'a de signification que si on se donne les movens de la faire respecter. Tel était le sens du projet de résolution, qui fut, dans un premier temps, présenté à l'assemblée de Genève, lequel envisageais des moyens de sévir contre les - mauvaises pratiques -. Cette motion recevait le soutien, entre autres, de nombreuses compagnies francophones. . Nous ne pouvons pas légiférer sans faire les gendarmes », expliquait un délégué de Royal Air Maroc. C'est alors que la compagnie néerlandaise K.L.M. proposa un texte - on ne sut jamais s'il se voulait un amendement ou une contreproposition tant la discussion qui suivit devait sombrer dans la confusion - supprimant toute allusion aux . mauvaises pratiques . et surtout aux sanctions. Au terme d'un débat confus, pitoyable, mais adroitement orienté, la motion néerlandaise finit par être adoptée. Les pratiques tarifaires malsaines pourront donc continuer malgré l'assurance du président du groupe de surveillance tarifaire de l'Association, qui prétend avoir reçu les . assurances voulues » pour que « la résolution ne devienne pas un ligre de papier ». Pour les compagnies, l'hémorragie financière va donc s'amplifier. Les passagers en profiteront peut-être. au moins provisoirement. Mais un peu partout, les solies suicidaires du transport aérien devront être payées par des contribuables dont plus de 90 % ne prennent jamais l'avion.

JAMES SARAZIN.

P.T.T.

M. EUGÈNE DELCHIER **CHEF DU SERVICE** DE L'INSPECTION GÉNÉRALE

M. Mexandeau, ministre des P.T.T., vient de nommer M. Eugène Delchier, inspecteur général, ches du service de l'inspection générale des P.T.T., en remplacement de M. Robert Moulin, - appelé à d'autres fonctions ». « Le rôle assigné à l'inspection générale sera prochainement redefini . précise-t-on au ministère.

[Né le 30 juillet 1925, à Grandelles dans le Cantal. M. Delchier est entré aux P.T.T. en 1946. Titulaire du brevet de l'Ecole nationale supérieure des P.T.T. (1951-1954), il est inspecteur général des P.T.T. depuis septembre commerciales à la direction générale des télécommunications en juin 1976. En novembre 1979, il a été détaché auprès de l'agence Havas pour exercer les fonctions de conseiller du président du groupe. M. Delchier est aussi président du conseil de surveillance de l'Office d'annonces.

量多为人 17 **建一种**

· 14.70

The legislation of the second ---

below - see - see - see

ÉTRANGER

2 à 4. LA MORT DE LEONID BREJNEV. 5. EUROPE

- ALBANIE : M. Enver Hodja accuse Mehmet Shehu d'avoir été un agent des services secrets américains, yougoslaves et soviétiques. 6. PROCHE-ORIENT

- La Syrie et l'O.L.P. tentent d'aplanir leurs divergences. 6. ASIE

CHINE: Nouvelles condamnations des membres du mouvement démo-Cratique. 6. DIPLOMATIE

- La fin de la visite à Paris de M. Tru-

6. AMÉRIQUES

POLITIQUE

7. La préparation des municipales : la rencontre entre MM, Jospin et Mar-

8. La discussion du budget du ministère de l'intérieur à l'Assemblée nationale. Les activités de M. Giscard d'Estaing.

SOCIÉTÉ

9. LA NOUVELLE POLITIQUE FRAN-

CAISE D'EXTRADITION. 9-10. DÉFENSE : avant l'examen par les députés du projet de budget militaire, un ministre au pied du mur.

 Le départ de M. Marion de la Direction des services secrets. 10. POLICE : la nomination d'un préfet à

le tête de la D.S.T. 14. SPORTS. - FOOTBALL : la victoire

(2-1) de la France sur les Pays-Bas. - VOILE: la Route du Rhum.

LE MONDE DES LIVRES

11, LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH : Drieu La Rochelle ou le Temps de l'homme divisé. Les enseignements de la Chine :

roman de la Longue Marche. 12. ENQUÊTE : un sondage sur le livre.

13. Reims, La Mecque du polar.

CULTURE

15. CINÉMA : la mort d'Elio Petri ; les maux de la politique.

- MUSIQUE : l'Orchestre de la Loire en

- VARIÉTES : Tino Rossi au Casino de Paris : la rentiée d'Henri Salvador. 17. RADIO-TÉLÉVISION : Radio France

internationale veut augmenter ses heures d'emission.

17. PRESSE.

ÉCONOMIE

18. SOCIAL : M. Mauroy : « Avec un léger retard », le pouvoir d'achat du SMIC augmentera de 4 %.

18-19. AFFAIRES : le gouvernement allemand est autorisé à sauver la sidérurque sarroise de la faillite. 19. ETRANGER : en Suède, le gouverne

ment veut stimuler les investisse-

ments privės. - TRANSPORTS : les grandes compagnies aériennes refusent de se disci-

RADIO TELÉVISION (17) **INFORMATIONS**

<SERVICES - (14): La maison; Météorologie Mots croisés; Loto; Loterie nationale.

Carnet (17); Programme des spectacles (16).

AU CONSEIL DES MINISTRES

Le communiqué du conseil des ministres du 10 novembre a abordé les points suivants : conventions internationales. communications audiovisuelles dans les TOM, situation internationale, Conseil supérieur des Français de l'étranger, Conseil des Communautés européennes, indemnisation des victimes de la lempète (dès la publication de l'évaluation des pertes subjes), développement du T.G.V. (le Monde du Il novembre) et politique d'extradition (lire page 9),

M. Jacques Giraud, administrateur civil hors classe, est nommé directeur des pensions sur proposition du ministre des anciens combat-Lants.

[Agé de cinquante-quatre ans, breveté de l'Ecole nationale de la France d'autre-mer (1949), licencié en droit M. Jacques Giraud fut administrateur de la FOM en Haute-Volta et au Senegal, avant d'être intégré dans le coms des administrateurs civils du ministère de l'économie et des finances en 1960. Détaché au ministère des affaires étrangères de 1960 à 1964, il revint à cette date au ministère de l'économie et des finances où il devait être successivement chef du bureau de la gestion du personsei (1967), et. depuis mars 1978, sousdirecteur de la gestion administrative à la direction générale de la concurrence et la consommation.

LA MORT DE LEONID BREJNEV

tsar de toutes les Russies.

M. Maurice Couve de Murville député R.P.R. de Paris, ancien premier ministre, ancien ministre des affaires étrangères, nous a déclaré: · Brejnev était vraiment le tsar de toutes les Russies: vingt-deux ans d'un pouvoir absolu que nul ne

contestait, au cours desquels l'Union soviétique a poursuivi impersurbablement sa carrière de grande puissance mondiale et sa rivalité avec l'autre puissance de même dimension.

Succedant à un Khrouchtchev qui, contrairement à toutes les traditions de son pays, alliait les imprudences aux improvisations (voir la crise de Cuba), Brejnev êtait typiquement le représentant de l'esprit russe, mélange de prudence et de volonté brutale, s'adaptant aux circonstances et sachant en lirer prosit. Son règne s'est ainsi caractérisé, dans les rapports avec l'Occident, par un mélange de relations dures et d'adaptations habiles, qui a permis à la Russie de s'affirmer toujours davantage, partout et à tout moment.

C'est alors que Brejnev était au pouvoir, et des le début, que la France a pleinement développé une politique qui consistait à se passer d'intermédiaire pour traiter avec Moscou. Brejnev a eu, de ce sait, des relations directes avec nos présidents successifs, au moins jusqu'à l'année dernière. Ils ont pu apprécier ce que je viens de dire de son caractère et de son action. Il est peu probable qu'après cette mort brutale, avec une succession qui n'est apparemment pas préparée, l'Union soviétique apporte un changement dans la poursuite de sa carrière de gérant mondial.

M. KISSINGER: **UN INTERLOCUTEUR NERVEUX**

Dans ses mémoires (tome Il. Fayard), l'ancien secrétaire d'État américain, M. Henry Kissinger, rapporte ainsi son premier entretien avec M. Brejnev, en 1972, lors de sa mission secrète :

· Brejnev paralssait nerveux. en partie, probablement, parce qu'il se sentait peu sur de lui au moment de négocier pour la première sois avec d'importants membres du gouvernement américain, mais certainement aussi du fait de l'abus qu'il faisait du tabac et de l'alcool, du fait aussi de ses antécédents cardiaaues et des contraintes de son poste. Ses mains étaient continuellement en mouvement, soit à tripoter sa montre, soit à faire tomber la cendre du bout de son éternelle cigarette (jusqu'à ce qu'on l'obligeat à se servir d'un étui à cigarettes fermé qui ne s'ouvrait qu'à intervalles réguliers, contrainte à laquelle il parvenait à se soustraire grâce à d'astucieux stratagèmes), soit encore à faire tinter son portecigarettes contre le rebord d'un cendrier. Il ne pouvait rester en place : pendant que l'on traduisait ses remarques, il se levait nerveusement de son fauteuil. faisait le tour de la pièce, engageait des conversations à voix haute avec ses collaborateurs. ou même quittait la pièce sans un mot d'explication, avant de reverir quelques instants plus

. Un jour, il apporta un canon miniature dans la salle de conférences qui servait normalement aux réunions du Politburo; mais le canon refusa de tirer. Brejnev fut alors bien plus occupé à essayer de le faire marcher qu'à écouter les observations profondes que je pouvais être en train de faire à ce moment-là. Finalement, le coup partit avec un bruit sourd. Brejnev jit jierement le tour de la pièce, comme un boxeur qui vient de mettre son adversaire k.o. Les négociations reprirent alors dans un silence gene, mais ceux d'entre nous qui avaient fini par connaître les réactions de Brejnev savaient qu'il serait de courte durée.

CROISIÈRE D'HIVER **AUX ANTILLES** SUR NEW LIFE:

Luxueux voilier de 13 mètres (Gib Sea 126) Croisière et séjour 1 ou 2 sem. Renseignements et document.

AIRCOM (S.E.T.L.) 25. rue La Boétie 75008 Paris Tél.: 268-15-70

seur de la coexistence paci-

M. Maurice Faure, député du Lot (app. P.S.), président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, nous a déclaré:

- Leonid Breinev semble avoir exercê un pouvoir moins personnel que ses prédécesseurs. De ce fait, le jugement sur son action s'en trouve plus nuance. Il n'a, certes, pas remédié aux corences de l'économie soviétique dans les secteurs de l'agriculture et du ravitaillement. Il a souffert de l'ombre que les évènements d'Afghanistan et de Pologne ont jetée sur son image de marque. Mais, à des signes qui ne trompent pas, on peut affirmer qu'il souhaitait la réactivation du dialogue avec l'Occident dans le domaine du désarmement et de la coopération, ginsi que la normalisation des relations avec la Chine populaire. C'était sa contribution à la cause de la coexistence pacifique, à laquelle il était attaché et ou service de laquelle il mit un comportement prudent et conservateur.

M. BAUDY (P.C.M.L.): aucun anti-impérialiste conséquent ne le regrettera.

De l'intervention en Tchécoslovaquie en 1968 à l'invasion et à l'occupation de l'Afghanistan et du Cambodge, de la multiplication des menaces et pressions sur les autres pays, ceux du pacte de Varsovie comme ceux du tiers-monde, à la course effrénée aux armements, les dix-huit années de direction de Breinev ont été marquées par le développement de l'offensive impérialiste de l'U.R.S.S., en rivalité avec l'autre super-puissance impérialiste des U.S.A. pour dominer le monde.

L'U.R.S.S. et les U.S.A. sout responsables de l'aggravation de la situation internationale, des menaces croissantes sur la paix mondiale, des crises et affrontements dans tous les points du globe. Aucun antiimpérialiste conséquent ne regrettera Breinev, même si sa disparition n'affecte en rien la politique de l'U.R.S.S. et laisse subsister les menaces sur la paix mondiale.

Le commerce Est-Quest

LA MAISON BLANCHE **ASSURE QU'UN ACCORD** ENTRE ALLIÉS **SERAIT ANNONCÉ** « PROCHAINEMENT »

Washington (A.F.P.). - La Maison Blanche a confirmé, mercredi soir 10 novembre, que le président Reagan continuait d'étudier une - proposition globale » visant à restreindre le commerce des pays occidentaux avec l'Est. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Speakes, a tenu à préciser que l'accord en vue faisant suite aux consultations entre les Etats-Unis et leurs alliés concerne « tous les aspects des relations économiques Est-Ouest »,

Il a rappelé à nouveau que le président Reagan est prêt à lever l'embargo américain sur les fournitures destinées au gazoduc euro-sibérien si un accord global peut être trouvé avec les alliés qui soit - aussi efficace ou plus efficace que les sanctions actuelles . prises par Washington pour contrer l'action sovictique en Pologne,

Le porte-parole de la Maison Blanche a refusé de préciser à quel moment un accord pourrait être annoncé en répétant que ce serait * prochainement ». Il a indiqué que les conversations avec les ambassadeurs des pays concernés (Grande-Bretagne, France, R.F.A., Italie, Canada et Japon) devraient se pour-SHIVIC.

[D'autre part, mercredi soir, le Quai d'Orsay « faistit toute réserve sur les informations en provenance de Washington concernant les relations écogomiques Est-Ouest et des négociations qui suraient lieu à leur propos en relation avec une éventuelle levée de l'embargo décidé unilatérallement en juin par le gouvernement américalu ». J

M. Autain annonce la résorp-

tion des cités de transit. - M. François Autain, secrétaire d'Etat aux immigrés, a annoncé, mercredi 10 novembre, la création d'une mission d'étude chargée de la résorption des cités de transit. Il venait de se rendre à la cité Gutenberg à Nanterre (Hauts-de-Seine), où, le 23 octobre, un jeune Marocain, Abdenbi Demiah, avait été, selon les propres termes de M. Autain. - abattu de sang-froid parce qu'il a commis le crime d'être jeune et arabe. (le Monde du 10 novembre). Le secrétaire d'Etat a également rendu visite à la famille de la victime.

A la fin du premier semestre l'endettement brut de la France représentait 233 milliards de francs

déclare M. Delors

d'emprunts extérieurs évalués au

cours du change de conversion

moyen et long terme, dont 26 mil

liards d'emprunts garantis. Sur cette

base, au taux de change du 30 ivin

1982, le flux de la dette garantic

correspond aux augmentations de

l'encours de cette dette pendant le

premier semestre, soit 28 milliards

Ainsi, au cours du 30 juin 1982

actualisé, la dette s'élevait

175 milliards de francs au 31 de

cembre 1981, et. si l'on tient compte

de l'endettement contracté entre la

fin de 1981 et le 30 juin 1982, o

203 milliards.

aboutit à une dette garantie de

A cette dette, il convient d'ajou-

ter l'endettement à moyen et long

terme à l'égard de l'étranger des en-

treprises qui ne bénéficient pas de la

garantie de l'État, soit 30 milliards

A la même date, les créances de la

France sur l'étranger au titre du cré-

nous disposions fin septembre.

Gestion hasardeuse d'une partie du secteur public, qui avec des fonds à long terme sinance non pas des investissements mais des charges courantes : gestion très risquée de certains organismes bancaires qui. comme le Crédit foncier, ont emprunté à Tokyo des sommes en yens et à des taux variables pour financer le logement social (1); doublement de la dette extérieure de la France en dix-huit mois... Le débat sur l'endettement du pays a rebondi, mercredi 10 novembre, à l'Assemblée nationale avec les vives critiques de M. François d'Aubert (U.D.F., Mayenne) et les réponses faites par M. Jacques Delors.

Le député de la Mayenne, après s'être inquiêté du fait que le ministre de l'économie et des finances endettait la France - envers des pays que vos successeurs rembourseront en devises », alors « qu'en même temps your pratiques un protectionnisme qui, du foit de la baisse de exportations qu'il entraînera, nous privera de devises dont nous aurons besoin par ailleurs », a demandé à M. Deiors le montant exact au ler novembre de notre dette brute (2).

Le ministre a fait la réponse sui-

« Le 31 décembre 1981, au cours du change en vigueur, la dette extérieure garantie par la République française s'élevait à 155 milliards de francs. Si l'on yeut estimer la dette garantie à une date plus récente. il faut tenir compte des nouvelles opérations d'emprunt avec garantie auxquelles il a été procédé depuis fors, des amortissements depuis le 31 décembre 1981 et des conséquences, pour l'évaluation en francs. des variations des taux de change. Sur ce point, il faut examiner la situation devise par devise, et cela n'a pas encore été fait.

- Les statistiques de la balance paiements font apparaître 27 800 millions de francs de flux

PREMIÈRE MISSION

OPÉRATIONNELLE

DE LA NAVETTE SPATIALE

AMÉRICAINE

Jeudi 11 novembre à 13 h 19

(heure française), la navette spa-

tiale américaine devait quitter son

pas de tir du Centre spatial Kennedy

pour entreprendre sa cinquième mis-

sion, qui est aussi la première mis-

sion opérationnelle. En fin de mati-

née, quatre astronautes avaient pris

place à bord de la navette: Vance

Brand, commandant de bord, Ro-

bert Overmyer, pilote, Joseph Allen

et William Lenoir, ingénieurs de

bord. Pour Vance Brand, ce vol est

le deuxième puisqu'il a déjà parti-

cipé, en 1975, au vol conjoint

Apolio-Soyouz ; ses trois coéquipiers

La mission doit durer cinq jours.

Au programme des astronautes : la

mise en orbite de deux satellites

commerciaux de télécommunica-

tions, S.B.S.-3 (États-Unis) et

Anick-C3 (Canada), ainsi que di-

verses expériences, avec, en particu-

lier, trois heures de sortie dans l'es-

pace pour les deux ingénieurs. Les

contraintes d'orbite des satellites im-

posaient un départ entre 13 h 19 et

La présence de quatre astronautes

s entraîné un résménagement de

l'habitacle avec la suppression des

deux sièges éjectables où prenaient

place les participants aux quatre

vols d'essai pendant les phases criti-

ques de l'atterrissage et surtout du

décollage. Il était donc vital que l'al-

lumage des moteurs et les premières

secondes de voi se passent sans inci-

deal Ensuite, la procédure de voi

autorise des retours d'urgence, soit

au Centre Kennedy même, soit à

Dakar (Sénégal), ou à White-Sands, au Nouveau-Mexique.

Dans les dernières heures précé-

dant la mission, on avait craint que

celle-ci ne doive être repoussée à

cause des conditions atmosphériques

prévalent à White-Sands, mais, dans

la matinée de jeudi, les responsables

• Le Conseil constitutionnel a

déclaré conforme à la Constitution

l'article 10 de la loi relative à la né-

gociation collective et au règlement

des conflits du travail. Un recours

avait été déposé par les parlemen-

taires de l'opposition contre la dispo-

sition concernant les sanctions en-

tions figurant dans des conventions

courues par les personnes qui

décidaient d'autoriser le départ.

sont des néophytes de l'espace.

ments aussi complets que ceux que ie viens de fournir. » (1) Qu'on le déplore ou non, cette pratique est courante pour un grand nombre de pays. (2) C'est-à-dire ne tenant pas compte de nos créances sur l'étranger.

ACCORDS PRÉLIMINAIRES ENTRE LE F.M.I., LE MEXIQUE ET L'ARGENTINE Washington (A.F.P.). - Des ac-

cords préliminaires sont intervenus entre le F.M.I. d'une part, le Mexique et l'Argentine de l'autre en vue de l'octroi à ces deux pays d'une aide financière importante, action apprise le 10 novembre dans les milieux financiers internationaux. Aux termes de ces accords, le F.M.I. envisage d'accorder au Mexique un crédit Stand-By de 3,6 milliards de droits de tirage spéciaux (environ 3,8 milliards de dollars) sur trois ans ; à l'Argentine un crédit Stand-By de 1,5 milliard de D.T.S. (environ 1.6 milliard de dollars) sur quinze mois.

L'octroi de l'aide du F.M.I. est conditionné par l'acceptation par les gouvernements de Mexico et de Buenos-Aires de programmes de re dressement économique négociés avec le Fonds. Il devrait débloques les négociations que l'Argentine et Mexique ont entamées au sujet de leurs dettes extérieures privées.

En Italie LA DÉMISSION **DU GOUVERNEMENT** PARAIT INÉVITABLE

(De notre correspondant.) Rome. - Nouvelle crise du cond gouvernement Spadolini. devait annoncer sa démission au cours d'un conseil des ministres réuni en sin de matinée, ce jeudi 11 novembre. Une crise soudaine, certes à terme

prévisible, étant donnée la paralysie progressive d'un cabinet qui avait les plus grandes difficultés à faire avancer un programme économique sur lequel divergeaient démocrateschrétiens et socialistes, les deux principales composantes de la majorité, mais dont le moment ne s'imposait pas encore. Une crise d'autant plus confuse

que son origine tient à un fait mineur : la semaine dernière, alors que le président du conseil se trouvait aux États-Unis, se développait une querelle entre M. Andreatta (démocrate-chrétien) et M. Formica (socialiste), respectivement ministres du Trésor et des sinances. qui échangeaient, par journaux interposés, des propos peu amènes mêlés d'attaques personnelles, des intempérances verbales reflétant un désaccord de fond sur la politique économique.

auraient méconnu certaines stipula-M. Spadolini, à son retour de Washington, estimant que, par leur - ton inadmissible -, les deux ministres avaient manqué à la collégialité gouvernementale, exigeait leur demission. Ph. P.

La commémoration du 11 novembre 1918

M. FRANÇOIS MITTERRAND A L'ARC DE TRIOMPHE

nelle, jeudi à Paris, de l'armistice du 11 novembre 1918 en présence du président de la République se singulariserait cette année par la participation des forces françaises ayant concouru au rétablissement de la paix au Proche-Orient, notamment à

Remontant en voiture découverte. peu avant 11 heures, l'avenue des Champs-Elysées, où une foule assez nombreuse, encouragée par la température clémente, s'était massée, M. François Mitterrand a passé les troupes en revue place de l'Étoile. avant de s'incliner devant la dalle du

notamment à plusieurs vétérans de la guerre 1914-1918 - qui fit. rappelons-le, un million einq cent mille morts du seul côté français. le président de la République est allé déposer une gerbe au pied de la statue de Georges Clemenceau.

dit acheteur et du crédit financier s'élevaient à 190 milliards : ainsi le total de l'endettement net de la France au 30 juin était inférieur à 50 milliards, somme qu'il faut rapprocher de nos 50 milliards d'exportations mensuelles et des 250 mil liards de réserves de change dont - La dette française n'est pas anormalement élevée : mais nous depel des morts des deux guerres. vons faire attention à ce qu'elle n'augmente pas trop. Elle ne repré-

sente pas plus de 6 % du PIB, et son service nous coûte – remboursement et intérêt - l'équivalent de vingt jours d'exportations. J'ajoute qu'en 1981 l'Aliemagne a emprunté plus que la France et qu'aucun gouvernement ne donne des renseigne-

NOUVELLES DEMANDES DE RÉHABILITATION DE PHILIPPE PÉTAIN

Au cours de la cérémonie à l'île d'Yeu sur la tombe du maréchai Pétain, plusieurs messages ont été lus, rédigés par Mª Jacques Isorni, son ancien défenseur, par M. Michel de Saint-Pierre et par le colonel Rémy. Ce dernier a souhaité que l'union se fasse par « la reconnaissance réciproque des services rendus à une même cause aussi bien sous l'égide du voinqueur de Verdun que sous celle du chef de la France combat-

Enfin, Me Isorni a rendu publique Le deuxième - fait nouveau - ré-

TOUS PERMIS MER (A. B. C) ET RIVIÈRE

Le numéro du « Monde » daté 11 novembre 1982 a été tiré à 491 172 exemplaires.

La commemoration tradition-

Beyrouth.

Soldat inconnu.

Après la remise de décorations,

• M. Robert Badimer, garde des sceaux, a assisté mercredi 10 novembre, au palais de justice de Paris, à la cérémonie du Souvenir, qui s'est déroulée devant le « monument aux morts de la famille judiciaire », en commémoration de l'armistice du il novembre 1918. Après le dépôt d'une gerbe, les magistrats, avocats et auxiliaires divers ont écouté l'ap-M. Joseph Franceschi, secrétaire

d'Etat à la sécurité publique, a célébré le soixante-quatrième anniversaire de l'armistice de 1918 par deux cérémonies à la mémoire de policiers et fonctionnaires du ministère de l'intérieur tués lors de la première guerre mondiale. Il s'est rendu d'abord à Neuilly, où il a déposé une gerbe au pied du monument aux morts de la police. En début de soirée, dans la cour d'honneur du ministère de l'intérieur. M. Franceschi, accompagné de M. Maurice Grimaud, directeur du cabinet de M. Gaston Defferre, a déposé des gerbes au pied de trois plaques commémorant les morts de la guerre 1914-1918.

A l'occasion de la commémoration de l'armistice du 11 novembre 1918, M. Jean Borotra, président de l'Association de défense de la mémoire du maréchal Pétain, a déclaré dans une allocution prononcée mercredi 10 novembre, à l'ossuaire de Douaumont, qu'il souhaite entretenir M. Mitterrand du problème de la translation des cendres de Philippe Pétain à Dougumont, ajoutant qu'alors « Verdun deviendroit un des lieux où se concrétisera l'union de l'immense majorité des Fran-

une lettre qu'il a adressée le 16 septembre 1982 à M. Badinter, ministre de la justice, pour poursuivre la procédure de révision de la condamnation de Pétain en 1945 pour « intelligence avec l'ennemi . L'ancien défenseur signale deux faits nonveaux : une confidence faite à M. Jean Guitton, de l'Académic française, par le prince de Bourbon-Parme, qui avait transmis à Pétain, en 1940, une lettre du roi d'Angleterre, George VI, lettre " qui aurait sauvé Pétain au moment de son procès - si elle n'avait pas été détruite.

side dans une citation de de Gaulle rapportée par Georges Pompidou dans ses Mémoires posthumes. · Pour rétablir une vérité . L'ancien chef de la France libre aurait dit, en effet, que « Pétain, maréchal français, était une chance de la France ..

— (Publicité) — ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE 23, bd Vital-Bouhot, ile de la Jatte, 92, Nemity Téléphone: 747-61-35

Alain GOUTHIER Centre officiel d'examen - Marine marcharde

THE STATE OF THE S

de Schlarks manus aruzelski una distribution was du mid

entente?

market &

· · /11 .

, & 40 e

Salah 👬

20 1200

e dertier, **leit**

* * T L7 C286

THE BATT

四位。 智慧学

* 21F## 51# *

: 196's & 196's

At &= 1

E. Maris

हिं रिक्स

But.

24 TE.

Land of St.

T HUB

. pr. 🙀

74.45

· '+ Afte

girat qui 🙀

ting and the

· ተለ። ያካሄታ

.! the se

A desired

State of the latest

STATISTICS.

- 24114A

Section Section

and offer

on designation of

THE LAME

1967 化光线管 3

4 2/22

(TS

THE CHAP

1 1785

- 113: 귀4별 .

: 7! 🖁 😘

"大小玩说" 家署

1 44

the figure

. . | 41 = 1 }

"ICHRESS

****** 梅 .

tite FHR.

Cai markings

1 16 4 2 18

in the let

" Essoute:

Secret of the Life

Contract asses

The House the

* 1117 4254 8355 W

^{के त}र विद्यासमूच्

Calle Petter

" destant

tendar of

4 Sec. 2842 7

NUMBER OF STREET

Thirter Main

The street street

: es freign

or a stateles la

· . Carl Brug

· - .i

A STATE OF THE STATE OF with the state of the state of the To desirate the second of the saddiffication de Mas.

Similar William Tolk Street Street Street Street THE PARTY AND PARTY OF THE PARTY. THE RESIDENCE OF A COMMUNICATION OF THE PROPERTY AND ADDRESS OF THE PERSON OF THE PERS

Mart seems with hard-THE WEST AND AND ASSESSED THE WAY MANAGER SA SERVICE SECTION SAFE P. S. Military statistics and the Landon

化基本性 经价值性 性表 基 经经济证 经 Figure 1 and THE THE PROPERTY WHITE SEAR THAT I WAS

A MANAGER HE HE STREET AND STATE The first and the property of the contract of THE PARKET SHOT AND THE WALKERS THE 等 华州南部 建设计 计通过程序 表一部門門 中地口 经 下海 不敢是最高的

وياد الزيم وأف فهم وتنفسه بالحق العاكم الصدارة الحمي

remand

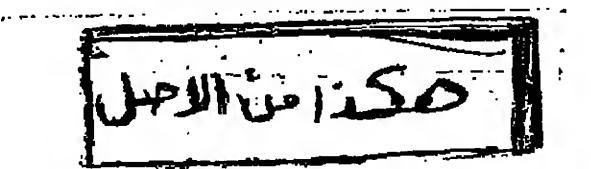
Cuvelier Histoire

Voie royale de l'esprit humair



Pour decouvers une verité oublide : is piece immense one is livre, factour de civilisatius. server facts with ray, Des "bandes described and especia THE PERSON coe I'en pret femiliator 1 cal former me culture du livre, weritable and the store

> INXA MENTS Rocher



ou des accords.